

Les Idées Economiques et Financières de Montesquieu

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 15 Avril 1940, à 14 heures

PAR

C. DE LA TAILLE-LOLAINVILLE

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ROGER PICARD, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. NOGARO, *Professeur*
 { M. BAUDIN, *Professeur*

PARIS
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1940

**Les Idées
Economiques et Financières
de Montesquieu**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

L'on n'aborde pas l'œuvre de Montesquieu, même avec un objet aussi restreint et modeste que celui de cette étude, sans un certain scrupule, une certaine crainte, celle d'apprécier trop vite, trop superficiellement, des idées qui, pour être énoncées en quelques lignes, condensent et résument les vues d'un esprit de génie, appliquées à une masse d'observations accumulées et lentement mûries et assimilées au cours de longues années.

Dans la préface de *l'Esprit des Loix*, Montesquieu a lui-même mis en garde le lecteur contre une critique inconsidérée en des paroles dont la franchise égale la simplicité : « Je demande une grâce que je crains qu'on ne m'accorde pas ; c'est de ne pas juger par la lecture d'un moment d'un travail de vingt années, d'approuver ou de condamner le livre entier et non pas quelques phrases ».

Destiné aux esprits de son temps pourvus d'une forte culture et sachant consacrer à une telle œuvre le temps qu'elle méritait, cet avertissement ne doit-il pas faire réfléchir d'avantage le lecteur ou le critique d'aujourd'hui, dont la richesse des connaissances contemporaines disperse et émousse l'attention, que des lectures trop faciles et trop nombreuses ont déshabitué de penser, de réfléchir, en même temps qu'elles le conduisaient à des jugements trop sommaires ?

De même, dans la *Défense de l'esprit des Loix*¹ et des *Lettres Persanes*², Montesquieu par la sévérité et la justesse de ses jugements semble vouloir décourager d'avance les com-

(1) 3^e Partie — (2) Lettre 66.

mentateurs et les auteurs de thèses. Mais, plus que ces apostrophes, c'est l'avis placé en tête de l'*Esprit des Lois* qui retient notre attention, d'autant qu'il est encore renforcé par le jugement des critiques qui connaissent le mieux l'œuvre de Montesquieu. Ainsi, Barckhausen écrit, avec beaucoup de pertinence semble-t-il : « Il n'est pas de livre célèbre qui prête davantage aux critiques matériellement exactes et néanmoins absurdes, des lecteurs naïfs. Il suffit de prendre une foule de passages à la lettre. Jamais *l'Esprit des Lois* ne sera apprécié à sa valeur par une intelligence simpliste et vide » ³.

L'on s'aperçoit vite, en effet, que les lectures successives de Montesquieu, bien loin d'épuiser leur objet découvrent toujours de nouvelles notions, de nouveaux aperçus ; l'on saisit peu à peu toutes les richesses d'observations et de réflexions que le philosophe avait amassées sous de brèves maximes. Ce qui semblait n'être qu'une vérité banale ou une sentence assez creuse, plus brillante que profonde, laisse entrevoir de quelle somme d'investigations et de déductions elle forme le terme et la conclusion. De même des jugements que nous considérons comme des lieux communs tant que notre expérience personnelle ne nous en a pas révélé l'insondable vérité.

Aussi se trouve-t-on porté à reviser, après une lecture plus attentive, une opinion prématurée, aussi est-on amené à penser que pour comprendre et embrasser la pensée réelle et profonde de Montesquieu même sur un sujet aussi délimité que celui de ses idées économiques, il faudrait reprendre à fond l'étude de toute son œuvre, connaître également les idées de ses principaux commentateurs.

* *

Un autre écueil peut-être, tant les œuvres de Montesquieu donnent à réfléchir, à penser, tant elles ouvrent d'horizons, c'est de lui prêter des idées qui lui sont étrangères, de découvrir dans ses écrits plus qu'il n'a voulu y mettre lui-même, de tirer d'un simple trait des développements et des conclusions qu'il n'eût même pas imaginés. A l'inverse, on hésitera à tirer

(3) BARCKHAUSEN : *Montesquieu*. Le désordre de l'*Esprit des Lois*.

au clair et à discuter ses théories sous le prétexte que l'on n'est pas sûr d'aller tout-à-fait au fond de la pensée de l'auteur, ou bien l'on essayera de concilier, d'expliquer des contradictions qui ne sont que les démarches successives dans le temps d'un esprit plus avide encore de connaître et de comprendre les réalités que de leur imposer une rigide et préalable ordonnance.

Nous avons cru devoir inscrire ces observations en tête de notre étude, non pour en exagérer à dessein les difficultés et en excuser par avance les défauts, mais parce qu'au fur et à mesure que s'avancait le travail entrepris, elles s'imposaient davantage à notre esprit. Ainsi ne prétendons-nous pas posséder complètement l'œuvre de Montesquieu et seule une expérience aussi longue que multiple et approfondie des hommes et des choses peut sans doute en faire comprendre tous les aspects, pénétrer tous les détours. Nous n'en avons pas moins pourtant l'ambitieux dessein de mettre en lumière certains points encore insuffisamment éclaircis, tant cette œuvre nous apparaît comme une mine que nul ne peut se flatter d'avoir entièrement explorée.

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La figure et la vie de Montesquieu. — Son influence. — La portée actuelle de son œuvre. — Les idées économiques qu'elle contient.

Sans prétendre donner de Montesquieu un portrait qui n'a pas sa place dans un tel cadre, il ne nous paraît pas inutile de reprendre dans la figure et la vie de l'auteur les traits qui peuvent éclairer et expliquer les différentes tendances de son œuvre économique.

L'image que les manuels de littérature ou les dictionnaires biographiques nous donnent de Montesquieu est en général celle d'un magistrat austère et grave — malgré les *Lettres Persanes*, accident de jeunesse —, appliqué à l'étude de l'antiquité, connaissant bien l'Angleterre et auteur de la théorie classique de la séparation des pouvoirs.

Il est évident que ce portrait laisse dans l'ombre certains côtés de l'existence de Montesquieu, qui ont exercé sur son œuvre une influence sur laquelle nous aurons souvent à revenir. Et tout d'abord, l'auteur est avant toute chose, un homme de la terre, propriétaire foncier, passant la plus grande partie de sa vie à la campagne, familier des spectacles et des faits de la nature, mais aussi dirigeant lui-même ses domaines, qu'il administre avec autant d'habileté que de fruit ; et s'il n'était pas aussi au fait des choses de la terre, ses opinions sur l'intervention de l'Etat en matière de contingentement de la production agricole ¹ seraient sans doute moins précises, et moins fortement étayées.

Quand il ne s'occupe pas de ses terres ² l'auteur travaille

(1) Mémoire contre l'arrachage des vignes (Mélanges inédits).

(2) Ou, besogne moins matérielle mais si typique, de la transformation en jardin anglais du parc à la française de La Brède...

dans son immense bibliothèque, tel Montaigne dans sa tour. Après bien d'autres auteurs, M. Léon Berard, dans un discours récent et plein de saveur ³ s'est plu à rapprocher ces deux « hommes du terroir », comme il les appelle, si caractéristiques, en leur parenté d'esprit du génie français. Nous avons tenu à insister sur cet attachement de Montesquieu au sol, car il nous donne la clef de son réalisme, de son sens du concret ; la bibliothèque où il mûrit son œuvre dans le silence et la retraite est trop proche des champs, des vignes et des bois pour que son immense érudition puisse faire de lui un savant de cabinet, auquel ses livres masquent les réalités.

Quant à sa charge de Président à mortier du Parlement de Guyenne qui nous a habitués à voir Montesquieu sous l'aspect immuable d'un magistrat, il ne l'a guère occupée que dix ans et en résigne sans regret les fonctions alors qu'il n'a pas encore quarante ans pour se consacrer désormais à une œuvre entièrement spéculative. Des années passées au Parlement, Montesquieu devait conserver certaines habitudes d'esprit, certaines formes de pensée que nous retrouverons, mais il n'avait jamais eu de goût pour la procédure et de très bonne heure il cherchait davantage à pénétrer l'esprit ⁴ du Droit qu'à en retenir les maximes en même temps que sa curiosité était attirée par des connaissances tout autres que les coutumes ou la jurisprudence.

Les biographes les plus éclairés nous donnent aussi à entendre qu'il n'avait qu'un goût relatif pour l'exercice de la magistrature et que sa conception si noble et si élevée de la justice devait mal se concilier avec l'application qu'il était obligé de faire des règlements de l'époque, notamment en matière criminelle ⁵. On sait encore que l'ancien Président à mortier préconisera l'institution d'une magistrature élective et annuelle ⁶. En bref, il n'a jamais subi le pli déformant qu'aurait pu lui imposer sa profession et si elle exerce sur lui une certaine in-

(3) Cf. *Revue des Deux Mondes*, 15, XII, 1938.

(4) Suivant ses propres paroles.

(5) Faut-il noter à ce sujet que le Parlement de Guyenne, troisième par l'importance, était le premier du Royaume pour la rigueur de ses prisons.

(6) *Esprit des Lois*, XI, 13.

fluence, il y échappe de bonne heure et elle lui laisse toujours une entière liberté d'esprit.

* *

Nous donnerions volontiers une part assez grande de la formation de l'esprit de Montesquieu à l'Académie de Bordeaux, dont il est un des membres les plus actifs et à plusieurs reprises le Président, à laquelle il communique de nombreux mémoires⁷, qui l'oriente vers une étude approfondie et concrète des sciences naturelles ; où il connaît des hommes qui exerceront sur lui une influence indéniable, comme Barbot et surtout Melon, l'auteur de *l'Essai sur le Commerce*. Et, cette remarque à titre anecdotique, c'est dans une plaidoirie de Montesquieu pour l'Académie de Bordeaux, dont l'immeuble était menacé par les projets d'urbanisme de l'Administration Municipale, que se trouve l'origine de la théorie de l'utilité publique et de l'indemnisation préalable en matière d'expropriation, formulée dans *l'Esprit des Loix*.

Au même plan que l'Académie de sa province, bien que nous intéressant à un moindre titre quant aux théories économiques et financières de l'auteur, nous placerons les salons politiques et littéraires de Paris, tels que le Club de l'Entresol, sorte d'Académie des Sciences morales et politiques, le château de Chantilly, où règnent Mme de Prie et Mlle de Clermont, l'hôtel de Mme du Deffand, les salons de Mme de Tencin, Mme Geoffrin, la Comtesse de Rochefort, la Duchesse d'Aiguillon, la Marquise de Lambert surtout ; Montesquieu y fréquente assidûment, aussi bien dans sa jeunesse que dans son âge mûr, et il se plaît à y rencontrer les esprits éclairés aussi bien que les auteurs à la mode ou les étrangers de marque⁸, dont la conversation le renseignera aussi bien que les livres, et mieux, le tiendra en contact direct avec les réalités humaines.

(7) Dissertations sur le Système des idées (1716), la politique des Romains dans la religion (1716), la différence des génies (1717), Mémoires sur les causes de l'écho, la transparence des corps, la pesanteur, le mouvement relatif... etc., traité général des devoirs de l'homme (1725), etc.

(8) Le Président HENAUT, l'abbé de SAINT-PIERRE, d'ARGENSON, RAMSAI, PLELO, Lord BOLINGBROKE... etc.



Dès qu'il a pu se libérer des fonctions parlementaires qui le retenaient à Bordeaux, Montesquieu réalise son désir le plus cher : voyager, confronter les enseignements de l'expérience directe et personnelle avec ceux qu'il a reçus de ses lectures ou de ses conversations et il part faire le tour de l'Europe. Chacun sait que l'on voyageait beaucoup autrefois, autant qu'aujourd'hui peut-être et certainement avec plus de profit. Montesquieu, lui, voyage dans des conditions toute particulières, puisque partout où il se rend, l'introduction de deux ambassadeurs anglais, Lord Waldegrave puis Lord Chesterfield, autant que sa réputation d'auteur, lui donne accès dans les cours souveraines ; grâce aux facilités qui lui sont offertes, il peut puiser aux meilleures sources les renseignements qu'il recherche, tel Rhédi des *Lettres Persanes*⁹, sur les institutions, le commerce, les mœurs, la situation générale des pays qu'il visite. Montesquieu ne connaît donc pas que l'Angleterre, bien qu'il y ait séjourné plus longtemps que partout ailleurs, et qu'il se soit spécialement attaché à l'étude de la Constitution anglaise.

Il a parcouru l'Autriche, la Hongrie, — les circonstances politiques l'empêchent de pousser jusqu'en Turquie, — l'Italie, les différents royaumes et principautés de l'Allemagne confédérée, les Pays-Bas, qu'il quittera pour un long séjour en Angleterre. Rappelons-nous, puisque nous avons déjà parlé de Montaigne, que leur commun tour d'Europe rapproche encore les deux philosophes, sans parler des ennuis que leur fit subir à l'un et à l'autre la Congrégation de l'Index.

C'est de ces voyages qu'il a, croyons-nous, tiré certaines des observations les plus intéressantes au point de vue particulier qui nous occupe, celui de l'économie politique : commerce, monnaie, change, variation de l'économie suivant les constitutions politiques, etc. Aussi avons-nous souligné cette période de la vie de Montesquieu qui est en somme le préambule, sinon le point de départ des longues années consacrées à l'élaboration de *l'Esprit des Loix*.



(9) Lettre 31.

Années qui vont être employées à mûrir les observations faites au cours de ses pérégrinations à travers l'Europe et à amasser une foule de notes, de documents, qui seront patiemment dépouillés, mis en ordre et surtout remarquablement, — le mot est trop faible, — prodigieusement assimilés.

Montesquieu, comme tous les hommes cultivés de son époque, est familier avec les auteurs de l'antiquité gréco-latine, mais il approfondit plus particulièrement l'histoire du monde hellénique et du monde Romain, jusqu'aux bouleversements du Bas-Empire et les compilateurs les plus obscurs n'ont pas de secret pour lui ; son érudition ne se borne pas là : pour esquisser son système du régime féodal, il se livre à un labeur gigantesque, analysant non seulement les historiens mais les recueils de lois et de chartes, travail aride s'il en fût, à une époque où les méthodes d'investigation étaient beaucoup plus rudimentaires et où le Moyen-Age représentait aussi pour un philosophe du XVIII^e siècle le chaos de la barbarie.

Surtout Montesquieu lit inlassablement les récits et comptes rendus de voyages et tous les recueils d'observations d'auteurs français ou étrangers qu'il peut se procurer, sur les coutumes, les institutions, les mœurs des peuples les plus différents, des sociétés les plus raffinées jusqu'aux tribus les plus sauvages.

Grâce à cette somme énorme de lectures, Montesquieu acquiert une vue synthétique des variations et des vicissitudes des civilisations humaines dans le temps et dans l'espace, aussi poussée, aussi étendue que les connaissances de l'époque pouvaient le lui permettre. Il est en mesure aussi d'embrasser d'un coup d'œil de génie la genèse de la prospérité et des revers de nos sociétés ; il peut également, lorsqu'une hypothèse se présente à son esprit ou lui est suggérée du dehors en contrôler le bien-fondé par une confrontation immédiate avec les observations de toute sorte qu'il a amassées.

Cette érudition quasi encyclopédique de Montesquieu vaut d'être placée en pleine lumière, car c'est elle qui, mise au service d'une intelligence remarquablement lucide, lui permettra de construire un système dont bien des parties restent intactes, lui rendra possibles ces coups de sonde, ces découvertes que l'on a qualifiées d'éclairs de génie.

Esprit universel, avide de tout connaître, de tout comprendre

et de tout expliquer, s'intéressant aux lettres comme aux arts ¹⁰, aux sciences, exception faite des mathématiques, comme à la philosophie, aux techniques les plus diverses et les plus concrètes comme à la politique pure, appliquant à satisfaire cette curiosité un effort inlassable, malgré la fatigue, la lassitude et la cécité croissantes, ainsi nous apparaît l'auteur de *l'Esprit des Lois*.

* *

Mais en dépit de cette extraordinaire activité toute entière tournée vers une connaissance plus parfaite des ressorts profonds de notre civilisation, Montesquieu n'est pas un savant fermé aux contacts du dehors. Nous l'avons déjà dit : il goûte les conversations d'autrui et s'y instruit autant que dans ses livres ; tous les hommes qui ont quelque chose à lui apprendre l'intéressent. Nous ne rappellerons pas sa rencontre à Venise avec Law et le Comte de Bonneval. Dans les Cours où il est reçu pendant ses voyages, il peut approcher tous les hommes en place.

En Angleterre surtout, il forme des amitiés durables, fréquente, comme à Paris, les salons où sont accueillis les talents littéraires et politiques, quelle que soit leur obédience ; se lie avec des personnes rompues à la pratique du gouvernement ou des affaires. L'auteur qui puisait tant de connaissances dans les livres pouvait garder ainsi, nous le répétons, un contact étroit avec la réalité et soumettre ses théories à l'épreuve des faits qui souvent les lui avaient suggérées. Chacun sait suffisamment ce que la doctrine parlementaire de Montesquieu doit à l'observation directe des institutions anglaises pour que nous ayons besoin d'insister sur cet aspect de son génie.

* *

Il est un trait par lequel nous voudrions terminer cette brève

(10) Nous relevons par exemple, dans une seule partie d'un des volumes des *Pensées* de Montesquieu ces rubriques, dont il est inutile de commenter le nombre et la diversité : anatomie, médecine, biologie, hygiène publique, langues et langage, écriture, genres littéraires, esthétique, musique, arts plastiques, métaphysique, systèmes philosophiques, etc.

esquisse ; l'on a généralement professé que Montesquieu était un pessimiste et de fait, indépendamment de la religion dans laquelle il avait été élevé, ses études, ses lectures, comme sa vaste expérience l'avaient suffisamment renseigné sur la médiocrité et les faiblesses de l'homme pour qu'il ne croie ni à la perfection des institutions ni à celle des individus, combien différent en cela de tant de doctrinaires contemporains dont les systèmes absolus, qu'il s'agisse de politique ou d'économie, visent à la réalisation d'un idéal inconciliable avec la réalité de l'homme ; et n'est-ce pas de cette obstination aveugle dans la recherche d'un but trop élevé et de ses comparaisons avec l'état de choses présent que viennent les découragements et les déceptions caractéristiques de notre époque ?

Cette appréciation portée sur l'homme par Montesquieu devons-nous l'appeler pessimisme ou simplement clairvoyance ? Nous trouverons des exemples d'une telle tendance d'esprit qui nous permettront d'en mieux juger. Constatons seulement pour l'instant qu'elle tient Montesquieu éloigné des théories dangereusement abstraites et utopiques et qu'elle donne à son œuvre la valeur qui résiste à l'épreuve du temps, de l'évolution des institutions et des mœurs, du bouleversement des valeurs apparemment les mieux assises, car à travers tous ces changements l'homme demeure identique avec ses grandeurs et ses faiblesses et, comme l'a très bien montré Barckhausen ¹¹, c'est l'homme, éternellement pareil à lui-même, qui est l'objet profond et permanent de l'œuvre de Montesquieu.

Ainsi *l'Esprit des Loix* peut-il être encore aujourd'hui le livre de chevet des législateurs, des gouvernants et des diplomates ; ainsi ses enseignements, ses jugements et ses conclusions conservent-ils toute leur portée et sont-ils toujours d'actualité ?

* *

Avec la clairvoyance, la sincérité et la modestie sont les traits qui marquent le plus profondément et le plus noblement la figure de Montesquieu. Sincère, il l'est dans toute son œuvre, recherchant toujours et avant tout la vérité, sans se troubler si

(11) *Montesquieu. Conclusion.*

ses approximations les plus récentes modifient ou contredisent une position prise antérieurement et l'on peut suivre ainsi à travers ses ouvrages successifs l'évolution de sa pensée.

Si comme nous l'avons dit, le philosophe porte sur les hommes un regard lucide et dépourvu d'optimisme, sinon d'indulgence, il s'applique à lui-même un jugement aussi clair, aussi objectif, nuancé seulement d'une plus grande sévérité. Sa modestie est l'une de ses vertus dominantes et la définition qu'il en donne mérite d'être rapportée (le discernement qui nous fait voir « la réalité de nos vices et les imperfections de nos vertus ». Malgré ses succès, malgré le mérite qu'il ne peut manquer de reconnaître à ses œuvres, il la gardera, la cultivera constamment comme la qualité la plus haute de l'intelligence et de l'âme.

Cette modestie nous la reconnaissons, avec la recherche inlassable, mais sans illusion, de la perfection, quand il nous avoue, en des accents pleins de noblesse, son découragement devant l'œuvre à laquelle il travaille et qui le laisse insatisfait une fois achevée, le désir qu'il éprouve tant de fois de poser la plume et de s'arrêter¹². Ces paroles nous découvrent derrière les jugements désabusés, les traits incisifs, la satire mordante, une âme humaine qui force la sympathie.

L'on sait du reste que la sécheresse voulue de la façade cachait un cœur bienveillant et généreux et qu'elle s'explique en grande partie par une timidité dont Montesquieu était le premier à souffrir¹³. Elle fait ressortir davantage les traits où ce cœur se découvre ; plus encore que dans les témoignages écrits des *Pensées*¹⁴, dans son attitude charitable à l'égard de cultivateurs éprouvés par la famine ou d'amis dans le besoin, surtout dans cet élan du cœur qui lui fait acquitter la lourde rançon d'un prisonnier à peu près inconnu de lui et entend rester toujours anonyme¹⁵.

* *

(12) *Esprit des Loix*. Préface.

Cf. aussi cet aveu : « J'ai la maladie de faire des livres et d'en être honteux quand je les ai faits ». Cité par BARCKHAUSEN, dans la Préface aux *Pensées et fragments inédits*.

(13) « La timidité a été le fléau de ma vie », se plaît-il à répéter

(14) Cf. BARCKHAUSEN : *Montesquieu*.

(15) Cf. VIAN : *Vie de Montesquieu*.

Nous n'avons jusqu'ici adressé que des louanges à la personne de Montesquieu. Nous ne voulons pas cependant imiter les commentateurs d'Homère, dont parle d'Alembert ¹⁶ et embellir outrancièrement son portrait. Nous aurons lieu d'évoquer par la suite les imperfections et les défauts qui peuvent faire ombre à ce tableau, mais nous avons tenu d'abord à rendre hommage à la haute et sereine intelligence de l'auteur, comme à sa noblesse d'âme et à la droiture de son caractère.

Quelque critique que l'on veuille porter contre ses idées, ses théories ou ses méthodes, on a le devoir, croyons-nous, de n'ouvrir qu'avec respect et de ne critiquer qu'avec circonspection des œuvres comme l'*Esprit des Lois* car elles représentent un des plus remarquables efforts qui aient été entrepris pour expliquer avec une sûreté de vue, une information et une conscience remarquables, les vicissitudes des sociétés humaines, en déduire les leçons qu'elles comportent quant à la conservation et à l'épanouissement des droits les plus sacrés de la personne humaine au sein de ces sociétés. Un tel objet, qui caractérise et domine l'œuvre de Montesquieu, lui vaut de rester toujours vivante et lui confère à l'époque où nous vivons un regain d'actualité.

*

* *

Et maintenant, il n'est peut-être pas inutile de rappeler les quelques grandes dates de la vie de Montesquieu, qui situeront son œuvre dans le cadre où elle a été conçue et élaborée : fin du siècle de Louis XIV, Régence, époque en France de transformations successives et contradictoires du régime monarchique, de crises économiques et financières, de luttes religieuses qui, pour n'être que doctrinales, n'en ont pas moins des répercussions profondes au point de vue politique et social, époque enfin où dans une Europe en proie à de profonds bouleversements politiques, de nouvelles puissances se lèvent pour se substituer aux anciennes, où l'Angleterre commence son ascension vers l'empire des mers et du commerce mondial

Montesquieu a vécu de 1689 à 1755. Conseiller au Parlement

(16) *Eloge de Montesquieu.*

de Bordeaux en 1714, Président à mortier en 1716, il abandonne cette charge en 1726. Membre de l'Académie de Bordeaux en 1716 également, il y exerce l'activité et l'influence que nous avons déjà vues. En 1721 paraissent, sous le couvert de l'anonymat, les *Lettres Persanes* qui remportent aussitôt un immense succès. Dès 1722, Montesquieu fréquente les salons politiques et littéraires de Paris et la capitale exerce sur lui une attraction si vive que ses amis de Bordeaux auront beaucoup de peine à le retenir encore quelques années dans cette ville. En 1728, il est élu, malgré certaines oppositions, à l'Académie Française ¹⁷.

Il commence la même année son tour d'Europe, s'arrêtant surtout en Italie où il passe onze mois et en Angleterre où il séjournera de la fin de l'année 1729 au printemps de 1731 ; il y est introduit par l'Ambassadeur Lord Chesterfield dans les milieux les plus représentatifs, il est reçu à la Cour.

De retour en France Montesquieu partagera son existence à peu près également entre la solitude laborieuse de la Brède et la vie plus mondaine de Paris, dont les salons lui permettent de compléter sa documentation par des observations directes ou des renseignements de première main. En 1734, il fait paraître les *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*. Dans l'intervalle qui en sépare la publication de celle de *l'Esprit des Lois*, en 1748, Montesquieu se consacre entièrement à ce dernier ouvrage. Tous ses efforts sont tendus vers l'achèvement du chef-d'œuvre qui devait lui mériter le titre non hyperbolique de législateur des nations et lui coûta tant de labeurs et de peines qu'il faillit à plusieurs reprises l'abandonner sur le chantier.

Après 1748, Montesquieu ne donnera plus aucun ouvrage digne d'être cité, bien qu'il eût en vue ou en préparation des essais ou des études ¹⁸ dont ses papiers longtemps inédits nous ont seuls conservé l'ébauche ou le projet. Il devait mourir à Paris en 1755, revoyant et corrigeant sans cesse ses œuvres déjà publiées.

(17) Il avait déjà été élu en 1725, mais ce choix fut annulé sous prétexte qu'il résidait en province.

(18) *Arsace et Ismènie, Histoire véritable ou métépsychologie*, romans, *Histoire de Théodoric*, rédaction de ses voyages, etc.



Ainsi que le notait déjà d'Alembert dans un éloge plein de mérites, l'œuvre de Montesquieu, l'œuvre à laquelle il a consacré toute sa vie, la méditant déjà bien avant de l'entreprendre, la préparant, mené sûrement sinon consciemment vers ce but, par ses travaux, ses études, ses voyages : c'est *l'Esprit des Lois* ¹⁹.

Les *Lettres Persanes*, en dehors de leur mérite littéraire ²⁰ et de la qualité profonde et de longue portée de leur satire, nous intéressent surtout par ce qu'elles contiennent à l'état plus ou moins achevé, des idées et des conclusions que nous trouverons dans *l'Esprit des Lois*. C'est à ce point de vue davantage un état de la pensée de Montesquieu qu'une expression particulière et indépendante de ses jugements.

De même, ce chef-d'œuvre de philosophie de l'histoire que constituent les « *Considérations sur les Romains* » n'est que l'application anticipée et particulière faite à l'histoire romaine d'une théorie qui compte parmi les assises de *l'Esprit des Lois* : l'évolution d'une république vers le despotisme par la corruption des principes démocratiques, la transformation des conditions économiques et sociales, la décadence du peuple conquérant ruiné par ses propres conquêtes.

Les idées originales de Montesquieu, les principes qui lui valent son impérissable renom se trouvent dans *l'Esprit des Lois*, ce qui d'ailleurs dans notre pensée n'ôte rien de leur valeur aux *Lettres Persanes* ou aux *Considérations*, rien non plus de leur intérêt à ses différents essais, surtout à ses *Pensées* qui contiennent la plupart des matériaux de *l'Esprit des Lois* et permettent de suivre la patiente élaboration de ce chef-d'œuvre.



Quel est donc l'objet de *l'Esprit des Lois* ? L'œuvre est si riche

(19) *Pensées*, n° 201.

(20) Il est curieux de rapprocher de ces lettres les missives véritables d'un voyageur oriental visitant l'Europe, telles qu'elles sont rapportées dans un livre récent de Mme ARCACHE : *L'émir à la Croix*.

qu'on a pu prêter à l'auteur plusieurs systèmes, plusieurs idées fondamentales, d'autant que Montesquieu lui-même n'a pas désigné le but essentiel, la tendance finale et constante de sa pensée et lorsqu'il nous dit²¹ que l'on doit chercher le dessein de l'auteur dans le dessein de l'ouvrage, nous n'en sommes pas plus éclairés. A notre sens les critiques ont raison qui lui attribuent non pas une fin unique ou tout au moins prédominante mais plusieurs idées qui lui servent de base et autour desquelles viennent se ranger, nous n'avons pas dit converger, des observations secondaires.

Que Montesquieu ait été le père du libéralisme politique, en montrant à quelles conditions l'homme peut se voir garantir dans la Société les droits élémentaires et imprescriptibles que sont la sécurité de la personne, la liberté de pensée, de parole et d'écrire ; l'apôtre aussi du libéralisme économique, en mettant en lumière les avantages de la libre concurrence, et les méfaits de l'étatisme ; qu'il ait été l'un des précurseurs du déterminisme social, en soulignant l'influence décisive du climat, du terrain, du milieu sur les activités humaines et les institutions politiques ; qu'il se soit fait le champion de la primauté du droit dans les Sociétés et entre les Sociétés, toutes ces notions sont valables, mais apparaissent plutôt comme des aspects ou des conclusions distinctes de l'œuvre que comme formant un système où viennent s'ordonner tous les développements de l'auteur.

On peut souligner aussi le rôle donné à la raison et à la sagesse, au bon sens et à la modération, dans l'élaboration des lois qui régissent les Sociétés, considérer l'« Esprit des Lois », comme l'a fait Barckhausen, ainsi qu'une étude des conditions auxquelles les Etats peuvent se conserver, l'idée maîtresse de Montesquieu étant pour lui celle de conservation²² ; on peut mettre en valeur la relativité des systèmes politiques qui conviennent chacun à des états différents de civilisation. Ce sur quoi nous voudrions personnellement insister, comme Montesquieu l'a souligné lui-même, c'est qu'il ne propose pas de leçons d'ordre éthique²³ mais qu'il cherche dans les ensei-

(21) Préface de *l'Esprit des Lois*.

(22) Cf. *Esprit des Lois*, X, 3 ; XV, 16.

(23) Cf. *Esprit des Lois*, Préface, XII, 4 ; Défense, 2^e Partie.

gnements de la vie des peuples des règles communes, des constantes dont le législateur devra s'inspirer pour régler le sort des Etats qui lui sont confiés ; c'est ici qu'intervient la notion de loi naturelle à laquelle nous comptons donner une place importante dans cette étude.

Montesquieu, nous l'avons déjà dit, sait qu'il n'y a pas d'institutions parfaites ²⁴ : tels régimes politiques peuvent sembler meilleurs mais ne sont réalisables que s'ils répondent à certaines conditions premières. L'auteur étudie précisément les rapports des lois avec tous les facteurs physiques, psychologiques, moraux, qui conditionnent la vie de nos Sociétés. A propos de ces rapports, il nous donne des enseignements et des conclusions, insistant plus ou moins longuement sur telle ou telle donnée, telle ou telle leçon. Il ne semble pas aller logiquement, rationnellement, vers un but préalablement fixé, l'étude de *l'Esprit des Lois* était trop vaste, ²⁵ tout problème résolu dégageait d'autres problèmes, les régions reconnues découvraient toujours des régions plus éloignées et inexplorées, les horizons de l'auteur s'élargissaient sans cesse et reculaient de plus en plus à mesure que l'œuvre s'avancait. ²⁶

* *

Montesquieu a exprimé lui-même le sentiment qu'il éprouvait devant son ouvrage, en des termes qui frappent l'esprit et s'imposent semble-t-il à l'attention du critique : « je voudrais couler sur une rivière tranquille, je suis entraîné par un torrent ». ²⁷

Ces mots ne nous donnent-ils pas la clef de *l'Esprit des Lois*, n'en expliquent-ils pas toute la richesse, comme les inégalités, les faiblesses, le désordre même ? Montesquieu n'a pas pu dominer complètement son œuvre, ²⁸ il n'a pas pu en faire la synthèse, reprendre la trame de ses développements, les centrer

(24) Cf. *Esprit des Lois*, I, 3 ; XIX, 12.

(25) Cf. *Défense de l'Esprit des Lois*.

(26) Cf. BARCKHAUSEN : *Montesquieu*.

(27) Cf. E. L., XX, 1.

(28) Il écrit lui-même « Je suis embarrassé de tout ce que mon sujet me présente dans ce livre », pensée citée par M. de LABOULAYE dans l'édition complète des *Œuvres de Montesquieu* 1875.

sur un principe d'où auraient découlé logiquement, avec ordre, toutes les conséquences principales et secondaires. La question, du reste, a-t-elle de l'importance ? Ce qui compte, c'est la richesse des enseignements, la fécondité des vues, la hardiesse des conceptions. Nous l'avons dit en débutant et d'autres, sans doute, l'ont dit avant nous, l'œuvre de Montesquieu, *l'Esprit des Lois* surtout, est une mine où les filons abondent ; la manière dont ils sont disposés est secondaire, seul importe ce que nous en retirons.

Dès la parution de *l'Esprit des Lois* le désordre, au moins apparent, du livre avait assez frappé les lecteurs pour que les admirateurs de Montesquieu se crussent obligés de prendre sa défense sur ce point. De nos jours, M. Barckhausen²⁹ s'est ingénié à reconstituer un plan fort habile de l'œuvre et qui a l'avantage de fournir un instrument commode de travail. Ce n'est pas le lieu de discuter ici s'il correspond réellement au dessein de l'auteur. Il semble bien que Montesquieu n'ait pas eu autant de rigueur dans la suite de ses développements et que *l'Esprit des Lois* présente moins un enchaînement logique qu'une succession de propositions dont l'ordre n'est pas fonction d'un plan préalable, mais de l'évolution de l'esprit de l'auteur au fur et à mesure que son travail s'avance, que telle solution lui démasque un autre problème, que telle observation, telle lecture, telle réflexion, vient corroborer et approfondir la matière abordée.³⁰

Notons encore que de l'avis unanime, les livres XXVIII, XXX et XXXI qui sont quantitativement parmi les plus importants, constituent en quelque sorte des appendices et ne devraient point faire partie du corps de l'ouvrage. Point n'est besoin de souligner, la chose est trop connue, l'inégalité d'importance des différents livres qui composent *l'Esprit des Lois* et, à l'intérieur de ces livres, des divers chapitres entre eux. Barckhausen a dit une chose fort juste lorsqu'il compare l'Esprit des Lois à un code,³¹ tout au moins en ce qui concerne la présentation for-

(29) dans *Montesquieu* : le désordre de l'Esprit des Lois.

(30) BARCKHAUSEN lui-même le reconnaît, lorsqu'il parle « des entraînements passionnés que la conception d'idées nouvelles excitait chez Montesquieu » et qu'il expose les refontes et additions perpétuelles dont l'Esprit des Lois a été l'objet. (*L'Esprit des Lois et les Archives de la Brède*).

(31) dans *Montesquieu*... On retrouve là la marque du magistrat.

melle et surtout matérielle des idées, car pour le fond l'*Esprit des Lois* est tout le contraire d'un code, une explication des faits, une démonstration des conditions auxquelles les Sociétés peuvent assurer aux hommes des conditions de vie moins imparfaites, non un recueil de commandements.

Nous ne voudrions pas nous attarder trop longuement sur les caractéristiques de l'œuvre de Montesquieu, mais il nous paraît difficile d'en aborder la partie économique sans avoir rappelé auparavant ses principaux objectifs et ses tendances dominantes.

Nous avons fait allusion plus haut au labeur considérable fourni par Montesquieu pour venir à bout, tout au moins en partie, de son dessein ; pendant plus de vingt ans ³² il travaille à l'*Esprit des Lois*, avec une ardeur, une conscience et un zèle qu'aucune fatigue, aucune lassitude ne parviennent à décourager. Le dépouillement de ses manuscrits qui ont été conservés et récemment vendus aux enchères est extrêmement instructif, non seulement quant à la préparation, mais quant à la correction de l'ouvrage. ³³ Montesquieu procédait en quelque sorte par fiches, minutieusement classées et tenues à jour ; sachant le nombre des sujets que traite ou qu'aborde l'*Esprit des Lois* et qui ont tous fait l'objet d'importantes études préalables, on peut apprécier la somme de travail que l'œuvre représente.

Mais une fois qu'elle est terminée, Montesquieu n'est pas encore satisfait et comme pour ses autres ouvrages, plus soigneusement encore, peut-être, il remet l'œuvre en chantier ³⁴ émondant, corrigeant, donnant un tour plus achevé à l'expression de sa pensée, rectifiant aussi, suivant les données nouvelles qui lui sont fournies par sa propre expérience ou par autrui, les passages défectueux ou erronés ; c'est ici qu'il convient de louer la conscience de Montesquieu, non seulement comme artiste qui poursuit toujours une forme plus parfaite, mais comme auteur qui recherche en tout et par dessus tout la vérité.

* *

(32) Vingt années de travail exclusif, dit BARCKHAUSEN, quarante années de préparation plus ou moins directe. Montesquieu déclare lui-même « cet ouvrage est le fruit des réflexions de toute ma vie » (*Pensées*, n° 201).

(33) Cf. BARCKHAUSEN : *L'Esprit des Lois et les Archives de la Brède*.

(34) Cf. *Les sources anglaises de l'Esprit des Lois*, de M. DEDIEU.

Comme il fallait s'y attendre, l'originalité de ses idées a été discutée. Ainsi, pour ne citer qu'un critique, M. Dedieu dans un important et savant ouvrage³⁵, a entrepris de démontrer que bien peu des théories formulées par Montesquieu lui étaient propres et que la plupart étaient empruntées à des auteurs anglais contemporains.

Nous aurons à nous y arrêter plus longuement à propos des sources de Montesquieu ; contentons-nous de noter ici qu'à en croire M. Dedieu, 18 livres sur les 31 que comporte *l'Esprit des Loïs* contiendraient la transposition, parfois même la simple démarcation d'idées déjà exprimées par des philosophes ou des essayistes anglais, tels que Locke, Gordon, Sydney, Warburton, Bolingbroke, Mandeville, Arbuthnot³⁶. Il s'agit au surplus des théories les plus importantes de *l'Esprit des Loïs* : séparation des pouvoirs, garantie des droits essentiels de l'individu, influence du climat, rôle de l'esprit général et des mœurs d'une nation, tolérance religieuse, etc... Les treize livres dont M. Dedieu concède la pleine propriété à Montesquieu présentent un intérêt moins considérable, étant surtout d'ordre technique ou historique.

Que Montesquieu ait beaucoup emprunté à ses lectures, le fait est indéniable et nous avons assez dit l'importance de la documentation qu'il avait réunie³⁷ pour l'élaboration de son œuvre, mais c'est tirer de rapprochements de textes des conclusions bien catégoriques, que de voir de simples emprunts à autrui dans les théories que nous venons d'évoquer et sous la forme où l'auteur les a présentées.

L'originalité de Montesquieu, c'est la synthèse qu'il a faite d'idées éparses, plus ou moins explicites, plus ou moins neuves, qu'il a enrichies de ses observations personnelles en même temps qu'il leur donnait une base expérimentale, c'est la for-

(35) *Les sources anglaises de l'Esprit des Loïs*.

(36) Influence prépondérante ou marquée de GORDON sur les livres II, V, X, XII, XIV ; de MANDEVILLE, sur les livres VII, XIX, XXV ; de BOLINGBROKE sur les livres I et VIII ; d'ARBUTHNOT sur les livres XIV, XV, XVII, etc.

(37) Le nombre des auteurs cités dans *l'Esprit des Loïs*, — déduction faite à dessein des livres XXVIII, XXX et XXXI qui sont d'ordre purement historique et juridique — dépasse 180, avec plus de mille références précises.

me et la clarté qu'il a su donner à des explications jusqu'alors partielles, vagues, confuses, entachées d'erreurs, c'est l'élaboration de systèmes cohérents, constructifs et concrets. En un mot, c'est par sa « puissance de généralisation » ³⁸ que Montesquieu est créateur et qu'il ne doit à personne les théories qu'il nous expose ³⁹.

Ainsi que l'écrit Vian, dans sa biographie de l'auteur, « un des traits distinctifs de l'homme de génie est de prendre son bien partout où il le trouve et de le trouver partout », il est « comme la plante qui transforme en sa propre substance les éléments qu'elle puise dans la terre ». C'est bien cette assimilation et cette transformation synthétique qui sont la marque du créateur. Toute époque présente des courants d'idées, d'opinions dispersées dans nombre d'ouvrages de médiocre valeur et que la postérité ne conserve que comme des documents ; aux grands esprits de recueillir tous ces courants irréguliers, inégaux, sans direction commune, de les canaliser, de leur imprimer l'unité d'aspect et d'orientation qui leur vaudra de passer aux générations futures, de demeurer, et qui, sans ces interprètes, se seraient dispersés ne laissant que de faibles traces.

* *

Nous aurons à montrer plus loin et plus en détail ce que les méthodes de Montesquieu ont, elles aussi, d'original et de nouveau pour l'époque. Bornons-nous à rappeler ici que parmi les théoriciens et les faiseurs de systèmes de son temps, Montesquieu est un réaliste qui contrôle toutes les théories, toutes les hypothèses, qu'elles lui soient propres ou qu'il les reçoive du dehors, par l'épreuve de l'expérience et c'est là que les immenses connaissances qu'il a acquises et enregistrées lui sont éminemment utiles ; sans la documentation qu'il a si laborieusement réunie, Montesquieu aurait peut-être eu des coups de génie, il ne nous aurait pas donné les explications et les conclusions solidement assises sur les faits, qui conservent à son œuvre une impérissable valeur.

(38) BARCKHAUSEN : *Montesquieu*.

(39) « Montesquieu est un génie généralisateur » a écrit SOREL (*Montesquieu*). Paris, 1887.

Montesquieu est un esprit concret ; toujours attaché à la dure et décevante réalité, il n'ébauche pas de théorie d'un gouvernement et d'une société, destinée à satisfaire tous les rêves de l'humanité ; « législateur de nations », il ne se préoccupe même pas du principe ni de l'origine de la souveraineté ⁴⁰, il étudie les sociétés, il explique comment elles se corrompent et se détruisent, il explique à quelles conditions les droits de l'individu peuvent se concilier avec les nécessités de l'autorité publique ⁴¹, mais il montre que la liberté politique est un équilibre précaire et qu'il suffit que l'une des forces contraires qui le forment en s'opposant ⁴² l'emportent, pour que l'édifice soit en péril ; il sait que l'homme incline toujours au médiocre, sinon au pire et que ni la morale ni même la religion n'arrivent à donner aux Sociétés l'état édenique dont rêvent tant de réformateurs.

Il examine les hommes et les sociétés dans leur réalité, il explique leurs vicissitudes par leur nature même, celle des hommes et celle des choses, le milieu, les conditions où ils sont placés. C'est là le mérite essentiel de Montesquieu, d'avoir, au début du XVIII^e siècle, employé le premier les méthodes expérimentales qui s'attachent aux faits et dans le domaine de la politique, comme de la sociologie, cherchent avant tout des explications et des leçons, des enseignements, des remèdes, « dans la nature des choses ».

* *

Original, Montesquieu l'est aussi par son style et bien que ce ne soit pas l'endroit de cette étude d'examiner l'aspect littéraire de son œuvre, il faut bien en dire le mérite. Nous retiendrons surtout, chez cet écrivain qui participe plus encore du XVIII^e que du XVII^e siècle, le dépouillement volontaire et la concision du style. Il nous suffit de nous référer aux critiques littéraires ⁴³ qui ont montré l'horreur de Montesquieu pour le pédantisme et ses procédés, la tournure elliptique de ses

(40) Cf. L. BERARD : *Eloge de Montesquieu* (loc. cité).

(41) Cf. E. L., XI, 18. — (42) « Le pouvoir qui arrête le pouvoir ».

(43) Cf. FAGUET : *Le XVIII^e Siècle ; Montesquieu, Rousseau et Voltaire*. — BRUNETIÈRE : *Histoire de la Littérature française*. — DOUMIC : *Etudes sur la Littérature française*.

exposés qui à dessein « sautent les idées intermédiaires », comme il le dit lui-même ⁴⁴.

Mais nous soulignerons encore, à ce propos, comment toute son œuvre est supposée s'adresser à des esprits instruits et particulièrement au fait des choses sur lesquelles il raisonne : ainsi qu'un livre de philosophie de l'histoire n'est conçu que pour des lecteurs connaissant bien les données de l'histoire. Montesquieu dédaigne d'expliquer, quoique le mot dédain s'applique peut-être mal ici ; il s'agit plutôt de modestie qui lui fait juger les autres intelligences à la hauteur de la sienne et aptes à suivre ses développements. Comme l'a dit excellemment Barckhausen, Montesquieu n'expose pas ses pensées, il les exprime — d'où la difficulté qu'on éprouve parfois à l'entendre.

Ce qui frappe aussi, c'est la densité de son expression. Il ramasse, il résume en quelques phrases, en quelques mots, le fruit de lectures, d'observations, de réflexions sans nombre et lentement mûries. Il est facile de s'en rendre compte en essayant de résumer un chapitre ou un passage de *l'Esprit des Loix* ; l'expérience est concluante, on ne peut que transporter le discours sous une forme bien moins expressive, moins concise, beaucoup plus lâche, on peut l'analyser, l'expliquer ; le résumer est impossible.

On a suffisamment loué ⁴⁵ le souci qu'il avait de cette perfection de la forme qui consiste à tout dire en l'exprimant de la façon la plus brève, la plus frappante. Mais s'il se sépare du xvii^e siècle par son expression si directe, si indépendante de toute règle, Montesquieu conserve au plus haut point le goût des idées claires, des constructions logiques, des développements harmonieux à l'esprit, réserve faite de ce que nous avons dit du défaut d'ordonnance et de cohésion de l'ensemble de son œuvre.

Parfois, ce goût de la symétrie et des déductions heureuses l'entraîne même, pour peu de temps du reste, dans le domaine des pures « vues de l'esprit » ; ce sont les fausses fenêtres dont parle Pascal. Nous en verrons des exemples qui contrastent

(44) Cf. BARCKHAUSEN : *Montesquieu*.

(45) Cf. LANSON : *L'art de la prose, Hommes et livres*. — SAINTE-BEUVE : *Causeries du Lundi*, T. VII. — F. STROWSKI : *Textes choisis de Montesquieu*.

avec ce que nous savons de l'attachement de Montesquieu au concret ; il est plaisant aussi de noter que ce philosophe du xviii^e siècle, si hostile à la scolastique en retient précisément les défauts en péchant par abus de logique formelle.

Une remarque finale s'impose au sujet de la forme de ses ouvrages et particulièrement de *l'Esprit des Loix*. Montesquieu n'est jamais ennuyeux ⁴⁶ ; quelque sujet qu'il aborde, si aride, si abstrait soit-il, il le rend compréhensible, presque familier, davantage, attrayant ; son art est, à ce point de vue, proprement remarquable et la leçon qu'il nous donne d'exprimer en termes très simples, dépouillés de tout bagage d'érudition et de notions techniques, les théories les plus ardues, vaut d'être retenue.



L'œuvre de Montesquieu obtint de son vivant un succès considérable ⁴⁷ et l'auteur même connut dans sa personne les marques les plus apparentes de la gloire : lettres et hommages de lecteurs célèbres ou inconnus, défense passionnée et souvent excellente de ses ouvrages par des admirateurs chaleureux ⁴⁸, réception comme Membre actif d'Académie étrangères ⁴⁹, visites d'étrangers plus ou moins fameux qui prennent presque la forme de pèlerinages à la Brède, etc...

Les *Lettres Persanes* eurent un nombre d'éditions fort élevé ⁵⁰ et leur portée religieuse et politique leur valut un succès qui avait bien un côté de scandale. Les *Considérations sur les Romains* furent goûtées par l'étranger, en Prusse et en Angleterre, notamment, avant de l'être en France ; pareille aventure est trop courante pour nous étonner. Il en fut de même de *l'Esprit des Loix*, accueilli triomphalement dans les mêmes pays, comme

(46) « Il vivifie tout ce qu'il touche », dit MURIEL-DODDS. (*Les récits de voyages, sources de l'Esprit des Loix*).

(47) Cf. *Défense de l'Esprit des Loix*, 2^e Partie.

(48) Cf. VIAN : *Vie de Montesquieu*.

(49) BERLIN, TURIN, CORTONE, NANCY, entr'autres.

(50) On peut voir à ce sujet la savante étude bibliographique que BARCKHAUSEN leur consacre dans sa Préface à l'édition dite de l'Exposition Universelle de 1900.

en Suisse et en Italie ; il faisait en France, il est vrai, l'objet d'une interdiction partielle et ne pouvait pénétrer qu'à petit nombre dans certains milieux ; dès que la censure eût été levée par Lamoignon de Malesherbes, l'ouvrage se répandit immédiatement et son retentissement devait être aussi prompt que profond et durable.

* *

Le génie de Montesquieu est donc très vite reconnu et une place à part, sur un plan supérieur, lui est faite parmi les écrivains et les philosophes de son temps. Les critiques qui lui sont adressées sont presque toutes d'ordre religieux ou touchent à des questions philosophiques de nature analogue et secondaires ; il n'est que de lire la *Défense de l'Esprit des Lois* pour s'en convaincre. Mais les idées fondamentales de l'auteur sur la modération du gouvernement, la séparation et la répartition des pouvoirs, les droits et les libertés de l'individu, la tolérance religieuse, l'exercice de la justice, la suppression de l'esclavage etc... ne sont pas discutées ; elles connaissent une diffusion considérable et ont sur les esprits de l'époque une répercussion qui pénètre loin et qui demeure.

L'on a pu voir, par une toute récente statistique des ouvrages formant le fond des bibliothèques du xviii^e siècle, la place qu'y tenaient les œuvres de Montesquieu. « Tout Français éclairé à la fin du xviii^e siècle, écrivait déjà Sorel⁵¹, avait dans sa bibliothèque un Montesquieu ; *l'Esprit des Lois* devient comme une sorte de digeste ». Ainsi Montesquieu est déjà classé quelques années après la publication de son chef-d'œuvre.

* *

Son influence, pour s'exercer sur les intelligences du dernier tiers du xviii^e siècle, devait avoir d'ailleurs, outre la diffusion directe, un instrument de propagation remarquable dans l'*Encyclopédie*, dont on sait la pénétration et l'action dans les milieux intellectuels et surtout bourgeois d'avant la Révolu-

(51) *Montesquieu*. — (52) Edition PANCKOUCKE 1784.

tion. Montesquieu, de son vivant, n'avait apporté qu'une participation très modeste à l'Encyclopédie qui, jusqu'en 1755, n'était encore, du reste, qu'à ses débuts ; mais par la suite, et après la levée de la censure, les directeurs de ce Dictionnaire firent de très larges emprunts à son œuvre et les tendances de *l'Esprit des Lois* se trouvent ainsi reflétées ou directement exprimées dans un ouvrage qui devait atteindre une si grande masse de lecteurs.

Nous avons ainsi analysé personnellement le Dictionnaire d'Economie Politique de l'Encyclopédie ⁵², rédigé par Demeunier, Grivel, etc... et dans les trois volumes in-4° que comporte ce traité, nous n'avons pas relevé moins de 35 articles non seulement inspirés de Montesquieu mais qui, pour la plupart, sont la reproduction textuelle, généralement sans référence ni citation, de passages ou de chapitres entiers de *l'Esprit des Lois* : citons entr'autres les articles sur l'Angleterre, l'argent, l'aristocratie, le change (reproduction in-extenso du chapitre 10 du Livre XXII), la démocratie, les lois (insertion intégrale de tous les chapitres importants des livres XXVI et XXIX), la monarchie, etc... On voit par ces exemples le véhicule que la pensée de Montesquieu pouvait trouver dans l'Encyclopédie ⁵³.

On a pu dire, à juste titre, que tous les esprits marquants de la seconde moitié du XVIII^e siècle en France avaient subi, consciemment ou non, volontairement ou à leur corps défendant, l'influence de Montesquieu ; ainsi inspire-t-il visiblement, malgré leurs critiques ou leurs dénégations, Quesnay, Mirabeau, Raynal, Morelly, Servan, Malesherbes, Voltaire lui-même. A l'étranger nous avons vu le succès que rencontraient les œuvres du philosophe et l'on ne s'étonnera pas que les écrits de Beccaria, Filangieri, en Italie, Blackstone, Fergusson en Angleterre, Mallet du Pan en Suisse, procèdent directement des théories de Montesquieu.

* *

Mais indépendamment de l'influence qu'elles exercent sur

(53) On trouvera des indications plus complètes et plus approfondies quant à l'influence effective de Montesquieu sur *l'Encyclopédie* dans l'ouvrage de M. HUBERT : *Les sciences sociales et l'Encyclopédie*.

la pensée de philosophes, de juristes ou d'économistes, ces doctrines pénètrent l'esprit public de l'époque et hâtent son évolution. Comme l'a montré M. Dedieu ⁵⁴, l'opinion était préparée de longue date aux idées qui lui étaient présentées par Montesquieu ; les œuvres des essayistes et pamphlétaires anglais traduites et répandues en France, les commentaires qu'elles y suscitaient, formaient un milieu favorable à la diffusion des théories libérales ; surtout, l'auteur de *l'Esprit des Loix* apportait une réponse lucide, logique et en même temps réaliste à de nombreuses questions que les philosophes et les écrivains politiques n'avaient avant lui que partiellement et plus ou moins clairement résolues.

L'évolution, moins raisonnée et peu informée, des sentiments de la nation à l'égard de la monarchie et des institutions existantes servaient également la pénétration de *l'Esprit des Loix*. Dans une période de fermentation et de mécontentement, chacun cherche un thème de ralliement ; les esprits les plus sensés pouvaient découvrir dans les sages conclusions de Montesquieu des remèdes aux maux indiscutables dont souffrait l'Etat, remèdes dont l'application ne nécessitait pas une révolution. L'influence du philosophe bien loin de rester d'ordre spéculatif tendait donc à se traduire par des mesures pratiques.

Déjà Louis XVI, en supprimant la torture, ne faisait que se conformer à ses conseils ⁵⁵. Mais surtout, à la veille de la Révolution, le parti des réformes était imprégné des doctrines de *l'Esprit des Loix*. Les cahiers du Tiers-Etat en reproduisent les données essentielles et l'influence de Montesquieu sur les travaux de l'Assemblée Constituante, se manifeste très clairement avec Mirabeau, Cazales, Malouet, Necker, Mounier, comme porte parole.

Elle devait malheureusement rester sans résultats pratiques. La publication du *Contrat Social* en 1762 avait suscité et groupé en face des partisans du libéralisme et de la modération de Montesquieu toute une école égalitaire et l'action des disciples de J.J. Rousseau, au cours de la Révolution, allait devenir rapidement prépondérante et décisive. Dès la Législative, l'influence

(54) Op. cité.

(55) Cf. E. L., VI, 17.

des idées de Montesquieu décline et avec la Convention elle cédera définitivement devant la doctrine adverse. Les systèmes absolus l'emportaient sur les théories imbues de sagesse et de modération, les rêveries utopiques, combien sanguinaires, sur le réalisme et la saine raison.

* *

Cette éclipse se prolongera jusqu'à la fin du Premier Empire, mais avec une exception d'importance : les Codes promulgués par Napoléon I^{er} sous le Consulat et le 1^{er} Empire devaient, en effet, porter l'empreinte profonde des idées de Montesquieu, dont Portalis, Président de la Commission de Législation, était un disciple convaincu. Elles triompheront définitivement avec la chute du pouvoir autoritaire et depuis la Charte de 1814, monarchies constitutionnelles et républiques procèdent de la doctrine de *l'Esprit des Lois*. Bien plus, on peut affirmer que toutes les constitutions parlementaires établies depuis le xviii^e siècle dans l'Ancien et le Nouveau Monde⁵⁶ se sont inspirées des principes de Montesquieu, à commencer par les Républiques des Etats-Unis d'Amérique, qui se groupaient sous la forme fédérative particulièrement prônée par l'auteur comme la constitution la plus conforme aux nations démocratiques⁵⁷.

Quels qu'aient été ses précurseurs dans l'élaboration du système parlementaire, c'est la théorie formulée si clairement par Montesquieu, dont l'application plus ou moins exacte, plus ou moins heureuse était ainsi faite à travers le monde : et les idées qu'il avait eu le bonheur, sinon de découvrir, du moins de présenter sous leur forme la plus parfaite, devenaient les assises fondamentales des nouvelles constitutions : respect des libertés individuelles, séparation et modération des pouvoirs les uns par les autres, les principes de Montesquieu servaient de modèle au monde entier.

*
* *
*

(56) Cf. ESMEIN : *Traité de Droit constitutionnel*.

(57) Cf. E. L., IX, 1, 2, 3 et livre inédit sur les Confédérations et les colonies, dans BARCKHAUSEN : *L'Esprit des Lois et les Archives de la Brède*.

Comme toutes les théories libérales, dirons-nous même comme toutes les théories que les hommes mettent à exécution et auxquelles ils confèrent, par le fait même, tous les défauts de leur faiblesse et de leurs passions, les idées de Montesquieu ont pu subir à une époque récente un certain recul, se voir battues en brèche : l'exemple même des institutions basées sur des doctrines opposées aux siennes vient leur rendre toute leur valeur et tout leur éclat. Mais indépendamment même du plan politique et constitutionnel, l'œuvre de Montesquieu conserve un inaltérable et constant intérêt, car elle fait partie de ces rares ouvrages qui portent le témoignage de la sagesse humaine, toujours valable, à quelque époque et en quelque lieu qu'elle se soit exprimée.

Ses écrits peuvent par endroits perdre momentanément de leur portée, se ressentir de l'insuffisance des connaissances scientifiques ou même historiques du XVIII^e siècle, mais demeurent les jugements sur l'homme et sur sa condition dans les sociétés ; sur les facteurs qui déterminent ses destinées et celles des Etats qu'il a formés, qu'il s'agisse de ses propres passions, toujours pareilles, du climat, du milieu qui régissent ses activités, façonnent son esprit, modèlent son caractère, de la religion qui tempère et annoblit ses instincts ; demeurent les jugements lucides d'un esprit étonnamment clairvoyant et souvent génial, qui avait tant lu et tant observé, tant enregistré d'événements, de faits humains et les considérait avec le désintéressement d'un chercheur uniquement préoccupé de découvrir la vérité.

Ces jugements formulés avec une netteté, une concision, une pertinence admirables retiennent l'attention de tous les hommes qui cherchent le conseil d'une intelligence sûre et informée, car si, comme le disait Montesquieu, il faudrait une éternité pour qu'un événement du passé pût se reproduire sous une forme identique ⁵⁸, les aspects changés, ce n'en sont pas moins toujours les mêmes acteurs et toujours le même théâtre et bien vain celui qui croit que la scène se joue pour la première fois.

* *

Et c'est pourquoi Montesquieu fait partie des auteurs dont

(58) Cf. *Considérations*, 1 et 18.

l'œuvre ne vieillit pas à travers les âges et qui restent les conseillers de tout homme désireux de connaître et d'utiliser l'éternelle expérience humaine, synthétisée par un petit nombre de grands esprits. Ses livres comptent non seulement parmi ceux qui servent de base à une culture générale et dont les enseignements ne peuvent être remplacés, mais leur richesse d'observations et leur psychologie pénétrante font qu'en maintes occasions ils peuvent être d'un précieux conseil ; dans des circonstances toute pratiques, toute concrètes, éclairer d'une expérience ancienne mais toujours vivante, des épreuves nouvelles. Des diplomates, des hommes de gouvernement, en portent le témoignage. Nous retiendrons parmi les plus récents ceux de Jules Cambon et de M. de Chambrun.

On ne s'étonnera pas du reste de l'estime des diplomates pour un auteur qui au XVIII^e siècle voyait dans la Prusse grandissante l'ennemi le plus à craindre pour la France, critiquait bien avant le renversement des alliances la politique poursuivie contre l'Autriche⁵⁹ et prévoyait et dénonçait en plus les dangers de l'unification de l'Italie⁶⁰.

* *

Mais *l'Esprit des Loix* ne vaut pas que pour les chefs, dépositaires de l'autorité publique : pour tout honnête homme, l'œuvre de Montesquieu présente, exprime ou rappelle des notions fondamentales aussi durables que l'objet auxquelles elles se rapportent : l'humanité. Les événements contemporains leur redonnent, nous l'avons dit, un regain d'actualité. Laissant de côté les institutions politiques, nous insisterons sur une question qui a pris assez récemment une importance de premier plan ; de nombreux ouvrages d'inspiration différente, la presse écrite ou parlée, les conversations courantes évoquent sans cesse et avec insistance des notions telles que les forces naturelles, les lois de la nature, le juste retour des choses et autres expressions de signification analogue.

On entend par là, le plus souvent, que l'homme ne peut pas se

(59) Cf. *Voyages*, T. II., p. 206. — *Pensées*, T. II, p. 272, 273, cités par BARCKHAUSEN : *Montesquieu*.

(60) Cf. *Voyages*, *ibid.* — *Pensées*, T. II, p. 343, cités par le même.

jouer de certaines règles qui sont « dans la nature des choses », que ni la politique, ni l'économie ne peuvent impunément suivre les desseins arbitraires de l'esprit, s'ils sont contraires à ce que l'on nomme l'ordre ou les lois naturelles. L'on nous parle de leçons de l'expérience, du châtiment des faits, des nécessités naturelles qui viennent faire justice de théories dangereuses, de chimères abstraites, voire de rêves trop généreux. Nous ne donnerons pas d'exemples concrets qui risqueraient de nous engager sur un terrain dangereux et étranger à notre sujet, mais remarquons qu'après avoir enregistré l'échec d'initiatives qui ne tenaient pas assez compte de la nature des choses ni de celle des hommes, l'on tend actuellement à revenir à des vues peut-être moins séduisantes mais plus réalistes, que ce soit en matière d'économie, de finances ou de politique internationale.

Or, la notion parfois méconnue de la réalité, loi éternelle et invincible de l'homme forme précisément la base de l'œuvre de Montesquieu : qui, avant lui, a mieux parlé des lois qui résident « dans la nature des choses » ⁶¹, qui a érigé en principe la règle de l'équilibre entre les nations ⁶², qui a montré plus clairement que les forces de la nature corrigent les ambitions des hommes ⁶³, que l'abus trouve en lui-même sa limite ⁶⁴, que la conquête finit par détruire le conquérant ⁶⁵, en un mot que l'homme n'enfreint pas en vain les lois de la nature et que dans cette lutte inégale il est toujours et fatalement vaincu ?

* *

Rendons surtout hommage, en un temps où l'idée du droit mène une dure lutte contre celle de la force, au philosophe qui a été, au point de vue politique et social, le champion des droits de la personne humaine contre les exigences de l'autorité publique, Souverain ou Etat, le champion de la justice dans les rapports internationaux, le champion de la solidarité entre les peuples comme entre les individus et soulignons pour terminer, ces deux idées essentielles de Montesquieu, si éloignées de toute idéologie et si compréhensives de la réalité humaine, qu'à cha-

61) Préface de *l'Esprit des Lois*. — (62) *Pensées* n° 336, 618. — (63) *Pensées* n° 276. — (64) E. L., VI, 13 ; VIII, 9, 21 ; XIII, 10, etc. — (65) *Considérations*.

que nation convient un gouvernement répondant à ses tendances et à ses caractères spécifiques et que la société est composée, non d'individus soumis chacun directement et entièrement à l'autorité et au bon plaisir de l'Etat, mais de familles, cellules initiales et essentielles de tout groupement humain. Cette dernière pensée est peut-être moins connue ; elle est cependant une de celles que Montesquieu exprime avec le plus de force et qui lui vient, peut-on dire, du fond du cœur.



Comme nous l'avons vu, c'est surtout, pour ne pas dire uniquement par ses théories politiques et sociales que l'œuvre de Montesquieu occupe dans notre patrimoine intellectuel une place de premier plan. L'économie politique y tient pourtant un rôle qui pour être secondaire, n'est pas sans importance. Et ce n'est pas le moindre mérite de l'auteur d'avoir mis au rang où il les a placées des considérations économiques qui, sur le plan où se situe son œuvre, — l'esprit des législations positives — étaient de son temps, négligées au profit des idées politiques.

Ce qu'on englobe au demeurant, à cette époque, sous la désignation d'économie politique, c'est le droit constitutionnel et administratif, le droit des gens, la géographie politique, l'histoire diplomatique, etc. ; les notions que nous groupons aujourd'hui sous le même nom étant alors complètement dispersées, comme s'attachant à l'étude du commerce, des monnaies, des finances, etc... Précisons à ce sujet que le critère que nous appliquerons aux idées de Montesquieu pour en reconnaître le caractère économique sera généralement celui de valeur d'échange, entendue dans un sens très large, l'idée d'échange ayant au surplus une importance capitale dans les écrits de l'auteur.

Nous avons dit que la partie économique de son œuvre n'était nullement négligeable et nous allons le montrer d'une manière très simple en opérant le décompte des chapitres, passages ou fragments de ses ouvrages ayant trait aux sciences économique et financière.



Dans les *Lettres Persanes*, sur un total de 160 lettres occupant

496 pages ⁶⁶, nous n'avons guère que 20 lettres comptant environ 70 pages, concernant les questions de cette nature et encore les 4 lettres qui contiennent l'apologue célèbre des Troglodytes sont-elles beaucoup plus d'ordre politique, social ou philosophique qu'économique. C'est surtout dans la deuxième partie de l'ouvrage, à partir de la lettre 105 que certains problèmes économiques, celui de la population en particulier, sont effleurés ou abordés, voire même approfondis.

Dans les *Considérations sur les Romains*, l'économie politique occupe une place plus importante mais si l'on peut dire sous-jacente, la condition économique du peuple Romain jouant un rôle aussi bien dans l'ascension de ce peuple vers la domination du monde que dans sa décadence. Mais les observations visant directement et expressément des questions économiques et financières sont assez rares ; sur un ensemble de 284 pages ⁶⁷, nous n'en relèverons qu'une dizaine où ces questions se trouvent traitées : monnaies, métaux précieux, commerce, luxe, usure, etc... et encore ne s'agit-il dans chaque cas que de réflexions tenant en quelques lignes.

C'est dans l'*Esprit des Lois* que nous trouvons exprimées presque toutes les idées de Montesquieu en matière économique et financière et cet exposé n'est pas d'une médiocre importance, puisqu'il occupe près du quart de l'ouvrage, 340 pages sur 1350 ⁶⁸. Contentons-nous pour l'instant de citer les livres ou chapitres relevant directement ou indirectement des disciplines qui nous occupent et d'indiquer leur contenu numérique, de manière à chiffrer l'importance des développements de Montesquieu sur chacune des matières intéressées.

Les 7 premiers chapitres, 15 pages, du Livre VII sont consacrés au luxe et aux lois somptuaires ; le livre XIII en totalité (30 pages) aux impôts ; les livres XIV et XV (environ 30 pages), à l'influence du climat, qui se rattache indirectement à l'économie politique ; le livre XVIII (27 pages) à l'influence du terrain (même observation) ; l'étude du commerce ne comporte pas moins de deux livres (livre XX et XXI (120 pages) ; celle de la monnaie et du crédit occupe le livre XXII (62 pages) ; enfin, le

(66) Edition d'AMSTERDAM, 1784. Œuvres complètes de Montesquieu.

(67) Edition d'AMSTERDAM, 1784. Œuvres complètes de Montesquieu.

(68) Même édition.

livre XXIII (60 pages) traite des questions démographiques. L'on trouve, évidemment, dans la plupart des autres livres, des considérations éparses touchant de plus ou moins près à l'économie politique ; nous nous y référerons directement lorsque l'occasion s'en présentera, au cours de notre étude.

* *

Nous avons fait précédemment remarquer que l'*Esprit des Lois* est l'œuvre où se trouvent rassemblées toutes les idées essentielles de Montesquieu ; ce qu'on peut chercher dans ses ouvrages secondaires et dans les écrits posthumes, publiés il y a une quarantaine d'années, — instruments d'étude plus qu'ouvrages à proprement parler —, c'est surtout le travail, très instructif, du reste, de la préparation de l'*Esprit des Lois*, qui permet de suivre l'évolution de la pensée de Montesquieu.

Cependant en matière économique ou financière les *Mélanges inédits* et surtout les *Pensées* s'avèrent particulièrement riches en réflexions et en observations de toute nature ; elles n'occupent pas moins de 150 pages sur 1.500 dans les *Pensées*. On y trouve évidemment beaucoup de développements et de conclusions qui ont été repris et refondus dans l'*Esprit des Lois* ou des projets de réforme fiscale qui, comme le mémoire auquel nous faisons allusion ci-dessous, portent la marque de la jeunesse et n'ont guère qu'un intérêt documentaire, mais nombreux sont les passages qui complètent et renforcent les exposés de l'œuvre maîtresse de Montesquieu.

Nous donnerons une place à part au Mémoire sur les dettes de l'Etat présenté au Régent en 1716 et qui a fait l'objet d'une minutieuse analyse de M. Tournyol du Clos⁶⁹. Dans cet essai de jeunesse, d'une vingtaine de pages, le Président du Parlement de Bordeaux se propose de résoudre le double problème de soulager l'Etat de ses dettes et les contribuables des impositions établies pour en assurer le service. Nous aurons lieu d'y revenir.

* *

Ce bref aperçu montre d'une manière concrète la place que tiennent les questions économiques dans l'œuvre de Montesquieu. Elles n'y rentrent pas du reste comme l'objet préala-

(69) Revue de Sciences et de Législation Financières, 1912.

blement convenu d'une analyse ou d'un discours, mais elles occupent profondément et visiblement son esprit. Etant donné qu'il s'attache aux faits et qu'il ne regarde que les faits dans l'étude des Sociétés et des institutions humaines, les phénomènes économiques et l'influence qu'ils exercent sur l'ordre social devaient attirer et retenir toute son attention. L'œuvre économique de Montesquieu n'est donc pas importante seulement par son contenu numérique, mais par la conception dont elle procède. Si ces notions devaient être éclipsées par l'éclat des théories de droit public et de philosophie politique de l'auteur, ses idées économiques ou financières ne pouvaient cependant échapper à un lecteur attentif et notamment aux économistes. Nous donnerons plus loin le témoignage des Physiocrates ; signalons simplement ici, sans les analyser, les observations de Dupin, Dutot, Destutt de Tracy, J. B. Say, etc... qui montrent que ces auteurs avaient eu la notion plus ou moins juste, plus ou moins claire, d'un Montesquieu économiste.

Mais le dépouillement complet de ses théories économiques et financières ne devait être fait, à notre connaissance qu'en 1901, par M. Ch. Jaubert⁷⁰, dans une thèse présentée à la Faculté d'Aix. L'auteur a minutieusement et complètement analysé l'œuvre de Montesquieu, le confrontant à la fois avec les thèses de l'époque et avec les doctrines modernes. L'essentiel du sujet paraissait donc épuisé et nous aurions renoncé à le reprendre à notre tour, si nous n'avions eu présente à l'esprit l'attitude de Montesquieu lui-même, se décourageant, puis reprenant la plume, en s'appliquant la parole du Corrège⁷¹.

Il nous a paru que certains côtés de son œuvre économique pouvaient encore subir des investigations fructueuses et gagner à être éclairées davantage ; nous avons en vue en particulier la question de la loi naturelle auquel l'actualité paraît conférer, comme nous le disons plus haut, un renouveau d'intérêt. Montesquieu a abordé ce problème, lui donnant des solutions différentes, voire contradictoires, et c'est sous l'angle de cette notion capitale que nous nous proposons d'entreprendre, à nouveau, l'examen des théories économiques et financières du grand philosophe.

(70) Comme nous aurons surtout à discuter, au cours de notre étude, certains des points de vue de M. JAUBERT, nous tenons à dire ici toute l'estime que nous avons pour sa remarquable thèse.

(71) Préface de *l'Esprit des Loïs*.

CHAPITRE I

LE CADRE ET LES ORIGINES DE L'ŒUVRE ECONOMIQUE DE MONTESQUIEU

Le milieu : politique mercantiliste. — Les doctrines de l'époque : mercantilisme et réactions. — Les sources de Montesquieu et le milieu où il se forme.

Rappelons les dates que nous avons déjà citées : Montesquieu appartient à deux siècles, celui de Louis XIV qui s'achève en 1715 et celui de la Régence et de Louis XV : il a vingt ans en 1709, en 1716 il est Président du Parlement de Guyenne et membre de l'Académie de Bordeaux ; sa carrière et ses travaux sont donc déjà commencés et si ses principales œuvres ne paraissent que vingt et trente ans plus tard, il n'a pu, du moins, échapper à l'influence du Grand Siècle. Il ne manque pas, au demeurant de réagir contre elle, et forme en quelque sorte la transition, peut-être le juste milieu entre les tendances dominantes de deux époques, l'autoritarisme du siècle de Louis XIV et la réaction politique du XVIII^e siècle, d'inspiration aristocratique, puis démocratique avec les Philosophes ; entre l'Etatisme de Colbert et le libéralisme extrême des Physiocrates.

Quels sont donc, au moment où Montesquieu va appliquer son esprit à dégager les leçons que lui révèle l'observation des faits, les traits saillants que présentent et l'organisation économique de l'Etat et les jugements des théoriciens sur cette organisation.

*

* *

Un nom se présente et s'impose immédiatement : mercanti-

lisme. Le mercantilisme a connu son apogée avec Colbert, il règne encore à la fin du Siècle de Louis XIV et il continuera d'inspirer la politique du gouvernement, avec des vicissitudes diverses, jusqu'en 1760, où le libéralisme, issu des doctrines de Montesquieu et porté aux nues par les Physiocrates, commence d'être mis en pratique.

Le but du mercantilisme¹, c'est d'assurer la richesse intérieure de l'Etat par l'abondance du numéraire et d'obtenir sa suprématie internationale en lui constituant, par rapport aux autres Etats, une supériorité économique et financière aussi forte que possible. Une telle politique a ses origines au xvi^e siècle ; elle s'exprime sous la forme assez rudimentaire de l'enrichissement de la nation, par l'accumulation des métaux précieux : l'exemple des républiques italiennes, de l'Espagne, de la Hollande, donne à penser alors qu'il ne peut y avoir d'industrie ni de commerce florissants sans une quantité suffisante de numéraire. Pour procurer à l'Etat ce numéraire, tous les moyens sont mis en œuvre.

Les procédés les plus simplistes et qui sont employés primitivement sont ceux du bullionisme : l'exportation de l'or et de l'argent est interdite, les étrangers qui vendent dans le pays ne peuvent remporter hors des frontières la monnaie nationale qui a servi à payer leurs marchandises ; pour attirer et retenir la monnaie étrangère, on lui donne un pouvoir d'achat supérieur à l'intérieur de l'Etat. De telles pratiques, contraires aux lois naturelles, le surhaussement du numéraire, entre autres, qui se traduisait par la fuite de la bonne monnaie, ne pouvaient donner les résultats escomptés et l'on se rendit compte assez vite que l'exportation était le meilleur et le plus sûr moyen de se procurer des métaux précieux. L'exportation des produits manufacturés devait être poursuivie de préférence à tout autre commerce, en raison de la plus grande valeur de ces produits.

Pour parvenir à cette fin secondaire — la fin essentielle restant l'introduction et l'accroissement du numéraire, — il fallait mettre en œuvre deux catégories de mesures, les unes intéres-

(1) Nous nous sommes inspirés essentiellement pour tout l'historique du mercantilisme de l'ouvrage de M. DUBOIS : *Préris de l'histoire des doctrines économiques* ; pour la même doctrine et les auteurs anglais, du cours de M. BAUDIN sur l'individualisme en économie politique.

sant directement l'exportation, les autres la production des ouvrages et articles à exporter.

* *

Les premières consistent à empêcher l'importation des produits étrangers, par des prohibitions ou par des droits protecteurs ; l'exportation des produits nationaux est, au contraire, libre de toutes restrictions ou même encouragée par des primes du Gouvernement ; des mesures inverses complètent cette politique, en interdisant la sortie des matières premières nécessaires à l'industrie et en favorisant leur importation.

Mais le commerce extérieur, pour donner les résultats qu'on lui assigne, doit être réservé exclusivement aux ressortissants de la nation et jouir de faveurs qui développeront et animeront son activité : tel est le sens du Pacte Colonial et des Actes de navigation : le commerce entre la nation et ses colonies ne peut être fait que par les armateurs de la métropole ; de même, le cabotage est le monopole de la marine marchande nationale. En outre, des restrictions sont imposées aux importateurs étrangers, qui transportent des marchandises autres que celles de leurs pays d'origine ou qui ne les importent pas en droiture. La marine marchande est encouragée et son développement est l'objet des soins du Gouvernement. Pour faire prospérer le commerce extérieur et colonial, de puissantes compagnies privilégiées, munies de pouvoirs parapolitiques sont créées.

Le second but à atteindre pour développer au maximum l'exportation consiste dans la bonne qualité des produits à exporter, c'est en somme l'aspect interne du problème. L'Etat y pourvoit par la pratique des privilèges et réglementations. Les manufactures sont exemptes de taxes, elles reçoivent des subventions, obtiennent des privilèges et monopoles pour les produits de leur fabrication. En contre partie, cette fabrication est strictement et minutieusement réglementée et la police des métiers s'accompagne d'un contrôle rigoureux de l'application des règlements. Subsidiairement, l'Etat poursuit une politique de bas salaires, afin de stimuler la production industrielle ; si les salaires ne sont pas directement taxés, leur limitation sera obtenue par l'abaissement du prix du blé et la taxation des denrées courantes : la police des métiers se complète ainsi par la police des grains qui comporte l'interdiction d'exporter, la

constitution de greniers publics, une réglementation extrêmement étroite du commerce du blé. C'est dans un but similaire que l'Etat limite le taux de l'intérêt et pratique une politique d'argent à bon marché. De même encore, les édits somptuaires proscrirent le luxe qui favoriserait l'importation des produits étrangers.

Tels sont les principaux traits de la politique mercantiliste en France caractérisée, au point de vue de la production, par la prédominance de l'industrialisme au détriment de l'agriculture ; au point de vue du commerce extérieur, par une politique nationaliste et exclusive d'importation, grâce à des mesures d'intervention directe ou indirecte sous forme de droits protecteurs ; au point de vue colonial, non par l'intégration dans l'économie nationale, mais par l'asservissement complet et étroit des colonies aux intérêts de la métropole.

Une telle politique se manifeste sous les aspects que nous avons dits à partir du xvr^e siècle ; elle s'accentue sous le règne de Henri IV et ne cesse de progresser pendant le xviii^e siècle : prohibitions et droits protecteurs, qui existaient, du reste, dès le xv^e siècle, visant au développement de l'exportation des produits fabriqués ; octroi de privilèges aux manufactures, monopolisation des mines, création de compagnies coloniales. Parallèlement des règlements industriels locaux ou généraux sont imposés aux corporations et des agents sont chargés de veiller à leur exécution.

Avec Colbert, le mercantilisme devient une politique ordonnée, cohérente et complète, et toutes les mesures précédentes sont systématisées et généralisées. En matière de protection, les prohibitions sont remplacées par des droits de douane qui cessent d'avoir un objet fiscal et deviennent un instrument souple et commode de direction économique. L'exportation, la construction et l'armement des navires marchands sont puissamment aidés par des primes et des subventions. Pour la production, les contrats portant octroi de privilèges prennent une extension considérable et sont soumis à des règles déterminées ; la monopolisation des mines est généralisée ; c'est aussi de cette époque que datent les grandes Compagnies de commerce et colonisation, qui se voient imposer, en contre partie de leur privilège, les règles du Pacte Colonial.

Mais la réglementation est l'œuvre la plus considérable de Colbert et celle à laquelle son nom reste attaché : plus de 150 règlements sont pris sur son initiative ; ils sont on ne peut plus précis et complets, aussi bien en ce qui concerne la technique (et certains sont à ce point de vue des chefs-d'œuvre) que la police des fabrications. L'application de ces règlements est contrôlée de très près et sanctionnée par des peines sévères. Aussi, ne manquèrent-ils pas de susciter une vive résistance. Sur le même plan, le Gouvernement cherche à généraliser et surtout à assujettir étroitement à l'Etat le système des corporations. Le Colbertisme constitue donc nettement une politique, ou tout au moins un essai de politique d'économie étroitement dirigée par l'Etat.

* *

Après Colbert, cette politique d'intervention étatiste ne fit que s'amplifier : les mesures qui concernent le commerce extérieur donnent lieu à une véritable guerre économique de surtaxes avec l'Angleterre. A l'intérieur, les privilèges et les créations royales se multiplient, moins inspirés par le souci du développement de l'industrie que par le favoritisme, et leur octroi donne lieu aux combinaisons et aux intrigues. Les règlements sont de plus en plus nombreux et leur précision se transforme en une minutie tracassière et irritante ; leur caractère abusif tend à l'emporter sur toutes leurs autres qualités et la multiplication, comme l'attitude des agents de surveillance, ne font qu'accroître la réprobation de l'opinion à leur endroit.

Nous constatons ainsi qu'à l'époque où vit Montesquieu, c'est à dire depuis la mort de Colbert jusqu'en 1755, le mercantilisme continue à dominer la politique du Gouvernement et se manifeste avec tous les excès d'un système périmé, qui, de tous ses traits constitutifs, ne conserve que les exagérations et les défauts. Il convient de souligner que ce régime économique était alors celui de tous les grands Etats d'Europe, à quelques exceptions près, celle notamment de la Hollande, nation très libérale.

Il est aisé de concevoir qu'une réglementation aussi stricte de l'économie nationale tout entière devait provoquer des abus et des difficultés ; les entraves qu'elle apportait aux différentes branches d'activité et parfois même à celles qu'elle favorisait

ne pouvaient manquer de susciter une vive réaction qui se fait jour dès le temps d'apogée du système.

L'opposition la plus grande et la plus vive se fait sentir du côté des agriculteurs : comme nous l'avons vu, ce sont leurs intérêts que le mercantilisme industrialiste a le plus délibérément sacrifiés ; la politique du bas prix du blé ne faisait qu'appauvrir et mécontenter la classe paysanne ; la culture devenant déficitaire, les superficies emblavées en blé diminuent, les campagnes sont désertées et les villes envahies. Il faut insister sur la police des grains, car c'est là, peut-être, que se manifestent les pires excès du mercantilisme et c'est là, en tous cas, que le libéralisme trouvera, par réaction, son origine, chez Montesquieu d'abord et, sous une forme beaucoup plus vive et aussi beaucoup plus absolue, chez les Physiocrates.

Comme on l'a dit, la vente du blé était strictement réglementée ; non seulement l'exportation en est interdite, mais aussi la circulation entre les provinces. Davantage, le commerce des grains est défendu aux agriculteurs ; ceux-ci sont tenus de porter leur blé sur le marché et ne peuvent le vendre en grenier. D'autre part, l'administration se préoccupe de stocker les grains dans les bonnes années pour les revendre en période déficitaire ; on connaît les réactions de l'opinion publique auxquelles a donné lieu sous Louis XV cette organisation, qui était du reste affermée. Toutes ces mesures ne pouvaient que susciter, avec la désaffection des cultivateurs pour une profession sujette à tant de brimades, les réactions de l'opinion publique qui, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, prendront la forme d'une véritable croisade.

Quant aux privilèges et aux règlements, leurs inconvénients sont manifestes : la protection des droits des travailleurs tend au monopole avec tous ses défauts ; la corporation, entièrement à l'abri de la concurrence, n'offre plus au regard de l'opinion que le spectacle de ses abus ; la réglementation de la fabrication se fige en une routine fermée aux initiatives et aux transformations de la technique ; davantage, cette réglementation, de plus en plus minutieuse et tracassière, irrite ceux qu'elle a pour but de protéger et qui sentent qu'elle va à l'encontre de leurs véritables intérêts. La qualité même, but fondamental de tous les règlements, n'est pas toujours obtenue, en raison de l'incompétence, de la corruption ou simplement de la né-

gligence des surveillants : les charges étant vénales, beaucoup de titulaires se contentent de toucher les droits sans exercer aucun contrôle effectif.

La politique mercantiliste devait donner lieu aussi à de graves antagonismes à l'intérieur de la nation : l'artisanat se révolte contre la grande industrie nouvelle, aux intérêts de qui il se trouve sacrifié. Les commerçants sont hostiles aux industriels, qui réclament sans cesse du Gouvernement des restrictions supplémentaires en matière de commerce extérieur et dès le ^{xvii}^e siècle les marchands se prononceront pour la liberté du commerce. Nous avons souligné le mécontentement que la politique étatiste soulevait de la part des agriculteurs et qui devait les opposer aux professions favorisées par le Gouvernement. Parmi les privilégiés mêmes et les détenteurs de monopoles, des antagonismes se produisent et l'on évoquera à ce sujet les luttes entre les corporations.

Mais entre les consommateurs et les fabricants existe aussi un conflit latent, car les privilèges et monopoles engendrent la hausse du coût de la vie et occasionnent une gêne sérieuse pour le public : l'on connaît l'affaire des chapeaux de feutre et des toiles peintes ; nous avons parlé plus haut de la déficience de la qualité. Enfin, comme les règlements sont une ressource fiscale pour l'Etat, qui vend les charges de contrôleurs, il existe au ^{xviii}^e siècle une armée de surveillants, dont le nombre et l'activité (quand elle s'exerce) révoltent les assujettis, source d'un nouveau conflit entre les fabricants et les agents de l'Etat.

Dans l'ordre international il est clair que le mercantilisme aboutit en pratique à la guerre économique et engendre la haine entre les nations ; le système des excédents d'importation est un instrument de lutte qui, si on l'institue en permanence, devient stérile ; il présente l'aspect d'un cercle vicieux que devaient dénoncer les partisans du libre échange. De même, le monopole colonial supprime toute activité coloniale et provoque chez les colons un mécontentement qui risque de dégénérer en séparatisme et en révolte.

On voit donc qu'à l'époque où vit Montesquieu la politique mercantilisme, si elle est encore en vigueur — car les Etats maintiennent une politique originairement justifiée bien après qu'elle a cessé de donner des fruits — n'en a pas moins contre elle les excès et les inconvénients de tout ordre qu'elle provo-

que dans la pratique ; dans le domaine des idées, ses principes fondamentaux sont condamnés par la leçon des faits. Ainsi les interventions abusives de l'Etat suscitent dans toute la nation un désir de liberté, dont les écrivains et les philosophes de l'époque, Montesquieu en premier lieu, se feront les interprètes, montrant que les résultats néfastes de la politique mercantiliste ont pour cause la fausseté de ses idées directrices.

Sur tous les points que nous avons vus, nous retrouverons, au cours de cette étude, l'opinion de Montesquieu. Mais après avoir décrit l'état de choses où s'exercerait son observation, il nous faut examiner les doctrines et les théories qui ont précédé les siennes. Après avoir montré les faits, il faut aller au-delà et voir les idées.

* *

Comme l'a très pertinemment indiqué M. Baudin² le mercantilisme est le produit des profondes transformations politiques du xvi^e siècle. La puissance et l'autorité de l'Etat s'affirment au détriment de l'individu et des cadres naturels dans lesquels s'insère son activité. Pour être puissant, l'Etat doit être riche ; on appliquera d'abord à cette fin les notions et les principes de l'économie domestique : épargne, c'est à dire accumulation de métaux précieux ; ce n'est que peu à peu, que politique et théories évoluant, l'on parviendra à la notion d'une économie nationale. Telle est l'origine théorique du mercantilisme : il se rattache au concept de l'Etat établi par les philosophes de la Renaissance.

Dès le moment où l'Etat a vaincu les résistances de l'individualisme et des collectivités secondaires, il domine l'économie, en vertu de sa puissance et si des théoriciens comme Bodin, à la pensée de qui l'on rattache souvent celle de Montesquieu, tendent à sauvegarder les droits préétablis, naturels, de l'individu et de la famille contre les empiétements de l'Etat, les droits du Gouvernement en matière économique restent indiscutés jusqu'à la fin du xvii^e siècle.

Il nous faut donc dire un mot, d'une part, des doctrines

(2) Cours sur l'individualisme en économie politique.

mercantilistes, d'autre part, des courants de réaction qui se produisent au moment où paraît Montesquieu.



Le mercantilisme doctrinal présente deux traits essentiels : sa conception de la richesse et celle de la direction et de l'orientation de l'économie nationale. L'idée commune des mercantilistes sur la richesse, c'est que le numéraire — ou son équivalent — métaux précieux, devises, etc... excèdent de la balance commerciale — constitue l'instrument le meilleur pour produire ou se procurer toutes les richesses et, pour l'Etat en particulier, un moyen de puissance supérieur à toutes les autres ressources. La doctrine mercantiliste professe donc la primauté de l'argent, dans la commune acception de ce terme.

L'Etat dirigera l'économie nationale de manière à se procurer le plus possible d'argent, c'est à dire qu'il cherchera à vendre le maximum de produits et à en acheter le minimum à l'étranger, simple transposition sur le plan national, on le voit, de l'économie familiale. Mais la politique à suivre diffère suivant les auteurs. Nous ne reviendrons pas sur le bullionisme dont les vues sont par trop élémentaires ; il faut mentionner pourtant un bullionniste qui a des idées très particulières, que l'on peut rapprocher à la fois de celles de Montesquieu et de la doctrine Physiocratique : Sully. En dehors de ses préjugés sur les métaux précieux, Sully préconise l'exportation des denrées agricoles ; il est l'ennemi du luxe et des industries nouvelles ; il s'avère surtout conservateur et partisan du maintien de l'état économique existant, en même temps que convaincu de la division internationale de la production, qui entraîne la solidarité entre les Etats, foncièrement hostile à toute mesure « autarcique ».

Le mercantilisme industrialiste, dont nous avons vu les applications, a ses principaux théoriciens en France, Bodin, Laféma, Montchrétien. Ils se fondent sur ce que la culture ne peut être développée au-delà d'un certain point, tandis que l'activité de l'industrie ne connaît pratiquement point de limites ; c'est donc l'exportation des produits industriels qui doit être poursuivie.

Les auteurs anglais sont au contraire les tenants du commercialisme et ce sont eux qui ont formulé la théorie fameuse de la balance du commerce. Il convient de noter que le mercantilisme commercialiste, beaucoup moins rigide et étroit que l'industrialisme, a eu comme doctrine beaucoup de succès et s'est propagé en France et en Europe. La politique commercialiste, comme son nom l'indique, vise à favoriser avant tout le commerce, dont l'industrie n'est que l'auxiliaire : seule, en effet, une balance du commerce positive procure l'or et l'argent, dont la possession reste le but fondamental de toute politique mercantiliste. Les auteurs anglais sont en conséquence hostiles aux règlements et aux privilèges, mais partisans des mesures protectionnistes, droits, monopoles de navigation, primes, impôts somptuaires, etc..., dont le maniement doit être, au reste, des plus souples, le but à atteindre étant d'obliger les autres nations à commercer avec l'Etat, dans les conditions qui lui sont le plus favorables. Les commercialistes ont eu surtout le mérite de montrer l'importance de la balance du commerce, qu'ils confondent, au demeurant, avec la balance des comptes, et d'en analyser les éléments. Comme on l'a vu, si l'industrialisme est condamné en pratique, en raison de ses abus plus manifestes, c'est aussi le mercantilisme commercialiste, plus séduisant comme théorie, que discuteront les partisans du libéralisme et en particulier Montesquieu.

Sous une forme ou sous une autre, le fondement du mercantilisme reste le même : le but essentiel à atteindre, c'est de procurer à la nation le maximum de richesses sous forme d'argent ou de crédit sur les autres nations ; le moyen, c'est d'avoir une économie qui, par sa nature même, doit être toute entière entre les mains de l'Etat : primauté de l'argent d'une part, subordination complète de l'économique au politique d'autre part.

* *

Au cours de cet exposé nous avons peut-être fait ressortir à l'excès les erreurs et les abus de la doctrine comme de la politique mercantilistes. Il convient donc de souligner qu'en dehors de l'accumulation des métaux précieux, ou pour y parvenir, le mercantilisme poursuit d'autres buts et notamment le développement de toutes les forces productives du pays, si même cer-

taines branches de l'activité sont subordonnées à une autre jugée d'un intérêt prépondérant ; le mercantilisme vise à accroître la puissance de la nation, et pratiquement cette politique a entraîné un effort de valorisation nationale qui est loin d'être négligeable ; certains auteurs mêmes, précurseurs de List, préconisent d'intensifier et de cordonner toutes les ressources d'un Etat de manière à lui permettre de se suffire à lui-même et de s'assurer une indépendance et une sécurité à l'abri de toute attaque.

Nous passerons sur les fins secondaires du mercantilisme au point de vue fiscal, moral (lois somptuaires), financier (constitution d'un trésor de guerre), pour montrer ce qui doit survivre de sa conception du rôle du Gouvernement dans le commerce international : dépouillé de toutes ses exagérations et de ses tendances politiques, elle peut se réduire à une intervention aussi juste que nécessaire pour placer la production nationale dans des conditions d'égalité vis-à-vis de la concurrence étrangère. C'est cette notion du protectionnisme que retiendra Montesquieu.

*

* * *

Comme nous l'avons dit, dès la fin du ^{xviii}e siècle, le mercantilisme trouve des adversaires et les tenants eux-mêmes de cette doctrine inclinent vers un certain libéralisme ou tout au moins professent des idées moins étroites et moins absolues en matière économique. Les auteurs anglais, on le sait, sont hostiles aux corporations et aux règlements, mais cette attitude se rattache à leur conception particulière du mercantilisme dont les fondements restent identiques. Par contre, plusieurs théoriciens s'écartent des idées essentielles de la doctrine : W. Petty et Cantillon ³, montrent que les sources de la richesse sont la terre et le travail ; Cantillon donne aussi une place prépondérante au propriétaire foncier — ainsi substitué aux négociants et aux industriels — dans l'économie de la nation ; sa conception fait du reste davantage pressentir celle des Physiocrates que celle de Montesquieu.

(3) W. PETTY (1623-1687). — CANTILLON (mort en 1734).

Dans le sens du libéralisme proprement dit, nous noterons Locke ⁴ qui n'admet de fixation légale du taux de l'intérêt que si elle répond au taux courant, idée formellement contraire aux principes mercantilistes. Davenant ⁵ va beaucoup plus loin, il affirme en effet que « le commerce est libre par définition ; il se trouve les débouchés qu'il lui faut et se trace à lui-même sa propre voie » ⁶. Toutes les lois qui tendent à le régler, à le diriger, à le restreindre et à le circonscrire, feront l'affaire des particuliers mais ne seront d'aucun avantage public. Nous retrouverons un écho direct de cette pensée chez Montesquieu.

W. Petty, déjà cité, se prononce contre les procédés dérivés du bullionnisme, contre la réglementation de l'intérêt et contre toutes les mesures protectionnistes, parce que, dit-il, il est vain d'édicter des lois positives contraires aux lois naturelles. Dudley North (1691) affirme l'interdépendance des nations et la solidarité de leurs intérêts respectifs, qui concordent avec l'intérêt mondial : pour lui les peuples du monde peuvent se comparer aux individus d'une nation. Dupin (1684-1769) professe la même théorie. De même, Greg. King proclame que l'intérêt privé et l'intérêt général coïncident harmonieusement.

Boisguillebert (1646-1714) mérite une mention toute particulière, car il se place à l'opposé des doctrines mercantilistes et affirme un libéralisme basé sur les lois naturelles : quant à la notion même de richesse, il nie formellement la suprématie des métaux précieux et montre à leur endroit une haine aussi absolue que l'était la prédilection des mercantalistes. Comme Petty et Cantillon, mais plus formellement que ces auteurs, il voit dans la terre la source fondamentale des richesses et donne dans l'économie le premier rang à l'agriculture, dont l'industrie et le commerce sont étroitement dépendants. Il proclame aussi la solidarité économique entre les diverses classes de la nation, solidarité basée sur la division sociale du travail, ainsi que l'harmonie entre l'intérêt individuel et l'intérêt général. Mais surtout Boisguillebert est l'apôtre de la liberté économique, fondée sur la loi naturelle : pour lui la nature tend toujours à la liberté et à la perfection ; il affirme l'existence d'un ordre naturel providentiel et condamne les interventions de

(4) LOCKE (1632-1704). — (5) DAVENANT, économiste anglais (1656-1714).

(6) DAVENANT, cité par M. BAUDIN (op. cité).

l'Etat, dont se vengent les lois de la nature. Ainsi Boisguillebert se présente-t-il comme le précurseur direct des Physiocrates, plus encore que de Montesquieu.

*

* *

L'on voit par ce qui précède que des tendances libérales se faisaient jour dans les écrits de la fin du xvii^e siècle et du début du xviii^e siècle. Elles restent néanmoins assez confuses, partiellement et mêlées le plus souvent à des idées étroitement mercantilistes. Mis à part Boisguillebert, qui professe un libéralisme absolu, on peut affirmer que Montesquieu est le premier interprète véritable du courant libéral que les excès du mercantilisme ont provoqué. Dupin (1748), Plumart de Dangeul (1754), Goudar (1756), Herbert (1757), Decker (1757), Mirabeau, Hume, tous ces auteurs, partisans de la liberté de l'économie et du commerce en particulier, sont postérieurs à Montesquieu. S'il a pu trouver, et nous ne le contestons pas, certaines idées éparses chez les autres auteurs français, anglais, hollandais⁷, antérieurs ou contemporains, il n'en a pas moins le mérite d'avoir le premier constitué une critique méthodique du mercantilisme et, sans tomber dans les excès doctrinaires des Physiocrates, élaboré une théorie scientifique du libéralisme et, à ce titre, il doit bien être considéré comme un précurseur.

*

* *

*

Il nous faut maintenant faire mention de certains auteurs dont Montesquieu a reproduit ou discuté les théories dans ses ouvrages ou qui passent pour avoir exercé sur lui une influence directe. On pourrait penser que Hobbes⁸ n'a pas sa place, comme théoricien du droit public, dans une étude économique, mais les deux notions se côtoient dans l'*Esprit des Lois* et nous

(7) Comme P. de la COURT.

(8) TH. HOBBS, philosophe anglais (1588-1679).

retrouverons un écho et une critique de ses idées chez Montesquieu.

Pour Hobbes⁹, les hommes étant absolument égaux en puissance ne peuvent être qu'ennemis et l'état de nature est l'état de guerre, état du reste latent qui consiste plutôt dans une perpétuelle menace, une paix armée précaire. Le droit naturel est le droit pour chacun de réaliser son propre intérêt par tous les moyens, et la paix consiste dans la renonciation de chacun au droit naturel qu'il a sur toutes choses. Cet état de paix est réalisé sous forme d'une sorte de pacte, conclu par les parties en présence et qui ne pourra par la suite être respecté des contractants qu'en raison de la crainte d'un pouvoir supérieur. La propriété individuelle est reconnue par le pacte comme la compensation de l'abandon des droits naturels de chacun ; comme le pacte lui-même et la justice en général, elle ne peut subsister que grâce à la puissance coercitive de l'Etat qui les fait également respecter. L'Etat issu d'un contrat social, se présente donc « comme le garant et le défenseur d'un régime de contrats et de propriété individuelle »¹⁰. Nous verrons ce que Montesquieu pensait de cette doctrine dont le pessimisme est le côté le plus frappant.

* *

Un essayiste anglais a pu exercer sur Montesquieu une influence plus directe¹¹ ; c'est Bernard de Mandeville, auteur de la *Fable des abeilles* (1705). Il ne paraît pas douteux que Montesquieu ait vivement apprécié cet ouvrage, qu'il cite expressément à trois reprises¹² et qu'il ait tiré parti des théories de Mandeville, en les enrichissant et en les fécondant, dans les livres de l'*Esprit des Loix* relatifs au luxe et au commerce. M. Dedieu¹³ a opéré des rapprochements qui sont indiscutables, bien que nous nous refusions à y voir, comme ce critique, « une étroite dépendance de pensée », jugeant plutôt que le livre de Mandeville a été, pour Montesquieu, le point de départ d'obser-

(9) BAUDIN : op. cité.

(10) Cf. BAUDIN : op. cité.

(11) Cf. DEDIEU : *Les sources anglaises de l'Esprit des Loix*.

(12) E. L., VII, 1 et XIX, 8. *Pensées*, 1978.

(13) Cf. DEDIEU : ibid.

vations et de conclusions beaucoup plus larges et intéressantes « l'étincelle du dehors qui fait jaillir une flamme éclatante » ¹⁴.

La *Fable des abeilles* est essentiellement une satire mordante de la société et de tous les ordres, mais dans les apologies qu'il a publiées pour se défendre contre ses adversaires, Mandeville a été appelé à exposer plus longuement ses idées ¹⁵.

Pour lui, le ressort fondamental de la société consiste dans l'intérêt personnel qu'il considère comme une passion et dont il voit l'origine dans la vanité. Montesquieu retiendra surtout les conséquences de cette vanité sur le luxe et l'activité du commerce ¹⁶. Mandeville croit, d'autre part, à l'harmonie de tous les intérêts personnels contraires ; la composition de ces antagonismes finit par former non seulement équilibre, mais ensemble harmonieux ; les intérêts particuliers peuvent être contraires à l'intérêt général, leur somme n'aboutit pas moins à la prospérité générale : « les passions et les besoins sont des maux, mais de ces maux naît le bien » ¹⁷. On voit le côté providentiel de cette philosophie ; Mandeville s'exprime d'ailleurs explicitement à ce sujet ; pour lui nature et providence ne font qu'un et il croit à un ordre naturel dont les lois sont fixes et immuables, conception, est-il besoin de le dire, beaucoup plus proche de la doctrine physiocratique que des idées de l'*Esprit des Lois*.

En ce qui concerne Montesquieu, en dehors des observations sur le luxe et la vanité dont l'auteur s'est inspiré, on l'a déjà vu, dans les livres VII ¹⁸ et XIX ¹⁹, sur l'esprit général des nations ²⁰, il faut retenir que Mandeville formule déjà la loi des débouchés et explique très justement le rôle des métaux précieux, dans un passage sur l'Espagne dont la parenté avec les réflexions analogues de Montesquieu ²¹ est indiscutable. Nous ne pouvons pas ne pas le reproduire, en raison de son importance « Acheter, c'est échanger. Aucune nation ne peut acheter si elle n'a pas de marchandises pour donner à la place de celles qu'on lui apporte. L'Espagne et le Portugal, riches par l'or et l'argent qu'ils tirent chaque année de leurs mines pourront

(14) BARCKHAUSEN : *Montesquieu*. — (15) Cf. BAUDIN : op. cité. — (16) Cf. E. L., VII, 1 ; XIX, 8.

(17) Cf. BAUDIN : op. cité. — (18) Ch 1 et 4. — (19) Ch. 5, 8 et 9. — (20) Cf. DEDIEU : op. cité. — (21) E. L., XXI, 22.

acheter aussi longtemps que ces mines produiront, mais l'argent dans ce cas est de leur crû, c'est une marchandise du pays. Nous savons que nous ne pourrions pas continuer longtemps à nous pourvoir des marchandises des autres nations, si elles ne prenaient pas les nôtres en paiement »²². Que ces réflexions aient servi de point de départ à Montesquieu, nous le croyons volontiers, encore qu'il puisse y avoir coïncidence de pensée ou bien une autre source commune. Nous verrons en tous cas le parti que l'auteur en a tiré.

* *

Nous savons que M. Dedieu assigne à Montesquieu d'autres sources anglaises. Nous négligerons l'influence de Lord Bolingbroke, qui concerne les rapports des lois avec l'esprit général des nations et la corruption des principes du Gouvernement ; celle de Locke, où Montesquieu aurait puisé toute sa théorie de la séparation des pouvoirs et son tableau de la constitution d'Angleterre ; celle de Warburton, qui lui aurait inspiré ses observations sur la coopération de l'Eglise et de l'Etat, dans l'intérêt bien entendu de la nation, la pensée de Mandeville pénétrant largement et dans un sens différent le livre XXV sur l'attachement du peuple à la religion, la tolérance religieuse, les biens du clergé, etc...

M. Dedieu voit encore un large emprunt aux écrits du pamphlétaire Gordon, dans les chapitres des livres II, IV et V relatifs au despotisme et surtout dans la partie du livre XII qui traite de la liberté politique et des droits imprescriptibles du citoyen ; la conception des républiques fédératives, idée particulièrement chère à Montesquieu, étant d'autre part issue du *Discours sur le Gouvernement* de Sydney.

Nous retiendrons par contre, du même critique, la part qui peut revenir au livre d'Arbuthnot, *Essais sur les effets de l'air*, dans la théorie fameuse de Montesquieu sur l'influence du climat. Il n'est pas douteux qu'il existe un certain parallélisme entre les observations d'Arbuthnot et celles de notre auteur, relatives au rôle joué par le climat dans l'orientation des acti-

(22) Remarque L citée par M. BAUDIN, *ibid.*

vités humaines, depuis l'explication physiologique de cette influence qui régit le caractère des individus et par gradation ascendante empreint l'esprit des peuples, marque le génie des nations, modèle la forme des gouvernements, jusqu'aux comparaisons fameuses entre les peuples du Nord et ceux du Midi. M. Dedieu nous apporte à ce sujet le témoignage de collationnements fragmentaires, mais éloquentes.

Qu'en conclure, sinon que Montesquieu a développé, enrichi, étayé d'observations nombreuses et choisies, des théories qui n'avaient chez Arbuthnot qu'une portée toute restreinte, une valeur d'essai, suivant le titre même de son ouvrage ; que l'auteur de *l'Esprit des Lois* a intégré ces vues dans une œuvre d'une conception aussi vaste qu'élevée et dont elles forment une des parties les plus neuves et les plus intéressantes, parce que justement elles ne sont plus isolées, mais généralisées, élevées à la hauteur d'une théorie scientifiquement démontrée, qu'en un mot Montesquieu a su leur appliquer toutes les ressources de sa méthode d'observation et de son génie de synthèse. Qui se souvient aujourd'hui d'Arbuthnot ? Si son nom a été un instant tiré de l'oubli, c'est grâce à Montesquieu et, comme le dit éloquentement M. Dedieu lui-même, n'oublions pas que « les idées n'appartiennent qu'aux génies qui les fécondent ».

. A vrai dire, et bien que nous n'ayons pas la compétence voulue pour discuter les conclusions du savant ouvrage de M. Dedieu, il ne nous semble pas que la théorie de l'influence du climat ait son origine unique et essentielle chez Arbuthnot. Nous y reviendrons plus loin ; qu'il nous suffise de remarquer que *l'Essai sur les effets de l'air* date de 1733 ; or, Montesquieu avait été frappé bien auparavant par le rôle des facteurs physiques, et du climat en particulier, dans l'organisation et la vie des sociétés, puisque dès 1721, les *Lettres Persanes*²³ traitent de la question. Il aurait même ébauché la théorie des climats avant cette date, dans un Mémoire rédigé en 1717²⁴. Il faudrait donc chercher une source antérieure.

Qu'on nous permette à ce sujet une autre remarque : l'on a dit l'importance de la documentation accumulée par Montes-

(23) Cf. notamment Lettre 121.

(24) Cf. BOUZINAC : *J. F. Melon, économiste*.

quieu. Il serait donc intéressant, pour mesurer la juste part de ses lectures dans son œuvre, d'en analyser la liste et les extraits, que l'auteur faisait dresser par ses secrétaires, d'établir aussi le recensement de sa bibliothèque personnelle. Mieux que tout autre, un tel travail nous renseignerait sûrement et précisément sur les sources de Montesquieu ; à ce titre il mériterait d'être entrepris ²⁵.

*

* *

C'est à une tâche analogue que M. Muriel Dodds s'est livré avec un soin et une érudition remarquables en confrontant les données des récits de voyages auxquels se réfère constamment Montesquieu avec les textes eux-mêmes ²⁶. Il est inutile de souligner l'intérêt d'un tel ouvrage de critique lorsqu'on connaît l'importance de cette source pour l'auteur de l'*Esprit des Loix*. Autant que sur les témoignages de l'histoire, c'est sur la documentation réunie par les explorateurs et les missionnaires que Montesquieu appuie la vérification de ses hypothèses et apporte pour fonder ses théories une multitude d'exemples précis et probants, application de la méthode expérimentale dont nous aurons à parler ; aux leçons de l'histoire font pendant en quelque sorte celles de cette géographie humaine, les preuves du passé sont corroborées par celles des institutions et des sociétés existantes.

M. Muriel Dodds donne aux récits de voyages une influence qui l'emporte sur celle des sources anglaises, indiquée comme prépondérante par M. Dedieu et il n'hésite pas à y voir l'origine de la théorie des climats, telle que Montesquieu l'a développée, grâce aux exemples multiples et démonstratifs qu'il trouvait dans les relations de Chardin, de Labat, de Dampierre et surtout du P. du Halde. Comme nous l'avons déjà dit, c'est grâce à cette documentation si riche que Montesquieu a pu élaborer

(25) Nous avons appris depuis — et l'on doit s'en féliciter — que ce travail allait être exécuté par l'érudit Conservateur de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux sur le « spicilegium » récemment acquis par cette Bibliothèque et où Montesquieu consignait avec d'autres observations, les résultats de ses lectures.

(26) Les récits de voyages, sources de l'*Esprit des Loix*.

des théories complètes, cohérentes, définir des lois économiques et sociales que nous retrouverons au cours de notre étude, construire sur les points de départ qui lui étaient fournis par d'autres auteurs, ou par son propre génie, l'édifice de l'*Esprit des Lois*, transformer les données fondées sur des méthodes déductives et abstractives qu'il pouvait trouver ailleurs, en systèmes scientifiques, reposant sur l'expérience des réalités. Nous n'hésiterons donc pas à donner aux relations de voyages une place bien plus grande dans les sources de l'*Esprit des Lois* qu'à l'influence des théories déjà formulées par d'autres auteurs.

Nous retiendrons aussi l'appréciation que M. Muriel Dodds porte sur l'utilisation de sa documentation par Montesquieu, appréciation qui repose sur un travail considérable de dépouillement et de collationnement : « Montesquieu, dit le critique, ne se sert jamais beaucoup d'un auteur sans nous avouer sa dette... il est très fidèle non seulement au texte de ses sources, mais aussi à l'esprit général des livres dans lesquels il se renseigne ».

*

*

*

En dehors des sources écrites de l'*Esprit des Lois*, est-on renseigné sur les sources que l'on pourrait appeler orales ou personnelles, sur les personnes avec qui Montesquieu a pu s'entretenir des questions économiques et financières, au contact desquelles il a été en mesure d'acquérir des connaissances particulières ; l'on sait quel parti il savait tirer des conversations qui l'intéressaient. Nous négligerons sa fameuse rencontre avec Law, qui a surtout une valeur épisodique et pittoresque ; si Montesquieu parle du Système dans les *Lettres Persanes*, antérieures au voyage de Venise, l'*Esprit des Lois* n'y fait allusion que sommairement et pour condamner l'inflation.

Ses relations avec Melon ²⁷, le fondateur de l'Académie de Bordeaux et l'auteur de l'*Essai sur le Commerce* (1734), sont évidemment beaucoup plus intéressantes, car Melon, comme inspecteur général des Fermes et comme secrétaire de Law

(27) Cf. DUBOIS : op. cité. BOUZINAC : op. cité.

avait sur les questions économiques et financières des connaissances techniques dont il pouvait faire bénéficier Montesquieu.

Les deux hommes s'étaient connus à l'Académie de Bordeaux, où ils forment ensemble leur esprit aux études scientifiques et où ils subissent l'influence, temporaire pour Montesquieu, du déterminisme naturel. Ils restèrent toujours très liés, comme l'attestent les témoignages des contemporains, et il n'est pas douteux que, par leurs fréquents échanges d'idées, ils exercèrent, l'un sur l'autre, une influence qui n'est pas négligeable, plus philosophique de la part de Montesquieu et plus technique du côté de Melon. On notera à ce sujet que c'est par l'intermédiaire de Melon, secrétaire du Duc d'Orléans, et sans doute sur son initiative, que Montesquieu rédigea et présentera son *Mémoire au Régent*, préalablement revu par Melon ²⁸.

Mais à notre sens, s'il est possible, comme s'y est employé M. Bouzinac ²⁹, de rapprocher nombre d'observations communes aux deux auteurs, il est difficile de faire la part exacte de l'influence qui revient à l'un et à l'autre dans leurs écrits, réserve faite de la remarque d'ensemble précitée.

L'on relèvera des points communs dans les théories ou les observations suivantes de l'*Esprit des Loix* : l'ensemble des livres sur le commerce, où l'appoint des idées de Melon est vraisemblable, les théories démographiques, qu'il s'agisse du célibat des prêtres, du divorce, des encouragements aux familles nombreuses, des différences entre les nations protestantes et catholiques au point de vue de la population. Mêmes idées aussi en ce qui concerne la double valeur de la monnaie, comme signe et comme marchandise, les inconvénients d'une trop grande abondance de numéraire, les avantages des impôts indirects ; certaines observations sur le luxe sont encore à rapprocher. On notera aussi le point de vue parallèle sur la colonisation et davantage sur le principe de la liberté du commerce international et les restrictions pratiques qu'il convient d'y apporter.

Par contre, en matière monétaire, Melon est disciple de Law : la monnaie n'est qu'un instrument de richesses et elle n'a nul besoin d'un support métallique ³⁰ ; il est d'autre part

(28) TOURNYOL DU CLOS : *Les idées financières de Montesquieu*, loc. cité. — (29) Thèse citée.

(30) MELON est aussi très favorable aux emprunts publics.

fidèle au mercantilisme et préconise une balance positive pour attirer les métaux précieux, ce qui ne cadre pas rigoureusement, on le voit, avec ses théories monétaires ; de même et contrairement à Montesquieu il est favorable aux interdictions d'exportation des matières premières et d'importation des produits manufacturés. Quant aux sources de richesse, l'auteur de l'*Essai sur le Commerce* croit à la primauté de l'agriculture, dont l'industrie et le commerce ne sont que des branches d'activité dépendantes. Nous négligerons l'opinion de Melon sur l'esclavage ; l'on sait qu'il en préconisait le rétablissement dans les Etats modernes.

Nous le répétons, on ne saurait déterminer ce qui dans leurs idées communes appartient à l'un et à l'autre auteurs, sauf que la méthode historique et comparative appliquée aux phénomènes sociaux, la méthode inductive, est indubitablement propre à Montesquieu. Il reste qu'en se communiquant leurs connaissances et leurs réflexions respectives, Montesquieu et Melon ont tiré profit de cette mise en commun, l'un plus que l'autre évidemment, mais l'ami de Montesquieu mérite à ce titre une mention particulière et il ne semble pas qu'il y ait d'autres hommes dont Montesquieu ait pu ainsi utiliser la compétence.

* *

Ce que l'on peut affirmer, c'est que l'auteur de l'*Esprit des Lois* ne se rattache à aucune Ecole, pas plus qu'il ne laissera de véritables disciples, le propre des grands hommes étant d'appartenir à tous et non à un petit groupe. S'il conserve certains traits du mercantilisme, d'ailleurs nuancés par sa modération et son réalisme, il est partisan de la liberté au point de vue économique comme au point de vue politique, mais sans tomber dans les excès des Physiocrates.

C'est là que se reconnaît l'originalité de Montesquieu. Il a pu puiser des enseignements chez ses devanciers ou ses contemporains, voire leur faire des emprunts ; son dessein lui reste propre, l'esprit dans lequel il utilise ces éléments n'est pas celui de l'auteur ou de l'école à qui ils appartiennent, ce ne sont que des pas qu'il emprunte dans la voie qu'il s'est tracée, des matériaux pour la construction dont il est l'architecte.

Notons d'ailleurs encore ici la souplesse et aussi la complexité de la pensée de Montesquieu : il est libéral et pourtant il approuve des mesures antilibérales, il a proclamé la solidarité internationale contre le dogme de la balance du commerce, et pourtant il reste partisan de certaines défenses protectionnistes. S'agit-il de contradictions ou de nuances de pensée ? On trouve des unes et des autres et il serait vain de se dissimuler arbitrairement les défauts de l'auteur.

L'on retiendra surtout qu'il est attaché au réel, d'où les sinuosités de sa pensée parfois difficile à suivre ; les faits sont complexes, les soumettre à une explication claire et logique est malaisé ; dans la phase de vérification de la méthode expérimentale, il peut arriver que Montesquieu veuille forcer les faits à ses principes, mais le plus souvent c'est l'expérience qui justifie ses théories. Ainsi, mérite-t-il une place à part, celle du réaliste qui connaît la relativité et les singuliers détours des phénomènes humains et sociaux, celle surtout de l'observateur qui ne part pas d'une conception philosophique pour expliquer ces phénomènes, mais au rebours des méthodes déductives, remonte du particulier au général et cherche dans les faits eux-mêmes la loi qui les régit.



Les sources étrangères, proches ou lointaines, de la pensée de Montesquieu ne doivent pas faire négliger l'influence de facteurs beaucoup plus personnels, nous voulons parler de sa situation et des circonstances de sa vie : elles mettent en lumière bien des aspects de sa pensée et de ses jugements.

Le pays dont il est issu, où il a vécu, explique bien, réserve faite de la tendance gasconne dont parle Barckhausen, la modération et l'objectivité de ses vues, le désintéressement et la sérénité de sa philosophie ; et n'y-a-t-il pas là une application de sa théorie de l'influence du climat, dont avant Ste Beuve et Taine, son contemporain l'abbé du Bos reconnaissait la part prépondérante dans les créations de l'esprit³¹ ? L'image de

(31) Cf. DEDIEU : op. cité.

Montesquieu que nous avons déjà décrite, propriétaire terrien, s'occupant personnellement de la gestion de ses domaines, éclaire les observations de Montesquieu économiste ; lorsqu'il parle de la culture du blé ou de la vigne, lorsqu'il s'élève contre l'intervention de l'Etat en matière agricole ou qu'il critique la police des grains, c'est en producteur qu'il parle, en homme qui connaît son affaire.

Et quand il proclame dans ses œuvres qu'il est vain de vouloir aller contre les forces de la nature, ne reconnaît-on pas là l'homme de la terre, à qui le contact permanent de ces forces donne un jugement pondéré et lucide sur la philosophie générale de la vie, sur la vanité des œuvres humaines qui se heurtent aux lois de la nature, même si ce jugement est teinté d'un certain fatalisme ou de résignation. Nous avons rappelé, en débutant, l'éloge de Léon Bérard, montrant dans Montesquieu l'homme du terroir ; nous soulignons encore cette qualité qui donne à Montesquieu économiste un réalisme, un sens du concret, tout opposés aux vues d'un savant de cabinet.

* *

Mais Montesquieu a partagé sa vie entre la campagne et la ville ; il n'est pas indifférent pour ses œuvres, comme l'a fort bien expliqué Barckhausen ³², que jusqu'à son âge mûr où il fréquentera davantage Paris, cette ville ait été un port et un grand port de commerce. Outre que ce contact élargit ses horizons de propriétaire agriculteur et de magistrat, il lui donne ou tout au moins renforce son goût des voyages et des pays étrangers, il l'initie au commerce et surtout au commerce extérieur, il attire son attention sur les relations et la solidarité internationales, en même temps — Bordeaux est le grand port des épices et des négriers — qu'il le fait réfléchir sur les questions coloniales. C'est au séjour, à l'influence de Bordeaux, que sont dûs pour une grande part les livres XX et XXI, où Montesquieu nous livre des observations pénétrantes, originales et dont beaucoup resteront fameuses sur le commerce international. Le port de Bordeaux était à ce point de vue un poste d'ob-

(32) *Montesquieu*.

servation et une mine de renseignements dont il devait tirer un magnifique parti. Une telle « source » n'est-elle pas aussi importante pour les idées et le tour de pensée de l'auteur que tous les essayistes et philosophes anglais ?

* *

Les notions acquises par Montesquieu à Bordeaux, il les complètera par ses voyages, dont nous avons donné plus haut un itinéraire succinct ; les observations qu'il y recueille complètent heureusement celles qu'il trouve dans les Récits des voyageurs et il n'est pas douteux que bien des passages de l'*Esprit des Lois* sont dûs à son expérience personnelle des pays étrangers, que des théories mêmes ont leur point de départ dans le spectacle et l'étude directe des institutions et des coutumes des autres nations, qu'il s'agisse du Parlementarisme en Angleterre ou du commerce maritime en Hollande. Ses idées se sont modifiées et élargies au cours de son tour d'Europe, comme bien des critiques l'ont montré et l'influence de ces voyages n'est pas moindre que celles des relations écrites dont il fait sa plus fréquente lecture.

Mais pour en revenir à Bordeaux, où Montesquieu se retrouve justement à son retour d'Angleterre, nous noterons encore l'évolution que subit son esprit, l'influence qu'exerce sur lui, non sans réciprocité du reste, l'Académie de cette ville ; c'est l'époque où il s'adonne avec passion aux recherches scientifiques³³ et où il présente des mémoires sur les questions d'anatomie, de biologie, de médecine, de physique, les plus diverses. Il est alors convaincu du déterminisme et a foi dans la science ; si cet état d'esprit se modifie, s'il renonce à la fois au déterminisme pur et aux études scientifiques, son esprit n'en restera pas moins marqué par les méthodes propres aux sciences naturelles ; comme l'a bien montré M. Dedieu³⁴, les études auxquelles il se livre alors lui apprennent à observer les faits, à les réunir, à les comparer, à en tirer les conséquences et à en établir les causes ; les expériences excitent son esprit généralisateur. C'est à cette école qu'il se convainc de la vanité des re-

(33) Cf. SEE : *Evolution de la pensée politique en France au XVIII^e siècle*. — (34) Cf. DEDIEU : *Montesquieu*.

cherches métaphysiques, qu'il trouve sa voie qui n'est pas de poursuivre l'essence des choses mais d'établir les rapports des choses entre elles ³⁵.

La formation scientifique qu'il acquiert personnellement et au contact des autres membres de l'Académie de Bordeaux, donne à son esprit un tour qu'il gardera définitivement. Comme on l'a observé ³⁶, ses définitions ne sont ni d'un juriste ni d'un métaphysicien, mais d'un géomètre et d'un naturaliste et l'influence rationaliste s'exercera désormais sur toutes les démarches du philosophe ³⁷.

Il faut rappeler enfin que Montesquieu est un Parlementaire et appartient à un pays d'Etats. S'il conserve assez d'indépendance d'esprit, non seulement pour ne pas se mêler aux luttes des Parlements contre la Royauté, mais encore pour s'élever, dans l'*Esprit des Lois*, contre l'institution d'une magistrature permanente, il n'en doit pas moins sans doute à cette hérédité et à cette tradition parlementaires une part de son libéralisme et qui, au point de vue qui nous occupe, se fera jour dans ses idées sur la fiscalité. Ces mêmes idées laisseront apparaître, même lorsqu'il ne s'en ouvre pas expressément, qu'il est d'un pays d'Etats, que comme tel aussi, il est opposé à la centralisation excessive, à l'intrusion de l'Administration dans les domaines qui lui sont étrangers et notamment dans celui de l'économie.

Il serait évidemment imprudent, d'accorder une part trop importante à la situation personnelle de Montesquieu dans les œuvres qu'il nous a données, surtout de chercher à détailler les idées qui se rattachent à tel ou tel aspect de son existence et de ses activités, mais leur influence sur la tendance générale de ses desseins, sur l'originalité de sa pensée, nous a paru digne d'être mise en relief et d'être placée à un rang au moins égal à celui des sources d'ordre documentaire.

(35) Cf. DEDIEU : *ibid.* (36) Cf. SCLOPIS : *Etudes sur Montesquieu*.

(37) Cf. DEDIEU : *Montesquieu*

CHAPITRE II

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE DE MONTESQUIEU

Analyse de cette œuvre dans l'Esprit des Lois, les Lettres Persanes, etc. — Ses caractéristiques : méthode expérimentale, observation scientifique, les fils directeurs.

Il nous faut maintenant revenir sur les parties de l'œuvre de Montesquieu consacrées à l'économie politique et aux finances, dont nous n'avons donné dans notre introduction qu'un exposé succinct et purement matériel. Nous analyserons successivement l'*Esprit des Lois*, qui constitue pour les matières qui nous occupent comme à tous les autres points de vue, l'œuvre capitale, puis les *Lettres Persanes*, les *Considérations sur les Romains*, enfin les écrits récemment publiés, *Mélanges inédits et pensées*.

* *

Il n'est peut-être pas inutile, pour une meilleure compréhension de ce qui va suivre, de rappeler le dessein général de l'*Esprit des Lois* et d'en donner un bref schéma, en suivant de plus ou moins près les indications de Barckhausen ¹, dont nous avons parlé plus haut.

Après avoir énoncé l'objet de l'*Esprit des Lois* dans la Préface et le Premier Livre, qui traite des Lois en général, Montesquieu consacre sept livres aux rapports des lois avec les gouvernements, étudiant successivement la nature des différentes

(1) BARCKHAUSEN : *Montesquieu ; le désordre de l'Esprit des Lois*.

constitutions, leurs fondements respectifs, la conformité de l'éducation, — en fait, de la mentalité sociale, — avec ces principes, les caractères que doivent avoir les lois positives pour sauvegarder les mêmes principes. L'auteur examine ensuite la nature du droit civil et du droit criminel qui diffèrent avec chaque constitution, il montre que les fortunes particulières² et la condition des femmes varient de même suivant la forme du gouvernement et termine cet exposé en étudiant comment, par la corruption de leurs principes, les constitutions évoluent et se transforment.

De l'étude du Gouvernement, Montesquieu passe à celle du territoire et les livres IX et X ont pour objet de montrer de quelle manière les différents gouvernements pourvoient à la sûreté de leur Etat (force défensive) et d'exposer les vues de l'auteur sur la guerre et le droit de conquête (force offensive) vues particulièrement hautes et justes où la précellence du droit s'accorde avec une vue exacte des réalités et qui font pendant, en matière internationale, aux développements du livre XIII sur les droits du citoyen à l'intérieur de l'Etat. On voit que dans toute cette partie de l'*Esprit des Loix* (livres I à X) c'est sous l'angle presque exclusif de la forme des constitutions que Montesquieu considère et étudie le fonctionnement et l'évolution des sociétés : institutions, droit, mœurs, économie même, politique intérieure, etc.... dépendent de la nature du gouvernement.

Les livres XI et XII, qui sont parmi les plus célèbres de l'*Esprit des Loix*, traitent de la liberté politique considérée successivement dans ses rapports avec la constitution et avec les concitoyens. L'on trouve, dans le premier de ces livres, l'exposé de la fameuse théorie de la séparation des pouvoirs que Montesquieu considère comme la seule garantie effective et efficace de la liberté politique et il en donne comme preuve la constitution d'Angleterre, dont il trace un remarquable tableau. Le deuxième livre, qui fournit le complément du précédent, proclame les droits imprescriptibles du citoyen, ce que nous appellerions aujourd'hui les droits sacrés de la personne humaine et contient une éloquente plaidoirie en faveur de la modération et du libéralisme.

(2) Livre VII : Du luxe et des lois somptuaires.

Sans qu'un lien quelconque, apparent ou réel, unisse le XIII^e livre à ceux qui le précèdent, Montesquieu y expose ensuite ses idées sur les impôts en les considérant, comme il prend soin de le souligner, par rapport à la liberté.

* *

Ayant ainsi étudié la Société en elle-même et analysé ses éléments constitutifs intrinsèques, gouvernement, territoire, citoyens, patrimoines ³, l'auteur en vient aux rapports de la société avec les éléments qui lui sont extérieurs, allogènes, éléments physiques, psychologiques et moraux qui conditionnent sa nature, son existence, son évolution. Il y a ici incontestablement une division très nette ⁴, la seule apparente de l'ouvrage, à notre sens, la seule qui réponde à un plan ordonné et non à des développements successifs, dont l'ordre pourrait être, sans inconvénients, modifié.

Montesquieu ne consacre pas moins de quatre livres à l'influence du climat : deux d'entre eux ont pour objet essentiel sinon exclusif, les effets de ce facteur physique ; ce sont, d'une part, le livre XIV, qui constitue une théorie générale du rôle joué par le climat dans la formation du caractère et des mœurs des nations et de l'attitude que doivent adopter les législateurs à cet égard ; d'autre part, le livre XVII, qui est en réalité la suite et le développement du XIV^e et expose la dépendance de la servitude politique par rapport à la nature du climat. Le livre XV, sous couleur de montrer l'influence du climat sur l'esclavage civil, constitue en fait un examen étendu et approfondi de l'esclavage en général. Le livre suivant, où sont traitées les questions de la polygamie et d'une manière plus extensive de la condition familiale sous les différentes latitudes répond mieux à son titre « des rapports de l'esclavage domestique avec le climat ».

Facteur physique aussi le terrain (que Barckhausen qualifie

(3) BARCKHAUSEN désigne sous ce nom l'objet du livre XIII.

(4) Il ne semble pas pourtant que l'auteur ait voulu le marquer ostensiblement, au contraire de la division bipartite qui devait séparer l'ouvrage entre les livres XIX et XX et se manifester par une Invocation aux Muses, supprimée par Montesquieu et reproduite dans les éditions critiques.

de foncier par opposition au climat, élément cosmique) dont l'influence forme l'objet du livre XIII. Cette partie de l'*Esprit des Loix* est généralement assez peu estimée des critiques, même de Barckhausen⁵ pourtant admirateur intransigeant de Montesquieu ; il est certain qu'elle contient des inégalités et que tout l'exposé historique concernant les Tartares, les Germains, la longue chevelure ou l'esprit sanguinaire des rois Francs nous paraît aujourd'hui assez inutile ; mais il y a sur l'influence de la nature, du terrain quant à l'activité, à la forme et aux usages des sociétés des observations qui retiendront notre attention au point de vue économique.

Le livre XIX considère les rapports que doivent offrir les lois avec l'esprit général, les mœurs et les manières d'une nation. Il s'agit là d'éléments que Barckhausen qualifie de moraux et que nous appellerions plutôt psychologiques, réservant la première épithète au facteur religieux qui occupe deux livres de l'*Esprit des Loix*⁶ — lesquels, par parenthèse, ne prennent pas place ici, comme la logique semblerait le commander, mais seulement après l'étude du commerce et de la population.

* *

Barckhausen, pour tirer de l'*Esprit des Loix* un plan équilibré, soutient que les livres sur le commerce XX et XXI forment une deuxième division des rapports de chaque société avec les éléments extérieurs, les premiers consistant dans le climat, le terrain et l'esprit général d'une nation (encore ce dernier n'est-il pas un facteur interne ?) et les seconds étant formés par les sociétés en général, soit semblables (les autres nations) et ce serait l'objet des livres relatifs au commerce (rapport avec les Etats étrangers), soit dissemblables, la famille et la religion se rangeant sous cette rubrique.

Le commentateur a une trop haute autorité pour que nous nous permettions de discuter cette savante distinction. Nous remarquons simplement que le livre XX s'intitule : des Loix, dans le rapport qu'elles ont avec le commerce, considéré dans sa nature et ses distinctions ; Montesquieu y traite de certains

(5) *L'Esprit des Loix et les Archives de la Brède.*

(6) Livres XXIV et XXV.

aspects, assez divers, du commerce en général : esprit et influence du commerce, usages du commerce, tribunaux consulaires, classes commerçantes, etc.... et aussi, pour une part à peu près égale, du commerce international. Les échanges entre nations forment l'objet principal du livre suivant, où le commerce est considéré « dans les révolutions qu'il a eues dans le monde », historique qui nous vaut des observations pénétrantes et toujours actuelles. On peut constater ainsi que les livres XX et XXI ne concernent pas exclusivement le commerce international et les relations extérieures.

Le rapport des lois avec l'usage de la monnaie, livre XXI, fait immédiatement suite à l'étude du commerce. C'est là qu'on trouve les théories les plus explicites, les plus complètes et les mieux ordonnées que nous ait livrées Montesquieu en matière économique, tant en ce qui concerne les prix et la monnaie, que le change, les dettes publiques, le prêt à intérêt. Nous aurons encore à nous intéresser au livre XXIII qui, sous le titre du rapport des lois avec le nombre d'habitants envisage le problème de la population et relève à bien des égards de l'économie politique.

Le reste de l'ouvrage, livres XXIV à XXXI, est étranger à notre sujet et nous ne pourrions qu'y glaner quelques observations d'ordre économique ; Montesquieu s'intéresse longuement à la question des relations de l'Etat et de la religion ⁷, il énonce ensuite les règles de spécificité que doit suivre le législateur et les distinctions qui sont à observer entre les domaines respectifs du droit naturel, du droit civil, du droit public, du droit des gens, du droit économique, etc... Les livres XXVII, XXVIII, XXX et XXXI, qui ont trait respectivement aux lois des Romains sur les successions, à l'historique des lois civiles en France et à la théorie des lois féodales, sont considérés, nous l'avons déjà dit, par la plupart des critiques, comme formant une étude indépendante, une sorte d'appendice de l'*Esprit des Lois*.

Cette analyse de l'œuvre capitale de Montesquieu nous permet de voir comment les observations de nature économique

(7) Livres XXIV et XXV.

et financière s'insèrent dans un plan dont on peut à bon droit contester la logique et la rigueur. L'*Esprit des Loix* consiste bien plus en une série de points de vue successifs et partiels que dans un exposé se déroulant avec une rigoureuse méthode et où tous les développements découleraient d'une idée centrale ou viendraient y converger⁸. Pour la matière économique, cette absence de plan est plus visible encore et il est certain que Montesquieu n'a jamais songé à formuler un système complet et cohérent d'économie politique, mais simplement à mettre en relief les problèmes d'ordre économique ou financier qui s'imposent plus particulièrement à l'attention du législateur ou conditionnent plus étroitement le fonctionnement des sociétés.

Nous trouvons ainsi, à l'occasion des lois somptuaires, un exposé des vues de l'auteur sur la propriété et l'inégalité des fortunes — nous mettons à part la question de loi naturelle qui, nous l'avons dit, sera étudiée séparément. Le livre XIII sur les tributs nous donne une théorie assez complète, bien que sommaire, des impôts, mais nous devons chercher le complément de cette étude financière dans le livre XXII où les dettes publiques tiennent une place relativement importante. Les idées capitales de Montesquieu concernant la production des richesses sont éparses, aussi bien dans le livre VII concernant les lois somptuaires, déjà cité, que dans les livres XIV et XVII sur le climat et XX et XXI sur le commerce.

Les mêmes livres XIV, XVII et XVIII qui traitent de l'influence du climat et du terrain contiennent des réflexions intéressantes sur l'économie générale des peuples. Les vues de l'auteur relatives au commerce sont présentées sans suite apparente et il traite à ce sujet de matières fort diverses et qui n'ont pas de rapport nécessaire entre elles, nous en avons donné plus haut quelque idée. Le traité de la monnaie est, au point de vue économique, le plus achevé et le plus dense. Il est inutile de souligner que bien des principes ou des matières fondamentales de l'économie politique comme de la science des finances sont entièrement absents de l'ouvrage ou n'y figurent que d'une manière implicite ; au lecteur de les tirer au clair. On perçoit ainsi

(8) Cette critique a été développée avec beaucoup de force et de clarté par M. DEDIEU dans *Les sources anglaises de l'Esprit des Loix*.

le caractère fragmentaire, dispersé et incomplet des notions économiques présentées par Montesquieu ; plus que leur exposé ; plus que la valeur même de ces observations, c'est l'esprit dont l'auteur les anime qui retiendra notre attention.

*

* *

Si *l'Esprit des Loix* qui a du moins une certaine ordonnance apparente ne nous donne que des observations éparées, à plus forte raison, les *Lettres Persanes*, dont la forme est très libre, ne nous permettront-elles que de recueillir des réflexions encore plus dispersées et décousues. La fable des Troglodytes (livres XI et seq.) a surtout, nous l'avons dit, une portée philosophique et sociale ; on peut néanmoins y glaner quelques aperçus d'ordre économique, notamment sur la solidarité des hommes à ce point de vue, la loi de l'offre et de la demande, la communauté des biens qui a pour fondement une vertu humainement impossible ; c'est là d'ailleurs que réside le sens profond de l'apologue : la médiocrité humaine est la raison d'être et le fondement des institutions sociales.

Nous trouverons des réflexions — mais ce sont davantage des traits rapides que de véritables observations — sur la rareté, condition nécessaire des signes monétaires dans la lettre 105, sur l'influence bienfaisante des arts au point de vue de la prospérité et de la civilisation, sur la recherche du profit considéré surtout comme un moyen de s'élever⁹ dans la lettre 106 ; la même lettre fait valoir qu'à ne satisfaire que les besoins essentiels, on s'en irait promptement à la ruine, que le commerce et l'industrie produisent plus de richesses encore que l'agriculture et qu'il faut développer le désir des choses superflues au même degré que celui des nécessités vitales.

Dans les lettres 112 et suivantes, Montesquieu étudie d'une manière beaucoup plus approfondie les problèmes démographiques. Il soutient qu'il y a environ dix fois moins d'habitants sur la terre que « dans les anciens temps », entendez les débuts de l'empire Romain — et il recherche les causes de cette dépo-

(9) On sent ici l'influence de l'auteur de la *Fable des Abeilles*.

pulation : il en voit de physiques ¹⁰ comme les cataclysmes cosmiques, inondations, tremblements de terre, les maladies épidémiques, etc... mais il s'attarde beaucoup plus longuement aux causes morales, sociales et politiques, qui lui fourniront l'occasion de critiques et de satires : la polygamie ¹¹ et ses conséquences (débauche, stérilité, eunuques, etc...), l'esclavage ¹² qui entraîne la paresse et l'abandon de la culture des terres, l'interdiction du divorce ¹³, institution dont l'auteur attend de curieux effets au point de vue de la stabilité et de l'accroissement des familles, le célibat ¹⁴ et surtout le célibat religieux ; les causes psychologiques et religieuses ¹⁵ (croyances, superstitions), ne sont pas oubliées et nous noterons à ce dernier titre l'accumulation de biens improductifs entre les mains du clergé ; les institutions politiques se trouvent aussi visées ¹⁶ et la conclusion de Montesquieu en matière démographique est une conclusion politique : seul, un gouvernement modéré favorise la reproduction de l'espèce humaine ¹⁷.

Dans les mêmes lettres ¹⁸ l'auteur insiste sur les rapports de la population avec l'activité du commerce et la prospérité d'une nation. Il traite plus loin des colonies ¹⁹, que l'exemple de l'Espagne et du Portugal le conduit à juger sévèrement, sinon à condamner entièrement ; nous retrouverons ces idées revisées et mûries dans l'*Esprit des Lois*. Il faut noter aussi l'influence du climat à laquelle il est déjà fait allusion dans la lettre 121.

Si nous rappelons les lettres 132, 138, 142 et 146, où Montesquieu décrit sous une forme allégorique ou indirecte le système de Law et en stigmatise les funestes conséquences sans en discuter, du reste, la théorie ni le fonctionnement — il s'agit plus d'une satire politique et sociale que d'une critique technique — nous aurons à peu près épuisé le contenu économique des *Lettres Persanes*. On voit que ce contenu est assez réduit et si nous l'avons analysé plus minutieusement que celui de l'*Esprit des Lois*, c'est pour n'avoir plus à y revenir, tandis que tout au long de notre étude, nous devrons reprendre en détail et retracer les théories de ce dernier ouvrage.

(10) Lettres 112 et 113.

(11) Lettre 114. — (12) Lettres 114, 115 et 118. — (13) Lettre 116. — (14) Lettre 117. — (15) Lettre 119. — (16) Lettre 122. — (17) Ibid. cf. aussi E. L. XXIII, 15. — (18) Lettres 115 et 117. — (19) Lettre 121.

En dehors de la question de la population, on ne trouve donc guère dans les *Lettres Persanes* que de brèves réflexions, des critiques sommaires, des allusions ; ni analyse serrée, ni exposé méthodique, ni discussions approfondies de problèmes économiques ou financiers. Lorsqu'il les aborde, Montesquieu procède par touches légères, rapides, souvent indirectes ou allusives, dont certaines cependant portent loin, mais il ne va pas au-delà, le dessein des *Lettres Persanes* s'opposant d'ailleurs à des enseignements plus complets.

* *

Des *Considérations sur les Romains*, nous répéterons ce que nous avons déjà eu lieu d'observer, à savoir l'influence de l'économique sur l'évolution de la société et de l'Etat romains : si l'économie primitive de la république romaine favorise son développement et son expansion, l'introduction du luxe et la transformation de la situation sociale des citoyens et des institutions politiques par suite de l'évolution économique due aux conquêtes et à l'hégémonie de Rome, est aussi une des causes déterminantes de la décadence et de la chute de l'empire Romain. Ainsi se manifeste l'aspect économique profond de cette synthèse historique, qui s'exprime d'ailleurs clairement dans le passage suivant, déjà cité par M. Jaubert dans sa thèse et que nous avons cru devoir reproduire après lui :

« Les fondateurs des anciennes républiques avaient également
« partagé les terres : cela seul faisait un peuple puissant, c'est-
« à-dire une société bien réglée ; cela faisait aussi une bonne
« armée, chacun ayant un intérêt égal et très grand à défendre
« sa patrie.

« Quand les lois n'étaient pas rigidement observées, les choses
« revenaient au point où elles sont à présent parmi nous, l'ava-
« rice de quelques particuliers et la prodigalité des autres fai-
« saient passer les fonds de terre dans peu de mains ; et d'abord
« les arts s'introduisaient pour les besoins mutuels des riches et
« des pauvres. Cela faisait qu'il n'y avait presque plus de ci-
« toyens ni de soldats, car les fonds de terre destinés auparavant
« à l'entretien de ces derniers étaient employés à celui des es-

« claves et des artisans, instruments du luxe des nouveaux possesseurs ²⁰ ».

Barckhausen ²¹ donne aussi la clé des *Considérations sur les Romains*, lorsqu'il montre le caractère nécessaire et fatal de la chute de Rome, qui se dégage de l'œuvre de Montesquieu : au faite de sa puissance, le peuple romain ne pouvait ni se conserver ²², ni se nourrir ; le système romain, issu de tant de conquêtes, était antinaturel et aboutissait à l'anéantissement du conquérant.

Indépendamment de cette position fondamentale, mais qui reste en quelque sorte implicite, nous noterons quelque observations qui se rapportent à l'objet de notre étude ; il s'agit notamment des phénomènes monétaires, dont l'origine et les conséquences ont toujours vivement préoccupé Montesquieu, la théorie quantitative de la monnaie est ébauchée aux chapitres XVII et XVIII à propos de la production et de la circulation des métaux précieux. On trouve en outre des réflexions sur les impôts ²³, sur le commerce et les arts ²⁴, le partage des terres et la propriété ²⁵, la richesse et l'économie générale des États ²⁶, les puissances commerciales ²⁷, le luxe et l'inégalité des fortunes ²⁸, l'influence des terrains sur l'économie et la vie des peuples ²⁹, les lettres de change ³⁰, etc....

Les *Pensées* et les *Mélanges inédits* nous offriront aussi certains aspects de la pensée économique de Montesquieu présentés généralement, nous pourrions dire, à l'état brut, puisqu'il s'agit le plus souvent, surtout pour les *Pensées*, de notations que l'auteur reprendra, dépouillera, décantera, pour n'en livrer que la substance essentielle dans ses ouvrages définitifs ; ou bien, s'il revient à des sujets qu'il a déjà traités et qu'il ne considère jamais comme complètement épuisés, nous le verrons compléter une idée, développer une conclusion, corriger une assertion que l'expérience est venue démentir ³¹ ; les écrits posthumes sont,

(20) *Considérations*, ch. III cf. aussi sur la portée économique de l'ouvrage les chapitres X et XIV, p. 107 et p. 140 de l'édition d'Amsterdam.

(21) Préface aux *Considérations*, édition de 1898.

(22) On remarquera le caractère essentiel de l'idée de conservation qui est le but de toute société.

(23) *Considérations*, ch. I, XVIII. — (24) Ch. I, X, XV, XXIII. — (25) Ch. III et IV. — (26) Ch. III, IV, XIV, XXIII. — (27) Ch. IV. — (28) Ch. XVI. —

(29) Ch. XVII. — (30) Ch. XXI. — (31) Ainsi de l'amortissement des dettes publiques. *Pensées*, n° 2016.

sous ce double aspect, d'un vif intérêt. Dans l'ordre économique nous relèverons parmi les *Pensées et Fragments inédits* ³² de très nombreuses observations sur l'économie générale ³³, sur le commerce ³⁴, les finances ³⁵, le crédit ³⁶. Les *Mélanges inédits* ³⁷ contiennent le projet présenté au Régent sur les finances publiques et un intéressant mémoire contre l'arrachage des vignes. Nous négligerons les *Voyages* et la *Correspondance* qui en général ne nous livrent guère d'idées que nous ne trouvions dans les autres œuvres et dans les *Pensées*.

*
* *
*

Nous croyons avoir ainsi donné un aperçu à peu près complet de ce que l'œuvre entière de Montesquieu peut contenir de données susceptibles d'être classées sous la rubrique « économie politique ». Nous croyons aussi qu'il n'est pas besoin d'insister encore sur la manière très fragmentaire et dispersée dont elles sont présentées et qui impose pour leur rapprochement, leur groupement en théories ordonnées et cohérentes, un travail auquel la plupart des lecteurs ne sauraient prendre la peine de se livrer. C'est sans doute pour cette raison comme à cause de leur voisinage avec des idées politiques beaucoup plus frappantes, beaucoup mieux adaptées aussi au climat intellectuel et aux inspirations de l'époque, qu'elles ont assez peu retenu l'attention des contemporains. Si les théories économiques ou financières de Montesquieu ne sont point passées inaperçues, comme nous le remarquons plus haut, les critiques du XVIII^e siècle en ont fait assez peu de cas, témoin Pecquet dans l'*Analyse de l'Esprit des Lois* ³⁸, témoin encore Destutt de Tracy ³⁹, déjà cité, qui

(32) 2 volumes in-4°. Bordeaux.

(33) N°s 231, 311, 670, 691, 709, 1773, 1884, 1952, 1966, 1973, 1977, etc.

(34) N°s 336, 337, 339, 344, 345, 346, 348, 618, 1980, 1990, etc.

(35) N°s 295, 300, 662, 1921, 1984, 2014, 2016, 2029, etc.

(36) N°s 355, 2017, 2022, etc.

(37) 1 volume in-4°. Bordeaux.

(38) Avertissement, p. XIV, édition de 1758, in-12.

(39) Cf. Edition des *Œuvres complètes de Montesquieu*, par PARRELLE, 1826, avec les notes de tous les commentateurs, livres XX, XXI et XXII. Cf. aussi *Commentaire de l'Esprit des Lois*, du même.

critique les distinctions établies entre le commerce de luxe et le commerce d'économie, comme le privilège de l'exercice du commerce accordé aux républiques à l'exclusion des monarchies, certaines conclusions sur le change et les banques, etc... Rousseau ⁴⁰ fait des réserves sur la conception du régime fiscal et Voltaire ⁴¹ ne craint pas d'écrire « Montesquieu n'avait aucune connaissance des principes politiques relatifs à la richesse, aux manufactures, aux finances, au commerce ».

Il n'est pas douteux que la doctrine du Parlementarisme ou des droits du citoyen devait faire passer au second plan les aperçus économiques qui abondent pourtant dans l'œuvre de Montesquieu et qu'on pouvait aussi contester sa compétence à ce dernier point de vue. Économie politique et finances requièrent une initiation particulière et que l'auteur ne possédait pas entièrement ; au point de vue science financière surtout, — le *Mémoire* présenté au Régent en témoigne ⁴² —, il n'était pas complètement informé de ce que nous appelons aujourd'hui la technique des opérations, ce qui diminuait l'autorité de ses jugements et de ses théories.

L'on sait, au demeurant, combien dans les disciplines qui demandent une formation et des connaissances spéciales, les initiés sont sévères pour les profanes ou les demi-initiés, quelle que soit la justesse de leurs idées générales ; Montesquieu a pu pâtir de cette tournure d'esprit. En matière économique, comme en pratique des finances, mais à un moindre degré, on pouvait reprocher à l'auteur de manquer de connaissances techniques ; ainsi, ses théories monétaires ne possèdent pas une clarté, une rigueur et une précision suffisantes.

On conviendra donc volontiers, pour reprendre le terme « technique », qui semble assez bien s'appliquer ici, que, vue sous cet angle, la partie économique de l'œuvre de Montesquieu, qui juge toujours en philosophe, mérite certaines critiques. Il n'empêche qu'à nos yeux, par les idées générales qu'elle met en relief, par les voies qu'elle ouvre aux spécialistes de l'économie politique, elle peut être égalée, comme valeur intrinsèque et

(40) Cf. Edition PARRELLE. 1826, Livre XIII, 1.

(41) Ibid., Livre XXI, 22.

(42) Cf. TOURNYOL DU CLOS : art. cité.

comme portée, aux passages culminants de l'*Esprit des Lois*, en matière politique.

*
* * *

Quelle est donc, en effet, la méthode suivie en économie politique, comme dans les autres domaines, par Montesquieu ? Tous les biographes et les critiques ⁴³ du philosophe nous l'ont montré préoccupé, pour ne pas dire obsédé, par les contradictions que présentent, dans le temps et dans l'espace les sociétés humaines, anxieux d'expliquer ces contradictions, de découvrir un lien commun qui justifierait leur existence ; l'étude à laquelle il les soumet lui permet de formuler des hypothèses ; leur confrontation avec les données de la réalité lui montrera celles qui doivent être éliminées et celles qui méritent d'être conservées et il consacrera tous ses soins à rapprocher les principes ainsi définis des faits, à expliquer les phénomènes si divers, si complexes, si contradictoires que présente toute société.

Cette méthode, qu'est-elle, sinon la méthode expérimentale que Cl. Bernard, cent ans plus tard, définira dans l'*Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* : observation, hypothèse, application et vérification ? Elle est d'ailleurs présentée d'une manière explicite par Montesquieu dans la Préface de l'*Esprit des Lois*. « J'ai d'abord examiné les hommes, dit l'auteur, et j'ai cru que dans cette infinie diversité de lois et de mœurs, ils n'étaient pas uniquement conduits par leurs fantaisies. J'ai posé les principes et j'ai vu les cas particuliers s'y plier comme d'eux-mêmes, les histoires de toutes les nations n'en être que les suites... etc. ». C'est bien le processus de la méthode expérimentale : étude des faits, énoncé d'une hypothèse, application à la réalité et vérification de sa valeur.

Une telle méthode était assez neuve pour l'époque et ce n'est pas un mince mérite pour Montesquieu qu'un tel apport. On cherchait alors le pourquoi des choses, Montesquieu montre qu'il est beaucoup plus fructueux de se borner à en étudier le comment ⁴⁴, à découvrir leur genèse, à définir les con-

(43) Cf. notamment VIAN, SOREL, BARCKHAUSEN, DEDIEU, etc.

(44) Cf. *Défense de l'Esprit des Lois*, 1^{re} partie : « L'auteur ne parle point des causes et il ne compare point les causes, mais il parle des effets et il compare les effets ».

ditions dans lesquelles les faits apparaissent et se reproduisent, à prévoir leurs conséquences, proches et lointaines. Nous retrouvons ici l'influence de l'étude des sciences physiques et naturelles dont nous avons vu plus haut le rôle qu'elle avait joué dans la formation de l'auteur.

Est-il besoin d'épiloguer sur la fécondité de cette méthode, qui reste toujours dans le domaine des réalités, la seule valable, la seule à laquelle on ait utilement recours. Montesquieu, bien que se défendant de rédiger un traité sur l'art de gouverner, écrit pour rappeler aux législateurs certaines vérités premières et permanentes et, comme nous l'avons déjà souligné, c'est grâce à ce réalisme qu'il mérite toujours audience.

Montesquieu part des faits ; il le dit dans la même Préface : « J'ai tiré mes principes de la nature des choses ». Son point de départ c'est l'observation la plus clairvoyante, la mieux informée, la plus impartiale, nous dirions aujourd'hui la plus scientifique, des réalités. Montesquieu ne veut pas imposer aux faits humains des règles tirées de la religion, de la morale ou d'une abstraite philosophie⁴⁵ ; il demande aux réalités leur leçon. Comment se fait-il que telle société ait évolué dans un sens ou dans un autre⁴⁶ ? Comment tel Etat est-il pourvu d'institutions données et l'Etat voisin doté d'institutions toute contraires⁴⁷ ? Comment les courants d'échanges économiques entre nations se produisent-ils dans telle direction et comment cette direction se trouve-t-elle modifiée dans un autre sens⁴⁸ ? Une étude minutieuse des faits, du plus grand nombre possible de faits du même ordre nous livrera l'explication, nous donnera la loi qui régit ces phénomènes.

De tels exemples montrent la position de Montesquieu. On a pu dire que le dessein de *l'Esprit des Loix* était de réunir une somme d'arguments irréfutables contre les pouvoirs arbitraires et de mettre en relief tous les avantages d'un gouvernement modéré et libéral. Ce serait diminuer Montesquieu que de lui retirer le mérite de s'être fait le champion du libéralisme et d'avoir exalté les plus hautes valeurs humaines. Mais ce serait

(45) Cf. Réponse aux propositions de censure de la Sorbonne dans *l'Esprit des Loix et les archives de la Brède*, de BARCKHAUSEN.

(46) *Considérations*. E. L., XIX, 27.

(47) E. L., XIII, 1. — (48) E. L., XXI.

aussi, croyons-nous, une idée fausse de considérer comme basée sur une thèse préconçue une œuvre qui est avant tout une étude scientifique des faits ⁴⁹.

Ainsi que l'indique le titre de la plupart des livres de *l'Esprit des Loix* : rapports des lois avec la nature du Gouvernement, le climat, le terrain, les mœurs, la religion, etc... Montesquieu étudie les rapports des législations positives avec les conditions intrinsèques ou extrinsèques d'existence et de fonctionnement des sociétés. A ce titre, il nous montrera comment et à quel prix une nation peut être pourvue d'institutions qui fassent coïncider la sécurité et la liberté des individus avec l'intégrité et l'autorité de l'Etat ⁵⁰ ; l'objet de son étude est essentiellement de montrer les éléments naturels de tous ordres qui influent sur les Sociétés et sur leur législation, qui concourent à leur conservation ou à leur perte ⁵¹.

Observateur objectif et désintéressé, observateur scientifique, n'est-ce pas la qualité première, fondamentale, qui est exigée d'un économiste ? Si Montesquieu applique un tel esprit aux observations qu'il nous donnera sur des matières d'ordre économique ou financier, ne présenteront-elles pas un intérêt de premier ordre ? Venant à son époque où toutes les études politiques et sociologiques sont encore dominées par des considérations d'ordre moral ou religieux, par un point de vue éthique, pareille attitude n'est-elle pas une innovation remarquable ?

Appliquant aux problèmes humains une attention pénétrante, qu'éclairent des connaissances innombrables, Montesquieu, nous le répétons, est un observateur scientifique. Il ne juge pas, il ne prend pas parti ⁵², lorsqu'il se trouve en présence d'un phénomène qu'il doit expliquer ; du moins, son sentiment personnel n'entache-t-il pas l'objectivité de son observation. Nous savons bien en effet que Montesquieu est un partisan déterminé du libéralisme et personne ne saurait se poser en apôtre du despotisme, bien qu'à notre époque ce régime politique ait, sous des noms déguisés, de fervents adeptes.

Si Montesquieu condamne le despotisme ⁵³, cela ne l'em-

(49) Cf. *Pensées* n° 194. « Je n'ai eu devant les yeux que mes principes ; ils me conduisent et je ne les mène pas ».

(50) Cf. E. L., XI, 18. — (51) Cf. *Défense de l'Esprit des Loix*, 2^e Partie.

(52) Ibid. — (53) E. L., V, 12, 13, 14 ; VIII, 10 ; XII, 10 ; XXVI, 11 ; etc.

pêche pas d'étudier scientifiquement dans quelles conditions s'établit ce gouvernement ⁵⁴, sur quel genre de peuples il peut régner ⁵⁵, quelle est la nature des territoires où son développement se trouvera favorisé ⁵⁶. Mais, d'une manière générale Montesquieu ne porte pas de jugement : son jugement n'est autre que la conclusion logique de l'enseignement des faits tels qu'il les a présentés à nos yeux ; il découle de la nature des choses, et, si l'on considère l'influence des constitutions comme un fait positif, objet d'analyse à l'instar des autres éléments qui conditionnent l'ordre social, il n'y a pas de théorie politique ou sociale projetant par avance ses clartés — ou son ombre — sur les réalités qui sont analysées.

* *

Hâtons-nous de signaler cependant, car cette observation vaudra pour toute notre étude, qu'il est impossible de porter un jugement rigoureux, non seulement sur l'œuvre entière de Montesquieu, mais même sur un aspect particulier, une position précise de l'auteur : à qui déclare que Montesquieu a proféré telle assertion, soutenu telle thèse, il est facile de s'inscrire en faux par un passage aussi formel tiré de la même œuvre ou d'un autre ouvrage, qu'il s'agisse d'une contradiction véritable, ou simplement de cette souplesse, de cette complexité de pensée qui déroutent le lecteur non averti.

Il reste qu'il convient de se garder de déclaration catégorique lorsqu'on commente Montesquieu. Quand donc nous disons que l'auteur ne juge pas, ou pareillement, qu'il est partisan de la liberté du commerce ou défavorable au papier monnaie, c'est toujours sous réserve de corrections, de réticences ou de nuances qu'il serait aisé de nous opposer, si nous ne les avons pas signalées nous-mêmes. On ne peut donc que parler d'une tendance générale de sa pensée.

Nous verrons, par exemple, en ce qui concerne le droit de propriété, que Montesquieu ne se préoccupe pas de rechercher s'il est meilleur ou plus avantageux pour la Société ou pour les individus que les biens soient en communauté ou fassent

(54) E. L., V, 14 ; (55) E. L., XVII, 1, 2, 3 ; XVIII, 1,2.

(56) E. L., VIII, 19.

l'objet d'appropriation individuelle ; de même ne prend-il pas parti pour ou contre l'égalité des fortunes ; il rend compte simplement que certaines conditions, certaines formes de sociétés sont plus favorables que d'autres au partage égal des biens, il ne pense pas que cette égalité soit un bien en soi et doive constituer le but à atteindre par le législateur.

A un autre point de vue, politique celui-là, Montesquieu pourra affirmer avec raison qu'on chercherait en vain dans *l'Esprit des Loix* à découvrir s'il est partisan de la monarchie ou de la démocratie, tant il reste objectif dans ses exposés et dans ses conclusions. Dans le même ordre d'idées, nous avons signalé qu'il reste indifférent à une question qui passionnera les esprits du XVIII^e siècle, le principe de la souveraineté ; comme le dit si justement M. L. Berard, dans le discours que nous avons cité, il se méfie des théories invérifiables, la mythologie politique lui est étrangère, il ne s'attache qu'aux leçons des faits.

* *

Aussi bien, et la remarque est capitale, la morale — qu'il s'agisse de morale religieuse ou de morale naturelle — est-elle exclue de son œuvre ⁵⁷, dans la mesure, du moins, où une telle lacune peut se concilier avec le souci que gardait Montesquieu de paraître respectueux des doctrines de l'Eglise catholique. Mais, quels que soient les signes extérieurs qu'il manifeste de cette obéissance, la position de principe est absolue : les préoccupations d'ordre moral ne sauraient se mêler à l'observation scientifique des réalités et aux enseignements qui s'en dégagent ; il s'agit de deux plans différents et que Montesquieu a soin de ne pas confondre, se réservant d'ailleurs d'étudier religion et morale comme des éléments extrinsèques à la société, éléments qui ont au demeurant une importance considérable et dont le législateur doit tenir compte.

Lorsqu'il étudie les faits sociaux ou économiques, il fait abstraction de toute considération morale ⁵⁸ et se garde de les

(57) Cf. *Défense de l'Esprit des Loix*. 2^e Partie et Réponse aux propositions de censure de la Sorbonne dans *l'Esprit des Loix et les archives de la Brède*, de BARCKHAUSEN.

(58) Cf. *Défense de l'Esprit des Loix*. 1^e Partie, et E. L., XIX, 11.

apprécier à la lumière des notions de bien et de mal. Ainsi dégage-t-il la théorie de l'usure du plan théologique pour montrer que l'intérêt est commandé par la nature même de l'argent et du louage d'argent. Ainsi, se garde-t-il de juger le luxe et de l'apprécier au nom de la morale, bien que des critiques aient reproché en sens contraire à Montesquieu de l'avoir condamné et de ne pas l'avoir fait. En réalité, Montesquieu considère l'inégalité des fortunes et le luxe comme des réalités que le législateur doit prendre en considération mais qu'il ne saurait ni approuver ni réprouver.

Dans le même domaine, Montesquieu sait parfaitement que le commerce en même temps qu'il polit et adoucit les mœurs, est un élément de corruption : c'est une constatation qu'il enregistre, mais s'il condamne des pratiques comme la course⁵⁹, la piraterie, s'il recommande la loyauté et la probité commerciale, ce n'est pas au point de vue moral qu'il se place, c'est parce que l'esprit même, la nature du commerce, est contraire à de tels usages qui sont causes de désordres et nuisent à la pratique des échanges commerciaux. Dans une question même où Montesquieu est réputé avoir pris une position catégorique, celle de l'esclavage civil, il semble bien davantage avoir voulu montrer les raisons naturelles de son établissement qu'en proscrire d'une manière absolue l'institution.

Non pas que Montesquieu soit indifférent, encore moins aveugle au perfectionnement de l'homme et des institutions humaines : son plaidoyer en faveur du libéralisme est la preuve du contraire et c'est la partie de son œuvre que les générations postérieures ont surtout retenue. Mais, volontairement il réserve leur domaine à la théologie et à la morale ; il a choisi comme terrain l'explication des faits sociaux et il le délimite aussi strictement qu'il est possible.

En matière économique, plus qu'ailleurs, cette position est particulièrement nette ; nous nous sommes efforcé de le montrer par quelques exemples et nous en trouverons d'autres. L'explication — et non la justification — des phénomènes que découvre l'observation des sociétés, Montesquieu ne la cherche

(59) *Pensées* n° 1985 et chapitre inédit de *L'Esprit des Loix* dans l'ouvrage précité de BARCKHAUSEN.

pas dans un plan étranger et supérieur ⁶⁰, les enseignements de la théologie par exemple — réserve faite de son conformisme extérieur — : il veut la trouver dans l'analyse des faits eux-mêmes ⁶¹, comme il le dit si clairement « dans la nature des choses » ; les réalités sociales, étudiées dans leur état présent et dans leur évolution, doivent livrer leur comment, leur raison d'être, les lois auxquelles elles obéissent ; c'est la connaissance de ces lois dont Montesquieu estime que les législateurs manquent le plus et qu'il veut leur apprendre ⁶².

* *

On voit combien cette attitude en économie politique est nouvelle et quelle importance elle revêt. Contrairement à ce qu'indique M. Jaubert dans l'introduction de sa thèse, Montesquieu, par cette simple affirmation « je n'ai point tiré mes principes de mes préjugés, mais de la nature des choses » ⁶³, dégage d'un seul coup l'économie de toutes les disciplines auxquelles elle restait liée et soumise jusque là ⁶⁴ : philosophie, religion, morale, droit, art politique, etc... Les notions économiques présentées par les auteurs antérieurs à Montesquieu sont toujours mêlées à des considérations d'un autre ordre, psychologique, politique, moral surtout ; elles sont dominées presque toujours par un point de vue éthique.

Montesquieu fait de l'économie politique une science en ce qu'il présente les faits économiques comme des réalités obéissant à des lois propres ⁶⁵, des éléments étrangers à tout autre système, rebelles aux caprices de la volonté humaine et que le législateur doit prendre en considération comme des entités indépendantes et non soumises aux règles qui s'appliquent aux actes de l'homme librement déterminés. C'est là que Montes-

(60) Cf. *Défense de l'Esprit des Loix*. 2^e Partie.

(61) Cf. *Défense*., *ibid*.

(62) Préface de *l'Esprit des Loix*.

(63) Préface de *l'Esprit des Loix*.

(64) Il le dit en termes exprès à propos de la théologie : « C'est se moquer du monde que de vouloir mettre cette même enceinte autour de ceux qui traitent des sciences humaines ». *Défense de l'Esprit des Loix*. 3^e Partie.

(65) *Défense*... 2^e Partie.

quieu fait figure de novateur et qu'il mérite une place de choix parmi les économistes.

En libérant l'économie politique des liens qui l'entravaient, en lui donnant l'indépendance et comme le statut d'une science à part, il permettait le développement que cette discipline devait prendre après lui, que l'évolution prodigieuse de la production des richesses explique mais qui sur le plan doctrinal reste redevable, pour beaucoup, à Montesquieu, de la liberté et de l'autonomie que nous lui connaissons aujourd'hui.



Nous avons essayé de montrer, en donnant une analyse succincte de l'*Esprit des Lois*, la place qu'y tiennent les idées économiques de Montesquieu et l'ordre dans lequel elles se présentent ; nous avons pu voir ainsi qu'elles ne se rattachent pas à un plan logique, dont elles découleraient dans un ordre harmonieux et chacune à sa juste place, qu'elles ne font pas partie — comme les membres d'une proposition solidement construite — d'un ensemble cohérent et ordonné. Nous n'insisterons pas sur cette caractéristique de l'œuvre de Montesquieu au sujet de laquelle nous nous sommes déjà suffisamment étendu, au risque même de nous faire taxer de parti pris.

Nous avons également souligné l'absence d'une idée directrice fondamentale, plusieurs tendances se faisant successivement jour, autour desquelles viennent s'ordonner, d'une manière plus ou moins serrée, des points de vue et des idées secondaires, sans qu'un rapport logique les unisse forcément. Parmi ces tendances, il en est deux dont l'importance et l'insistance frappent l'attention du lecteur, qui subsistent après plusieurs lectures successives et apparaissent former la charpente maîtresse, sinon la clé de voûte, de l'œuvre : il s'agit, d'une part, de l'influence de la forme de la constitution sur les caractéristiques essentielles, sociales, économiques, etc., des sociétés ⁶⁶ ; d'autre part, de l'influence des éléments naturels (milieu phy-

(66) E. L. Tendance dominante des livres I à XIII.

sique, climat, terrain, etc.) sur les mêmes aspects de la vie en société ⁶⁷.

* *

L'on entend bien que dans la pensée profonde de Montesquieu la forme des constitutions dépend de facteurs naturels : territoire, climat, caractère et mœurs des habitants, mais la constitution adoptée réagit elle-même sur les institutions et l'activité des sociétés. Il est à noter du reste que *l'Esprit des Loïs* ne débute pas par l'exposé de conditions naturelles qui orientent la forme de Gouvernement dans tel ou tel sens — elles se dégagent plutôt, et souvent d'une manière peu explicite, de la suite de l'œuvre — ; les premiers livres sont consacrés à exposer les différents genres de gouvernements, à définir leur nature, les principes d'ordre psychologique sur lesquels ils sont fondés, la manière dont ils peuvent se conserver ou se corrompre.

Montesquieu commence par classer les Gouvernements, tout en se défendant d'une spécification simpliste et en laissant subsister tous les degrés intermédiaires entre les différentes constitutions, mais cette classification tripartite (république, monarchie, despotisme) domine toute l'œuvre ⁶⁸, elle impose ses distinctions à des notions sociales ou économiques, elle conditionne parfois dans un sens abusif l'activité des Sociétés : c'est ainsi, pour citer un exemple célèbre, que nous verrons Montesquieu réserver le commerce international aux républiques, et l'interdire aux Etats monarchiques ⁶⁹. Tout au long de *l'Esprit des Loïs*, l'auteur s'appuie sur cette division préétablie qui donne lieu souvent à des classements et des discriminations arbitraires ; nous aurons lieu de les étudier en détail.

Toutefois, Montesquieu est trop réaliste, trop attaché aux résultats de son observation pour se laisser dominer par l'esprit de système ; peut-être l'apriorisme que nous constatons n'est-il que le résultat de la manière dont Montesquieu a com-

(67) E. L. Même observation en sens contraire pour les livres XIV à XXII.

(68) Voir en particulier la déclaration du chapitre III du livre I, in fine.

(69) E. L., XX, 4.

posé *l'Esprit des Lois*, œuvre dont on sait, dont il avoue qu'il n'était pas compétemment maître : s'il avait commencé par étudier les éléments intrinsèques ou extrinsèques qui conditionnent la formation et l'évolution des Sociétés, au lieu de prendre pour base une distinction réelle mais doctrinale entre les constitutions politiques, qui sont un couronnement, le résultat d'une évolution et non un point de départ, peut-être son œuvre eut-elle gagné en clarté, peut-être ses développements et ses conclusions se seraient-ils plus harmonieusement ordonnés.

Quoi qu'il en soit, si Montesquieu est souvent prisonnier d'une division qui est aussi un instrument commode de travail et correspond la plupart du temps, soulignons-le, aux réalités, il sait s'en dégager et ne craindra pas de contredire certaines de ses thèses lorsque les enseignements de l'expérience lui enseigneront qu'il fait fausse route.

*

* *

Avec l'influence des éléments naturels sur les Sociétés, il tient la clé des institutions et du développement de ces Sociétés. C'est l'influence du climat ⁷⁰ qui, modelant le caractère des peuples, favorise, là où les races sont courageuses et indépendantes, des institutions libérales, un Gouvernement démocratique, là où elles sont amollies et énervées par un climat trop doux, la tyrannie que Montesquieu appelle despotisme ; c'est l'influence du terrain ⁷¹ qui donnera ici des tribus nomades, là une vie pastorale, ailleurs, fera fleurir l'agriculture et les arts, chacun de ces genres de vie appelant une espèce différente de législation et de constitution.

C'est la nature du territoire ⁷² qui s'accommodera suivant les cas d'une constitution monarchique ou démocratique : un territoire resserré et de dimensions restreintes, où les habitants peuvent se défendre facilement contre l'envahisseur, conviendra à une république ; les plaines immenses et sans défense naturelle, les vastes Etats aux frontières lointaines ne peuvent

(70) E. L., XIV, 10, 13, 15 ; XVI, 8 ; XVII, (en entier) ; XIX, 4, 8 etc.

(71) E. L., XVIII, 3 à 14, 19.

(72) E. L., VIII, 16, 17, 19, 20 ; IX, 3, 4 ; X, 6 à 9.

subsister que sous un régime autocratique : le despotisme, la monarchie et toutes les formes de gouvernements intermédiaires trouvant place entre ces deux extrêmes. Citerons-nous encore le rôle que joue la fertilité ou la stérilité du sol ⁷³ sur la forme des Sociétés et que l'on peut rapprocher de l'influence du climat et du terrain ? Enfin, les facteurs psychologiques et moraux ⁷⁴ que Montesquieu montre largement déterminés eux-mêmes par des facteurs physiques, auront aussi leur part dans la forme des Sociétés et des Constitutions.

Ainsi, nous voyons Montesquieu donner tantôt à la constitution une influence déterminante sur les institutions et l'activité des Sociétés — nous avons cité l'exemple du commerce, nous aurons celui de l'inégalité des fortunes ⁷⁵, de la fiscalité ⁷⁶, etc... — tantôt, en sens inverse, il fait dépendre la forme des constitutions des éléments sociaux naturels auxquels nous avons brièvement fait allusion plus haut.

* *

Il y a entre ces deux tendances une sorte d'interpénétration, dont on ne s'étonne pas qu'elle crée une confusion au moins apparente dans l'expression des idées de l'auteur, confusion qui elle-même n'est pas sans correspondre à la réalité : si l'égalité, tout au moins la médiocrité générale des fortunes appelle la forme républicaine du Gouvernement, la République à son tour ne cherche-t-elle pas, par sa législation, à conserver ce genre d'économie ? Nous choisissons là un exemple qui est formulé explicitement par Montesquieu mais souvent sa pensée est moins nette, et c'est au lecteur de dégager ces contre-courants qui semblent s'opposer, se contredire et finalement ne sont que les deux aspects d'une même vérité ; — au lecteur de remonter parfois « le torrent » dont parle Montesquieu ⁷⁷.

En définitive, ce qui retient l'attention du lecteur, ce qui lui semble le trait dominant de Montesquieu dans la matière qui nous occupe, c'est l'influence du politique sur l'économique : à telle forme de constitution correspondront des acti-

(73) E. L., XVII, 4 ; XVIII, 1, 2 ; Cf. aussi *Pensées* n° 314.

(74) E. L., VII, 8 ; VIII, XI, XII, etc.

(75) E. L., VII, 2 et seq. — (76) E. L., XIII, 10, 14, etc. — (77) E. L., XX, 1.

vités nettement caractérisées, des institutions financières et fiscales déterminées, des institutions commerciales propres. Et M. Jaubert qui a traité ce sujet avant nous a pu écrire que chez Montesquieu l'évolution économique suit fatalement l'évolution politique ⁷⁸.

* *

Nous ne partageons pas cette manière de voir et nous tâchons d'en donner les raisons au cours de cette étude ; souvent, en effet, la tendance indiquée semble l'emporter chez Montesquieu, mais si l'on cherche à aller plus loin, à suivre exactement sa pensée, on trouve qu'il y a évolution parallèle de l'économique et du politique, avec réactions et pénétrations réciproques ⁷⁹ et si, au lieu de lire *l'Esprit des Loix* dans l'ordre des livres, on confronte les données théoriques du début avec les passages sur le rôle du climat, du terrain, du milieu, l'on s'aperçoit que Montesquieu a bien saisi l'influence déterminante des éléments naturels et en particulier des éléments physiques sur l'évolution politique des Sociétés.

Nous n'en citerons qu'un exemple, parmi les plus caractéristiques et les plus frappants, c'est celui de l'Angleterre ⁸⁰ dont Montesquieu nous dit que sa situation géographique, son climat, son sol, la prédisposait à devenir une nation commerçante et que toute sa politique est fonction des intérêts de son commerce ⁸¹. Sans insister sur la vérité d'une telle assertion que l'histoire et les événements contemporains permettent de vérifier amplement, peut-on trouver un cas plus typique et plus clairement formulé de la détermination du politique par l'économique ?

C'est donc en mettant en relief ces deux tendances distinctes et qui peuvent sembler parfois contradictoires que nous aborderons l'étude des idées économiques et financières de Montesquieu. D'une part, ce que nous appellerons sommairement le

(78) Thèse citée. Introduction.

(79) Cf. notamment le livre XXVII de *l'Esprit des Loix*, sur les relations de l'évolution économique et de l'évolution politique de l'ancienne Rome.

(80) E. L., XIV, 13 ; XIX, 27. — (81) E. L., XX, 7.

système des trois Gouvernements ; d'autre part, et par une désignation aussi succincte, l'influence des éléments naturels. Rappelons brièvement la distinction tripartite que tout le monde connaît.

*
* *

Au livre II, intitulé « des lois qui dérivent directement de la nature des gouvernements » -- remarquons par parenthèse que les titres donnés par Montesquieu sont souvent précieux pour connaître sa pensée profonde. Montesquieu classe les différentes constitutions sous trois formes principales : républiques, monarchies, despotisme, une seule subdivision pour les républiques qui peuvent être soit aristocratiques, soit démocratiques. On a pu dire aussi, et avec justesse⁸², que Montesquieu distinguait encore les Gouvernements despotiques et les Gouvernements modérés ; parmi ceux-ci les Gouvernements libéraux et non libéraux, le critère de distinction étant constitué par la garantie légale des droits essentiels de l'individu ; enfin, l'on trouve aussi une distinction entre le despotisme civil, qui est d'essence monarchique, et le despotisme militaire, de nature aristocratique.

En pratique, la division qui est à la base de *l'Esprit des Loix* et que l'on retrouve tout au long de son œuvre est la classification tripartite : république, monarchie, despotisme, les notions de république et de démocratie étant souvent assez indistinctes⁸³, comme nous le ferons remarquer plus loin. Bornons-nous à redire que Montesquieu adopte cette distinction — qui ne lui est d'ailleurs pas personnelle — comme la plus claire et la plus commode, étant entendu que toutes les formes intermédiaires de constitution sont possibles.

La définition de chaque gouvernement nous est donnée d'une manière précise et forte. « Le gouvernement républicain est celui où le peuple en corps ou seulement une partie du peuple (aristocratie) a la souveraine puissance ; le monarchique, celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies,

(82) BARCKHAUSEN : *Montesquieu. Des gouvernements.*

(83) E. L., V, 19 ; VI, 2, 9 ; VII, 2, etc.

au lieu que dans le despotisme, un seul, sans lois et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices » ⁸⁴.

L'on sait d'autre part quels ressorts Montesquieu assigne à ces différentes constitutions : la démocratie a pour principe la vertu ⁸⁵, ce qui ne veut pas dire que la démocratie entraîne la vertu, mais au contraire qu'il faut une vertu peu commune ⁸⁶ pour former et conserver une véritable démocratie — cette vertu étant l'amour de la patrie, le désintéressement de chacun en faveur de la chose publique ⁸⁷ ; l'aristocratie est fondée sur la modération sans laquelle ce gouvernement se transformerait en tyrannie ⁸⁸ ; la monarchie a pour principe l'honneur, qui s'appelle aussi l'ambition ⁸⁹, et le despotisme repose sur la crainte ⁹⁰, ce qui est assez clair. Nous verrons donc intervenir ces différentes formes de Gouvernement dans les observations économiques ou financières de Montesquieu, elles y joueront un rôle plus ou moins prépondérant, mais en seront rarement absentes.

* *

Sur l'influence des éléments naturels, nous avons peu d'explications à donner ici, car nous avons eu lieu déjà de les désigner plus haut : influence du climat, du terrain, de la nature du sol, en d'autres termes du milieu physique, influence de l'esprit général, des mœurs et des manières des peuples qui sont en partie la résultante des facteurs précédents, le produit de la réaction de l'homme à l'égard du milieu où il vit. Il est sans doute inutile de signaler que des deux tendances indiquées, système des trois gouvernements et influence des éléments naturels, c'est la seconde qui présente le plus d'intérêt et retiendra davantage notre attention.

Nous avons dit que Montesquieu cherchait dans la nature même des choses l'explication des phénomènes sociaux et économiques : il verra dans le climat un facteur déterminant du caractère d'une race et par là de son activité, de ses institutions et de son goût. Nous prenons l'exemple du climat parce

(84) E. L., II, 1. — (85) E. L., III, 3. — (86) Cf. E. L., III, 5 et IV, 5.

(87) Cf. E. L., Avertissement et III, 11.

(88) E. L., III, 4. — (89) E. L., III, 6. — (90) E. L., III, 9.

que c'est un des apports les plus nouveaux et les plus féconds, même s'il ne lui est pas entièrement propre, de Montesquieu : par le climat, l'auteur explique l'esclavage⁹¹, le suicide⁹², pour ne citer que des traits caractéristiques des institutions et des mœurs. La place donnée au climat prend figure chez Montesquieu d'un certain fatalisme, que seule la crainte de la censure devait, semble-t-il, l'empêcher de pousser à ses conséquences extrêmes, ainsi du suicide, ainsi encore de la part du climat dans la religion⁹³ des différents peuples.

Fatalisme ou déterminisme sociologique, doit-on conclure à cette attitude philosophique chez Montesquieu du fait qu'il voit dans l'influence du milieu une constante naturelle qui peut servir de clé aux événements historiques, expliquer les similitudes et les différences que l'on constate entre les diverses sociétés, déterminer l'activité économique des peuples. Il y a là une question de premier plan, où nous verrons Montesquieu faire figure de novateur et qui mérite à elle seule tout un chapitre de notre étude.

(91) E. L., XV. — (92) E. L., XIX, 12. — (93) E. L., XXIV, 4.

CHAPITRE III

MONTESQUIEU ET LA LOI NATURELLE

La conception de loi naturelle jusqu'à Montesquieu. — La notion moderne : caractère scientifique des lois sociologiques et économiques ; leur originalité. — La position de Montesquieu : l'éclair de génie et ses éclipses.

Expliquer les phénomènes sociaux et économiques, non par les ressorts de l'intelligence et de la volonté humaine, mais par le jeu de facteurs naturels qui s'imposent de telle sorte à cette intelligence et à cette volonté que leur action et leurs réactions deviennent constantes et facilement prévisibles, qu'est-ce à dire sinon que, comme les phénomènes physiques, les faits sociaux et économiques sont régis par des lois, lois qui sont non pas données à ces faits par l'homme mais imposées à l'homme par la nature même de ces faits : qu'est-ce à dire, sinon que les activités de l'homme et des sociétés sont réglées par des lois naturelles.

Avant d'étudier plus à fond la position de Montesquieu à cet égard, il nous faut voir tout d'abord quelle place était faite avant lui à la loi naturelle dans ce que nous appelons aujourd'hui les sciences sociales et économiques, c'est à dire l'étude des sociétés et de l'homme dans la société. M. Barthélemy Raynaud a consacré à la question de la loi naturelle de nombreuses années d'études et de recherches, dont il nous a donné récemment le fruit en deux volumes intitulés : *La loi naturelle en économie politique*¹. Nous ne saurions mieux faire que de nous adresser à lui pour bien situer la question

(1) Un troisième volume doit paraître prochainement.

au moment où l'aborde Montesquieu, comme pour montrer les résultats définitifs auxquels on est parvenu aujourd'hui en matière de loi naturelle.

Nous lui emprunterons d'abord, afin d'éviter toute équivoque et toute fausse interprétation sa définition de la loi naturelle « ordre de phénomènes déterminé par des causes indépendantes de la volonté humaine », qui condense et précise les explications que nous donnions plus haut, à propos des observations de Montesquieu sur l'influence des facteurs naturels. M. B. Raynaud distingue ensuite — et cette distinction est devenue classique, en raison de sa justesse et de sa clarté — la loi précepte de la loi constatation. La loi précepte, comme son nom l'indique, implique un commandement que l'homme doit observer, ainsi l'amour filial, l'amour du prochain, l'amour de la patrie ; elle est d'ordre moral. La loi constatation est l'expression d'une succession de faits identiques, constante, d'où l'idée d'obligations à remplir par l'homme est exclue, où la notion de volonté et de libre arbitre peut être pratiquement, socialement négligée, telle la loi de l'offre et de la demande.

* *

De ces deux expressions de la loi naturelle, c'est évidemment la première qui l'a emporté pendant longtemps et d'une manière générale jusqu'à l'époque moderne. Le monde antique, l'antiquité classique spécialement, eut bien la notion de loi naturelle par opposition aux lois humaines, positives, mais les philosophes de ce temps les considèrent comme l'expression de la volonté divine, imposant ses préceptes aux hommes : Héraclite, les Stoïciens, Cicéron, les juriconsultes Ulpien et Justinien ont en commun cette manière de voir².

Si nous passons au Moyen Age nous recueillons l'opinion des canonistes et en particulier de leur plus haut représentant,

(2) Dans une savante étude sur « *l'idée de la loi naturelle dans la science économique* » (Revue Economique 1924), l'économiste russe STRUVE souligne que l'idée de loi naturelle et la notion parallèle de droit naturel trouvent leur origine non pas chez PLATON ou ARISTOTE, mais bien chez HERACLITE et les STOÏCIENS. Ce sont ces philosophes qui montrent que le *Cosmos* est régi par des lois. LOCKE est, après CICÉRON et les philosophes chrétiens du Moyen Age, l'héritier direct de leur conception.

saint Thomas d'Aquin, qui reconnaissent l'existence d'une loi naturelle distincte de la loi divine religieuse.

Cette tradition du droit naturel est acceptée, sans discussion par la majorité des auteurs de la Renaissance : ainsi, pour Bodin, la loi naturelle est une loi d'ordre moral, de caractère universel, s'imposant à tous les hommes ; Grotius, de son côté estime que le droit naturel nous est suggéré par la raison qui nous fait juger les actions suivant leur conformité avec la nature raisonnable ; Puffendorff professe une manière de voir analogue. Pour tous ces auteurs, la sanction de la loi naturelle consiste surtout dans le sentiment d'approbation ou de réprobation à l'égard de ceux qui s'y conforment ou y contreviennent. Seul, Montaigne diffère de ses contemporains et, se basant justement sur l'absence pratique de sanctions naturelles, ne serait-ce que l'approbation ou la désapprobation universelle, il se prononce contre la loi naturelle.

A cette exception près, jusqu'au xvii^e siècle, tous les philosophes et moralistes qui se sont occupés de la question reconnaissent l'existence d'une loi naturelle dans l'ordre humain en général, politique, social, économique, mais sous réserve de nuances de détail, tous la considèrent comme un commandement à accomplir par l'homme, qu'il peut dès lors observer ou non ; nul ne voit dans la loi naturelle la constatation des faits dont le déroulement et la succession sont régis par des normes étrangères à la volonté de l'homme.

* *

Au début du xvii^e siècle, on se trouve en présence de deux opinions : pour le premier courant, qui a comme principal interprète Hobbes, dont nous avons vu plus haut les idées essentielles, la loi naturelle dans l'état de nature est dépourvue de sanction, elle manque de force obligatoire ; pour être appliquée, il lui faut donc l'autorité d'un législateur humain ; en d'autres termes, il faut l'intermédiaire, le truchement de la législation positive pour donner force exécutoire à la loi naturelle.

Pour une autre tendance, qui s'appuie notamment sur les

écrits de Selden³, la loi naturelle a une autorité intrinsèque qu'elle puise dans le pouvoir législatif de Dieu, s'exprimant sous la forme de la révélation, de la tradition hébraïque ou encore de la faculté donnée aux âmes de connaître la loi naturelle. Sous cette expression, ou sous la première, nous voyons que la loi naturelle est toujours regardée comme un commandement, un précepte, dont la force exécutrice est basée sur une autorité externe, civile pour les partisans de Hobbes, divine pour les autres.

Cumberland, philosophe anglais de la deuxième moitié du xvii^e siècle⁴, va faire un pas important dans l'étude de la loi naturelle ; M. B. Raynaud considère qu'il a le mérite d'avoir jeté un pont de l'idée de loi précepte à celle de loi constatation. Le point de départ de cette démarche, c'est la préoccupation qu'éprouve Cumberland de résoudre le problème du fondement des lois naturelles.

Hobbes prétendait que la loi naturelle ne pouvait s'appliquer sans l'intermédiaire de la législation positive. Cumberland s'élève contre cette affirmation : il soutient que la loi naturelle a force de loi en elle-même et que ce fondement intrinsèque consiste dans la sanction naturelle qui s'attache à son application. Pour lui chaque acte accompli par l'homme, en se conformant ou en dérogeant à la loi naturelle, comporte en lui-même une sanction : cette sanction consiste dans le bonheur ou le malheur de l'individu, suivant que sa conduite est conforme ou non au bien général (entendez, la loi naturelle).

Ainsi, Cumberland introduit dans la notion de loi naturelle une relation de cause à effet, un rapport fatal. Il y a été conduit en rapprochant — et ce n'est pas le moins intéressant de sa théorie — la loi naturelle morale du déterminisme des lois physiques, voire des lois physiologiques (instinct animal), de la nécessité aussi des conclusions mathématiques, ces diverses analogies le faisant conclure à la nécessité de la loi morale. Nous insistons sur ce qualificatif : la loi naturelle demeure pour Cumberland une loi précepte, le point de vue éthique non seulement domine mais absorbe sa conception de loi ; il n'empêche que l'idée de loi constatation est en germe dans ses observations.

(3) SELDEN, philosophe et historien anglais. 1584-1654.

(4) CUMBERLAND. 1631-1718.

Il a eu le tort de ramener toutes les lois naturelles au seul concept de bienveillance envers tous les autres êtres raisonnables, de même que le système de Hobbes, auquel il s'oppose, reposait sur le bonheur, mais si, après lui, des auteurs comme Bentham, continuent à discuter la loi naturelle, Cumberland n'en a pas moins élaboré la notion d'ordre naturel — l'application de la loi naturelle procurant le bien, l'équilibre, la non conformité à cette loi engendrant le mal, le désordre ; — il suffira d'isoler la notion mise à jour de son support éthique pour parvenir à la notion scientifique de loi naturelle économique. Cumberland engage ainsi les chercheurs sur la bonne voie et il n'est pas inutile d'indiquer que les Physiocrates ont connu son œuvre.

* *

A peu près à la même époque, tant il est vrai que plusieurs esprits découvrent simultanément une vérité identique, d'autres auteurs se rapprochaient de la conception de Cumberland ; W. Petty, sans élaborer une véritable doctrine de la loi naturelle l'admet implicitement dans ses ouvrages — côté par lequel nous pouvons le rapprocher, ainsi que Cantillon, de Montesquieu — et se réfère souvent à ce principe ; il a été frappé par la régularité et la constance des phénomènes économiques et souligne cette caractéristique ; il conseille en conséquence — nous retrouverons des observations identiques chez Montesquieu — d'étudier les lois naturelles et dénonce, à plusieurs reprises, l'inefficacité et le mauvais effet des lois positives édictées à l'encontre ou sans tenir compte des lois naturelles. Il ressort indéniablement de toute son œuvre qu'il croit à l'existence dans la réalité de rapports indépendants de notre action. Un autre économiste anglais, Cantillon (+ 1734) sans donner une théorie explicite de la loi naturelle, rattache à cette notion informulée, des observations secondaires : il en déduit comme d'un principe fermement établi et qui n'a pas besoin d'être démontré et analysé, des conséquences déterminées, par exemple dans sa théorie quantitative de la monnaie ou dans celle du louage d'argent.

En France, Boisguillebert (+ 1714), auquel nous avons fait allusion précédemment, est également hostile aux interven-

tions légales par lesquelles les gouvernements contrarient l'ordre naturel. Toutefois, comme le fait remarquer M. B. Raynaud, l'on se trouve plutôt devant la conception chère au xviii^e siècle de la nature éminemment bonne et qu'il faut laisser agir ; l'optimisme de Boisguillebert paraît procéder de la représentation idyllique de la loi naturelle telle qu'on la retrouvera plus tard chez Bastiat. Il s'agit davantage chez lui d'un sentiment et d'une foi que d'une certitude d'ordre scientifique, mais l'on retiendra néanmoins cette idée d'ordre naturel que la législation positive ne saurait ignorer, encore moins enfreindre.

Fortbônnaï, dont les Principes économiques sont postérieurs à *l'Esprit des Lois* (1754), admet implicitement comme W. Petty, l'existence d'une loi naturelle, lorsqu'il étudie la notion de valeur (profit, concurrence) ou encore la distribution des richesses, à propos de laquelle il montre la nécessité d'un équilibre entre la production et la consommation.

Tel est ainsi, d'après M. B. Raynaud, l'état de la question au moment où Montesquieu va s'en emparer. Les esprits sont encore dominés par l'idée de loi naturelle précepte. Cumberland intègre bien dans ce concept une notion de nécessité, de fatalité, mais il restreint singulièrement l'objet des lois naturelles, la sanction intrinsèque qu'il affirme est discutable et la loi naturelle reste pour lui d'ordre exclusivement moral.

* *

De l'œuvre de Cumberland, les auteurs suivants retiennent surtout, si du moins elle ne leur est pas originale, l'idée assez vague et implicite d'un ordre naturel économique et social auquel doit se conformer le législateur. On voit là un aspect du libéralisme éveillé par les abus du mercantilisme, par les contraintes qu'il avait imposées au libre exercice du commerce et de l'industrie, comme de l'agriculture.

Les excès d'un système ne manquent pas de susciter une réaction et de servir de preuves à une doctrine opposée : de voir les interventions multipliées du législateur obtenir des effets contraires à ceux que l'on cherchait, devait faire triompher la thèse de l'ordre naturel, comme aujourd'hui après un siècle de libéralisme et d'abus du libéralisme, on impute à ce

régime les désordres économiques et sociaux dont nous souffrons.

Il est intéressant de constater qu'entre ces deux extrêmes, entre ces deux réactions et ce qu'elles contiennent d'excès, Montesquieu occupe une position de juste milieu, cette attitude modérée qu'il est trop facile de critiquer et de railler parce qu'elle est justement si difficile à atteindre et que l'on n'en voit ordinairement que des faux-semblants ou des caricatures. Montesquieu, réaliste et clairvoyant, devait convenir d'un ordre naturel, dont le législateur ne saurait être assez informé pour épargner à la Société des tracasseries inutiles ou des mesures nuisibles, mais il sait aussi que l'homme ne doit pas tout abandonner aux nécessités de la nature ; la partie serait trop facile et aboutirait à des désordres analogues à ceux qu'occasionne une législation abusive ; l'homme a son rôle à jouer vis à vis de la nature et de ses forces et c'est précisément ce rôle que le législateur devra définir et déterminer, tâche plus difficile et plus délicate que toute autre.



Mais nous anticipons sur l'étude de la pensée de Montesquieu et les conclusions que l'on en peut dégager. L'ouvrage de M. B. Raynaud nous a permis de nous faire une idée de l'état de la doctrine de la loi naturelle avant Montesquieu. Nous interrompons ici cet historique pour en venir directement à la conception actuelle de la loi naturelle, dont, avec l'auteur déjà cité⁵ MM. Baudin⁶ et Pirou⁷ nous fourniront la meilleure analyse. Nous nous rendrons, en effet, mieux compte de l'apport de Montesquieu en le jugeant d'une part d'après ce qui existait avant lui, d'autre part, à la lumière des notions les plus récentes de notre époque.

Nous venons de voir que jusqu'au XVIII^e siècle et depuis l'an-

(5) BARTHÉLEMY RAYNAUD : *La loi naturelle en économie politique*. Tome II. 1938.

(6) BAUDIN : *La loi économique* (Revue économique, 1924).

(7) PIROU : *Cours d'économie politique*, professé à la Faculté de Droit de Paris ; Introduction ; *Doctrines sociales et sciences économiques*.

tiquité, l'on considère la loi naturelle, lorsqu'on en reconnaît l'existence, comme un commandement le plus souvent d'origine divine, en tout cas d'essence morale qui demande à l'homme son consentement, qui engage son libre arbitre et ne peut s'appliquer sans sa démarche : c'est la loi précepte ; la loi naturelle désigne ce qui doit être, l'éthique domine la représentation que l'homme prend des faits sociaux.

Aujourd'hui, après des cheminements et des approximations que nous ne retracerons pas, exception faite de la part qui revient à Montesquieu, nous sommes en présence d'une conception différente, sinon diamétralement opposée ; la loi naturelle passe sur un autre plan, celui de la constatation, elle désigne non plus ce qui doit être, mais ce qui est, nous quittons le domaine de l'éthique et de la morale pour entrer dans celui de la science.

* *

Ce que nous cherchons dans les faits économiques et sociaux c'est à les expliquer, c'est à connaître les enchaînements constants et que certains considèrent comme nécessaires, à les distinguer des successions fortuites. Recherche laborieuse puisqu'elle s'applique à des faits humains qui ont tous leur individualité et qu'il faut dégager de cette complexité la somme de généralité et de constance dont nous tirons les lois générales, abstraites et simples, qui fournissent l'explication des phénomènes sociaux, comme le moyen de les prévoir. On voit le changement radical de plan qui s'est ainsi produit.

Sous un autre angle, la science économique qui demande duit. Sous un autre angle, la science économique qui demande le comment des choses, s'oppose à la métaphysique dont le pourquoi des mêmes choses est l'objet. Sur les rapports entre ces deux disciplines, les tendances contemporaines divergent : l'école positiviste nie la métaphysique et soutient que nous ne pouvons connaître que l'aspect extérieur des phénomènes et leurs enchaînements apparents ; pour l'école néothomiste au contraire, la science n'est qu'un plan des connaissances humaines et doit s'appuyer sur la métaphysique qui la continue à un niveau supérieur et la domine. Nous négligerons ces discussions d'ordre doctrinal : en pratique, l'on s'accorde pour

séparer la science de la métaphysique, la première étudiant seulement les lois, c'est-à-dire les rapports constants et nécessaires entre les choses et laissant à la seconde la recherche des causes⁸.

* *

Il nous faut maintenant analyser la notion de loi telle qu'on l'entend aujourd'hui et qu'on l'applique à l'économie politique ; nous suivrons sur ce plan l'auteur auquel nous venons d'emprunter les distinctions qui précèdent⁹. Dans son acception scientifique, on définit la loi comme une dépendance nécessaire entre des possibilités, ce qui trace à la science une nouvelle délimitation et la sépare de l'histoire, étude de ce qui existe ou de ce qui a été. Nous avons parlé de dépendance nécessaire, ce qui implique une fatalité dans les rapports des possibles et n'admet pas d'exception. Cette fatalité, nous aurions tendance à la réserver aux sciences mathématiques et physiques ou d'une manière générale aux sciences qui ne concernent pas l'homme dans les manifestations de son activité où peut jouer la libre détermination, l'homme capable d'opposer sa fantaisie ou son caprice aux prévisions les mieux fondées.

L'on étend pourtant aujourd'hui ce caractère de fatalité aux sciences économiques et sociologiques, qui sont des sciences de l'homme doué d'intelligence et de volonté et l'on explique les dérogations aux principes admis, par l'enchevêtrement et la complexité des lois, le jeu de l'une annulant celui de l'autre, ce qui, par parenthèse, laisse une place au libre arbitre, pourvu que l'on suppose un assez grand nombre de lois ou que leur application postule des conditions aussi multiples que variées.

Ainsi, depuis l'époque lointaine où Montesquieu affirmait que les phénomènes sociaux sont soumis à des lois, la sociologie et l'économie politique se sont constituées en véritables sciences, douées d'une spécificité et d'une autonomie de plus en plus complètes. Cette transformation aura été l'œuvre du

(8) PIROU : *Cours d'économie politique*, loc. cité.

(9) PIROU : op. cités.

xix^e siècle, de Saint Simon, d'Auguste Comte, de Taine et plus près de nous de Durkheim ¹⁰. Elle aboutissait, au début du xx^e siècle, au triomphe du déterminisme : la rigueur et l'exactitude scientifiques des lois économiques était affirmée sans réserve.

* *

Une telle tendance devait rencontrer des adversaires, l'assimilation des lois économiques et sociales aux lois des sciences exactes était particulièrement visée et combattue par l'économiste américain Marshall, par Colson en France et surtout par l'école allemande qui ne reconnaissait en économie politique que des lois empiriques, simples régularités de succession, par opposition aux lois causales. En d'autres termes, ces auteurs niaient le caractère absolu des lois économiques.

Comme l'écrit avec beaucoup de pertinence M. Baudin, toute loi est par définition absolue et l'homme ne saurait atteindre davantage l'absolu pour les sciences exactes qu'en matière économique « la loi, pour nous, n'est jamais que la formulation relative d'un absolu inconnaissable et peut-être inexistant ». Ce premier principe reconnu, doit-on admettre que le degré de relativité des lois économiques est plus grand que celui des lois scientifiques proprement dites ? En se plaçant sur le terrain de l'expérience, on peut à bon droit contester la supériorité de ces dernières lois au point de vue de leur certitude et de leur permanence : en géométrie, science exacte par excellence, les récents travaux de Lobatchewsky, Riemann et surtout Einstein ont démontré l'inexactitude du système euclidien ¹¹ ; en astronomie, en physique, en biologie, les lois anciennes sont sans cesse infirmées ou mises en question par de nouvelles découvertes et, comme le fait observer M. Baudin, il suffira de comparer la loi physique de la conservation de l'énergie et la loi économique de l'intérêt personnel pour apprécier laquelle des deux disciplines comporte la moindre part de relativité. Si donc l'on ne s'arrête pas à un examen superficiel, on voit que la certitude et la permanence des lois dites scienti-

(10) PIROU : *Cours d'économie politique*, ibid.

(11) BAUDIN : *La loi économique*, loc. cité.

fiques ne sont pas plus grandes que celles des lois économiques ou sociologiques ¹².

* *

Mais, une fois admise la relativité des sciences exactes — et depuis Henri Poincaré ¹³, cette relativité n'est plus contestée —, il reste à prouver que les lois économiques ne sont pas fonction des circonstances et de l'état de nos connaissances, ne constituent pas des explications valables suivant une époque et un lieu donnés. C'est précisément l'opinion de l'école historique, qui dénie toute valeur aux lois statiques, formulées par l'école classique ; il n'y aurait pas de lois permanentes, il n'y aurait que des lois d'évolution. Pour répondre à cette objection, l'on pourrait se contenter de souligner le caractère immuable de la loi du moindre effort, ou de celle de l'intérêt personnel, déjà citée. Indépendamment de règles aussi élémentaires, l'on ne saurait contester la valeur des lois statiques les plus classiques, telle que celle du coût de production ou la loi des débouchés ; il suffit pour prouver leur exactitude d'envisager une période de temps suffisamment longue ¹⁴, au lieu de regarder leur application dans un seul moment, comme le fait l'école historique : ainsi, pour la théorie de la valeur, plus l'époque envisagée est longue, plus l'influence du coût de production devient exclusive de tout autre facteur ; de même pour la loi des débouchés, l'équilibre, s'il est temporairement rompu par les crises, finit toujours par s'établir dans le temps ¹⁵.

De la critique précédente l'on pourrait rapprocher celle qui consiste à nier la permanence des lois économiques (comme des lois sociologiques) parce qu'elles n'ont pas pour objet des

(12) M. BAUDIN, pour expliquer l'opinion courante professée à l'égard du caractère absolu des lois des sciences exactes, tire argument de l'enseignement différent que l'on donne des disciplines scientifiques et économiques : les premières sont reçues surtout dans les lycées, les secondes exclusivement dans les Facultés, où les esprits sont assez formés pour dépasser le stade des axiomes et des règles indiscutées. L'on fera observer qu'il en va de même pour les sciences et que de pareilles différences peuvent se constater dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur des mathématiques.

(13) Cf. *La valeur de la science*.

(14) BAUDIN : art. cité. Loc. cité. — (15) BAUDIN : Ibid.

phénomènes invariables et constants, mais bien l'homme dont la nature est en perpétuel changement. On réfutera cette objection en montrant que ces modifications ne sont qu'apparentes ; le cadre, l'objet, la nature des activités humaines évoluent, mais la nature humaine est, au cours des âges, toujours pareille à elle-même ; de tout temps l'homme est inspiré et guidé par l'intérêt personnel, comme par la loi du moindre effort qui constituent les axiomes fondamentaux de la science économique. De tels postulats ne sont-ils pas plus immuables que celui d'Euclide ¹⁶. L'homo œconomicus n'est donc pas un mythe et l'économie politique dont son objet est l'étude n'est pas fondée sur l'abstraction et l'irréalité.

*
* *

Nous nous sommes tenu jusqu'ici sur le terrain des faits : l'expérience prouve-t-elle ou infirme-t-elle le caractère scientifique des lois économiques ? Mais le grief le plus fort qu'on porte à leur adresse est d'ordre philosophique. Comment concilier en effet la constance, la nécessité, la fatalité de lois qui s'appliquent aux actions de l'homme, avec la notion, pratiquement incontestée, du libre arbitre qui règle ces mêmes actions. Il est bien certain que le succès de l'école déterministe dans le domaine social devait susciter un contre-courant qui s'appuierait sur cette objection fondamentale. Les philosophes Boutroux et Bergson ont été parmi les principaux défenseurs des droits du libre arbitre contre le déterminisme sociologique ¹⁷.

Cependant, il était impossible de nier la réalité de certaines lois économiques et il convenait d'expliquer la coexistence de cette constance avec l'exercice du libre arbitre. L'école dite de la science sociale trouve une solution dans le caractère conditionnel des lois sociologiques : la loi exprime un lien entre des possibilités ; mais qui permet la réalisation de ces possibilités, sinon l'acte libre de l'homme ? Ainsi que le montre avec perti-

(16) BAUDIN : *ibid.*

(17) PIROU : *Cours d'économie politique*. Introduction.

nence M. Pirou ¹⁸, cette explication est sans portée, car ce qui constitue la science sociale ce n'est pas la loi, dont nul ne conteste que le déclanchement soit soumis — au moins pour certaines lois — à un acte de volonté, mais les effets de cette loi connus et prévisibles à l'avance, ainsi de la dénatalité entraînée par le partage forcé, ainsi des conséquences monétaires et économiques d'un système d'inflation ou de dévaluation.

D'autres auteurs, comme Wagner, Wilbois ¹⁹, font ressortir la différence qui existe entre les lois physiques qui s'appliquent à coup sûr et qui permettent de prédire, et les lois sociologiques qui n'indiquent jamais qu'une tendance, une probabilité et permettent seulement de parier. Cette thèse exclut, en réalité, la possibilité d'une science sociale : il est clair, en effet, que si l'on substitue la probabilité à la nécessité, il n'y a plus ni lois, ni science. Mais comme on l'a vu, la science économique se fonde sur des faits : ainsi des statistiques démographiques qui permettent la prévision des mariages, des divorces, des naissances ²⁰. Davantage, l'on a même pu, comme M. Siegfried ²¹, démontrer le caractère déterminé des opinions politiques dans une région donnée ²².

La plupart des auteurs reconnaissent le déterminisme sociologique, en limitant la portée du libre arbitre, non pas individuellement, mais socialement et c'est sur ce terrain que la conciliation doit se faire. L'on est obligé d'admettre — et personne ne discute l'instinct grégaire des foules que caractérise la fable des moutons de Panurge — que l'homme use rarement de son libre arbitre ²³ : ou il se laisse guider par son instinct, qui est identique chez tous, ou bien s'il s'agit d'actes raisonnés ou censés tels, il suivra dans la plupart des cas la coutume, la mode, les usages établis, se conformera aux habitudes de ceux qui l'entourent ; il est patent que les hommes qui réagissent contre la manière de vivre de leur temps et de leur milieu sont assez rares : on les désigne. Mais, lors même qu'intervient un acte de volonté réellement raisonné, qu'une décision person-

(18) PIROU : Id., *ibid.* — (19) *id. ibid.*

(20) PIROU : Cours cité. *loc. cité.*

(21) Tableau politique de la France du Sud-Ouest.

(22) PIROU : Cours cité. *Loc. cité.*

(23) Cf. PIROU : *id. ibid.*

nelle est prise en toute connaissance de cause, libre arbitre ne signifie pas caprice, fantaisie, arbitraire : si telle circonstance ou groupe de circonstances et de facteurs agissent sur ses facultés intellectuelles ou sensibles dans un sens donné, il n'y a pas de raison et il y a peu de chances pour que l'homme se détermine en sens contraire ; bien que libre, il est pratiquement déterminé, il obéit au motif et au mobile objectivement le plus puissant ²⁴.

L'on entend bien l'objection qui consiste à dire, contre ce qui précède, que le libre arbitre n'est pas éliminé et que l'on obtient seulement un maximum, même tendant vers l'infini, de possibilités, non une certitude. Mais si individuellement le phénomène social n'a que le plus grand nombre de chances possible de se réaliser, tel que l'étude des précédents et des antécédents permet de le prévoir, socialement cette probabilité se transforme en certitude, et l'économiste peut valablement affirmer que telles conditions étant réunies et réalisées, l'effet prévu se produira fatalement. A la base, dans l'acte individuel, le libre arbitre existe ; au sommet, quand on prend l'acte collectif, somme des actes individuels, le libre arbitre ne joue aucun rôle, il a disparu ²⁵. Les lois démographiques en fournissent un exemple classique : le pourcentage des mariages par groupe d'âge est une loi indiscutable ²⁶, qui n'en laisse pas moins subsister pour chaque individu d'une catégorie donnée la liberté de se marier quand il lui plaît. Il faut souligner, en effet, que les sciences sociales, économie politique comme sociologie, ne s'occupent pas de l'individu, mais de la société ²⁷, de l'homme considéré exclusivement en masse ²⁸ ; ce sont les actions et les réactions du groupe qu'elles peuvent prévoir, non celles de l'individu. Elles ne nient donc pas le libre arbitre ; elles constatent que les réactions contraires aux facteurs déterminants se trouvent non pas noyées, mais annulées dans la masse.

* *

(24) Cf. PIROU : *id. ibid.*

(25) Cf. PIROU : Cours cité. Loc. cité.

(26) Cf. LANDRY : La révolution démographique.

(27) Cf. PIROU : mêmes références.

(28) Cf. BAUDIN : art. cité. Loc. cité.

Le caractère scientifique de l'économie politique paraît donc aujourd'hui bien établi et reconnu par la majorité de la doctrine : en matière économique il existe des lois aussi rigoureuses et fatales que dans les autres sciences, biologiques, physiques ou même mathématiques ; l'on peut y recenser des rapports nécessaires de successions (les plus fréquents), de coexistence, voire de covariation²⁹ ; on peut valablement affirmer que tels antécédents déterminent fatalement tels conséquents. Mais s'il est possible d'arriver à une exactitude quasi-mathématique en ce qui concerne la démographie, il est bien évident qu'on ne saurait trouver une telle rigueur et une telle précision dans toutes les lois sociologiques ou économiques. S'appliquant à des faits humains, où se manifestent les caractéristiques innombrables de l'individu, sans parler de la variété et de la multiplicité des circonstances, ces lois ne se présentent pas à l'état simple ; elles s'entourent de complexités et de contradictions qui les rendent aussi difficiles à découvrir qu'à reconnaître et qui semblent parfois en fausser le jeu.

Il est bien exact que telles conditions étant posées, tel phénomène s'ensuivra nécessairement, mais, étant donné qu'il s'agit de faits où l'homme joue un rôle, prédominant ou non, ces conditions sont si nombreuses et si complexes que dans la pratique, comme l'observe M. B. Raynaud³⁰, elles se trouvent difficilement réalisées toutes en même temps et que l'application stricte et rigoureuse de la loi est en fait très rare. Les lois économiques sont donc vraies « toutes choses égales d'ailleurs », mais cette condition fait le plus souvent défaut ; une telle réserve, qui n'ôte rien de leur valeur « absolue » (dans le sens où on l'a vu plus haut) aux lois en cause, est difficilement discutable.

Ce qui reste de constant et d'inéluctable, lorsqu'on a dépouillé toutes les tendances et les courants de sens si divers qui accompagnent l'application pratique des lois économiques, constitue des règles très simples et en tout petit nombre³¹, mais

(29) Cf. PIROU : mêmes références.

(30) *La loi naturelle en Economie politique*. T. II.

(31) Sur le petit nombre des lois économiques dont la valeur scientifique est généralement reconnue, voir l'ouvrage de M. BARTHÉLEMY RAYNAUD déjà cité, Tome II. *Les Lois générales*.

dont on peut cette fois, à coup sûr, affirmer la nécessité. Ce sont ces principes qui demeurent permanents et universels, non les règles secondaires que des savants très instruits et très compétents formulent périodiquement pour expliquer des faits qui paraissent justement déroger à ces lois premières.

Encore est-il nécessaire de tenir compte du facteur temps, comme on l'a vu plus haut ³², les hommes pouvant parvenir à déjouer les lois naturelles, ou les circonstances s'opposant à leur exécution, pendant une période assez considérable et ces lois ne reprenant leur empire que peu à peu ou brusquement après une longue éclipse.

Enfin, l'on admet généralement ³³ que la part de la volonté de l'homme dans le jeu de la loi économique, par son intervention raisonnée ou non à l'égard des différentes conditions qu'elle implique — facteurs initiaux ou secondaires — est plus grande que dans le domaine des autres sciences, ce qui confère à la loi économique une originalité propre, par rapport aux autres sciences ³⁴. La doctrine dominante actuelle pourrait donc se résumer ainsi : affirmation de l'existence en matière économique de lois générales aussi exactes, constantes et fatales, que celles des autres sciences ; l'application pratique de ces lois doit être suivie à travers tous les concomitants multiples et contradictoires qui entourent le phénomène et observée sur une période suffisamment longue, cette remarque étant liée à la précédente ; le rôle de l'homme à l'égard des lois économiques (et sociologiques) confère à ces sciences une caractéristique originale.



Ces éclaircissements donnés sur la position de la doctrine contemporaine au sujet de la loi naturelle, nous pouvons aborder maintenant l'étude que Montesquieu a consacrée à cette

(32) Cf. BARTHÉLEMY RAYNAUD : op. cité.

(33) Cf. B. RAYNAUD : *ibid.* et PIROU : *Doctrines sociales et sciences économiques*.

(34) Cf. B. RAYNAUD : *ibid.*

question. Nous verrons d'abord ici l'attitude qui résulte de ses déclarations explicites quant à la loi naturelle et qui se trouve exposée tout au début de l'*Esprit des Loïs*. Nous nous efforcerons de faire apparaître ensuite, tout au cours de notre étude, et de dégager en conclusion, la véritable pensée de Montesquieu, telle qu'on peut la déduire de ses observations d'ordre sociologique et économique.

La Préface de l'*Esprit des Loïs* constitue en quelque sorte sinon une synthèse de tout l'ouvrage, du moins une théorie d'ensemble des lois qui gouvernent le monde. Montesquieu cherche à y définir la position à laquelle l'ont conduit ses longues recherches, vis-à-vis des principes essentiels. « Malgré une infinie diversité de lois et de mœurs, les hommes ne sont pas uniquement conduits par leurs fantaisies.

Telle est la première observation : le monde — et le monde intelligent — sous un désordre extérieur et l'apparence des manifestations de volontés individuelles et capricieuses est mû par des lois générales auxquelles l'homme et les Sociétés, consciemment ou inconsciemment, volontairement ou non, conformément leurs actes, le libre arbitre ne mettant pas obstacle à l'application générale de ces lois, dans l'ordre social. Notons tout de suite qu'il ne s'agit pas là de lois morales, théologiques, de commandement impliquant le consentement de l'individu.

« J'ai posé les principes, continue Montesquieu, et j'ai vu les cas particuliers s'y plier comme d'eux-mêmes, les histoires de toutes les nations n'en être que les suites et chaque loi particulière liée avec une autre loi ou dépendre d'une autre plus générale ».

Il ne s'agit pas ici du monde physique, mais bien du monde humain, dans son ensemble politique, social, économique, dont l'histoire montre qu'il obéit à des lois et que ces lois ressortissent elle-mêmes à des principes de plus en plus généraux, de plus en plus simples.

On peut rapprocher ce texte d'un passage des *Lettres Persanes*³⁵ où traitant cette fois du monde physique, Montesquieu met en relief l'admirable simplicité des lois naturelles qui, malgré leur fécondité et leur étendue prodigieuses, se ramèn-

(35) Lettre 97.

nent à quelques principes élémentaires et il compare leur unité, leur immuabilité, leur inéluctable application, avec la diversité, l'inconstance et la faiblesse des lois positives ³⁶. Dans l'esprit de Montesquieu, le monde intelligent n'est-il pas gouverné par un système aussi coordonné et aussi harmonieux ?

* *

« Je n'ai point tiré mes principes de mes préjugés, ajoute-t-il, mais de la nature des choses ». Il faut mettre l'accent sur les mots « la nature des choses ». Nous avons signalé plus haut qu'il fallait voir là le point de départ, la première phase de la méthode expérimentale. Soulignons maintenant la notion de loi naturelle qui se fait jour ici ; ce n'est point par des théories extrinsèques, théologiques ou métaphysiques, que Montesquieu se propose d'expliquer le fonctionnement ou l'évolution des Sociétés humaines : les principes qui président aux rapports de l'homme avec l'homme, de l'homme avec la Société et des Sociétés entre elles, ces principes dont « les histoires de toutes les nations ne sont que les suites », ces principes qu'il va nous montrer en application, dans son vaste et remarquable tour de géographie humaine, Montesquieu les trouve dans la nature des choses.

On croit voir Montesquieu s'affirmer, dans cette déclaration, convaincu d'un ordre naturel : à l'instar du monde physique les Sociétés obéissent à des lois qui se trouvent dans la nature même du monde créé, aussi simples, aussi constantes dans leur essence que les lois physiques mais qui diffèrent d'avec celles-ci en ce qu'elles s'adressent à l'homme doué de la libre détermination, d'un vouloir propre et d'une intelligence plus ou moins éclairée, à l'homme qui est un sujet essentiellement mouvant, essentiellement plastique (positivement, par réaction volontaire), à l'homme qui peut ignorer, méconnaître, mépriser les lois naturelles ou s'insurger contre elles. La notion du déterminisme passe ainsi à l'arrière-plan pour faire place à celle d'ordre naturel, d'équilibre qui ne s'institue pas spontanément

(36) Cf. aussi Lettre 129.

mais que les hommes doivent concourir avec les forces de la nature, à établir.

* *

Montesquieu insiste tout particulièrement sur l'ignorance des hommes plus que contre leur volonté de rébellion ; c'est aussi l'objet de son œuvre que d'éclairer les esprits sur les lois naturelles avec lesquelles doivent s'ordonner, s'harmoniser les lois positives³⁷. Son but, un de ses buts puisqu'il en a plusieurs, ce n'est pas de critiquer les constitutions ou les gouvernements existants, ni de suggérer les réformes qui leur seraient nécessaires, mais d'instruire, de montrer, de découvrir par un exposé aussi irréfutable que possible, puisqu'il s'agit d'histoire ou de géographie humaine (noter que toutes les éditions anciennes de l'*Esprit des Lois* comportent une carte du monde), les vérités premières dont le législateur doit constamment s'inspirer, auxquelles il conformera ses propres décrets.

Comme le dit Montesquieu « il n'est pas indifférent que le peuple soit éclairé » car la pensée du législateur reflète celle de la nation pour qui il légifère, les préjugés du chef sont ceux de la foule à qui il commande. Mais davantage encore les hommes qui gouvernent et dirigent les Sociétés doivent être instruits de ces règles éternelles, dont l'ignorance entraîne « les plus grands maux ».

En somme, ce qui se dégage de la Préface de l'*Esprit des Lois*, où Montesquieu condense en quelques phrases le but de son œuvre, c'est qu'il existe des lois naturelles auxquelles le monde intelligent, comme le monde physique, est soumis, toutefois ces lois ne s'appliquent pas fatalement, du moins l'homme peut en contrarier volontairement l'exécution ou bien en les ignorant il risque de n'en pas tenir compte, d'agir à leur encontre ; il résultera de ce désaccord un déséquilibre général nuisible au bonheur de l'individu et à la prospérité des Sociétés.

Montesquieu incline ici vers la conception physiocratique de l'ordre naturel, mais rien n'indique qu'il juge les lois naturelles indistinctement bonnes ; il souligne seulement que le

(37) Cf. sur le même sujet E. L. XXVII, p. 257 (édition citée) et X, 13.

législateur doit en être bien informé pour légiférer opportunément.

* *

L'étude du chapitre I « rapports des lois avec les divers êtres » doit nous permettre de serrer de plus près la pensée de l'auteur.

Il commence par y donner une définition des lois qui a été considérée à juste titre comme un coup de génie : « Les lois, dans leur signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ». C'est bien la notion moderne de loi naturelle, le qualificatif nécessaire impliquant, comme le souligne M. B. Raynaud ³⁸, constance et fatalité. De telles lois régissent tout notre univers, depuis le monde inanimé jusqu' « aux intelligences supérieures à l'homme », elles s'ordonnent entre elles suivant une harmonieuse hiérarchie et ressortissent à un principe supérieur et unique : le Créateur.

Nous nous rapprochons ainsi de la conception d'ordre naturel universel et d'essence divine. Montesquieu fait ici une profession de foi religieuse : il condamne ceux qui soumettent le monde à une fatalité aveugle et reconnaît que Dieu est le créateur et le législateur de l'Univers. Les lois suivant lesquelles le monde se conserve et sans lesquelles il serait détruit sont l'œuvre divine et elles s'inspirent de la sagesse et de la puissance de l'Etre Suprême. Nous reproduisons ce terme à dessein, car bien qu'il se targue d'être un catholique irréprochable, comme un partisan convaincu de la monarchie ³⁹, Montesquieu fait plus figure de déiste dans ses œuvres que de chrétien orthodoxe.

Nous ne doutons pas au reste de la sincérité de ses sentiments à l'égard de l'Eglise Catholique, dont il ne s'est jamais éloigné, mais intellectuellement et philosophiquement, nous le considérons comme complètement indépendant à l'égard de la doctrine catholique, quelles que soient les déclarations conformistes, comme celle qui précède, que Montesquieu croit dûes

(38) Op. cité, tome I.

(39) Cf. *Défense de l'Esprit des Loix*, 1^{re} Partie.

à l'Eglise établie, par loyalisme et courtoisie, sinon par crainte de la censure ; mais de tels passages apparaissent comme singulièrement gratuits par rapport à leur contexte, par rapport surtout à l'esprit de l'ouvrage et rajoutés là pour les besoins de la cause.

La question est secondaire sans doute ; il n'est pas indifférent pourtant de penser que l'*Esprit des Loix* est conçu et élaboré sans aucune arrière pensée d'ordre religieux, dans un désintéressement total, sinon apparent, de toute métaphysique, en un mot dans un esprit entièrement laïque, scientifique.

* *

Montesquieu, après ce tableau de l'ordre universel, nous présente le monde physique régi par des lois invariables et toute mécaniques, ce monde ou « chaque diversité est uniformité, chaque changement est constance » : puis, venant aux hommes, il indique qu'ils n'ont pas seulement les lois qu'ils se sont faites, leur nature même implique des rapports et des lois qui sont indépendants de leur volonté. Combattant les idées de Hobbes, qui fait dépendre « toutes les vertus et tous les vices » des lois positives, Montesquieu affirme qu'avant toute législation humaine, il y a des rapports de justice et d'équité possible ⁴⁰, de même, dit-il, que les rayons du cercle sont nécessairement égaux avant que l'on ait tracé aucun cercle ⁴¹.

Marquons ici un arrêt. Dans la Préface et dans les premières pages de l'*Esprit des Loix*, Montesquieu nous montre les hommes et les Sociétés régis, comme le monde physique, par des lois issues non de la volonté de l'homme ou d'une volonté supérieure — nous entendons d'ordre éthique — mais de la nature des choses, l'ordre naturel qui s'étend ainsi au monde intelligent étant d'essence divine, notion qui ne confère, soulignons-le, aucun caractère moral intrinsèque à ces lois, qui n'implique même pas qu'elles soient bonnes en elles-mêmes, si on s'en réfère par exemple à la doctrine catholique du péché originel.

Jusqu'ici, par conséquent, la conception de Montesquieu axée sur sa lumineuse définition de loi répond à notre idée mo-

(40) Cf. aussi *Défense de l'Esprit des Loix*. 1^{re} Partie.

(41) Id. *ibid*.

derne de loi naturelle et constitue bien un éclair de génie qui illumine des régions jusque là demeurées dans l'ombre.

*

* *

Nous allons voir cependant Montesquieu dévier de ce chemin et soit revenir aux idées dont il s'était si remarquablement dégagé, soit passer du concept précédemment élucidé à des plans entièrement différents et erronés. Nous relèverons successivement les faux-pas que commet l'auteur, après son remarquable départ : confusion de la loi naturelle sociale et économique avec les lois morales, puis avec les lois naturelles physiologiques, enfin, confusion du plan humain (toutes les lois sont en possibilité dans le monde créé) avec le plan chronologique, les lois naturelles ne s'appliquant à l'homme qu'avant l'établissement des sociétés.

* *

Quelles sont donc ces lois qui existent, en possibilité, avant l'homme et avant les Sociétés, contrairement aux théories de Hobbes ; ces lois antérieures et supérieures aux lois positives et d'une essence absolument différente, ce sont des règles morales, des rapports d'équité : l'homme, s'il vit en Société, *doit* se conformer aux lois de cette Société, s'il reçoit un bienfait de son prochain, il *doit* en avoir de la reconnaissance, s'il a fait du mal à un autre, il *mérite* de recevoir le même mal.

Ainsi Montesquieu retombe de l'idée de loi constatation à celle de loi précepte : il ne s'agit plus de ce qui est, mais de ce qui doit être, il ne s'agit plus de rapports nécessaires, de lois invariables, mais de préceptes d'ordre moral. Montesquieu ne dit pas : si les hommes accomplissent telle ou telle action, que ce soit sur le plan politique ou social ou économique, il en résultera tel ou tel effet, sans qu'il y ait aucune obligation ni aucun consentement de leur part.

C'est pourtant bien là l'idée profonde de Montesquieu et nous la verrons reparaître sous une forme plus ou moins explicite tout au cours de son livre. Mais, dans ce premier chapitre, il n'a pas pu faire le départ entre les différentes catégo-

ries de lois qui gouvernent les hommes : parti avec une vue de génie de la loi naturelle, Montesquieu, quelques paragraphes plus loin se fourvoie et nous parle de rapports sociaux qui ont un caractère exclusivement moral et, comme tel, facultatif.

* *

Les lois qu'il cite en exemple ne comportent pas intrinsèquement de sanction, peuvent être enfreintes sans qu'une justice immanente châtie cette contravention. C'est bien une loi naturelle que le devoir de la reconnaissance, mais une loi morale qui non seulement n'est pas fatalement observée mais au contraire exige un effort de l'homme pour être appliquée et dont l'inexécution restera impunie. Tout au plus peut-on dire lorsqu'il s'agit de lois naturelles morales, que leur application est sinon nécessaire, du moins hautement favorable au fonctionnement normal de la vie en société et qu'en leur donnant l'appui de son autorité de législateur ne fait que consacrer leur opportunité ; elles n'en restent pas moins des lois préceptes.

L'obéissance aux lois positives, la punition du tort fait à autrui sont hautement désirables, mais ce ne sont pas des rapports nécessaires ; ici, c'est la règle exprimée par l'adage populaire « pas vu, pas pris » qui s'applique et nous sommes loin de la loi constatation. Il s'agit donc bien de lois morales, facultatives, auxquelles seul le législateur civil ou religieux — identique dans les Sociétés primitives — peut donner force exécutoire en les revêtant de sanctions, en raison de quoi elles se confondent, pratiquement, avec les lois positives ou du moins ne s'appliquent que par leur truchement, comme le remarquait justement Hobbes, qui a raison ici contre Montesquieu.

Nous voyons ici un premier faux-pas de l'auteur qui, après avoir présenté une notion si exacte et si neuve de lois naturelles nécessaires et constantes, en revient à l'idée de règles morales. Il abandonnera presque immédiatement cette fausse conception, en comparant les lois du monde physique et celles du monde intelligent, dont il avait plus haut souligné l'analogie, comme ressortissant à un ordre, à un principe commun. Il en montre maintenant les différences, mais ces différences ne touchent qu'à leur application, non à leur nature qui dans l'esprit de

Montesquieu reste de même essence : l'affirmation suivante en témoigne : « il s'en faut bien, dit-il, que le monde intelligent soit aussi bien gouverné que le monde physique car, quoique celui-là ait aussi des lois qui, par leur nature, sont *invariables*, il ne les suit pas comme le monde physique suit les siennes ⁴² ».

Il ne s'agit plus là des règles morales que Montesquieu mettait en avant dans sa réfutation de Hobbes et qui, comme chacun le sait, n'ont rien de commun avec les lois physiques, mais bien de ce que nous appelons aujourd'hui lois constatations. Pourquoi ces lois humaines diffèrent-elles des lois physiques et n'ont-elles pas le même empire : c'est aux hommes qu'en incombe la responsabilité parce qu'ils sont bornés et sujets à l'erreur et parce qu'ils ont la libre détermination.

L'auteur s'éloigne donc encore du déterminisme : dans l'ordre des Sociétés interviennent deux facteurs, les forces de la nature et celles de l'homme ; Montesquieu ne semble pas penser que l'homme puisse empêcher l'exécution des forces naturelles, mais par son ignorance ou sa rébellion, il peut en troubler le jeu, en retarder ou en contrarier l'application normale, d'où résultent, à son propre détriment, des inconvénients de toute sorte, sous réserve de ce que nous verrons des forces naturelles défavorables à l'homme : c'est là, semble-t-il, la pensée profonde du philosophe.

Pour lui, la liberté s'exerce aussi bien en ce qui concerne les lois naturelles, mais à un moindre degré, qu'en ce qui concerne les préceptes de la morale : rien n'empêche l'homme d'agir à l'encontre de la loi de l'offre et de la demande, de ne pas se conformer aux lois du climat et du milieu, non qu'il agisse par caprice ou par fantaisie, le cas serait exceptionnel, mais parce qu'il obéit à d'autres calculs, vues chimériques de l'esprit, idées politiques, etc... La volonté de l'homme a ainsi sa part dans les désordres du monde ou nous vivons.

* *

Toutefois l'ignorance et l'erreur humaines sont plus particulièrement en cause. Contrairement à la fameuse théorie des

(42) *Esprit des Lois*, I, 1.

Physiocrates, les lois naturelles sociales ou économiques ne sont pas évidentes ; elles sont même généralement peu connues, davantage difficilement saisissables ; elles diffèrent ainsi des lois morales, des principes de justice et d'équité qui, pour n'être pas identiques sous toutes les latitudes et à toutes les époques, sont toujours l'objet des préceptes d'une religion ou des commandements d'une législation, revêtus de sanctions et suffisamment connus de l'homme pour qu'il n'ait qu'à s'y conformer ou s'y dérober, le libre arbitre étant surtout en jeu dans ce domaine. A la différence des règles morales, à la différence aussi des lois physiques, les lois naturelles sociologiques et économiques ne s'imposent pas à l'homme, ni elles ne se prêtent à une observation et à un discernement aisés.

Elles ne sont divulguées que lentement, à mesure que l'esprit humain se perfectionne et apprend à remonter du particulier au général, à mesure aussi qu'il est en demeure d'apporter à ses conclusions une objectivité et un désintéressement suffisants, difficiles du reste à réaliser parfaitement et qui, en tous cas, ne seront obtenus qu'après la séparation de la sociologie et de l'économie d'avec la politique et la morale. La connaissance des lois en cause exige des constatations répétées que seules, du reste, les possibilités matérielles et les méthodes scientifiques actuelles ont permis de porter au point de perfection nécessaire ; mais le fait humain qu'elles ont précisément pour objet les rend toujours singulièrement délicates et les démarches inductives que requiert l'élaboration des lois sont du même chef également difficiles.

Les lois naturelles du monde intelligent sont à abstraire d'une foule d'observations qui étant faites sur des hommes ou des sociétés ne sont jamais identiques entre elles, elles sont formulées par des intelligences dénuées du secours de tout instrument ou auxiliaire matériel suppléant à la faillibilité ou à l'individualité de ces intelligences. Aussi, et sous réserve de ce que nous verrons en conclusion, les règles ainsi établies ne renferment-elles qu'un fond très réduit d'absolu, de même qu'elles sont en petit nombre ; elles sont toujours susceptibles d'interprétations et de contradictions ; ajoutons qu'elles évoluent dans leur constance même, parce que les milieux évoluent, elles se transforment parce que les conditions et les circonstances changent.

Telles quelles et malgré les défauts de nos connaissances et de nos méthodes pour les découvrir et les formuler clairement, les lois naturelles dominant et dans une certaine mesure déterminent l'existence et les destinées de nos sociétés. On ne s'étonnera donc pas de l'importance donnée par Montesquieu à la nécessité de connaître les lois naturelles, non pas, et on y insiste, que la connaissance de l'homme soit nécessaire pour que les lois naturelles s'exécutent finalement, mais parce que l'équilibre s'établirait plus facilement et plus promptement si les hommes étaient mieux éclairés et savaient mieux les discerner, si les législateurs en étaient assez instruits pour en tenir toujours compte. Et Montesquieu conclut : les êtres intelligents « ne suivent donc pas constamment leurs lois primitives et celles mêmes qu'ils se donnent ils ne les suivent pas toujours »⁴³, la désobéissance aux lois positives ressortissant, comme nous l'avons vu, à l'intervention du libre arbitre.

* *

Ainsi chemine la pensée de Montesquieu, partie d'un éclair de génie, qui lui échappe et qu'elle retrouve par instants, mais conservant au fond une conception que l'on peut suivre et retrouver inchangée, à travers ces éclipses facilement justifiables par l'emprise des opinions en cours alors et dont les génies mêmes ne se délivrent pas d'un seul coup.

Dans ce premier chapitre de l'*Esprit des Lois* qui est, en somme, un exposé des principes et embrasse tout le système de notre univers, Montesquieu donne place au règne animal ; les développements accordés aux bêtes, comme les nomme l'auteur, soulèvent certaines objections de détail dont on n'a que faire ici ; on en retiendra seulement que Montesquieu ne se prononce pas sur le point de savoir si les animaux sont régis par les mêmes lois que le monde physique ou par un système particulier, il juge seulement que par rapport au Créateur, ils ne se distinguent pas des êtres inanimés.

Et le chapitre se termine par un de ces raccourcis, propres au génie de Montesquieu, dont toute translation affaiblirait la

(43) *Esprit des Lois*, I, 1.

portée et la densité auxquelles nous avons fait allusion dans notre introduction. Nous le reproduisons en entier car il appelle, du point de vue « loi naturelle », certains commentaires. « L'homme, comme être, est ainsi que les autres corps, gouverné par des lois invariables ; comme être intelligent il viole sans cesse les lois que Dieu a établies et change celles qu'il établit lui-même. Il faut qu'il se conduise et cependant il est un être borné.... ; les faibles connaissances qu'il a, il les perd encore comme créature sensible ; il devient sujet à mille passions. Un tel être pourrait à tous les instants oublier son créateur, Dieu l'a rappelé à lui par les lois de la religion ; un tel être pourrait à tous les instants s'oublier lui-même, les Philosophes l'ont averti par les lois de la morale. Fait pour vivre dans la société, il y pourrait oublier les autres : les législateurs l'ont rendu à ses devoirs par les lois politiques et civiles ⁴⁴.

On pourrait épiloguer, malgré la rigueur du morceau, sur le cloisonnement assez arbitraire que Montesquieu établit entre les domaines de la religion, de la morale et de la politique ; la religion, en fait, règle la conduite de l'homme par rapport à son créateur, mais aussi par rapport à lui-même et à autrui, ces deux derniers points ressortissant à la morale ; la morale elle-même, quand elle n'a pas la religion pour support — ce qui est fort rare — s'étend bien, comme nous venons de le voir, à la conduite de l'individu envers son prochain et le précepte essentiel de toute morale n'est-il pas la charité ? Enfin, les lois politiques et civiles mettent en œuvre des principes d'équité et de justice qui sont d'ordre moral.

Montesquieu restreint le domaine de la religion aux devoirs religieux, celui de la morale à la discipline intérieure, au perfectionnement individuel et fait dépendre les rapports de l'homme avec son prochain dans la société des seules lois positives. Montesquieu ne sacrifierait-il pas ainsi les réalités aux beautés d'un développement harmonieusement construit et dont la clarté et la rigueur apparentes forcent la conviction du lecteur ?

* *

Il n'y a là toutefois que critique accessoire et étrangère à

(44) *Esprit des Lois*, I, 1.

notre sujet; ce que nous devons souligner, c'est que l'on cherche en vain dans cette conclusion du premier chapitre sur les lois en général, l'idée ou seulement le mot de loi naturelle. Et pourtant Montesquieu amorce clairement la distinction entre cette loi et les créations du législateur humain, puisqu'il oppose l'homme intelligent à l'homme être physique, gouverné, ainsi que les autres corps, par des lois invariables.

Mais le parallèle tourne court ; au lieu de montrer que l'homme, être intelligent, obéit également ou désobéit à des lois naturelles, il ne met en regard des lois physiques que des commandements religieux, des préceptes moraux et des règlements civils et politiques, les uns et les autres d'ordre essentiellement contingent, facultatif. Ici encore, la notion de loi ou d'ordre naturel (nous n'entendons pas par ordre l'équilibre absolu ou la perfection) que Montesquieu a fait plus qu'entrevoir, plus que deviner, disparaît.

Qu'on ne voit pas là surtout une critique systématique de Montesquieu en ce qui concerne l'insuffisance de discrimination entre les lois naturelles et les lois morales, surtout entre la conception de loi constatation et celle de loi précepte. L'on note seulement, dans cette étape que constitue l'œuvre de Montesquieu et qui est une étape essentielle pour la connaissance et la définition des lois naturelles, l'on note la confusion qui règne encore, malgré des vues de génie ou plutôt peut-être des éclairs de génie, entre des notions qu'après un lent travail d'approche, nous sommes arrivés aujourd'hui à sérier, à distinguer et à désigner d'une manière précise et scientifique.

*

* *

Poursuivant l'étude des conceptions de Montesquieu dans le chapitre II du premier Livre, qui est justement intitulé « Des lois de la nature », nous allons voir l'auteur se fourvoyer encore et donner au lecteur une idée erronée de ce qui constitue, malgré certaines contradictions, le fond de sa pensée.

Avant toutes les lois religieuses, morales, politiques et civiles, commence Montesquieu « avant toutes ces lois, sont celles de la nature, ainsi nommées parce qu'elles dérivent uniquement

de la constitution de notre être ⁴⁵. Il y a bien là un aspect, nous disons un aspect, car Montesquieu ne parle que de notre être et non de l'Univers entier — de la loi naturelle, telle que nous la concevons aujourd'hui, loi qui régit toutes les activités humaines, pratiquement indépendante de notre volonté, qui a son fondement dans notre nature même.

Mais Montesquieu restreint ici singulièrement son sujet : au lieu de revenir à cette vue d'ensemble des lois possibles, des lois qui, en quelque sorte, préexistent à l'homme et aux sociétés et s'appliquent au fur et à mesure des actions humaines, l'auteur se place sur un plan que nous pourrions qualifier de chronologique et qui nous paraît bien inférieur au premier : homme du XVIII^e siècle, devancé du reste par Hobbes, il considère l'être humain dans son état primitif, dans l'état de nature, avant l'établissement de toute société ⁴⁶.

Notons bien que Montesquieu pourrait nous donner un aperçu des lois naturelles depuis cet état de nature jusqu'aux formes de sociétés les plus perfectionnées, une sorte d'historique de l'évolution des lois naturelles, dans leur développement et leur application successive et variée ; mais tel n'est pas son dessein apparent, puisqu'aux yeux du lecteur il semble, comme nous le verrons, restreindre l'application des lois naturelles à l'état de choses antérieures aux sociétés.

* *

Ayant fait table rase de tout ce qui constitue l'acquis de nos civilisations, Montesquieu se demande à quels principes vont répondre les premières démarches de l'homme naturel ou sauvage. Ici se place une révérence à la religion dont nous ne tiendrons pas compte, ayant dit plus haut ce que nous pensions de ces professions de foi ; Montesquieu commence donc pas assigner à l'idée religieuse la première place, mais — soulignons cette réticence qui met d'emblée une telle affirmation en dehors du discours et la rend entièrement gratuite — la première place par son importance et non dans l'ordre des lois.

(45) *Esprit des Loix*, I, 1.

(46) Cf. aussi sur l'état antérieur à la Société, E. L., VIII, 3 ; XV, 7 ; XVII, 5.

Les critiques les plus orthodoxes et la censure se trouvant par avance désarmés, Montesquieu en vient au vif de son sujet. L'homme dans l'état de nature « aurait plutôt la faculté de connaître que des connaissances ; ses premières idées ne seraient point des idées spéculatives, il songerait à la conservation de son être avant de chercher l'origine de son être » ⁴⁷. Ce n'est point cet esprit de conservation auquel Montesquieu s'arrête tout d'abord : l'homme se sent inférieur à ses congénères et ayant conscience de son infériorité ne cherche pas à s'attaquer à son prochain : d'où, la première loi naturelle (dans l'ordre chronologique, comme le fait ressortir la remarque précitée au sujet du fait religieux) est pour Montesquieu celle de la paix entre les hommes. On remarquera que l'auteur prend ici, une fois de plus, le contrepied des théories de Hobbes qui pose en principe l'existence d'une loi primitive d'empire et de domination.

La seconde loi naturelle est celle que nous désignons aujourd'hui sous le nom d'instinct de conservation : « au sentiment de sa faiblesse l'homme joindrait le sentiment de ses besoins ; une autre loi naturelle serait celle qui lui inspirerait de chercher à se nourrir » ⁴⁸.

Paisible et timoré, à la recherche de sa nourriture , l'homme va rencontrer son prochain, « la crainte porterait les hommes à se fuir, mais les marques d'une crainte réciproque les engageraient bientôt à se rapprocher » ⁴⁹. Indépendamment de ce motif négatif, indirect, il en est de plus actifs : le plaisir que l'animal ressent à l'approche d'un autre animal, davantage le charme réciproque que s'inspirent deux sexes différents et « la prière naturelle qu'ils se font toujours l'un à l'autre serait une troisième loi ».

Nous voyons indiquée là, sous une forme assez imprécise et obscure, peu habituelle à Montesquieu, l'instinct de procréation ou de conservation de l'espèce ; en effet, le début du paragraphe semble se rapporter plus au besoin de rapprochement qu'éprouvent les individus en présence qu'à la loi de procréation et il exprime bien une idée de cette nature puisque dans le paragraphe suivant, Montesquieu énonce d'autres motifs que

(47) *Esprit des Loix*, I, 2. — (48) Id. *ibid.*

(49) E. L. loc. cité.

les hommes ont de s'assembler. Cette troisième loi naturelle concernerait donc les mobiles d'ordre animal, instinct de procréation compris, qui rapprochent les êtres humains.

Plus encore que les instincts qu'ils ont en commun avec les animaux et que Montesquieu désigne sous le nom de sentiments ⁵⁰, le lien de l'intelligence contribue à unir les hommes. C'est pour eux une nouvelle raison de s'associer « et le désir de vivre en société fournit une quatrième loi naturelle ⁵¹ ». L'exposé de ces lois ou plutôt le chapitre qui en porte le titre est clos avec l'établissement des sociétés humaines et celui qui fait suite est consacré à l'étude des lois positives.

* *

Quelles sont donc les lois auxquelles obéissent les êtres intelligents et que Montesquieu désigne sous le nom de naturelles ? Nous avons vu qu'il en compte quatre : ce sont, dans l'ordre chronologique qu'il applique à l'évolution de l'état de nature vers le groupement social : l'état primitif de paix, l'instinct de conservation, celui de procréation et enfin ce qui est à la fois un instinct et un désir raisonné, la loi de sociabilité.

On pourrait discuter longuement sur la première loi formulée par Montesquieu, contester d'abord la place qu'elle occupe avant même la recherche de la nourriture, instinct qui semble bien jouer avant tout autre, ou montrer d'autre part qu'on peut hésiter entre l'état de paix sociale décrit par Montesquieu et celui de guerre dont Hobbes se montre convaincu ; que les hommes aient tous un sentiment de crainte à l'égard du prochain suppose qu'ils sont tous égaux, sinon les uns auront conscience de leur infériorité, les autres de leur supériorité.

Mais nous sommes ici dans le domaine des hypothèses et la discussion est sans intérêt au point de vue qui doit nous retenir ; nous verrons d'ailleurs rarement Montesquieu s'attarder dans ce domaine des abstractions. Ce qu'il faut souligner, c'est que dans le chapitre intitulé « lois naturelles » et placé au seuil de son ouvrage, on s'attendait, après le magnifique départ de

(50) E. L. I, 1. A rapprocher, semble-t-il, de MANDEVILLE, Dialogues III et IV, cités par BAUDIN (cours précité).

(51) E. L. I, 2.

Montesquieu, analysé précédemment, à voir l'auteur exposer ses idées générales — les idées directrices de tout son ouvrage — en pareille matière.

Or, il se contente de nous indiquer les instincts qui conduisent l'homme à l'état de nature et le guident finalement vers ses semblables pour vivre en société avec eux. Car en dehors du lien de l'intelligence, les trois autres lois naturelles formulées par Montesquieu se réduisent en fait à des instincts que les hommes ont en commun avec les animaux, à savoir l'instinct de conservation de l'être et celui de perpétuation de l'espèce.

Au premier se rattachent et la deuxième loi naturelle (recherche de la nourriture) et celle que Montesquieu appelle loi de paix : qu'est-elle en effet — réserve faite de ce que nous disions plus haut — sinon la crainte d'un prochain jugé d'une force supérieure et qu'est cette crainte sinon l'instinct de conservation de l'être.

Cet instinct même, est-il besoin d'y insister, ressortit plus à l'homme être physique ou mieux physiologique, qu'à l'homme être intelligent ; qu'il soit en fait à la base de l'économie politique et régie simultanément les destinées de l'être physiologique et celles de l'être pensant, nous verrons plus loin les développements intéressants que Montesquieu lui-même a tirés de ce principe. Mais ici l'auteur reste sur le terrain exclusivement animal. De même, est-il besoin de le dire, en ce qui concerne l'instinct de procréation ; et la formation des sociétés est elle-même inspirée par un penchant animal autant que par une tendance raisonnée.

*

* *

On a donc pu penser que Montesquieu restreignait le nombre et la portée des lois naturelles à ce stade théorique où l'homme se trouve à l'état de nature et qu'une fois les sociétés établies l'auteur ne faisait plus intervenir que les lois positives. Ainsi conclut en particulier M. Jaubert dans son étude des idées économiques de Montesquieu ⁵².

(52) Thèse citée : Introduction.

Nous verrons et nous avons déjà vu qu'au fond il n'en est rien : dans la préface même de son ouvrage, Montesquieu manifeste son dessein de dégager les lois générales qui se dissimulent sous les coutumes et les comportements infiniment complexes et divers des nations considérées à travers l'histoire et dans les différents pays du monde ; il se propose de montrer, de faire apparaître les principes communs auxquels se conforment les législations positives comme les activités humaines les plus variées.

Sans conclure encore sur l'idée que Montesquieu se fait de ces principes — s'il les considère comme des lois préceptes ainsi que le pense M. B. Raynaud ⁵³, ou comme des lois scientifiques, constatations, — il est flagrant qu'au terme de sa course — la préface est la partie du livre qui est écrite en dernier lieu — Montesquieu a reconnu et proclamé l'existence de ce que nous appelons lois naturelles, lois dérivant de la nature des choses et ayant ce caractère de constance et de fatalité compatible avec le fait qu'elles s'appliquent à un monde intelligent et doué de libre détermination.

Que dans ce chapitre, intitulé des lois de la nature, Montesquieu ait manqué l'objet de son dessein, ou ce que nous considérons comme tel, on peut l'expliquer, soit parce que la similitude, l'apparente relation des termes — lois naturelles et homme à l'état de nature — aurait fait dévier son discours, mais la chose est peu vraisemblable, soit qu'entraîné par le flux de sa pensée il se soit borné au tableau sommaire des lois qui interviennent originairement dans l'état le plus rudimentaire des activités humaines, pour s'attacher, dès qu'il parvient au stade de la société, aux lois positives élaborées au cours des siècles par les civilisations successives et dont il va dégager, dès l'abord, les grandes lignes, commençant par l'élément le plus apparent, la forme du gouvernement puis reprenant peu à peu, en sens inverse, l'étude de tous les facteurs qui influent sur la vie et le caractère des sociétés.

Ce qui semble probable, c'est que l'idée de loi constatation, formulée si lumineusement par Montesquieu à la première page de son œuvre était trop neuve pour qu'il la possédât et

(53) *La loi naturelle en économie politique*, Tome I.

l'exploitât clairement ; il est indéniable que les influences de sa culture — et nous savons combien elle était vaste — se font sentir. Jusqu'à lui on s'appuie, dans l'étude des sociétés sur la psychologie et la morale bien plus que sur l'observation scientifique ; on montre l'homme et les sociétés gouvernés par des volontés, humaines ou divines, et par des commandements qui font intervenir la volonté, non par des lois nécessaires.

Montesquieu ne pouvait rompre d'un seul coup avec des enseignements et des traditions dont il ne se rend peut-être même pas compte qu'il prend le contre-pied. Il n'a pas su formuler une théorie claire et ordonnée de la loi naturelle constatation, mais son idée profonde demeure, que sans pouvoir se réduire à des propositions mathématiques, les hommes et les sociétés obéissent à des lois générales constantes et dans une certaine mesure fatales. C'est une notion qui pénètre toute son œuvre, tout en restant généralement sous-jacente, pour apparaître, en des éclairs passagers, sous la forme même de nos théories les plus récentes.

En étudiant les idées économiques et financières de Montesquieu, nous nous efforcerons de faire apparaître, d'une manière concrète, ce que nous avançons ici et nous pourrons donner en conclusion un exposé motivé de la conception de la loi naturelle dans *l'Esprit des Loix*. Ce que nous observerons aussi, comme nous l'avons déjà indiqué, c'est en dehors du point de vue loi naturelle, l'influence exercée sur les conceptions économiques du philosophe, par sa théorie préétablie des trois gouvernements, nous disons préétablie en ce sens qu'elle est exposée au début de l'œuvre qu'elle finit par pénétrer et par dominer ; mais contre cet esprit de système relatif, l'esprit d'observation entre en lutte et nous verrons souvent s'affronter, plus ou moins directement, plus ou moins consciemment, l'apriorisme et la méthode expérimentale. Dans cette lutte sinon ouverte, du moins fréquente entre l'influence des institutions sur les activités humaines et l'influence des facteurs naturels sur ces activités et finalement sur les institutions, nous pourrons dégager le résultat qui nous éclairera sur le rôle de Montesquieu en matière économique car, ce qui compte dans son apport, ce ne sont pas les notions de détail, si originales et si fécondes qu'elles puissent être, mais les idées générales et l'on sait qu'elles sont le propre du génie de Montesquieu.

CHAPITRE IV

MONTESQUIEU ÉCONOMISTE. PRODUCTION, RÉPARTITION ET CONSOMMATION DES RICHESSES ¹

I. *Lois naturelles d'équilibre et de répartition des productions. — L'intervention du législateur. — L'influence du milieu. — Le travail.*

II. *Influence des constitutions politiques sur la répartition des richesses. — Théorie de la propriété.*

III. *L'inégalité des fortunes et leur compensation naturelle. — Théorie du luxe.*

Nous nous efforçons de grouper les idées économiques de Montesquieu — un chapitre particulier étant réservé à ses théories financières — sous des rubriques très larges et très simples : production, répartition, consommation et circulation des richesses. Il va sans dire que Montesquieu n'a envisagé aucun de ces points de vue, exception faite de la circulation ², isolément et que ses observations sur la production, la répartition et la consommation se trouvent aussi éparses — et nous n'insiste-

(1) Nous n'ignorons pas que la classification des phénomènes économiques suivant la division que nous adoptons : production, répartition, consommation et circulation des richesses est aujourd'hui considérée comme dénuée de valeur et abandonnée par la plupart des auteurs. Nous ne l'avons choisie que dans le but de classer et de sérier selon une formule aussi simple qu'élémentaire les différentes questions traitées par Montesquieu.

(2) E. L., XX, XXI, XXII.

rons pas sur leur aspect fragmentaire — que confondues. Il résulte de là que le critique est exposé à des redites et qu'il lui est impossible d'équilibrer à son gré l'exposé des matières auxquelles Montesquieu a consacré des développements d'importance très différente.

* *

En matière de production, l'idée fondamentale de Montesquieu telle qu'elle ressort de ses différentes œuvres et particulièrement de *l'Esprit des Loïs* est la suivante : il existe des richesses essentielles, indispensables à l'homme : la nourriture et le vêtement ; nous y ajouterons le logement que Montesquieu sous-entend. Toutes les autres productions, considérées par rapport aux nécessités humaines primordiales sont superflues ³. La discrimination s'opère comme si l'auteur poursuivant l'exposé chronologique que nous avons vu distinguait entre l'homme à l'état de nature avec ses besoins élémentaires et l'homme civilisé que l'existence en société a pourvu de richesses abondantes et de besoins non moins nombreux, mais dont la satisfaction ne lui est pas indispensable pour subsister.

En somme, Montesquieu prend comme critère de distinction entre les richesses les nécessités physiologiques de l'homme ou mieux, car cette idée répond à l'une des conceptions fondamentales de son œuvre, ce qui est nécessaire à la conservation de l'être. Des biens indispensables jusqu'aux ressources les plus superflues et les plus raffinées, les Sociétés offrent tout un échelonnement et leur économie est fonction du stade de leur production, économie qui réagit à son tour sur la forme sociale et politique d'un Etat ⁴.

De cette idée originelle, Montesquieu a tiré deux conséquences principales. C'est d'abord qu'il existe un rapport entre la production et le nombre des habitants : la prospérité d'une nation dépendra des facultés de production qu'elle possède quant au nombre de ses ressortissants ; si elle produit strictement de quoi les nourrir, les habitants ne connaîtront que le stade primitif de l'économie : économie familiale et fermée, l'agri-

(3) E. L., VII, 6 ; L. P., (*Lettres Persanes*) 106.

(4) E. L., VII, 2, 4 ; VIII, 16, 17, 21, etc.

culture étant presque'exclusivement pratiquée, puisqu'artisans et commerçants ne pourraient être rémunérés par les produits d'une terre qui suffit juste à faire subsister ceux qui la cultivent ⁵.

Mais il est facile de déduire de cette théorie une autre conclusion : c'est que si la production d'un territoire ne couvre pas les besoins des habitants, ceux-ci peuvent, en vertu d'une telle loi naturelle, chercher d'autres terres qui leur fourniront ce qui leur manque, conquérir par la force les territoires dont ils sont dépourvus. On sait quelle application Hitler fait de ce droit dans « Mein Kampf » et quels arguments il en tire, ainsi que d'autres Etats, pour leurs revendications territoriales : c'est le droit des peuples à la vie, c'est l'espace vital ⁶).

Si les racistes allemands réclament de Montesquieu pour certaines de leurs théories une paternité dont celui-ci est bien innocent, ils peuvent avec plus de titres l'invoquer pour leurs revendications territoriales. En réalité, Montesquieu s'est bien gardé de pousser aussi loin son argumentation. De la proportion entre les ressources naturelles et les besoins de la population, il conclut seulement que le gouvernement devra développer par tous les moyens la production nationale ⁷ et non pas rechercher des moyens de subsistance au dehors, par la conquête d'autres territoires ⁷.

Quoi qu'il en soit de ces applications contemporaines, nous voyons dès maintenant Montesquieu formuler une première loi naturelle, celle de la proportion entre la production et le nombre d'habitants d'un territoire donné, loi dont il appartiendra au législateur de tenir compte et de tirer certaines conséquences que nous verrons plus loin ; ce rapport nécessaire semble bien constituer une loi-constatation dans toute l'acception du terme.

(5) E. L., VII ; 6, XXIII, 14.

a) Soulignons que cette thèse était achevée en mai 1939.

(6) E. L., VII, 6.

(7) On sait que Montesquieu n'admet la guerre que dans le cas de défense naturelle, dans le seul but de conservation (cf., E. L., X, 2). On peut admirer à ce sujet les principes que l'auteur tire, selon sa propre expression de la nature des choses (E. L., X, 3), en matière d'occupation et de conquête, par opposition aux règles puisées par certains théoriciens du droit des gens dans une conception abstraite et théorique de ce droit.

* *

La division établie entre richesses indispensables et superflues conduit, d'autre part, Montesquieu à affirmer la nécessité d'une proportion entre les premières et les secondes.

La prospérité d'un Etat et les progrès de la civilisation sont dues au développement des biens superflus et des besoins secondaires ; c'est une idée sur laquelle Montesquieu revient souvent ⁸. Comme nous l'avons vu, si un Etat ne produit que l'indispensable subsistance de ses habitants, il végète dans un état primitif et inférieur, où les nécessités physiologiques trouvent presque exclusivement à se satisfaire ⁹. Si le sol produit au contraire plus que le juste nécessaire, une partie des habitants pourra se livrer à la production de biens moins indispensables ¹⁰, qu'ils échangeront contre les denrées de première nécessité que les cultivateurs ont en abondance ; cet échange et ce transit permettront la création et l'essor d'une troisième branche d'activité humaine, le commerce ¹¹.

Mais, il peut se faire que par suite du développement de l'industrie et du commerce, qui donnent souvent, Montesquieu le fait remarquer, une rémunération plus large et moins péniblement acquise que l'exploitation du sol ¹², un nombre excessif d'individus s'attacheront à la production de biens non indispensables à la conservation de l'être, le commerce étant classé dans cet ordre d'activité : il y aura alors toute une classe de la Société qui vivra aux dépens des véritables producteurs ¹³. Lorsque ces derniers ne peuvent plus absorber la masse excessive de richesses superflues, celles-ci ne trouvent pluspreneur et les professions industrielles, commerciales et libérales connaîtront une crise qui durera tant que la juste proportion entre les deux productions théoriques que distingue Montesquieu ne sera pas rétablie ¹⁴.

L'auteur formule ainsi une deuxième loi économique naturelle, loi d'équilibre entre le nombre des individus qui dans un Etat, produisent des biens essentiels à la conservation de l'être et celui des individus qui exercent une activité différente.

(8) L. P., 106, in fine. — (9) L. P., 106 ; *Pensées*, 366. — (10) E. L., XXIII, 15 ; *Pensées*, 366, 1973. — (11) E. L., XXIII, 15. — (12) L. P., 106. — (13) E. L., VII, 6 ; *Pensées*, 311, 670 ; cf. aussi E. L., XXV, 15. — (14) *Pensées*, 311, 367.

Si cet équilibre est rompu, il en résulte des désordres d'autant plus graves, qu'ils sont forcément durables, en raison de l'impossibilité de déclasser dans la mesure et avec la rapidité voulues les professions non indispensables ¹⁴.

Ainsi, pour Montesquieu, la nature se trouve imposer des limites et, par conséquent, des lois aux activités humaines. D'une part, dans un Etat, il faut que la production du territoire soit suffisante pour subvenir aux besoins essentiels des habitants ; si les ressources naturelles sont surabondantes, les activités des ressortissants pourront se diversifier et se multiplier, développant la prospérité du pays et assurant le progrès des arts et de la civilisation. C'est ce que l'on peut appeler la loi de proportion entre la production d'un Etat et le nombre de ses habitants. D'autre part, un juste équilibre doit s'établir entre la production des richesses indispensables et des richesses superflues, car tout se mesure finalement à la capacité d'absorption de l'individu, qui est elle-même fonction de la satisfaction de ses besoins physiologiques.

*

* *

Nous sommes en présence de lois naturelles qui s'imposent à l'homme et que le législateur doit prendre en considération ¹⁵ ; il faut voir aussi un apport fécond de Montesquieu dans cette intervention du législateur à l'égard de lois qui n'ont aucun caractère éthique, mais sont bien d'ordre scientifique : la constatation de ce qui est, de rapports nécessaires. En effet, si l'homme ne peut empêcher ces lois de s'appliquer, du moins, s'il n'en tient pas compte s'expose-t-il à ces inconvénients et à ces désordres dont nous avons parlé.

Le rôle du législateur sera de veiller à ce que le groupe humain dont il a la charge se conforme aux règles posées par la nature des choses : ainsi, se préoccupera-t-il de développer la production dans le pays dont les ressources sont insuffisantes, soit par des moyens techniques, soit en incitant les hommes à un plus

(14) *Pensées*, 311, 367.

(15) E. L., VII, 6.

grand labeur ¹⁶ ; il réservera tous ses soins à l'agriculture et en favorisera les progrès de toutes manières, condamnant au besoin les professions non directement et immédiatement productrices.

Dans un pays parvenu à un stade de civilisation élevé et où ces professions tendent à prendre une place excessive, le législateur — qu'on n'entende pas strictement par là le pouvoir législatif, mais bien l'autorité publique — devra prendre des mesures pour conserver ou rétablir un équilibre compromis ¹⁷.

* *

On voit que Montesquieu est bien éloigné ici du libéralisme absolu, — dont la formule est que les pires désordres se composent finalement pour aboutir à l'établissement de l'ordre, mais de quel prix cet ordre est-il payé, de quels gaspillages et de quelles misères ! — Il se rapproche au contraire de la conception du libéralisme moderne, qui, en présence de certaines constantes économiques, de certaines lois favorables à l'équilibre et à la prospérité des Sociétés, demande que l'Etat — ou une collectivité douée de la compétence et de l'autorité suffisantes — agisse pour assurer l'harmonie de ces lois.

Montesquieu lui aussi remarque que c'est en violant certaines lois naturelles que l'homme va à sa perte ; il y a un ordre naturel, — nous aurons lieu de voir quelle signification précise il faut donner à ce terme chez Montesquieu — il y a un ordre naturel qu'il convient de respecter et d'appliquer, faute de s'exposer aux plus graves désordres ; comme les hommes pris individuellement sont incapables de s'élever à des considérations aussi hautes, car ils ne poursuivent que la satisfaction coûte que coûte de leur intérêt personnel, c'est au législateur d'imposer les restrictions voulues à un régime de liberté qui engendrerait, au moins temporairement, l'anarchie ¹⁸. Davantage, c'est à lui qu'il peut incomber d'orienter les activités dans telles

(16) E. L., VII, 6 ; cf. encore sur l'intervention générale du législateur en matière économique : E. L., VIII, 21 ; XIV, 3, 5, 6, 7, 8, 9 ; XVI, 12 ; XIX, 20 ; XX, 2 ; XXIII, 28, 29.

(17) E. L., VII, 6 ; XXIII, 24 ; XXV, 15 et *Pensées*, 311, 367, 670.

(18) E. L. XX, 12.

voies et de leur en interdire d'autres, de stimuler les initiatives, d'encourager certaines branches de production ¹⁹.

De telles conclusions paraissent se rapprocher du mercantilisme : mais on remarquera de quelle conception différente elles s'inspirent ; il n'est pas question d'assurer à n'importe quel prix, et surtout au détriment des voisins, la prospérité, la suprématie économique d'un Etat ; il s'agit à l'intérieur de cet Etat de mettre les activités humaines en accord avec les lois naturelles, de manière à parvenir à l'équilibre et à la prospérité. L'on voit aussi les raisons de l'importance que Montesquieu attachait à la connaissance des lois naturelles, que le législateur ne doit jamais perdre de vue ²⁰.

* *

Ne pourrait-on, par ailleurs, faire une application aux événements actuels de la loi d'équilibre des productions formulée par Montesquieu ? Il ne nous appartient pas de prendre parti quant à l'origine des récentes crises économiques qui ont bouleversé et bouleversent encore le monde, et qui ont mis en jeu, par leur violence et leur étendue, des forces non seulement politiques, mais philosophiques et éthiques.

Il est cependant impossible de ne pas constater actuellement le déséquilibre qui existe entre les productions nécessaires et les productions superflues, entre les personnes qui produisent de quoi vivre et subsister et celles qui produisent des biens superflus, ou ne produisent même rien de concret, d'utilisable. On ne peut qu'être frappé, pour prendre des exemples caractéristiques, par l'importance d'industries ou de commerces qui travaillent uniquement pour la satisfaction de l'esprit : le cinéma, la presse, par le nombre croissant des fonctionnaires, qui, un petit nombre mis à part, ne créent rien de directement utile.

Entendons-nous bien : nous serions le dernier à nous élever systématiquement contre l'abondance des ressources intellec-

(19) E. L. XXIII, 24. *Pensées* 311, 367 et surtout 1884. Cf. aussi, chapitre inédit de *L'Esprit des Loix*, dans *L'Esprit des Loix et les Archives de la Brède*.

(20) Préface de l'E. L.

tuelles et artistiques — l'homme ne vit pas que de pain — mais c'est la disproportion entre le nombre des producteurs et des non producteurs que nous dénonçons. Parlerons-nous aussi des retraités, qui dans un pays comme la France, atteignent, par rapport à la population active, une proportion sans cesse croissante : le problème des retraités ne se réduit pourtant pas à une question de cotisations et d'intérêt composé ²¹, c'est le producteur qui les paye. Un autre exemple, ce sera le dernier, n'est-ce pas aller contre les lois d'équilibre dont parle Montesquieu de vouloir faire vivre artificiellement un mode de communication partiellement périmé comme les chemins de fer et de distraire pour en assurer le fonctionnement, une proportion importante d'hommes jusque là occupés à la terre, c'est-à-dire à la production essentielle ?

On pourrait parler aussi de l'urbanisation outrancière qui donne une image assez nette de ce déséquilibre entre les productions ; dans le passage des *Pensées* auquel nous nous sommes référés plus haut ²², Montesquieu lui-même fait allusion à la concentration urbaine et en dénonce les répercussions néfastes ; il montre les villes regorgeant d'habitants inutiles pendant que les campagnes manquent de ceux qui sont nécessaires « *effet malheureux que la prospérité même produit* », écrit-il en termes saisissants. On pourrait encore faire des rapprochements avec les périodes d'apogée des civilisations antiques ²³ qui ont connu aussi cette concentration urbaine et ce pourcentage énorme de classes stériles : Montesquieu a montré quel sort les attendait. Mais de telles comparaisons sont hors de notre sujet et nous avons voulu seulement mettre en relief l'actualité — nous en aurons bien d'autres exemples — de ses théories.

*
* *

La position prise par l'auteur quant à la nature foncière des richesses nous laisse préjuger quelle sera son attitude à l'égard

(21) Cf. GISCARD D'ESTAING : *Fictions Mathématiques* dans *Revue de Paris*, 1938.

(22) *Pensées* n° 311. Cf. aussi E. L. XXIII, 24.

(23) *Considérations sur les Romains*.

de la place respective que doivent occuper dans un Etat les trois branches fondamentales de production : agriculture, industrie et commerce. Toute économie politique se ramène pour lui, nous l'avons vu, à cette question essentielle : la conservation de l'être ; c'est le pivot sur lequel reposerait son système économique, à supposer qu'il l'eût formulé ; c'est la question à laquelle il faut toujours revenir : la satisfaction des besoins vitaux.

L'on ne s'étonnera donc pas de la place que Montesquieu donne à l'agriculture. Il ne lui confère pas, évidemment, le rôle unique que lui donneront un peu plus tard les Physiocrates, mais il la met au premier plan. Dans l'ordre des besoins humains, c'est l'agriculture, — en y comprenant évidemment le tissage, le vêtement et la confection des objets nécessaires pour l'exploitation du sol, — c'est l'agriculture qui vient d'abord, c'est elle qui produit les biens indispensables à l'homme ; elle est le premier principe de toute économie.

Lorsque les besoins essentiels de l'homme sont assurés et que la terre laisse un surplus inutile à ceux qui la cultivent, alors peuvent s'instituer commerce et industrie²⁴ ; dans la mesure où ils dépendent de l'excès de la production du sol, ils sont, en somme, absolument tributaires de l'agriculture, mais, et c'est là que Montesquieu diffère des Physiocrates, l'auteur se place en quelque sorte à l'origine des sociétés et des civilisations : ce n'est qu'au départ qu'industrie et commerce sont étroitement assujettis aux libéralités de l'agriculture²⁵.

Cette réserve faite, Montesquieu donne toujours la première place à l'agriculture ; on peut évidemment relever dans son œuvre plusieurs passages qui permettent d'en douter²⁶ ; nous ne croyons pas cependant qu'il y ait autre chose qu'une boutade dans l'allusion au tableau qui, avec si peu de matière première, laisse un tel profit au peintre²⁷ ; on trouverait d'autres exemples de l'ironie du propriétaire terrien à l'endroit des gains considérables réalisés dans le commerce et l'industrie. Nous ne pouvons mettre en regard de ces objections tous les endroits

(24) *Pensées* 366, 1973.

(25) *Pensées* 1973.

(26) L. P. 106, E. L. XXI, 14. *Pensées* 1883, 1973.

(27) L. P. 106.

où Montesquieu affirme la prééminence de l'agriculture ; qu'il nous suffise de citer celui-ci, où s'affirme la pensée profonde de l'auteur : « La culture des terres est le plus grand travail des hommes. Plus le climat les porte à fuir ce travail, plus la religion et les lois doivent y exciter »²⁸.

On y reconnaîtra, du reste, et le sentiment du propriétaire campagnard, et l'opinion de l'observateur réaliste qui du premier coup, distingue entre les biens, suivant qu'ils sont ou non indispensables à l'homme. De ce point de vue, l'agriculture est d'une part, la mère de toutes les autres productions dans le temps ; elle reste d'autre part, à toute époque, au premier rang des activités de l'homme.

* *

Ceci n'empêche pas Montesquieu de reconnaître l'importance que prennent dans une société sortie du stade primitif de l'économie, l'industrie et le commerce²⁹. N'oublions pas que l'auteur ayant vécu de longues années à Bordeaux est mieux instruit que quiconque des avantages du commerce. Aussi, ne doute-t-il pas que le commerce comme l'industrie soient des sources directes de richesses et non plus tributaires de l'agriculture, qu'ils laissent, suivant l'expression des Physiocrates, un produit net³⁰.

Notons, par parenthèse, que Montesquieu ne parle pas des professions libérales dans ses observations économiques ; il aurait été curieux de savoir ce qu'il pensait de la nature de leurs gains ; il est vrai qu'à cette époque, les professions en cause, (parlementaires, notaires, etc.), participaient généralement, à un degré plus ou moins important, de l'autorité publique et trouvaient, comme telles, la justification de leur rémunération et leur raison d'être dans le circuit économique d'une nation ; avons-nous besoin d'ajouter qu'elles étaient infiniment moins nombreuses alors qu'aujourd'hui ?

La pensée essentielle de Montesquieu, quand au rôle respec-

(28) E. L. XIV, 6. Voir aussi contre le commerce, *Considérations IV et Pensées*, 1873.

(29) E. L. XX1, 14. *Pensées*, 1883, 1976.

(30) L. P. 106, *Pensées*, ibid. et 1977.

tif de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, c'est que dans une société parvenue à un certain développement, ils sont non plus *tributaires*, mais solidaires les uns des autres, cette nuance un peu subtile se référant à ce que nous avons dit de l'origine du commerce et de l'artisanat, vivant de l'excédent de l'agriculture. Chacun est une source propre de richesses, et dans une économie bien agencée, la prospérité de l'un entraîne celle des autres ³¹

L'on verra plus loin comment Montesquieu a transposé cette vue sur le plan international. Dans l'ordre intérieur, ces trois grandes branches de production — compte tenu des ressources et de l'orientation économique du pays — tendent à se compléter et à s'harmoniser entre elles, les hommes d'une profession faisant vivre ceux d'une autre et ainsi de suite. Nous retrouvons la loi d'équilibre dont nous avons déjà parlé : agriculture, commerce et industrie doivent tenir une place en harmonie avec les productions du pays et le nombre des habitants ; compte tenu des possibilités qu'offrent des échanges extérieurs, une agriculture défaillante ne saurait soutenir un commerce prospère ni une agriculture florissante s'accommoder d'une industrie inexistante. Montesquieu a exprimé l'idée à propos du commerce entre nations de vases communicants ³² ; la même comparaison pourrait s'appliquer à ce qu'il pense des rapports entre agriculture, commerce et industrie.

Une telle image montre mieux qu'aucun commentaire la place que Montesquieu donne en matière économique aux forces naturelles qui imposent à l'homme des lois déterminantes. Encore une fois, c'est le dessein de Montesquieu d'éclairer les esprits sur les lois naturelles, afin de permettre une plus juste organisation des institutions et des activités à l'intérieur des sociétés comme dans les rapports des sociétés entre elles.

* *

Comme nous l'avons dit précédemment, les observations de Montesquieu sur des sujets différents se trouvent fréquemment mêlées ; c'est ainsi que nous aurons lieu de revenir à propos du

(31) E. L. XX, 6, XXI, 14. *Pensées*, 366.

(32) *Pensées* 336.

commerce sur une idée que nous notons dès maintenant, à savoir, le rôle animateur joué par le commerce dans l'économie³³ comme développant les besoins, en suscitant sans cesse par de nouvelles offres de nouvelles demandes. Montesquieu insiste à plusieurs reprises sur le fait que le développement des besoins est à la base de la prospérité économique et des progrès de la civilisation, qu'il s'agisse de désirs superflus ou de besoins utiles³⁴. Là encore, se cache sous ce qui peut paraître aujourd'hui une vérité banale, une constante naturelle que Montesquieu a eu le mérite de mettre en relief. Parlant de la production des richesses, nous nous devons de souligner ici cet aspect « d'excitateur » que prend le commerce dans le développement de la production, et par là, dans le progrès des arts et des plus hautes activités de l'homme. Il nous paraît inutile de commenter une telle affirmation.

*

* *

Sans quitter le plan de la production des richesses, nous voyons également Montesquieu accorder une part importante au commerce et à l'artisanat dans le développement de la population. Restreinte à l'agriculture, repliée sur une économie strictement familiale, une société ne saurait se développer et resterait au plus bas étage de la civilisation³⁵. C'est le commerce et l'industrie, disons plutôt l'artisanat, qui permettront à la population³⁶ de dépasser ce stade en subvenant aux besoins d'un plus grand nombre d'hommes, en procurant un emploi à un plus grand nombre d'individus, étant entendu que les ressources du sol le permettent. A leur tour, ces nouvelles classes fourniront un débouché supplémentaire à la production agricole et permettront un accroissement continu de la population.

(33) E. L. XX, 6, 23 ; XXI, 16.

(34) L. P. 106. E. L. XX, 23 ; XXI, 16. On notera dans le même sens les avantages économiques des grandes dépenses et du niveau de vie élevé des particuliers : *Pensées* n° 1977. *A contrario*, une réflexion curieuse sur la hausse du coût de la vie provoquée par le développement de l'industrie et du commerce : *Pensée* 1773.

(35) *Pensées* 1973.

(36) Id. *ibid.*

Nous employons à bon escient le terme continu, car pour Montesquieu un Etat ne saurait compter assez d'habitants et il considère une augmentation incessante de la population comme hautement désirable³⁷. Il y aurait lieu d'exposer à ce sujet les vues de Montesquieu en matière démographique, vues qui, nous l'avons indiqué, font l'objet de développements particulièrement nombreux dans ses ouvrages. Mais M. Jaubert³⁸, avant nous, a traité de manière très approfondie la question, lui consacrant tout un chapitre de sa thèse, et pour ne pas nous exposer à le répéter, nous ne saurions qu'effleurer brièvement le sujet, dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Montesquieu considère l'augmentation de la population sous l'angle du développement de la production. Cela suppose évidemment résolu le problème des subsistances³⁹, mais réserve faite de cas particuliers, — régions surpeuplées, comme la Chine, ou insuffisamment productrices, comme l'Afrique —, l'auteur estime que ce problème n'a pas à être envisagé pratiquement. Il est sous l'influence de la dépopulation (famine, épidémies) qui sévit alors et, convaincu que le monde a été infiniment plus peuplé sous l'antiquité qu'à l'époque moderne⁴⁰, il ne se préoccupe pas de la question.

On pourrait voir là une contradiction avec le principe que nous avons énoncé plus haut de la proportion de la production avec le nombre d'habitants d'un pays donné. En réalité, il s'agit seulement de cas différents : d'une part, dans les pays où le volume de la population excède les ressources naturelles, le législateur doit tout mettre en œuvre pour augmenter les ressources et notamment faire en sorte que la totalité des habitants, sauf les exceptions indispensables, produisent leur subsistance : Montesquieu vise en particulier la Chine et les Indes⁴¹. D'autre part, dans les pays dont les richesses exploitées ou inexploitées surpassent les nécessités des habitants, de qui les besoins se trouvent en fait inégalement assurés, le Gouvernement doit tendre à obtenir un accroissement de la population, qui se traduira

(37) *Pensées* 366.

(38) Thèse citée, ch. IV.

(39) *Pensées* 366. A contrario 691.

(40) L. P. 112 ; E. L. XXIII, 19, 23, 24.

(41) E. L. VIII, 21 ; XXIII, 16.

par une augmentation et aussi une meilleure répartition des biens ainsi accrus ⁴² ; l'auteur songe ici surtout aux nations d'Europe parvenues à un stade élevé de civilisation et en particulier à la France ⁴³.

Du reste, en toute cette matière, le législateur se règlera sur la nature ; comme le dit Montesquieu ⁴⁴ « il y a des pays où la nature a tout fait ; le législateur n'y a donc rien à faire. A quoi bon engager par des lois à la propagation, lorsque la fécondité du climat donne assez de peuple ». Et par une anticipation de Malthus, l'auteur ajoute que lorsque la population se multiplie d'une manière disproportionnée avec les possibilités de subsistance, les famines la détruisent. Au contraire, lorsque les influences naturelles jouent en sens opposé, en faveur de la dépopulation, à l'autorité d'intervenir pour rétablir l'équilibre.

* *

Ces réserves faites, Montesquieu juge donc que la prospérité d'une nation est liée à l'intensité de sa production et celle-ci à l'importance de la population ⁴⁵. La population, en permettant une production et une consommation accrues, est un facteur de richesse et de civilisation. Il y a là encore une loi naturelle que les événements — et nous n'oublions pas le chômage — n'ont pas encore démentie. Mais ici il ne s'agit pas d'une loi qui s'applique spontanément : l'intervention du législateur est nécessaire pour en favoriser l'exécution et Montesquieu préconise une politique d'encouragement au mariage et à la natalité dont plusieurs mesures ont été retenues par les législations contemporaines ⁴⁶ : mesures négatives ou plutôt indirectes, — remédier aux institutions ou aux usages contraires aux mariages et à leur fécondité —, mesures positives, encouragements donnés aux familles nombreuses.

N'y a-t-il pas là encore un exemple de notre conception moderne du rôle du législateur facilitant par des décisions appro-

(42) L. P. 119.

(43) Ibid. et 122.

(44) E. L. XXIII, 16.

(45) L. P. 115 ; E. L. XXIII, 14. *Pensées* 1970.

(46) E. L. XXIII, 21, 26, 27, 28.

priées l'exécution d'une loi naturelle jugée favorable et est-il besoin, une fois de plus, de souligner l'actualité des vues de Montesquieu ? N'avons-nous pas l'exemple de la crise de dénatalité qui sévit en France et dont les conséquences funestes se font déjà sentir ? En dehors du danger de l'affaiblissement de la puissance nationale, la régression économique est facile à déduire du fait que la proportion des adultes en âge d'exercer une activité féconde décroît progressivement, en même temps qu'augmente, par suite d'une longévité accrue, le pourcentage des vieillards à la charge de ces producteurs, dont le nombre se réduit sans cesse ⁴⁷.

Montesquieu a, du reste, très bien mis en relief une autre loi naturelle démographique : à savoir que les naissances sont plus nombreuses, chez une nation pauvre et qui tend à s'élever, tandis qu'un Etat où règne la prospérité et dont les ressortissants possèdent pour la plupart une certaine aisance individuelle, voit décroître les naissances et s'achemine ainsi vers la décadence et la pauvreté ⁴⁸ : loi de l'éternel flux et reflux des puissances et des civilisations.

Montesquieu avait raison de voir dans l'homme le facteur essentiel de richesse. C'est l'homme qui consomme et seule cette consommation confère une valeur pratique aux ressources naturelles ; c'est l'homme qui produit et plus la consommation s'accroît, plus la production se développe également, favorisant les créations les plus diverses et les plus raffinées. Dans l'économie, la nature ne joue comme source de richesse qu'un rôle secondaire indirect ; il faut qu'elle soit fécondée par l'activité et par les besoins de l'homme, qui reste le seul vrai producteur de richesse. Montesquieu a su souligner cette vérité première et en tirer les conséquences qu'elle comportait ⁴⁹.

*

* *

Il nous faut analyser maintenant, à propos de la production

(47) Cf. GISCARD D'ESTAING : art. cité, loc. cité.

(48) E. L. XXIII, 10. A en rapprocher cette autre loi naturelle « c'est une règle tirée de la nature, dit Montesquieu, que plus on diminue le nombre de mariages qui peut se faire, plus on corrompt ceux qui sont faits ». E. L., XXIII, 21.

(49) Cf. *Pensées* 366.

des richesses, un des apports les plus féconds de Montesquieu en matière économique : nous voulons parler de l'influence du milieu, qui forme avec le système des trois gouvernements, une des idées-clés de l'*Esprit des Lois*. L'on sait ce qu'Auguste Comte pensait de cette « invention » du philosophe ⁵⁰. Nous avons déjà souligné comment l'auteur avait enrichi, généralisé et systématisé des vues qui avaient pu être formulées avant lui. Nous insisterons seulement à nouveau sur le fait qu'ici triomphe l'esprit d'observation scientifique de Montesquieu, par opposition à l'apriorisme qui a pu lui être reproché.

L'influence du milieu détermine — dans une mesure que nous apprécierons — l'activité et la forme des sociétés ; ce n'est plus la nature des constitutions qui régit la vie, en particulier économique de ces sociétés, mais le milieu ; et l'on peut voir, à travers le caractère, les mœurs, la législation, les occupations des peuples, cette influence réagir même sur le genre de constitution politique qu'ils se sont donné ; c'est là le contre courant dont nous avons parlé ⁵¹.

* *

Le parallèle tracé par Montesquieu entre les différents climats, est, sans doute aussi célèbre que sa théorie du gouvernement parlementaire ; nous ne saurions donc nous y étendre longuement. Rappelons que si l'influence du climat a frappé de bonne heure Montesquieu ⁵², elle n'a fait l'objet d'un exposé systématique et détaillé que dans l'*Esprit des Lois*. Appliquant un esprit réellement scientifique à l'analyse de cette influence, il l'étudie depuis ses origines physiologiques et individuelles et la montre, gagnant de proche en proche, étendant son emprise sur les coutumes, les institutions, l'esprit général des races et des peuples ⁵³.

Si cette influence est surtout d'ordre sociologique et politique, ses conséquences en matière économique sont également importantes et, dans une certaine mesure, la conjoncture économique

(50) Cf. *Cours de Philosophie positive*, 47^e leçon.

(51) Voir supra, p. 89.

(52) Voir supra, p. 57.

(53) E. L. XIV, 2, 10 ; XIX, 4, 8, 14.

déterminée par le climat domine l'aspect social et politique : c'est bien parce que, grâce à un climat particulièrement favorable, les hommes satisferont sans peine leurs besoins essentiels qu'ils seront paresseux, sans énergie, sans initiative et qu'ils s'attireront un gouvernement despotique ; d'autres exemples du même genre ne manquent pas ⁵⁴.

* *

Sans nous appesantir davantage sur l'exposé d'une théorie bien connue, nous nous proposerons de l'approfondir au point de vue de la notion de loi naturelle. Montesquieu donnant une part prépondérante à l'influence du climat dans la formation du caractère et, au-delà, dans l'orientation des activités économiques, dans la nature des institutions sociales ⁵⁵ et politiques ⁵⁶, on a pu conclure au déterminisme sociologique de l'auteur et inférer qu'il voyait dans l'influence du climat, une loi fatale, déterminante ⁵⁷.

Il est permis cependant de contester cette opinion. Que le climat, que le milieu impriment une marque ineffaçable dans le caractère de l'homme, dans le genre de vie des peuples, nul n'en disconvient ; que cette influence explique beaucoup de phénomènes et que sa constance se reflète dans la reproduction identique de ces phénomènes, tout le monde en sera d'accord, mais qu'il y ait là une loi naturelle fatale, irréfutable, qui s'applique envers et contre la volonté de l'homme, on peut en douter.

N'y aurait-il pas lieu de distinguer dans les lois naturelles, d'une part des lois quasi mathématiques, auxquelles l'homme ne peut échapper, sous peine d'un déséquilibre qui lui est fatal, ainsi la loi de l'offre et de la demande, la loi du rendement décroissant, etc... et d'autre part, des tendances, des influences naturelles qui aboutissent normalement à des successions identiques de phénomènes, à des constantes ⁵⁸ — ainsi de l'influence

(54) E. L. V, 15 ; VIII, 10 ; XVI, 9 ; XVII, 2, 3 et seq.

(55) E. L. XVI, 2, 3 et seq.

(56) E. L. XVII, 2, 3 ; VIII, 21 et seq.

(57) E. L. XIX, 4 : « L'empire du climat est le premier de tous les empires ». *Pensées* 1952 : « C'est la constitution du climat qui fait les coutumes ».

(58) Cf. *Pensées* 747 : « La nature des pays est de tous les temps ».

du climat — mais qui ne concourent pas forcément à l'établissement de l'équilibre économique ou social, qui ne sont pas intrinsèquement bonnes et dont l'homme peut et même doit secouer le joug quand il en est besoin ?

* *

Or, c'est bien ainsi que Montesquieu semble considérer cette autre loi, plus ou moins déterminante et non fatale, que constitue l'influence du climat et nous venons d'en voir un exemple à propos de la population. Le climat de certaines régions porte leurs habitants à la paresse ⁵⁹, et nul n'y verra un bien ; aussi Montesquieu pense qu'il est du devoir du législateur de réagir contre cette influence naturelle défavorable, de prendre des mesures pour lutter contre ses pernicieux effets et il nous donne parallèlement l'exemple des gouvernements qui ont laissé se développer les conséquences funestes du climat ⁶⁰ et d'autres magistrats qui en ont au contraire enrayé l'action ⁶¹.

Nul doute que l'on doive considérer l'influence du climat comme une loi naturelle, réserve faite de ce que nous avons dit plus haut de sa relativité et nous voyons ainsi combien la position de Montesquieu est intéressante : précédemment, il nous a montré certaines forces naturelles auxquelles l'homme doit plier et harmoniser ses propres efforts, parce que s'il ne se conformait pas à ces lois, ses intérêts se trouveraient lésés ; ici, la nature au lieu de favoriser les efforts de l'homme vers un état meilleur leur est contraire ; ce n'est plus le lieu de lui obéir, même intelligemment et non aveuglément et servilement, comme le voudront les Physiocrates ; il faut à l'inverse lutter contre ces forces, prendre tous les moyens susceptibles d'en empêcher l'action ⁶².

Ainsi le législateur interviendra, tantôt pour veiller à l'application de la loi naturelle, tantôt pour en corriger les effets. L'on constate par là que Montesquieu ne raisonne pas au nom de théories abstraites et préconçues, mais qu'en réalité, il dé-

(59) E. L. XIV, 3.

(60) E. L. XIV, 5, 6, 7.

(61) E. L. XIV, 5, 8, XVI, 12.

(62) Cf. *Défense de l'Esprit des Loix*.

duit d'observations concrètes des leçons pratiques, qui ont autant de souplesse et de complexité que la nature même sur qui elles se modèlent.

* *

Le livre de l'*Esprit des Loix*, relatif à l'influence du terrain n'a pas obtenu la même faveur de la part des critiques⁶³ ; il contient pourtant et particulièrement au point de vue qui nous occupe, des observations dignes du meilleur intérêt. Montesquieu nous montre, en effet, comment la nature du terrain influe sur l'activité économique d'une nation ; il ne s'agit pas ici seulement du sol, dont la nature des ressources, — agricoles, pastorales, minières, etc., — commande évidemment directement l'orientation économique des habitants, mais aussi des conditions géographiques internes et externes. Montesquieu montrera, en particulier, et l'exemple est célèbre, comment la nature physique de l'Angleterre donne à ce pays une fonction économique déterminée⁶⁴.

Ainsi, et nous nous répétons, Montesquieu met en relief l'influence exercée par les éléments naturels — ici, les éléments physiques (sol) et géographique —, sur les destinées d'un Etat, c'est-à-dire non seulement sur certains aspects de son économie, mais sur ses mœurs, sur ses institutions, sur sa constitution politique. Ce n'est donc plus, — Montesquieu tombe parfois dans cette erreur, — le politique qui commande l'économique, précisons : la constitution politique qui détermine la nature de l'économie, mais bien l'économie qui dicte ses lois à la politique, et ce que Montesquieu nous dit de l'Angleterre, à savoir que « celle-ci a toujours fait céder ses intérêts politiques aux intérêts de son commerce »⁶⁵, nous pouvons encore le vérifier chaque jour ; notons qu'il ne s'agit pas seulement d'une certaine ligne de conduite du Gouvernement, mais bien de l'inspiration générale de toutes les institutions politiques de cette nation.

* *

(63) Cf. BARCKHAUSEN : *L'esprit des Loix et les archives de la Brède* ; DEDIEU : *Les sources anglaises...* etc.

(64) E. L., XIX, 27.

(65) E. L. XX, 7.

Dans le livre en cause, Montesquieu nous dépeint les peuples obéissant aux lois qui leur sont imposées par la nature du terrain : ici, nous aurons des peuples chasseurs ⁶⁶, là des peuples pasteurs ⁶⁷, etc. De cette influence première et directe, les conséquences proches et lointaines sont multiples : la recherche de la nourriture, la conservation de l'être — nous l'avons dit, c'est le pivot du système économique de Montesquieu — s'exercent dans des conditions (vie pastorale, nomade, etc) qui modèlent le genre de vie de ces peuples, leur genre de vie ⁶⁸ et en même temps leur droit civil ⁶⁹, si rudimentaire soit-il, leur droit des gens ⁷⁰, leur législation et leur forme politique ⁷¹.

On distingue ici, dans ce plan primitif, du point de vue de l'évolution des peuples, toute l'influence que Montesquieu donne à l'économie sur la formation et l'ascension sociale et politique des sociétés et, au-delà de l'économie, aux facteurs les plus simples, les plus élémentaires : la nature, sous la forme des ressources du sol, de la géographie du pays, du climat, etc.

Qu'il y ait ici une loi naturelle proprement dite, qui puisse s'énoncer sous une forme de proposition générale et absolue, on ne peut aller aussi loin, mais on constate l'influence déterminante que Montesquieu accorde aux éléments naturels dans la vie des peuples ; presque à chaque page, l'on retrouve la nature et son rôle essentiel. Dire après cela qu'il ne s'agit pas de constatation semble ne correspondre pas tout-à-fait à la pensée de Montesquieu.

L'auteur donne une grande part à l'influence du terrain sur le caractère des hommes, de quoi on ne saurait trop le louer, mais à un point de vue particulier, il semble au premier abord qu'il systématise quelque peu : c'est lorsqu'il soutient que l'indépendance et la liberté des peuples sont fonction de la fertilité ou de la stérilité du terrain ⁷². Il y a certainement une psychologie profonde dans cette observation que les individus et les sociétés nantis et bien pourvus cherchent avant tout la conservation de leurs

(66) E. L. XVIII, 9, 11.

(67) E. L. XVIII, 11, 19. Cf. aussi *Considérations*, XVII.

(68) E. L. XVII, 9, 11, 19, 22 et *Considérations*, XVII.

(69) E. L. XVIII, 8, 13, 16, 21, 22, etc.

(70) E. L. XVIII, 12, 20, etc.

(71) E. L. XVIII, 14, 17, 19, 30.

(72) E. L. XVII, 1, 2.

richesses et sont, à ce titre, respectueux de toute autorité qui la leur garantit ou est censée la leur garantir : ce qu'on peut seulement critiquer, et avec toutes les réserves qu'impose l'autorité du philosophe, c'est la généralité, l'absolu qu'il donne à de telles affirmations ⁷³. Et ne connaissons-nous pas tels pays d'Orient dont les terres sont stériles et qui ont toujours vécu sous le despotisme ?

*

* *

Il nous faut toujours revenir sur ce que nous avons dit du caractère fragmentaire et décousu des observations économiques de Montesquieu, ne serait-ce que pour justifier l'ordre d'exposition que nous adoptons et qui sans cela pourrait paraître fantaisiste. Montesquieu, s'il parle de la nature comme facteur de production, — et de l'homme seul vrai créateur de richesse — ne fait guère qu'une illusion au capital ⁷⁴, ce qui est compréhensible, étant donné le rôle secondaire joué à son époque par l'argent ; il ne parle pas non plus expressément du travail ⁷⁵.

C'est pourtant sous cette rubrique, qu'avant d'en finir avec la production des richesses, nous voudrions dire un mot très bref des théories de Montesquieu sur l'esclavage ; elles sont, du reste, en partie axées sur la notion de travail. On sait qu'elles occupent tout un livre de *l'Esprit des Lois* ⁷⁶ et que Montesquieu a toujours passé pour un adversaire acharné de l'esclavagisme : à vrai dire, ce sont moins ses attaques directes contre une telle institution qui frappent le lecteur que l'ironie déployée contre les arguments des partisans d'un régime aussi inhumain ; si Montesquieu se prononce contre l'esclavage, il nous semble se préoccuper davantage d'expliquer comment il a pu s'établir et durer

(73) Cf. « La bonté des terres d'un pays y établit *naturellement* la dépendance ». — « Le gouvernement d'un seul se trouve plus souvent dans les terres fertiles et le gouvernement de plusieurs dans les pays qui ne le sont pas ». E. L., XVIII, 1.

(74) L. P. 132.

(75) On relèvera seulement le passage sur la liberté du travail, E. L., XX, 22 et les réflexions sur les rapports entre le prix de vente des denrées et les salaires, *Pensées* 1884.

(76) Livre XV.

jusqu'à son époque, ce souci répondant bien à la méthode générale qui l'inspire ⁷⁷.

Après avoir passé en revue toutes les explications fausses, tendancieuses ou futiles de cette institution ⁷⁸, Montesquieu s'arrête à deux solutions, également valables ; ou bien l'esclavage est justifié par la forme du gouvernement despotique ⁷⁹ et dans ce cas il constitue davantage la protection contre un état d'insécurité pire encore que la perte de la liberté, ou bien il s'explique par le climat ⁸⁰ et Montesquieu préfère encore cette explication, l'esclavage pouvant seul faire obtenir de l'homme un travail que, laissé libre, il n'exécuterait pas, à quelque prix que ce fût ⁸¹.

L'origine « naturelle » ⁸² de l'esclavage ressort ici très nettement : Montesquieu déplore qu'il existe, mais il montre comment il est dû à des facteurs naturels. Il s'empresse, du reste, d'ajouter que de tels facteurs n'ont peut-être pas une force invincible et qu'un Gouvernement, mieux éclairé et plus habile, pourrait peut-être empêcher un régime aussi inhumain ⁸³. Il y a là un nouvel exemple d'une théorie déjà exposée, également à propos du climat : l'esclavage semble dans certains pays une institution naturelle, c'est-à-dire due aux éléments ambiants, climat surtout, mais ce qui paraît une loi fatale, nécessaire, n'est au fond qu'une influence, une tendance et les hommes sont responsables de sa constance ; un législateur, soucieux de la dignité et des droits de la personne humaine, pour employer le langage d'aujourd'hui, s'élèverait contre une telle tendance et il serait parfaitement en mesure, l'histoire l'a montré, de s'opposer à l'application d'une pareille loi naturelle.

* *

Comme nous l'avons souligné en débutant, Montesquieu ne fait pas intervenir de notion morale dans son œuvre ; même en

(77) Voir notes 82, 86, p. 164, à rapprocher de ce point de vue « Les eunuques en Orient sont un mal nécessaire ». E. L., XV, 19.

(78) E. L. XV, 2, 3, 4, 5.

(79) E. L. XV, 6.

(80) E. L. XV, 7.

(81) Cf. *Pensées*, 343.

(82) « L'esclavage doit être fondé sur la nature des choses ». E. L., XV, 2.

(83) E. L. XV, 8, in fine.

ce qui concerne l'esclavage, s'il est indéniable qu'il prend parti contre cette lèpre sociale ⁸⁴, c'est qu'il ne pouvait, dans une question alors aussi brûlante, réserver son opinion personnelle; mais nous avons vu sous quelle forme il le fait ⁸⁵, et il faut noter que toute une partie du Livre XV (Ch. 11 à 19) est consacrée à l'étude des règles qu'il convient d'établir au sujet de l'esclavage, considéré, par conséquent, comme une institution dont le fonctionnement est à prévoir ⁸⁶, le principe fondamental étant que « les lois civiles doivent chercher à en ôter, d'un côté les abus et, de l'autre les dangers ». Ne pouvons-nous soulever en pareille matière la question morale et signaler que le perfectionnement moral de l'humanité, — car le progrès des civilisations se réduit en réalité à celui de la morale, ou toutes les civilisations ne sont que néant — peut triompher de certaines tendances dues à la soumission de l'homme aux éléments naturels et que l'on qualifiait de lois naturelles ? Nous venons de le voir pour l'esclavage. Ici se pose la question des rapports de la morale et de la loi naturelle. Nous nous réservons de l'évoquer plus longuement ultérieurement.

Si nous insistons sur l'intervention du législateur chez Montesquieu, par opposition aux critiques qui le considèrent comme strictement déterministe, il n'en reste pas moins que ce déterminisme est une des nouveautés qui frappe le plus chez l'auteur du XVIII^e siècle et sans nul doute un apport aussi essentiel, sinon davantage, que la théorie du gouvernement parlementaire. La tendance au fatalisme, tempérée par la réaction raisonnée qu'il prête à l'homme, est indéniable chez Montesquieu ; elle domine nettement dans ses observations sur le suicide, où il montre que le climat peut porter irrésistiblement certains hommes au suicide ⁸⁷. Aux critiques de la censure qui lui reprochaient de telles assertions, il répond qu'il se borne à constater et que la constatation faite est indiscutable ⁸⁸. C'est bien là toute la méthode et tout l'esprit de son œuvre.

(84) « L'esclavage n'est pas bon par sa nature », E. L. XV, 1. « L'esclavage est aussi opposé au droit civil qu'au droit naturel ». E. L., XV, 2.

(85) Remarquer aussi la réticence du chapitre 8. « Je ne sais si c'est l'esprit ou le cœur qui me dicte cet article-ci ».

(86) Cf. « Il faut borner la servitude naturelle à de certains pays particuliers de la terre ».

(87) E. L. XIV, 12, 13.

(88) E. L. XIV, 12. *Défense de l'Esprit des Lois*, 1^{re} partie. Réponse aux propositions de censure de la Sorbonne. Loc. cité.

Une objection se présente à l'esprit au sujet de l'observation purement objective de Montesquieu : nous avons affirmé plus haut, sous certaines réserves du reste, que l'auteur ne prenait pas parti, qu'il ne jugeait pas et nous avons observé ensuite à plusieurs reprises qu'il ne considérait pas toutes les lois naturelles comme forcément bonnes, ce qui semble contredire la précédente opinion.

En réalité, il ne s'agit pas ici d'un point de vue moral, ni même d'un jugement, mais bien encore d'une constatation⁸⁹ : certaines influences naturelles s'opposent à l'établissement d'un équilibre et d'une prospérité économique désirables, voire, comme dans le cas de l'esclavage, d'une justice sociale élémentaire. Montesquieu ne va pas plus loin.

* *

Dans le domaine du travail, facteur de production, nous devons faire une brève allusion aux idées de Montesquieu sur le machinisme. M. Jaubert s'y est avant nous arrêté assez longuement dans sa thèse ; il semble que le philosophe ait surtout apprécié dans les machines ce qui pouvait soulager et adoucir l'effort humain, dans tous les travaux pénibles, notamment⁹⁰, mais qu'il ait prévu, en même temps, le mal que devrait faire la machine, employée à la fabrication d'objets déjà vulgarisés⁹¹, en retirant leur travail et leur gagne-pain à un trop grand nombre d'hommes, qui ne pourraient être facilement utilisés et réadaptés à d'autres tâches, les tâches manuelles devenant, au surplus, de plus en plus rares, au fur et à mesure de la généralisation du machinisme.

Montesquieu ne perdait pas de vue cette loi d'équilibre sur laquelle nous avons longuement insisté et qui réside dans la satisfaction des nécessités vitales de l'homme, la conservation de l'être : dès que dans un groupement, une société, un certain nombre d'individus vient à manquer des moyens d'assurer ce minimum de besoins, l'équilibre économique est rompu et le désordre gagne de proche en proche. Montesquieu ne conclut sans

(89) Cf. *Défense*. 2^e partie : Idée générale.

(90) E. L. XV, 18.

(91) E. L. XXIII, 15.

doute pas aussi nettement, car il est sollicité en faveur de la machine par des amis⁹² partisans de la mécanisation du travail, qui connaissait déjà un commencement de vogue au XVIII^e siècle. On le sent partagé entre la crainte de céder à des préjugés devant une nouveauté et la fidélité aux principes dont il sait que la valeur a été éprouvée par des expériences aussi nombreuses et anciennes que concluantes.

* *

Nous nous sommes appliqué dans ce commentaire à mettre en relief, en nous gardant aussi de solliciter les textes, toute la part que Montesquieu donne à la nature, en Economie Politique, qu'il s'agisse de lois naturelles ou de simples tendances ou de limites assignées aux forces humaines. Dans ce sens, nous avons vu quels principes d'équilibre Montesquieu assignait à la production à l'intérieur d'un Etat, quelle influence il attribuait d'autre part au milieu sur l'activité économique d'une société donnée. Connaissant ces lois et ces influences, le législateur pourra à la fois, et faire respecter les règles naturelles qui assurent le meilleur fonctionnement de la vie économique, et assurer le jeu des influences naturelles favorables ou à l'inverse s'opposer aux effets des facteurs contraires. Il nous paraît qu'une telle conception des lois naturelles et du rôle du législateur se rapproche singulièrement de la conception libérale la plus moderne.

*
* *
*

Si l'examen des idées de Montesquieu sur la production des richesses nous a permis de trouver nombre de vues fécondes et nouvelles de l'auteur en cette matière, nous le verrons au contraire beaucoup plus dominé par l'esprit de système lorsqu'il s'agit de la répartition des richesses. Ici intervient constamment et fortement la théorie des trois gouvernements, sui-

(92) Cf. JAUBERT : Thèse citée, ch. II.

vant laquelle Montesquieu aurait tendance, nous en avons dit les raisons, à classer avec un certain arbitraire les faits économiques.

C'est ainsi qu'il serait assez porté à faire dépendre le mode de répartition des richesses de la forme des constitutions : un Etat démocratique aura pour régime l'égalité relative des fortunes ⁹³ ; l'inégalité sera la règle dans les autres Etats ⁹⁴. Il faut souligner à ce sujet l'équivoque au moins apparente qui règne dans l'*Esprit des Lois*, et que nous avons déjà signalée, entre les termes « république » et « démocratie » ⁹⁵ ; on eût préféré que l'auteur tranchât nettement entre démocraties et aristocraties ou ploutocraties au lieu de confondre les unes et les autres sous le nom de républiques, alors qu'il existe entre elles à nos yeux autant de distinctions, voire d'oppositions, qu'avec les monarchies.

A ce propos, nous nous refusons à regarder comme des démocraties, les républiques de l'antiquité, où non seulement la majorité des habitants étaient esclaves, mais où il n'y avait même pas l'égalité de vote ⁹⁶ entre les citoyens. Ces Etats doivent être regardés comme aristocratiques ou plutôt, puisque le vote était censitaire, ploutocratiques ⁹⁷. On ne peut comprendre que Montesquieu les considère comme des modèles de la démocratie. Tous les développements concrets sur le régime politique se trouvent à notre sens faussés par une pareille conception.

Quant au conditionnement du régime de fortune par la constitution politique, on rappellera en faveur de Montesquieu que si l'on suit la pensée profonde de son œuvre, la forme de la constitution est elle-même déterminée par le milieu, ce qui atténue beaucoup son arbitraire. L'on peut critiquer, par contre, l'insuffisance de clarté de certaines données : est-ce l'égalité des biens, régime économique, qui appelle la forme démocratique du gouvernement, est-ce au contraire, comme semble

(93) Cf. sur l'égalité et le partage des terres dans les démocraties : E. L. V, 5 ; VII, 2 ; VIII, 2 ; XXVII (en entier). *Considérations*, III.

(94) L'Etat despotique est même exclusif de la propriété privée. Cf. E. L. VI, 1.

(95) Cf. E. L. IV, 7 ; V, 19 ; VI, 9 ; VII, 2, etc.

(96) E. L. II, 2, en particulier par. 15 et 16.

(97) Cf. E. L. II, 3 ; XI, 19 et *Défense de l'Esprit des Lois*, 3^e partie.

l'indiquer l'auteur ⁹⁸ (mais cette citation n'est pas décisive), la constitution démocratique qui suppose l'égalité des fortunes ? Cette égalité n'est-elle réalisable que dans les démocraties ? Montesquieu semble bien conclure dans ce sens, tout en admettant que le partage égal des terres n'est pas une des conditions foncières, intégrantes, de la notion de démocratie ⁹⁹. On voit ici une fois de plus l'observation des réalités reprendre son empire sur l'apriorisme d'une thèse catégorique ; la pensée y perd en clarté ce qu'elle gagne en réalisme.

Ce qu'on en retiendra, c'est que pour Montesquieu la démocratie est plus qu'aucune autre forme politique favorable à l'égalité des fortunes ; la proposition est d'ailleurs contestable car l'on peut aussi bien concevoir la même égalité, — voire dans la misère, — sous un régime despotique ¹⁰⁰. Quoi qu'il en soit, l'on peut conclure des différentes observations de Montesquieu que l'égalité des fortunes postule le gouvernement démocratique et que celui-ci s'emploie à conserver cette égalité ¹⁰¹, égalité qui sera le plus souvent relative ¹⁰². On rencontre ici une expression directe du principe de conservation, le législateur s'employant à conserver les institutions qui conviennent le mieux à la société et au milieu où elle s'est formée. Nous rapprocherons ce rôle de ce que nous avons déjà vu dans le même ordre : action de l'homme à l'égard de certaines constantes naturelles conservatrices. De même, retrouvons-nous l'influence et la réaction réciproques des facteurs naturels d'une part, et politiques de l'autre ¹⁰³.

* *

Mais il est encore certaines observations à faire à l'adresse de la théorie de Montesquieu et que M. Jaubert, et d'autres critiques avant lui, sans doute, ont déjà formulées : la démocratie, telle que la conçoit Montesquieu, entraînant l'égalité des fortunes, ne peut se conserver qu'en restant à un stade de civi-

(98) E. L., titre du chap. 5 du livre V ; voir aussi V, 4.

(99) E. L. V, 7.

(100) Montesquieu le reconnaît lui-même, E. L., VI, 2.

(101) E. L. V, 6, 7 ; VII, 2. Considérations, XVI.

(102) E. L. V, 5, 7 ; VIII, 2.

(103) E. L. V, 6.

lisation élémentaire, car, une telle égalité est pratiquement, nous insistons sur ce mot, exclusive de tout accroissement de richesse, de tout progrès ¹⁰⁴ : elle est difficilement concevable dans la réalité, du moins sous une forme durable.

D'avantage, l'égalité des fortunes doit être exclusive et du commerce, car l'on ne conçoit guère de concurrence qui n'engendre des inégalités de fortune, et du luxe ; or, Montesquieu admet formellement le premier ¹⁰⁵ dans les démocraties, et quant au luxe, l'on n'imagine pas d'Etats d'où il soit réellement absent, ce qui rend bien problématique la réalité d'un tel régime de fortunes, sinon comme on l'a dit et comme l'auteur le reconnaît lui-même ¹⁰⁶ dans des sociétés tout à fait primitives et qui, normalement, quitteront rapidement ce stade.

On peut penser pour résoudre ces obscurités ou ces contradictions, que l'auteur a voulu rattacher à la notion de démocratie certaines caractéristiques économiques et la véritable démocratie étant du même domaine que l'île d'Utopie, l'égalité des biens est à ranger parmi les mêmes chimères. Ce sont là des idées théoriques, dues à la nécessité de fixer des critères ; dans la réalité, on n'aura plus que des approximations ; constitutions se rapprochant de la démocratie, répartition des biens tendant à un certain nivellement.

* *

Les mêmes observations que nous avons formulées au sujet de l'égalité des biens en démocratie peuvent s'appliquer dans une certaine mesure au lien créé entre l'inégalité et la monarchie. Qu'un Etat despotique soit exclusif de l'égalité des fortunes, la chose est hors de question ; mais une Monarchie peut prendre des traits assez semblables — et Montesquieu le savait du reste pour l'Angleterre — à ceux des démocraties qu'il nous a dépeintes pour qu'il y ait bien peu de différence entre leurs régimes de répartition des fortunes. De même qu'aujourd'hui nous assistons à des systèmes d'égalisation étrangement sem-

(104) Cf. le dédain des républiques pour le commerce et les arts. C. R. (*Considérations*) I, X, XV.

(105) E. L. V, 6, par. 3.

(106) E. L. III, 3.

blables dans des pays dont les Gouvernements se disent pourtant inspirés par des principes assez différents.

En somme, cette discrimination du mode de distribution des biens, suivant la forme des constitutions paraît surannée et plutôt futile à nos esprits d'aujourd'hui, du moins dans ce qu'elle a de trop absolu. Que le politique domine et modèle l'économique, les exemples ne nous en manquent pas de nos jours ; il n'en trouve pas moins ses limites et son maître dans l'économique. Montesquieu en était bien convaincu et nous le préférons lorsqu'il nous montre Rome se transformer de république en Empire, autant par suite de son enrichissement que de ses conquêtes. Ce qu'il faut retenir de toutes ces observations c'est qu'un certain nivellement de la propriété procurant l'aisance au plus grand nombre de citoyens, n'est possible que sous un Gouvernement modéré et libéral.

*

* *

Nous avons déjà dit que la question du droit de propriété ne préoccupait nullement Montesquieu. Réaliste, la légitimité de ce droit lui est indifférente. Il se soucie de ce qui est, non de ce qui doit être. La propriété individuelle existe, dans quelles conditions ? sous quelles formes ? comment expliquer ses vicissitudes ? là se bornent ses investigations ; on y reconnaît l'esprit de la méthode qui lui sont propres. Aussi n'assigne-t-il pas davantage de limites au droit de propriété, création des lois positives ¹⁰⁷ : la propriété individuelle varie dans sa forme et son régime suivant la nature des institutions politiques, comme nous venons de le voir, mais aussi, il faut bien le dire, suivant la loi du milieu.

Ainsi, au livre XXX de *l'Esprit des Loix* ¹⁰⁸, Montesquieu montre que le partage des terres s'opère selon les nécessités économiques, conformément à la nature des choses et ailleurs ¹⁰⁹ il déclare formellement que la loi d'appropriation est une loi économique. Telle région, tel sol, tel mode de culture, se pré-

(107) E. L., XXVI, 15 et *Pensées*, 1526.

(108) Ch. 8, 9.

(109) E. L., XVIII, 22.

tent mieux à la petite propriété, d'autres s'accommodent davantage des grands domaines affermés. Si ce ne sont pas des éléments politiques qui délimitent la propriété individuelle, — nous raisonnons évidemment sur la propriété foncière, la seule dont se préoccupe l'auteur, — ses dimensions seront conformes aux exigences naturelles et comme le Gouvernement lui-même est déterminé par le milieu, il faut penser qu'il se conformera — dans la mesure humaine — aux lois de la nature. Nous pensons ne pas déformer la pensée de Montesquieu en la systématisant ainsi, non que nous le croyions indifférent aux abus des latifundia stériles, ou vice-versa du morcellement arbitraire et néfaste de propriétés organisées, mais s'il avait à résoudre les problèmes que pose la question de la propriété individuelle, ce serait conformément aux lois du milieu : il sait bien, du reste, qu'elles finissent par s'imposer d'elles-mêmes.

* *

Si Montesquieu ne cherche pas de fondement éthique au droit de propriété, il n'en proclame pas moins, à plusieurs reprises ¹¹⁰, l'inviolabilité de ce droit et l'on sait qu'il est l'auteur de la théorie moderne de l'expropriation pour cause d'utilité publique, moyennant une juste et préalable indemnité ¹¹¹. Nous soulignerons ici comment l'auteur concilie, avec autant de réalisme que d'équité, deux nécessités également naturelles.

Nous le verrons encore, dans le même sens, faire intervenir le législateur, non plus comme tout à l'heure, pour obtenir un régime de propriété plus ou moins arbitrairement conforme à une constitution politique donnée, mais dans un but pratique, pour revenir à la loi naturelle détournée de ses fins par les excès de la civilisation. Il s'agit d'un chapitre inédit de l'*Esprit des Loix* ¹¹², où Montesquieu préconise dans les pays que l'oisiveté des habitants a rendus incultes, l'adoption d'une loi dépossédant les propriétaires qui, dans un certain délai,

(110) E. L., XXVI, 15. Cf. aussi V, 15 et *Pensées* 1526.

(111) E. L. XXVI, 15.

(112) BARCKHAUSEN : *L'Esprit des Loix et les Archives de la Brède*.

n'auront pas repris l'exploitation personnelle de leurs terres ; les biens ainsi expropriés seront redistribués aux citoyens non propriétaires.

* *

Nous n'avons pas la prétention de relever toutes les idées de Montesquieu ni tous les passages de ses ouvrages concernant la propriété ¹¹³ ; une telle analyse nous entraînerait beaucoup trop loin et hors du cadre de notre thèse. Bornons-nous à répéter que, d'une manière générale, l'auteur se contente d'expliquer les différentes conditions de propriété, sans en excepter la communauté des biens, que malgré l'allusion élogieuse au système économique du Paraguay ¹¹⁴ il semble bien réserver à la Société des Troglodytes ¹¹⁵. Il s'interdit de prendre parti, au nom d'un principe éthique, pour aucun de ces régimes et s'il semble avoir, malgré tout, une certaine faveur pour l'égalité des fortunes ¹¹⁶, il connaît assez les hommes pour savoir que l'égalité est aussi impossible que la véritable démocratie, parce qu'elle suppose de trop hautes, trop inhumaines vertus ¹¹⁷.

Nous n'avons examiné au sujet de la répartition des richesses qu'un des aspects de la question, la condition des fortunes à l'intérieur des Etats, car c'est le seul auquel Montesquieu accorde des développements importants et multiples ; on sent que c'est une question qui le préoccupe vivement comme une des assises fondamentales et déterminantes des sociétés. Nous aurons lieu de revenir, à propos du commerce, sur la répartition des richesses entre les nations.

*
* *
*

(113) On y fera une place spéciale aux biens de main-morte (L. P. 117, E. L. XXV, 5, 6, *Pensées* 2053, 2055, 2056, 2057) aux règles du partage des terres (passages précités), au droit d'ainesse (L. P. 119 ; E. L. V, 8, 9).

(114) E. L. IV, 6.

(115) « La propriété des terres est la mère de tout ». *Pensées*, 315. Cf. aussi, *Pensées* 1526.

(116) Cf. *Pensées*, 232, 1966.

(117) Cf. E. L., III, 3.

De même que la répartition des richesses, leur mode de consommation se trouve lié chez Montesquieu à la différenciation des Constitutions et obéit plus ou moins à la condition politique. Ici encore, la forme du Gouvernement commande les différentes formes de consommation des richesses. On conçoit que dans un Etat, comme la démocratie, où règne — en théorie — l'égalité des fortunes, la consommation des richesses pose peu de problèmes et ne soulève guère de difficultés ¹¹⁸. Il n'en est pas de même dans les Etats où la fortune se trouve concentrée aux mains d'une classe plus ou moins nombreuse, plus ou moins opulente. C'est à ce propos que Montesquieu a édifié une théorie du luxe, théorie qui reste parmi les plus classiques de ses systèmes.

Son principe, est que les dépenses superflues des riches subviennent aux besoins des classes pauvres ¹¹⁹. Nous verrons plus loin l'étude concrète et fort bien observée que Montesquieu nous donne du luxe et de ses lois. Le principe posé vaut qu'on s'y arrête. Qu'y voyons-nous d'autre, en effet, qu'une loi naturelle de compensation ou mieux un nouvel aspect de la loi d'équilibre déjà définie au sujet de la production.

Un certain état économique suppose qu'une partie restreinte de la population possède la plus grande partie de la fortune ; si cette classe se contentait de pourvoir à ses besoins essentiels, — nourriture, vêtement et logement, — où le reste de la population trouverait-il de quoi subvenir à ses besoins ?

Mais par le luxe, — car on peut voir chez Montesquieu une conception du luxe, phénomène indépendant provoqué par la vanité (ici, nous sommes dans le domaine psychologique qu'aborde rarement Montesquieu) — par le luxe, la classe riche se livre à des dépenses somptuaires qui ont pour effet de procurer emplois, travail et subsistance aux autres classes plus ou moins pourvues.

M. Jaubert a raison de critiquer Montesquieu de n'avoir pas distingué entre dépenses productives et improductives ; en effet, comme il le fait remarquer, beaucoup de ces dépenses de luxe peuvent être stériles, gaspillées vainement ou, dans un plus grand nombre de cas encore, l'argent ainsi dépensé pourrait

(118) Cf. E. L., V, 3, 4, 6 ; VII, 15.

(119) E. L. VII, 4 et aussi V, 9 ; C. R. III et XVI.

être mieux employé. En nous tenant sur le plan même de Montesquieu, celui de la loi d'équilibre, il est clair que des sommes importantes iront entretenir des professions appelées justement de luxe, et dont l'importance excessive peut détruire cet équilibre, suivant le processus déjà exposé. Mais, on l'a dit, Montesquieu n'est pas un économiste ; il ne pousse pas l'observation, il n'entre dans ce que nous appellerions, faute d'une autre expression, la partie technique de l'économie ; il s'en tient aux idées générales à la conclusion desquelles l'ont amené ses observations : ne préférons-nous pas de telles idées générales à des études secondaires plus approfondies ?

* *

La productivité des dépenses n'est du reste pas restée étrangère à l'auteur et il s'explique avec beaucoup de vigueur dans ses Pensées ¹²⁰ sur ce point, à propos des pensions accordées aux courtisans. On avait fait croire à un roi, dit-il, que du moment que l'argent ne sortait pas du royaume, quels que fussent les subsides levés et les pensions accordées, le royaume ne pourrait s'appauvrir ; mais, observe Montesquieu, « ôter l'argent nécessaire pour la culture des terres pour le donner à ceux qui ne l'emploient que dans l'encouragement aux arts du luxe par leur luxe, n'est-ce pas appauvrir l'Etat ? ». C'est comme si l'on disait, continue-t-il, que 20 chevaux employés à porter chacun 100 livres ne seront pas plus incommodés lorsque dix d'entre eux porteront le tout et que cinq autres porteront dans une charrette les cinq derniers. La comparaison est assez éloquente.

Quoi qu'il en soit de cette sorte d'additif à l'*Esprit des Lois*, comme la loi d'équilibre risquerait de ne pas s'appliquer ou de s'appliquer mal — et l'on sent que Montesquieu demeure fidèle à une position déjà maintes fois constatée — l'auteur fait intervenir la loi positive, ou du moins il nous montre et loue les législateurs et l'antiquité qui obligeaient les riches à prendre à leur charge une partie des dépenses publiques, fêtes, assistance, etc... ¹²¹ ; ainsi la subsistance de tous qu'une ten-

(120) N° 670.

(121) E. L., VII, 3 in fine.

dance naturelle pourrait ne pas suffire à assurer si les volontés individuelles s'y soustrayaient ou s'y opposaient, se trouve restaurée, dans une certaine mesure du moins, par la législation de l'homme : des charges nombreuses et lourdes compensent, et parfois presque entièrement, l'inégalité des fortunes dont bénéficie un petit nombre d'individus riches.

* *

Une telle loi naturelle, et Montesquieu la dépouille évidemment de tout son appareil contingent et accessoire, nous la voyons bien jouer, semble-t-il, dans toutes les Sociétés dont le régime économique est basé sur l'inégalité des fortunes, nous entendons l'existence d'une classe possédante restreinte, l'égalité des fortunes étant, par hypothèse, irréalisable. La richesse, en dehors des dépenses somptuaires, qui ont pour dernier ressort la vanité, n'engendre-t-elle pas des charges dont l'effet est de compenser l'inégalité des fortunes, de faire servir le superflu des uns à la satisfaction des besoins des autres ?

A toutes les époques, nous voyons les richesses avoir pour contre-partie des obligations : c'est la clientèle des Patriciens romains, les vassaux de la Féodalité, le personnel nombreux que font vivre autour d'eux à leurs gages les grands seigneurs de l'Ancien Régime. La même loi naturelle dont nous parlions plus haut, s'applique encore aujourd'hui, mais par l'intermédiaire de l'Etat : par l'impôt. L'Etat prélève une partie du superflu des riches pour le redistribuer ¹²².

On pourrait encore à cet égard comparer les époques où l'économie est commandée, c'est-à-dire où les particuliers ne disposent pas librement de leur argent : ainsi l'antiquité où les classes fortunées étaient tenues à de certaines dépenses et les époques, comme la nôtre, où l'économie est libre et l'on pourrait étudier comment s'applique sous ces régimes différents, la loi d'équilibre dont nous avons parlé, mais ce serait aller au-delà de notre sujet.

* *

(122) Cf. sur ce point C. R., III.

On peut signaler à propos du luxe le souci que manifeste Montesquieu de la protection du travailleur national ¹²³. C'est dans ce but en effet, qu'il admet les lois somptuaires dans une monarchie ; et ceci est conforme à ses principes, bien qu'il fasse du luxe le fondement de ce gouvernement : en effet, le luxe est destiné à faire vivre, par les dépenses somptuaires, une quantité de professions commerciales et artisanales, à l'intérieur de la nation, en rendant à ces professions le surplus d'argent, possédé par les riches ; si ces derniers importent de l'étranger, la loi compensatrice de l'inégalité des fortunes ne joue plus ; leur argent va au dehors au lieu de procurer des ressources aux classes laborieuses de l'Etat. Au législateur d'intervenir alors pour empêcher un commerce contraire aux intérêts de la nation.

On voit la fermeté de la position de Montesquieu : une société se trouve par suite des conditions naturelles et humaines — on ne peut éluder le facteur politique mis en avant par l'auteur, — dans une situation économique présentant une stabilité qui répond à des données assez nettes ; le législateur devra veiller à conserver les conditions qui garantissent cette stabilité, autrement dit permettre le jeu des tendances naturelles qui l'assurent. Dans la démocratie, il visera, par les lois somptuaires, à maintenir une certaine égalité des fortunes. Dans les Sociétés où les biens sont partagés très inégalement, il prendra des mesures pour que la compensation spontanée de cette inégalité ne se trouve pas faussée ou paralysée par l'intervention de volontés ou de circonstances contraires.

On doit noter secondairement ici une certaine préoccupation de Montesquieu à l'égard de l'homme, de l'individu, travailleur qu'une mode, une fantaisie peuvent priver de son gagne-pain. Ce souci, étant donné le plan où évolue la pensée de l'auteur, celui des sociétés, est assez rare pour que l'on ait soin de le relever.

* *

Nous devons dire un mot, enfin, des lois énoncées par Montesquieu au sujet du luxe ; il montre que le luxe est toujours en

(123) E. L., VII, 5.

proportion de l'inégalité des fortunes ¹²⁴, formule aussi heureuse qu'exacte, mais il donne à ce propos une théorie mathématique de la détermination du luxe, par progression arithmétique à partir du nécessaire, qui nous semble assez artificielle. Les autres principes sont plus intéressants ; à l'intérieur d'un Etat, le luxe est « en raison composée des richesses de l'Etat, de l'inégalité des fortunes des particuliers » et « du nombre d'hommes qu'on rassemble en de certains lieux » ; de même entre les Etats, on mesurera le luxe à l'inégalité des fortunes entre les individus, mais aussi à l'inégalité des richesses des divers Etats. Il semble qu'il y ait là l'expression de constantes aussi bien observées que clairement définies.

Montesquieu nous donne encore sur le ressort du luxe, — la vanité, — et sur ses effets ¹²⁵, qu'il s'agisse d'inconvénients, comme la hausse des prix et des gains, sans rapport avec le mérite de l'ouvrage ou d'avantages, comme l'impulsion donnée au commerce, il nous donne des notations, qui, pour être en partie inspirées de Mandeville ¹²⁶, à qui il se réfère expressément, n'en sont pas moins à retenir : on y constate son réalisme et la pénétration de son observation. Toutes ses réflexions tendent aussi à nous montrer comment dans un Etat où la richesse est aux mains de quelques-uns, le luxe forme le principal facteur de restitutions, de compensations.

Dans toute cette partie de son œuvre économique, Montesquieu reste, évidemment, soumis plus qu'ailleurs à un certain esprit de système, lorsqu'il veut ranger notamment l'étude de tel ou tel phénomène économique, en lui-même fort bien analysé et observé, sous une étiquette politique. On lui a fait assez souvent ce reproche, et M. Jaubert même, traitant du même sujet, pour que nous jugions inutile d'y insister.

Nous ferons au contraire remarquer qu'au-delà de la constitution et par son intermédiaire, si l'on peut dire, c'est le milieu, la nature qui déterminent la conjoncture économique. Les hommes jouent aussi leur jeu, ils peuvent modifier cette conjoncture par leurs lois et leurs décrets ; mais finalement, c'est la nature — et l'économie — qui reste la plus forte ; ce

(124) E. L., III, 1.

(125) Cf. aussi L. P., 106, E. L. VII, 9 ; XIX, 8, 9.

(126) *La Fable des abeilles*.

n'est pas la politique qui change l'économie, mais l'économie oblige la politique à évoluer et à modifier ses institutions.

Et nous ne saurions mieux conclure ce chapitre qu'en soulignant l'attitude d'observateur impartial et désintéressé de Montesquieu, qui apparaît davantage lorsqu'il aborde des sujets, pénétrés plus que d'autres de notions éthiques, comme le luxe. Montesquieu considère seulement le luxe ainsi qu'un élément de l'économie, un ressort du commerce. Détail curieux, nous l'avons vu, certains critiques lui ont reproché d'approuver le luxe, d'autres l'on loué de l'avoir blâmé ; un sentiment si contradictoire n'a d'autre origine que la position absolument neutre de l'auteur. Et cependant — on a dit aussi ¹²⁷ qu'il ne donnait pas de définition du luxe — il l'a jugé, malgré lui, d'un mot, et peut-on en trouver une définition à la fois plus concise et plus sévère : Le luxe est la commodité qu'on se procure par le travail des autres

CHAPITRE V

MONTESQUIEU ÉCONOMISTE : CIRCULATION DES RICHESSES, PRIX, MONNAIE, CRÉDIT

Théorie de la valeur. — Formation des prix. — La monnaie : signes monétaires ; rôle de l'Etat ; le change. — Le crédit : loi naturelle du prêt à intérêt et interventions des Législateurs.

S'il donne relativement peu de place dans ses ouvrages aux notions que nous venons d'étudier, — production, répartition, consommation —, Montesquieu s'étend beaucoup plus longuement sur les phénomènes économiques qui ressortissent à la circulation des richesses et dont certains, comme la monnaie¹ ou le louage d'argent², sont au premier rang de ses préoccupations les plus constantes.

On peut signaler d'abord l'importance qu'il donne, dans ses ouvrages, à l'idée d'échange³ ; toute son œuvre économique se ramène à cette notion ; c'est le côté dynamique, actif par excellence de l'économie, — la circulation, l'échange des produits entre les hommes, — qui a retenu toute son attention ; on en jugera par l'étendue des développements qu'il consacre au commerce et à l'histoire du commerce, à la formation des prix et à la théorie de la monnaie, entre autres ; c'est aussi l'aspect de l'échange qui domine dans l'influence qu'il nous

(1) E. L. XXI, 11, 22, XXII en entier. L. P. 24, 105, 118. C. R. XVII, XVIII. *Pensées*, 336, 356, 1784, 2006.

(2) Cf. BARCKHAUSEN : *L'Esprit des Loix et les Archives de la Brède*. Cf. E. L. XII, 21. XXI, 20 XXII, 16 et suiv., etc. *Pensées*, 355, 357.

(3) M. JAUBERT formule une observation analogue, mais sans la généraliser.

montre exercée par l'économie sur les autres secteurs de la vie en société.

* *

Montesquieu qui avait un tout autre but que d'écrire un traité d'économie politique, ne nous a pas donné de théorie de la valeur. Il est possible cependant, et même facile, de déduire son jugement quant à une notion aussi capitale, des observations que nous avons analysées plus haut au sujet de la production. Il semble que pour l'auteur le concept de valeur se fonde à peu près exclusivement sur celui de besoin : quelle est en effet la base de toute l'activité des hommes, si diverse, si complexe, si désintéressée parfois et même chimérique ? cette activité repose finalement sur la satisfaction des besoins physiologiques, sur la conservation de l'être, de la vie, au sens le plus élémentaire de ces termes. Et sur quoi se fondent les progrès des techniques, des sciences, des arts, ces acquisitions incessantes des civilisations montantes ? Sur de nouveaux besoins : peu importe qu'ils soient utiles, encore moins nécessaires ; le besoin est par lui-même créateur de richesses ; pour développer les richesses, il faut développer les besoins.

Et, nous l'avons vu dans un ordre inverse, si le besoin disparaît, la valeur s'effondre et ceci en suivant, dans le sens descendant, l'échelle des utilités jusqu'aux besoins primordiaux essentiels, d'où l'on était parti. L'utilité est donc bien pour Montesquieu le fondement de la valeur et si nous sommes encore loin de la théorie de l'utilité finale ou marginale, l'auteur ne s'en classe pas moins parmi les précurseurs de la conception psychologique de la valeur, à l'exclusion presque complète de la notion du coût de production ⁴.

*
* *

La question des prix et de la monnaie qui forme l'un des exposés économiques les plus complets et les plus détaillés de

(4) Cf. cependant sur la notion du coût de production E. L. XXI, 22. au sujet de la valeur des métaux précieux.

l'Esprit des Lois, a été minutieusement étudiée et même très approfondie dans sa thèse par M. Jaubert. Nous ne pouvons cependant passer sous silence des théories aussi importantes et, quitte à tomber dans des redites inévitables, notamment en ce qui concerne l'analyse ; nous nous proposons de les reprendre en détail pour y saisir la pensée profonde de Montesquieu. Nous avons d'ailleurs dit combien le mécanisme des prix et les questions monétaires le préoccupent et comment il y revient à maintes reprises dans ses ouvrages. C'est de tous ces exposés que nous nous efforcerons de dégager ses idées.

La théorie monétaire de Montesquieu est essentiellement quantitative : les signes monétaires désignent des marchandises et leur rapport s'exprime par une simple équation. On a même pu soutenir qu'il poussait la théorie quantitative jusqu'à l'absolu, en déclarant qu'il devait y avoir identité entre les signes et les marchandises⁵. Il est à première vue douteux que Montesquieu, comme l'en a accusé J.-B. Say⁶, ait pu avoir pareille opinion ; il était assez clairvoyant pour se rendre compte que les signes ne correspondent jamais qu'à une très faible part des biens et des richesses existants.

Cependant, il a pu donner prise à de pareilles critiques lorsque, pour expliquer sa théorie, il recourt à une comparaison tirée des usages de certains peuples primitifs⁷ : on évalue tous les biens du monde, — ou d'un Etat complètement isolé monétairement, — sous une commune mesure qu'il appelle macute ; le total donne un certain nombre de macutes ; l'on met en regard toute la masse de la monnaie existant dans le monde, — ou dans l'Etat indiqué, — et on la divise en autant de parties qu'il y a de macutes : chaque partie de la masse monétaire se trouve être le signe d'une macute.

On notera que l'auteur, dans ce passage, fait résider la commune mesure des valeurs dans une notion abstraite et non dans un étalon matériel donné : en effet, la macute originellement est un « signe purement idéal fondé sur le degré d'estime » de l'acheteur à l'égard de la marchandise⁸, à proportion du besoin qu'il en éprouve. L'explication de la monnaie se

(5) JAUBERT : thèse citée, ch. III.

(6) Id., *ibid.*

(7) E. L. XXII, 8.

(8) E. L., *ibid.*

rattache ainsi à la théorie psychologique de la valeur que nous venons de voir.

Quoi qu'il en soit, si chaque fraction de la masse monétaire est le signe d'une macute, il y a bien identité entre les signes et les biens représentés. Mais il semble que Montesquieu se soit laissé entraîner ici par le jeu de la comparaison qu'il pousse à son extrême rigueur, et il convient de rechercher sa pensée véritable dans les chapitres qui précèdent celui des macutes où la schématisation excessive de la théorie formulée auparavant en trahit le véritable sens.

* *

L'auteur commence par définir la monnaie comme « le signe qui représente la valeur de toutes les marchandises »⁹ et il ajoute que la monnaie doit bien représenter toutes choses et toutes choses représenter l'argent, c'est-à-dire « que l'on puisse avoir l'un sitôt qu'on a l'autre »¹⁰ ; en d'autres termes qu'à une marchandise offerte, — et non pas existante, — vienne répondre une contrepartie de monnaie circulant librement. Là se borne, croyons-nous, l'égalité des signes avec les richesses ou, pour conserver l'expression originale, avec les marchandises.

Montesquieu dit bien du reste, dans le chapitre intitulé « de la fixation des prix »¹¹, que le prix des denrées et marchandises est fixé par le rapport de leur quantité totale avec la quantité totale d'or et d'argent existants, mais comme ni les biens ni les monnaies, ne sont en totalité et en même temps dans le commerce, les prix sont formés en raison composée du rapport des premiers totaux (totalité des biens et des monnaies) et de celui des seconds (biens et monnaies offerts sur le marché), ce qui revient à dire, sous une forme un peu compliquée, que les prix obéissent à la loi de l'offre et de la demande.

Il est clair que si la monnaie se raréfie, on aura davantage de biens pour la même fraction de monnaie et vice-versa : en fait, c'est la dernière hypothèse qui se réalise le plus constamment : les signes monétaires augmentent plus rapidement que

(9) E. L. XXII, 2.

(10) Id., *ibid.*

(11) E. L. XXII, 7.

la masse des biens offerts, d'où leur valeur relative baisse et les prix montent. Montesquieu a toujours sous les yeux l'abondance du numéraire, provoquée par l'exploitation des mines de l'Amérique du Sud : c'est certainement le phénomène économique qui l'a davantage frappé.

L'importation nouvelle de métaux précieux s'est traduite en Europe par une augmentation du numéraire, dans le rapport de 1 à 20¹², dit-il ; les prix auraient donc dû hausser dans la même proportion : s'ils ne l'ont pas fait, c'est que, — et grâce à cet afflux de monnaie, — la production s'est également très fortement accrue : à supposer qu'elle ait doublé, les prix n'ont que décuplé¹³. Nous avons là, formulées très nettement, deux lois constatations, par excellence ; ce n'est pas notre dessein d'en discuter l'exactitude, mais seulement de souligner le caractère scientifique des règles posées par Montesquieu en matière économique.

L'auteur s'en tient, par conséquent, à la formule rigoureuse de l'équation $P = M : m$. Sa théorie est purement quantitative ; l'augmentation des signes monétaires fait hausser les prix, celle des marchandises les fait baisser ; généralement, les deux hausses jouent parallèlement, car un afflux de monnaie ranime et pousse la production ; celle-ci freine en sens contraire l'ascension des prix.

Montesquieu voit une autre conséquence dans l'abondance du numéraire : nous ne parlerons pas de la facilité où se trouvent les débiteurs de s'acquitter plus facilement lorsque la valeur de la monnaie diminue¹⁴, qui n'est qu'une conséquence de la première loi. Par contre, l'auteur pense que l'abondance du numéraire fait baisser le taux de l'intérêt¹⁵. M. Jaubert¹⁶ soutient que ce n'est pas exact, en faisant observer, avec pertinence, du reste, que Montesquieu ne tient pas assez compte de la complexité des faits économiques et de la multiplicité des

(12) On estime aujourd'hui que la masse de métaux précieux (or et argent) détenue dans l'ancien monde est passée de 1 milliard de francs germinale en 1492 à 30 milliards en 1750.

(13) E. L. XXII, 7.

(14) E. L. XXII, 16.

(15) Id., *ibid.*

(16) Thèse citée, ch. III

facteurs qui s'y enchevêtrent. Cependant, si nous nous en tenons à la réalité, il semble bien que l'afflux d'argent nouveau sur un marché provoque la baisse de l'intérêt, l'effet de la dévalorisation ne jouant qu'avec un certain retard, de même que l'augmentation de la production suscitant un appel au crédit ; que d'autres circonstances économiques interviennent, ce n'en est pas moins la loi principale qui joue en pareil cas. Si même on peut en discuter le bien fondé, elle constitue en tous cas une nouvelle loi-constatation à l'actif de notre auteur.

* *

M. Jaubert a fait par ailleurs une critique très sérieuse¹⁷ de la théorie monétaire de Montesquieu, dont il montre les insuffisances et le caractère trop simpliste. Nous ne le suivrons pas sur ce terrain, qu'il a parfaitement mis en lumière. Il est certain que Montesquieu s'en tient à un mécanisme trop mathématique pour correspondre exactement aux réalités, mais nous devons souligner que, pour son temps, il donne une théorie de la monnaie qui n'est pas à dédaigner¹⁸ et surtout, là encore, il met en relief le jeu et la portée de lois naturelles.

Que dit en effet Montesquieu ? Que, dans un Etat, pour que la monnaie joue son rôle d'instrument commode et précis des échanges, il faut que l'argent représente les choses et que les choses représentent l'argent¹⁹, c'est-à-dire que la loi de l'offre et de la demande doit jouer librement. Dans un Etat tyrannique, par exemple, où l'insécurité des fortunes pousse à la thésaurisation de la monnaie, les choses ne représentent point l'argent²⁰, les prix ne peuvent normalement, naturellement s'établir que si la loi de l'offre et de la demande n'est pas entravée ; aussi Montesquieu proclame-t-il que la fixation de la valeur des marchandises (entendez des biens en général), ne peut être soumise à l'autorité publique, pas plus que cette

(17) Thèse citée, *ibid.*

(18) Encore que J. B. SAY l'englobe dans sa réprobation générale à l'égard des auteurs de l'époque. « Montesquieu n'entendait absolument rien à la théorie des monnaies... et personne n'y entendait plus que lui jusqu'à Hume et à Smith ». *Traité d'économie politique*. Tome I.

(19) E. L. XXII, 2.

(20) *Id.*, *ibid.*

autorité, dit-il, expressément, ne saurait modifier, par une ordonnance, *un rapport mathématique* ²¹.

La théorie quantitative des prix, à l'état nu, comme la présente Montesquieu a besoin d'être éclairée, complétée, ainsi que l'indique M. Jaubert ²², par les multiples adjacents dont s'accompagne tout échange économique ; il n'y a pas d'équations si simples dans la réalité, mais ces réserves faites, sa théorie exprime bien une loi fondamentale, dont la valeur scientifique est aujourd'hui reconnue ²³, encore qu'elle n'indique pas le taux auxquels s'établissent les prix et ne fournisse pas d'indication rigoureuse sur le sens de leurs variations ²⁴ : les prix se forment d'après le rapport entre la monnaie disponible et le bien offert et l'estime que l'on a de la valeur de l'une et de l'autre ; il y a incontestablement ici l'expression du « rapport nécessaire qui dérive de la nature des choses » ²⁵ et c'est ce que nous voulions mettre en relief.

Qu'au fur et à mesure du développement et de la complexité croissante des transactions économiques, la question de la formation des prix soit devenu un des problèmes économiques les moins simples, où interviennent les facteurs les plus différents, cela n'empêche pas que ces prix restent dominés, en grande partie, par la loi de l'offre et de la demande, comme l'a indiqué Montesquieu. Sa description un peu élémentaire des rapports entre les biens et la masse monétaire ne correspond pas entièrement aux faits, même à ceux de son époque, mais l'idée maîtresse demeure valable et plus encore, peut-être, l'affirmation que les pouvoirs publics ne sauraient intervenir dans la formation des prix qui doit s'effectuer librement, spontanément, suivant une loi naturelle élémentaire ; comme aussi la critique des pays despotiques où, par suite des abus de la législation en matière des prix et de monnaie, le marché

(21) E. L. XXII, 7. L'auteur juge de même les mesures prises pour provoquer la hausse artificielle des prix, quelle qu'en soit l'origine. *Pensées*, 1998.

(22) Thèse citée, ch. III.

(23) Cf. BARTHÉLÉMY-RAYNAUD : *Op. cit.* T. II. « La loi de l'offre et de la demande ».

(24) Id., *ibid.*

(25) E. L., I, 1.

se trouve entièrement faussé et dénaturé, au détriment de l'intérêt même de l'Etat, non moins que des particuliers.



La question des signes monétaires a retenu Montesquieu plus longuement encore que celle de l'établissement des prix. C'est aussi, comme nous l'avons dit, que l'afflux des métaux précieux de l'Amérique du Sud ²⁶, ce gaspillage des trésors de Golconde, avait constitué un fait sans précédent dans l'histoire. On ne s'étonne pas que Montesquieu ait consacré ses réflexions pénétrantes à l'étude de cet événement qui tente constamment son observation et son esprit critique. Law et le Système ne le laissent pas indifférent mais l'ont moins attiré que les mines du Pérou.

La conclusion dominante qu'il retire de cette invasion des métaux précieux sur le marché mondial, c'est qu'elle avilit constamment et sans profit pour personne la valeur de la monnaie ²⁷. Réflexion bien banale, pensera-t-on ? On prendra peut-être garde que l'Espagne ne s'en était pas encore aperçu après une période de près de deux siècles et que l'accumulation des métaux précieux hantait encore, peu de temps auparavant, l'esprit des gouvernants de tous les pays ²⁸.

Nous ne pouvons citer tous les passages où l'auteur montre que l'Espagne et les pays producteurs de métaux précieux se ruinent à mesure qu'ils croient s'enrichir ²⁹, que le profit de la mine d'or ou d'argent tend à zéro, parce que les frais d'extraction conservent une valeur *réelle* constante et même croissante, tandis que le métal extrait perd parallèlement de sa valeur ³⁰ ; et la loi du rendement décroissant de la mine, quels que soient les facteurs étrangers qui atténuent cette diminution du profit,

(26) E. L., XXII, 6.

(27) E. L., XXII, 5.

(28) Attitude sans doute plus justifiable et qui était provoquée par la crainte de l'hégémonie de l'Espagne, grâce à ses richesses.

(29) E. L. XXI, 22. L. P. 118.

(30) E. L. XXI, 22.

nous paraît constituer une loi économique fondamentale. Ces observations, qui nous semblent aujourd'hui d'un autre monde — encore que l'on contingente bien la production de certains minéraux précieux ³¹ — étaient d'un profond réalisme pour l'époque, où la masse monétaire croissait exagérément par rapport au développement de la production.

* *

Montesquieu ne se rend pas moins compte des bienfaits d'une abondance relative de numéraire au point de vue de l'accroissement des richesses ³² ; l'argent constitue un stimulant et encourage les productions nouvelles ; il est, dans la pratique, créateur de richesses avant d'en représenter : on trouve même dans ce sens, — celui des heureux effets de l'augmentation de la monnaie en circulation, — des réflexions qui sembleraient contredire ce que nous croyons être la pensée profonde de Montesquieu, au sujet de la rareté de la monnaie ; il insiste surtout sur le rôle du numéraire dans le commerce, lui-même excitateur général de la production.

Il y a peut-être là non pas une de ces contradictions, comme on en rencontre chez l'auteur, mais une nuance dans son esprit : Montesquieu distingue une abondance relative bienfaisante et un accroissement sans cause, sans proportions et nuisible de la monnaie ; dans le circuit production de richesses, mise en circulation de nouveaux signes monétaires, il faut qu'il y ait un certain synchronisme et une juste mesure. Mais, Montesquieu restera foncièrement partisan de la rareté relative du numéraire ; cette rareté fait au demeurant partie des caractéristiques d'une bonne monnaie : pour être un instrument de transaction commode, il faut qu'elle ait beaucoup de prix sous peu de volume ³³, donc qu'elle soit rare, donc aussi, nous y reviendrons plus loin, qu'elle ait une autre fonction que celle de signe.

(31) Le diamant, par exemple, en Afrique du Sud. De telles mesures existaient déjà du temps de Montesquieu et précisément pour le diamant. L'auteur ne manque pas de critiquer les Portugais qui en ont eu l'initiative : la raréfaction artificielle de l'offre ne saurait atteindre son but.

(32) E. L. XXII, 4 et 5.

(33) E. L. XXII, 2.

Toujours nous observons chez Montesquieu ce sens du réel que nous nous sommes plu à louer ; il n'y a pas ici place pour une loi naturelle, puisque l'équation posée ($P = M : m$), il est indifférent que ses termes varient ; l'expression restera identique en ce sens qu'elle correspondra constamment aux facteurs qui la déterminent, offre et demande ³⁴. Mais dans la pratique, il n'est pas sans intérêt qu'un afflux brusque et non fondé de signes monétaires provoque un effondrement ou tout au moins une chute rapide et considérable des prix ³⁵ ; si quelques éléments de la Société en profitent, les débiteurs et en particulier l'Etat, la majorité des individus en pâtissent ; le fameux équilibre dont nous avons parlé au précédent chapitre est ébranlé et il faudra bien du temps pour le rétablir : la nature va lentement.

* *

Une autre observation que Montesquieu aime à formuler, c'est qu'en recherchant l'argent pour lui-même, une nation risque de négliger la mise en valeur de ses ressources naturelles ³⁶ qui seules demeurent, quelles que soient les vicissitudes économiques ou politiques, et qui constituent le fondement essentiel de la prospérité d'un pays ; cette réflexion s'applique surtout aux Etats propriétaires de mines de métaux précieux, car, pour les autres, il est clair que ces métaux ne peuvent s'obtenir que par l'exportation et que la constitution d'une réserve métallique a pour prémisses le développement de la production nationale : c'est le fondement du mercantilisme éclairé.

Tout autre est le cas des pays, comme l'Espagne notamment, qui produisent l'or et l'argent et ont cru s'enrichir en étendant sans limite cette production, alors qu'en réalité, au fur et à mesure que la circulation monétaire augmentait, les métaux précieux perdaient progressivement de leur valeur ; en théorie, il devrait rester à ces pays un certain profit, un enrichissement relatif, mais, dans la pratique, ils ont cru qu'il leur suffirait

(34) Nous supposons admise la loi de l'offre et de la demande, telle que la reconnaît Montesquieu.

(35) E. L. XXI, 22.

(36) E. L. XXII, 16.

désormais de dépenser ces métaux acquis à vil prix (et ici encore, ils se trompaient, puisque Montesquieu l'a démontré, les frais de la mine augmentent constamment) et ils ont en conséquence négligé les autres sources de richesses, leurs productions naturelles ; traçant un tableau saisissant de la misère de l'Espagne, dépérissant sur ses monceaux d'or, Montesquieu montre qu'elle s'est ruinée en préférant les richesses de signe aux richesses naturelles et ce lui est une occasion de proclamer la précarité des premières et la valeur foncière, intrinsèque et permanente des secondes ³⁷.

Avons-nous besoin d'insister sur ce que cette opinion de l'auteur confirme tout ce que nous avons vu précédemment : attaché à la réalité, à l'observation des faits, il ne se laisse prendre ni aux théories trompeuses, ni aux fictions séduisantes : la monnaie n'a qu'une valeur relative, elle ne vaut qu'autant qu'elle représente des biens nécessaires à l'homme : multiplier sans nécessité les signes monétaires, c'est les avilir, faire reposer toute l'économie d'un pays sur ces richesses de signe, c'est les conduire à la ruine. Il y a bien une loi naturelle qui présente sans doute moins d'intérêt de nos jours qu'à l'époque de Montesquieu, mais qu'il n'a pas eu moins de mérite à mettre en valeur : autant la constitution d'un stock métallique est pour l'Etat une mesure de prudence aussi sage que l'épargne d'un particulier, autant la recherche des signes seuls et pour leur seule valeur est saine et stérile.

*
* *
*

Il était plausible de déduire de ces réflexions que Montesquieu n'attachait à la monnaie qu'une valeur de signe et J. B. Say l'a vivement critiqué sur ce point ³⁸. Avant d'examiner ce point assez délicat, il est bon de rappeler quelles étaient les opinions en cours à l'époque ³⁹ : généralement les auteurs admettent que la valeur de la monnaie est directement fonction de celle des

(37) E. L. XXI, 22.

(38) Cf. JAUBERT : *Thèse citée*, ch. III.

(39) DUBOIS : *Précis de l'histoire des doctrines économiques*. Tome I.

métaux précieux utilisés comme instruments monétaires ; l'idée courante au Moyen-Age que la valeur du numéraire est arbitrairement fixée par le Prince, sans égard au poids et au titre du métal monnayé, est abandonnée au XVIII^e siècle et Melon est presque seul à admettre la hausse fictive par l'Etat du cours des espèces en circulation ⁴⁰. La plupart des théoriciens sont en conséquence opposés à toute altération légale des monnaies ; ils préconisent la simplification, voire l'unification internationale du système monétaire ; le bimétallisme, depuis Bodin, a la majorité des suffrages ; cependant certains, comme Locke et Petty sont monométallistes ; Petty notamment déclare que, comme il ne peut pas y avoir deux mesures de valeur, la meilleure doit être l'unique.

A l'encontre des économistes qui confondent la valeur de la monnaie avec celle des métaux précieux qui lui servent de support, deux auteurs au XVIII^e siècle professent que la monnaie, pour servir d'instrument d'échange, n'a nul besoin d'un substrat matériel. Boisguillebert ⁴¹ est ainsi partisan de la monnaie de papier, la monnaie n'étant pour lui qu'un bon d'échange, une mesure idéale de la valeur. De même Law ⁴² estime que la monnaie n'est qu'un instrument d'échange sans valeur intrinsèque, en même temps qu'un instrument tout puissant de création de richesses ; pour accroître la prospérité, il suffira donc de multiplier les signes monétaires à proportion de la demande, en pratique d'émettre du papier monnaie, le pouvoir d'achat de la monnaie étant indépendant de la valeur de l'instrument.

*

* *

Entre ces deux positions extrêmes, où classer Montesquieu ? A l'appui des critiques de J. B. Say, on peut tirer argument de ce que Montesquieu établit un rapport rigoureux entre les variations de valeur de la monnaie et des marchandises, du signe et des biens représentés ; si la valeur du premier dépend uniquement de celle des seconds, il n'a pas de pouvoir d'achat propre par lui-même, il n'a pas de valeur intrinsèque ; c'est à

(40) DUBOIS : op. cité. t. I.

(41) Id., *ibid.*

(42) Id., *ibid.*

cette conclusion que conduirait la théorie des macutes rapportée plus haut. On peut interpréter dans le même sens la distinction que l'auteur établit entre l'argent signe et l'argent marchandises ⁴³, ce qui signifierait que dans le second cas le métal précieux a une valeur propre, tandis que dans le premier il n'a qu'une valeur de signe. Et ainsi de tous les passages où l'auteur insiste sur la qualité de signe de la monnaie.

* *

Il ne semble pas cependant que Montesquieu ait considéré la monnaie comme une mesure idéale des valeurs, qui peut être indépendante d'un support matériel, comme un bon d'échange sans valeur intrinsèque. Nous trouverons plus loin un argument dans la critique que fait l'auteur des monnaies idéales, à l'encontre des monnaies réelles. Indiquons ici que Montesquieu désigne expressément comme signe monétaire un métal précieux ⁴⁴ qui est choisi comme tel pour des raisons de maniabilité et de commodité de transport, d'échange, d'accumulation ; il s'agit donc bien d'un signe qui doit avoir, par lui-même, une valeur et une valeur considérable pour présenter de telles qualités.

Que le pouvoir d'achat du signe diminue lorsque leur quantité augmente et, par exemple, avec l'afflux des métaux précieux d'Amérique, ne signifie pas que sa valeur diminue uniquement en raison de son emploi monétaire, par rapport aux biens représentés, mais aussi en fonction de son utilisation pour d'autres objets : bijouterie, industrie, etc... Encore est-il vrai de dire qu'à mesure que le rôle d'instrument monétaire l'emporte sur les autres emplois, la valeur du métal précieux dépend de plus en plus exclusivement de sa première fonction.

Mais surtout, si Montesquieu admettait que la monnaie n'eût qu'une valeur de signe, il reconnaîtrait que le papier peut aussi bien et plus commodément servir d'instrument d'échange. Or, dans ses observations sur la monnaie, Montesquieu raisonne toujours comme si les métaux précieux étaient uniquement employés comme signes monétaires et, s'il n'exclut pas l'usage

(43) E. L. XII, 5. *Pensées*, 336. L. P. 118.

(44) E. L. XXII, 2.

de la monnaie de papier, ce papier, pour lui, ne peut avoir de valeur qu'à condition de représenter une quantité de métal précieux de valeur égale à son pouvoir d'achat ⁴⁵ ; Montesquieu en est donc au stade du gage intégral, de la monnaie de papier représentative, ce qui prouve bien qu'il ne distingue pas le pouvoir libératoire du signe de la valeur intrinsèque de son support matériel. Et, ce qui confirme notre opinion, si le même papier revêt une valeur fiduciaire et non plus représentative, il en condamne l'emploi : ainsi lorsqu'il parle des billets émis par les Banques ou Compagnies de commerce (allusion directe au système de Law), dont la multiplication aurait contribué à avilir encore « l'or et l'argent dans leur qualité de signe » ⁴⁶. Malgré quelques flottements, la pensée de Montesquieu nous paraît ressortir assez nettement : pas d'instrument monétaire sans support matériel ; le pouvoir d'achat du premier est fonction de la valeur intrinsèque du second.

* *

Il nous faut revenir sur la distinction à laquelle nous avons fait allusion plus haut : Montesquieu assigne un double usage aux métaux précieux, qui servent à la fois comme marchandise et comme signe : ainsi, l'argent tiré d'Amérique sert en Europe comme signe, mais c'est en qualité de marchandise que l'Europe le reçoit d'Amérique et le renvoie aux Indes ; dans ces deux cas, il y a troc ⁴⁷. L'auteur insiste plus fortement encore sur cette discrimination dans ses *Pensées* ⁴⁸ et expliquant avec clarté et précision le rôle de la monnaie en matière d'échange international, il conclut que dans de telles transactions, l'échange se réduit finalement à un troc. « En un mot,

(45) E. L. XXII, 2. Indépendamment de la monnaie proprement dite, Montesquieu fait de fréquentes allusions aux lettres de change, qu'il considère surtout comme des moyens de transfert des richesses, mais aussi comme des instruments monétaires ; ici, encore, le papier représente une richesse réelle.

(46) MONTESQUIEU critique manifestement les mesures prises par Law contre le pouvoir libératoire de l'or et de l'argent en faveur du papier monnaie.

(47) E. L. XXII, 5.

(48) *Pensées*, 330.

dans le solde qui se fait toujours en argent, l'argent ne doit plus être considéré comme signe, mais comme marchandise » ⁴⁹.

Il n'entre pas dans notre sujet d'apprécier l'exactitude de la différenciation établie par Montesquieu. Toutefois, dans la pratique, étant donné que la valeur du métal précieux est surtout fonction de son rôle monétaire, il est clair que ce métal ne sera accepté comme solde dans les règlements internationaux qu'à condition d'être un instrument de paiement chez l'un et l'autre des coéchangistes, ce qui atténue la portée de la distinction formulée entre la valeur du signe et celle de marchandise, l'argumentation de Montesquieu revenant alors à dire que le solde des échanges qui n'ont pu être réglés par compensation réciproque, c'est-à-dire par le change et sans transfert de monnaie métallique, ne saurait être acquitté qu'en métaux précieux. D'autre part, l'auteur semble pousser un peu loin sa théorie, lorsqu'il affirme que l'abondance des métaux précieux, en tant que marchandises, est favorable, mais qu'elle ne l'est point si on les regarde comme signes ⁵⁰.

* *

Nous trouverons plus d'intérêt aux observations que nous donne ailleurs Montesquieu, dans son explication de l'origine de la monnaie ⁵¹ : il montre qu'une nation qui achète beaucoup à une autre peut n'avoir rien à lui vendre ; l'usage de la monnaie permet de combler la différence ; et il ajoute : « lorsqu'il y a monnaie », ce commerce se fait « à proportion des besoins de la nation qui demande le plus », lorsqu'il y a échange (lisez troc) « à proportion des besoins de celle qui demande le moins, sans quoi cette dernière serait dans l'impossibilité de solder son compte » ⁵². N'y a-t-il pas là encore une loi économique, loi naturelle constatation, fortement établie et clairement formulée ?

Il est curieux d'en rapprocher certains usages qui tendent à se répandre de nos jours, en matière de commerce interna-

(49) Cf. JAUBERT : *Thèse citée*, ch. III.

(50) E. L. XXII, 5.

(51) E. L. XXII, 1.

(52) Id., *ibid.*

tional, où, par suite d'un déséquilibre d'ordre monétaire, des Etats concluent entre eux des conventions en vertu desquelles les importations de l'un doivent être strictement soldées par les exportations de l'autre ; comme l'un des pays est dépourvu d'instruments monétaires, du moins de signes valables pour le coéchangiste, c'est-à-dire de devises ou de métaux précieux (l'or restant le seul signe monétaire qui ait une valeur internationale), ce pays est amené à importer en nature pour une valeur rigoureusement égale à ce qu'il peut exporter. On en revient ainsi à l'état dont parlait Montesquieu⁵³ antérieur à la création de la monnaie, aux échanges sous la forme élémentaire du troc.

Il y a là sans doute un singulier recul. Ce que nous voulions simplement souligner, c'est la portée des vues de l'auteur, qui trouvent à s'appliquer en des matières, au premier abord, bien étrangères à ses observations ou situées bien au-delà de ses prévisions possibles⁵⁴. Les pays qui, comme l'Allemagne, les Etats de l'Europe Centrale, etc..., font entre eux des échanges de matières premières et de produits fabriqués, sans solde monétaire, illustrent de façon frappante la réflexion de Montesquieu et constituent une application de la loi qu'il formule à ce propos. Nous avons déjà souligné le caractère scientifique que présente la règle ainsi posée.

* *

Nous ne pouvons terminer avec cette matière des métaux précieux instruments monétaires, sans indiquer que l'auteur était partisan du monométallisme. Dans l'*Esprit des Loix*, Montesquieu constate l'existence des différents systèmes employés dans l'antiquité et à l'époque moderne : il enregistre l'évolution des rapports de valeur entre les métaux utilisés, or, argent, cuivre, sans prendre parti pour un régime ou pour un autre, regrettant seulement que ces rapports aient été bouleversés⁵⁵ et que la valeur de l'or et de l'argent se soit effondrée au cours des temps et surtout après la découverte de l'Amérique.

(53) E. L. XXII, 1.

(54) Ici s'applique bien le mot de SOREL que nous citons en conclusion.

(55) E. L. XXII, 5. Cf. sur la même matière. C. R. XVII et *Pensées*, 356 et 2006.

C'est seulement dans les *Pensées*⁵⁶ qu'il prend position en faveur du monométallisme et en donne les raisons. Elles lui sont dictées par les désavantages du dualisme monétaire, où, par application de la loi de Gresham, le débiteur paie toujours dans la monnaie qui vaut le moins et où, pour éviter ces inconvénients pratiques — fuite de la bonne monnaie, perte au change, etc. — le législateur est constamment obligé de changer la proportion légale des espèces en cours, sans pouvoir en fait, suivre immédiatement les modifications réelles de leurs rapports. On voit que Montesquieu, quand il se prononce, s'appuie toujours sur des motifs tenant à la réalité, à la nature des choses.

On sait aussi que, dans l'impossibilité d'obtenir pratiquement un bimétallisme international et malgré l'effort intéressé de certains pays, la théorie du monométallisme simple ou composite rallie la majorité des auteurs contemporains, de même que ce système monétaire est appliqué à l'heure actuelle dans la plupart des pays.

* *

Montesquieu fait du reste expressément allusion au phénomène économique, connu sous le nom de loi de Gresham « la mauvaise monnaie chasse la bonne ». Nous n'en dirons qu'un mot, car l'auteur considère le fait au point de vue le plus simple, celui de la thésaurisation : l'homme, dit-il, thésaurise et thésaurise ce qui est le plus facile à dissimuler, c'est-à-dire le plus précieux. L'or disparaît quand l'argent est commun et vice-versa⁵⁷. Montesquieu se contente de constater, sans expliquer nettement que c'est la valeur réelle comme métal précieux et par rapport à l'autre monnaie qui fait le prix de la monnaie recherchée et justifie sa thésaurisation. Il tire surtout de cette règle une distinction entre l'abondance et la rareté relatives de l'or et de l'argent d'une part et leur abondance et leur rareté réelles, d'autre part⁵⁸.

Nous ne relèverons pas, enfin, l'utilisation comme signes

(56) *Pensées*, 3010.

(57) E. L. XXII, 9.

(58) E. L. XXII, 9.

monétaires de biens, d'objets ou de bétail, que Montesquieu cite non pas comme un usage primitif mais comme l'effet d'un art admirable des législateurs, grâce auquel « non seulement les choses représentaient l'argent par leur nature mais devenaient monnaie comme l'argent même » ⁵⁹. Nous avouons ne pas voir les avantages d'un tel système.



La formation des prix doit se faire, proclame Montesquieu, par le libre jeu des échanges et l'Etat ne saurait jouer aucun rôle en pareille matière ⁶⁰. La fixation du signe monétaire est au contraire une question où il doit intervenir, car la monnaie ne jouera son rôle d'instrument commode et exact des échanges que si elle a une forme, tant pour la valeur que pour les conditions matérielles de présentation, précise, définie, stable, générale et seule l'autorité de l'Etat peut lui assurer ces qualités essentielles et nécessaires.

Cette étude permet de bien juger la position prise par Montesquieu quant à la loi naturelle et à la loi positive : en matière de formation de prix, c'est la loi naturelle qui joue ; pour que le prix puisse s'exprimer en un signe monétaire offrant toutes les conditions requises comme instrument d'échange, nécessité de l'intervention de la loi positive. On verra du reste que Montesquieu restreint cette intervention dans la mesure où elle est strictement indispensable.



Il distingue les monnaies réelles et les monnaies idéales ⁶¹ ; la monnaie est réelle quand il y a identité entre le nom et la valeur de la chose, par exemple lorsque l'espèce dénommée livre d'argent pèse réellement une livre de ce métal. La monnaie idéale apparaît dès que l'on change le titre ou le poids de la monnaie.

(59) E. L. XXII, 2.

(60) E. L. XXII, 7.

(61) E. L. XXII, 3.

Montesquieu est, l'on s'en doute, partisan de la monnaie réelle et préconise le retour à l'ancien état de choses ⁶², retour qui devrait s'accompagner de l'interdiction de toute « idéalisation » postérieure, mais l'auteur sait bien que cette interdiction serait toute platonique et n'offrirait aucune barrière au besoin ou à la mauvaise foi ⁶³.

Quoiqu'il en soit, il affirme la nécessité d'une monnaie fixe : « rien dit-il, ne doit être si exempt de variations que ce qui est la commune mesure de tout ⁶⁴ » ; le commerce, ajoute-t-il, est par lui-même plein d'incertitude ; point n'est besoin d'ajouter à celle qui est fondée sur *la nature des choses* ⁶⁵. Le rôle du gouvernement doit donc être, foncièrement, d'assurer et de garantir la fixité du signe monétaire et Montesquieu indique les mesures qu'il devra prendre à cette fin ⁶⁶ : établir la proportion entre le poids du métal précieux et sa valeur comme signe monétaire, fixer le rapport de valeur monétaire entre les différents métaux utilisés comme monnaie, enfin donner à chaque pièce la valeur idéale dont il a été parlé.

On voit que Montesquieu raisonne sur le plan concret : il serait souhaitable que l'appellation de la monnaie répondît à sa valeur réelle ; mais les faits sont là, une livre n'est plus l'équivalent du même poids en argent ; par suite des usages, il peut être opportun de conserver le nom de l'espèce ; ce qui est indispensable c'est de fixer définitivement, sous les réserves que nous verrons plus loin, la valeur légale de chaque pièce de monnaie, des différentes espèces employées, or, argent, bronze, etc... C'est là que doit intervenir le législateur et c'est là que se borne son rôle ⁶⁷.

Ailleurs, à propos du change ⁶⁸, Montesquieu qualifie de positive cette valeur de la monnaie fixée par le législateur à l'intérieur d'un Etat, par opposition à la valeur relative de la monnaie par rapport aux autres pays : on pourrait aussi l'appeler valeur réelle, nous y reviendrons plus loin.

(62) E. L. XXII, 3.

(63) E. L. XXII, 3.

(64) Id., *ibid.*

(65) Id., *ibid.*

(66) E. L. XXII, 10.

(67) E. L. XXII, 13.

(68) E. L. XXII, 10.



Nous avons déjà vu que Montesquieu s'est longuement étendu sur l'avilissement des signes monétaires. Son attention devait être doublement attirée sur ce phénomène, par suite, d'une part, de la dévaluation naturelle, consécutive à l'accroissement des signes monétaires, d'autre part, des procédés de dévaluation arbitraire ou positive, fait du Gouvernement, qui étaient aussi courants à son époque qu'à la nôtre. On sait, notamment, que la valeur des monnaies au XVIII^e siècle était périodiquement fixée par le pouvoir royal.

Montesquieu distingue bien ces deux ordres de dévaluation. Nous avons suffisamment insisté sur la première pour ne pas y revenir ici. Nous noterons seulement que Montesquieu considère comme un fait normalement favorable l'accroissement relatif des métaux précieux ; toute période de civilisation s'accompagne, ou plutôt est la cause, du développement de la circulation et de la production des signes monétaires ; ainsi de l'empire Romain ⁶⁹ et de l'époque moderne ⁷⁰ ; les périodes de régression de la civilisation, comme le Bas-Empire et le Moyen-Age ⁷¹ coïncident au contraire avec la raréfaction des signes monétaires.

Production accrue, intensité des échanges et d'un autre côté accroissement de la circulation monétaire sont des phénomènes parallèles et qui ont d'étroites réactions réciproques, l'augmentation des signes monétaires se plaçant généralement au départ de l'évolution ascendante ⁷² et recevant ensuite de l'accroissement de l'activité économique un nouvel appel ; dans le sens inverse, invasions des Barbares et destruction des civilisations existantes, les phénomènes contraires se produisent, l'extinction du commerce et de la production jouant le premier rôle.

L'abondante circulation monétaire qui a lieu en période de prospérité s'accompagne, malgré le développement de la production, d'une certaine dévaluation, mais cette diminution de la valeur des signes monétaires n'a pas de conséquences défavo-

(69) E. L. XXII, 4.

(70) E. L. XXI, 22 et XXII, 5, 6.

(71) E. L. XXII, 4.

(72) C'est du moins dans la pratique le phénomène apparent.

rables. Elles ne devient dangereuse que lorsque la production des métaux précieux (nous employons à dessein ces termes l'un pour l'autre, comme le fait Montesquieu), s'accroît brusquement et sans motif, sans proportion avec les besoins monétaires, avec l'accroissement de l'activité économique, ainsi lors de la colonisation de l'Amérique du Sud et de l'afflux de l'or et de l'argent en Europe.

* *

Ayant exposé les déclarations de Montesquieu sur la monnaie réelle et la monnaie idéale, nous savons qu'il est résolument hostile à toute mesure de dévaluation arbitraire opérée par le Gouvernement⁷³, sous quelque forme qu'elle ait lieu, retranchement de poids, altération du titre, inflation monétaire avec émission de papier non gagé, comme au temps du Système.

Il n'en a pas toujours été ainsi et dans un projet de réorganisation des finances de la France⁷⁴ l'auteur, à côté de réductions de dépenses et de sérieuses réformes administratives ou fiscales, ne propose pas moins de trois dévaluations successives, d'importance décroissante, de 1/25 à 1 50 environ, opérées par voie de refonte des monnaies et dans un délai assez bref (4 ans), pour compenser la diminution des recettes provenant de la suppression des douanes intérieures ou pour amortir une partie des dettes. Mais, dans l'*Esprit des Lois*, qui constitue l'expression définitive de sa pensée, Montesquieu condamne toutes ces pratiques au nom du principe qu'il a formulé plus haut, à savoir que la valeur de la monnaie se fixe naturellement d'après le rapport existant entre le montant des marchandises et celui des signes monétaires, c'est-à-dire suivant la loi de l'offre et de la demande.

* *

Le rôle du Gouvernement est d'assurer à la monnaie sa fonc-

(73) E. L. XXII, 3 et XXIX, 6.

(74) Publié dans les *Pensées et Fragments inédits*, N° 2029. Nous avons dit d'ailleurs le caractère de jeunesse qui s'attache à ce projet comme au *Mémoire présenté au Régent*.

tion d'instrument des échanges, il est ainsi positif ; garantir la valeur fixe de la monnaie établie d'après les éléments naturels et la mettre ainsi à l'abri des oscillations que pourrait faire naître une loi d'offre et demande librement appliquée ; il est ensuite négatif, en ce sens que l'autorité publique ne doit prendre aucune mesure pour changer délibérément et arbitrairement le cours des monnaies (on conçoit, en effet, qu'elle peut être amenée à le faire lorsque la valeur réelle se modifie)⁷⁵.

Bien que Montesquieu soit opposé à la dévaluation par voie gouvernementale, on trouve chez lui, en sens contraire et cette fois dans l'*Esprit des Lois*, une admiration assez curieuse et basée sur des raisonnements douteux, pour les procédés du même ordre employés par les Romains⁷⁶. Nous ne rapportons le fait qu'à titre documentaire, car la position de Montesquieu contre l'inflation est indiscutable ; il ne s'agit là que d'une contradiction que ne justifient pas, s'ils l'expliquent, le goût et l'estime de l'auteur pour le monde de l'antiquité.

* *

Les théories formulées par Montesquieu en matière monétaire peuvent pécher par certains défauts, généralisation trop absolue, systématisation un peu simpliste, lacunes d'ordre technique, contradictions. Il n'empêche que par leur fond, comme par leurs détails, elles constituent une des parties les plus intéressantes de son système économique. Dans le domaine de la formation des prix et de la monnaie, Montesquieu montre la place respective que doivent occuper les facteurs naturels et la loi positive : les prix se fixent spontanément, naturellement, suivant le rapport entre les signes monétaires et les biens signifiés ; qu'il s'ajoute à ces termes d'une équation très élémentaire bien d'autres facteurs et que Montesquieu les ait omis, c'est incontestable, mais il a le mérite de dégager la loi fondamentale du mécanisme de la formation des prix : la loi de l'offre et de la demande ; les

(75) Ainsi des mesures prises à l'égard de la monnaie d'argent par l'Union Monétaire Latine au XIX^e siècle, ainsi des mesures de dévaluation « orthodoxes » que beaucoup d'auteurs admettent aujourd'hui, en raison notamment du déséquilibre entre les prix intérieurs d'une nation et les prix internationaux.

(76) E. L. XXII, 12.

prix s'établissent par ajustement du montant des marchandises offertes au montant de la monnaie en circulation.

Le Législateur ne saurait intervenir en pareille matière, sans fausser le jeu des échanges, ce qui entraînerait au point de vue économique les plus graves inconvénients. Par contre, il a un rôle à jouer en matière monétaire ; pour que la monnaie puisse accomplir sa fonction d'instrument des échanges, il faut qu'elle ait une valeur aussi constante, aussi stable et aussi universelle que possible : le législateur fixera donc et garantira la valeur de chaque signe monétaire, telle qu'elle tend à s'établir par le jeu des facteurs naturels, mais il se gardera d'en modifier le cours arbitrairement et sans motif. Il semble qu'ici encore Montesquieu ait pleinement reconnu l'existence d'une loi naturelle, loi constatation à laquelle doit s'ordonner et s'harmoniser la loi positive. L'auteur trouvera du reste des applications précises de sa théorie dans l'étude qu'il consacre au change.



Le chapitre du change⁷⁷ constitue, nous l'avons dit, l'exposé le plus complet, le mieux ordonné et le plus systématique (au sens constructif) des différents passages de l'*Esprit des Lois* ayant trait aux questions économiques. M. Jaubert l'a, avant nous, entièrement analysé et nous n'avons pas le dessein de reprendre cette étude. Qu'il nous suffise de constater que le chapitre en question forme un traité clair, raisonné et compréhensible de toutes les pratiques du change telles qu'elles avaient lieu à l'époque. Nous avons signalé que ce chapitre avait été reproduit entièrement dans l'Encyclopédie, c'est dire la valeur didactique qu'on lui reconnaissait.

Il ne nous a pas été possible de découvrir si le traité du change était une œuvre proprement originale de Montesquieu ou s'il en avait puisé les principaux éléments dans les écrits des spécialistes de l'époque. Plusieurs commentateurs notent que ce traité est le fruit des observations qu'il avait faites en Hollande, de son expérience personnelle, par conséquent.

(77) E. L. XXII, 10.

Nous en retiendrons surtout les conclusions que Montesquieu tire de son étude. C'est d'abord que le change constitue « une fixation de la valeur actuelle et momentanée des monnaies ⁷⁸ », d'après l'abondance et la rareté relative des monnaies des divers pays ; grâce à cette communication, l'on peut juger de la valeur réelle, relative d'une monnaie et non plus de la valeur positive que lui confère, à l'intérieur d'un pays, la loi de ce pays, et qui peut être plus ou moins arbitraire ⁷⁹. Cette valeur est fixée, dit Montesquieu, d'après la valeur de la monnaie de la nation qui a le plus d'argent, c'est-à-dire, en fait, d'après la proportion et le nombre des effets qu'un pays a sur l'autre ⁸⁰. Et Montesquieu montre tous les effets de la hausse et de la baisse des changes, augmentation de l'exportation, restriction des importations, quand le change est bas, ce qui tend à rétablir l'équilibre entre les pays, hausse des changes dans les places où se traitent beaucoup d'affaires, etc... De même l'institution du change a facilité le transport de l'argent d'un pays dans un autre et dès lors « l'argent n'a pu être rare dans un lieu qu'il n'en vint de tous côtés de ceux où il était commun ⁸¹ ».

* *

Ce que Montesquieu souligne surtout en revenant à la valeur de la monnaie, c'est que le change est le critère de la valeur réelle des monnaies des différents pays ; il constitue ainsi un moyen d'application de la loi naturelle ; un pays peut faire de l'inflation, imposer un cours forcé à ses monnaies, le change s'entient aux réalités et traduit dans le cours des monnaies étrangères la valeur réelle de cette monnaie dévaluée ⁸². Montesquieu insiste longuement sur cette heureuse conséquence du change qui devient ainsi l'auxiliaire de la loi naturelle et forme un frein aux abus du législateur ⁸³.

Aussi constitue-t-il une épreuve à laquelle les pays despotiques

(78) E. L. XXII, 10.

(79) E. L. XXII, 10, 13.

(80) E. L. XXII, 10.

(81) E. L. XXII, 16.

(82) E. L. XXII, 10, 13.

(83) Il forme aussi un lien entre les pays, comme moyen d'information sur les mesures prises dans chacun d'eux. *Pensées*, 1784

refusent de se soumettre : Montesquieu donne l'exemple de la Russie ⁸⁴, où le commerce est impossible parce qu'il imposerait l'établissement du change, dont les opérations seraient contraires à toutes les lois de l'Empire : en effet, les sujets de Catherine II ne peuvent ni sortir ni faire sortir leurs biens du pays sans autorisation. On voit que l'interdiction d'exportation des capitaux et le contrôle des changes ne sont pas choses nouvelles.

Faut-il rapprocher de ce texte, et bien qu'elle n'ait pas trait à des questions monétaires, la 51^e *Lettre Persane* où Montesquieu écrit que « les Moscovites ne peuvent point sortir de l'Empire, fût-ce pour voyager. Ainsi, séparés des autres nations par les lois du pays, ils ont conservé leurs anciennes coutumes avec d'autant plus d'attachement *qu'ils ne croyaient pas qu'il fût possible d'en avoir d'autres* ⁸⁵ ». Certains rapprochements seraient faciles à faire et constitueraient une preuve de l'empire de l'influence du milieu, définie par Montesquieu comme déterminant le caractère, les mœurs et les usages d'une nation.

* *

Dans le même esprit, Montesquieu blâme l'interdiction qui existe dans certains pays d'Italie ⁸⁶ de vendre des fonds de terre à des sujets étrangers ; il montre qu'en effet, par suite du change, les richesses d'un Etat ne lui appartiennent plus en propre, mais qu'elles peuvent passer d'un pays à l'autre sans difficulté ; du moment qu'on laisse les gens libres de disposer de leur argent, de leurs effets mobiliers, ce qui est le cas dans l'espèce qu'il critique, c'est un contresens d'interdire la vente des immeubles ; une telle loi peut être facilement éludée et, si elle s'applique, elle n'a pour effet que de dévaloriser les terres au profit de l'argent et de décourager une immigration qui peut être profitable.

Des théories de Montesquieu sur le change, nous retiendrons donc que cette institution monétaire favorise le libre jeu des transactions commerciales internationales et constitue le critère

(84) E. L. XXII, 14.

(85) Cf. Aussi sur la Russie. E. L. V, 14.

(86) E. L. XXII, 15.

de la valeur réelle des monnaies nationales, permettant de faire le départ entre les éléments naturels qui servent d'assise à cette monnaie (production et ressources naturelles, métaux précieux en circulation ou gageant la circulation monétaire) et les mesures d'un gouvernement qui impose un cours arbitraire aux signes monétaires. Comme nous le faisons remarquer plus haut, le change est pour Montesquieu un exemple qui illustre lumineusement et concrètement ses théories sur les prix et la monnaie.

*
* *

S'il expose d'une manière assez ordonnée et complète ses idées relatives aux phénomènes monétaires, l'auteur de l'*Esprit des Loix* ne consacre pas une étude d'ensemble au crédit. Ses observations en pareil objet sont assez dispersées et partielles, fait explicable par l'époque à laquelle appartient Montesquieu, où le crédit était loin d'être organisé comme il l'est de nos jours, et où celui de l'Etat⁸⁷ (emprunts à des particuliers ou au public) tient la première place et domine les préoccupations des économistes et des financiers. L'on n'en relève pas moins dans l'œuvre de Montesquieu des observations fort intéressantes touchant le louage d'argent.

Tout en se défendant de critiquer les doctrines de l'Eglise catholique en la matière⁸⁸, Montesquieu se préoccupe d'expliquer le prêt à intérêt. Nous soulignerons à nouveau le caractère désintéressé et scientifique de l'observation de Montesquieu, sa discrimination de la morale et de l'économie politique qui s'exprime excellemment dans la déclaration suivante : « C'est une action très bonne de prêter à un autre son argent sans intérêt, mais on sent que ce ne peut être qu'un conseil de religion et non une loi civile⁸⁹ ». Pour lui le prêt est un louage d'argent

⁸⁷ E. L. XXII, 16.

⁸⁸ E. L. XXII, 19.

⁸⁹ *Défense de l'Esprit des Loix*. Par contre, dans sa réponse à la Sorbonne qui avait censuré ses propositions sur l'usure, Montesquieu se livre à une sérieuse réfutation de la doctrine thomiste qui s'est inspirée des principes d'Aristote pour condamner le prêt à intérêt, le confondant avec tout ce qu'on a désigné sous le nom péjoratif d'usure. Cf. BARCKHAUSEN : *L'Esprit des Loix et les Archives de la Brède*.

car, ainsi qu'il l'observe pertinemment, l'argent, à la différence des autres biens et sauf lorsqu'il est employé comme marchandise, ne peut que se louer, non s'acheter⁹⁰. S'il est prêté, il est normal que le prêteur en reçoive une rémunération, tout comme lorsqu'il loue un bien immeuble ou meuble, dont le preneur a le profit ; ainsi se justifie l'intérêt du prêt d'argent : c'est le prix de la location.

Montesquieu, dans son histoire des révolutions du commerce depuis l'antiquité jusqu'aux temps modernes, fait aussi l'histoire du prêt à intérêt⁹¹ ; il montre qu'en interdisant l'usure, en appliquant les prescriptions de l'Eglise, les pouvoirs publics ruinaient le commerce qui est fondé sur le crédit ; c'est ainsi que le commerce a pu passer complètement entre les mains des Juifs, qui, à leurs risques et périls, ne se conformaient pas à la législation en vigueur, et après avoir décrit comment, par suite de leur usure excessive et des persécutions qu'elle motivait, les Juifs inventèrent la lettre de change, dont l'usage devait bouleverser le commerce international, Montesquieu se livre à des considérations sur les Juifs qui sont toujours valables⁹².

* *

En ce qui concerne le taux de l'intérêt, Montesquieu soutient que ce taux, lorsqu'il est libre, est fonction de la loi de l'offre et de la demande, et nous avons relevé plus haut les conséquences de l'afflux de capitaux quant à l'évolution du taux de l'intérêt⁹³. Bien qu'il s'agisse, comme pour les prix, d'un fait économique déterminé par les courants naturels obéissant à la loi précitée, Montesquieu n'est pas hostile à une fixation légale du taux maximum de l'intérêt⁹⁴, pour empêcher les abus de la part des prêteurs qui souvent tiennent les emprunteurs à leur merci.

Mais certains critiques⁹⁵ estiment qu'il faut voir là une con-

(90) E. L. XXII, 19.

(91) E. L. XXI, 20.

(92) E. L. XXI, 20. Sur les Juifs, voir aussi L. P. 60 et chapitre inédit de *l'Esprit des Lois* dans BARCKHAUSEN, *op. cit.*

(93) E. L. XXII, 16.

(94) E. L. XXII, 19 à en rapprocher *Pensées*, 357.

(95) Cf. Notamment DUPRAT : *Les idées économiques de Montesquieu*.

cession de l'auteur à la doctrine ecclésiastique et qu'il était, au fond, partisan de la liberté de l'intérêt. En tous cas, Montesquieu ne semble pas croire, comme certains théoriciens de l'époque, à une action déterminante du taux de l'intérêt sur l'économie générale et il se garde de préconiser une intervention de l'Etat ayant pour but de fixer, en vue de stimuler l'activité du pays, un pourcentage très élevé ou très bas (les deux opinions existaient en effet alors en sens opposé). Au contraire, il insiste sur la nécessité d'un taux modéré ⁹⁶, exception faite des usures maritimes ⁹⁷ où l'intérêt élevé se justifiait à l'époque et par l'insécurité du commerce maritime (nous avons eu récemment l'exemple des primes d'assurances, à certains moments de la guerre d'Espagne) et par les profits élevés que pouvait réaliser l'emprunteur ; sous cette réserve, le taux de l'intérêt doit être fixé assez bas, — sinon le commerçant ne peut rien entreprendre et le but même du crédit disparaît, — mais d'autre part suffisamment haut pour que les possesseurs d'argent aient intérêt à le prêter, sinon la loi n'est pas observée et l'usure s'établit.

* *

C'est ici que joue, avec une juste rigueur, la dialectique de Montesquieu, fondée sur une observation indiscutable : il montre que c'est l'interdiction même de l'usure ou la fixation d'un taux déraisonnablement médiocre, qui provoque tous les abus de l'usure ⁹⁸. L'histoire romaine en offre des exemples frappants : par démagogie, la République périodiquement abolit les dettes et supprime l'intérêt, ce qui naturalise l'usure à Rome, les créanciers n'ayant plus confiance dans la foi des contrats et cette étude donne à Montesquieu l'occasion de phrases dignes de l'anthologie « tous les moyens honnêtes de prêter et d'emprunter furent abolis... une usure affreuse toujours foudroyée et toujours renaissante s'établit... Les lois extrêmes dans le bien font naître le mal extrême ⁹⁹ ».

(96) E. L. XXII, 19.

(97) E. L. XXII, 20.

(98) E. L. XII, 21. XXII, 21 et 22. Cf. Dans le même sens : la naturalisation de l'usure dans les pays despotiques. E. L. V, 15.

(99) E. L. XXII, 21.

Il est clair, en effet, que si le législateur, pour des considérations d'ordre théologique ou moral, interdit l'intérêt ou abolit les dettes pour punir les usuriers, l'usure est poussée au pire, car le prêt à intérêt est une *institution naturelle* : le commerce, l'entreprise, ont besoin d'argent et les détenteurs ne le leur prêteront pas gratuitement. Si l'usure est interdite et poursuivie, l'intérêt montera à un taux excessif ; « l'usure augmente à proportion de la sévérité de la défense » comme le souligne Montesquieu à propos des pays musulmans où le Coran confond usure et prêt à intérêt¹⁰⁰ : il est naturel que le prêteur fasse payer le danger de la contravention et le péril de l'insolvabilité.

Nous employons à dessein le mot naturel, car Montesquieu fait état ici de loi naturelle, loi constatation par excellence ; le prêt à intérêt est une nécessité naturelle : conséquence, l'interdire ou le réglementer trop strictement c'est engendrer les pires abus, car, outre la rémunération normale de la location, le créancier exige celle de son risque et elle est d'autant plus forte que la législation est plus sévère.

On voit là un exemple des plus frappants de l'attitude de Montesquieu que nous avons déjà décrite ; le prêt à intérêt est une loi naturelle, le législateur ne provoquera que des désordres à vouloir s'y opposer, quels que soient les motifs dont il s'inspire. Tout ce qu'il doit faire, sous les réserves que nous avons signalées, c'est d'intervenir avec modération pour fixer un taux d'intérêt convenable, en fonction des nécessités économiques, afin d'éviter les abus d'une loi naturelle jouant avec trop de liberté. L'interdiction de l'usure ne peut être qu'un conseil religieux, non une loi civile et en matière de taux d'intérêt « c'est la modération qui doit gouverner les hommes » et non les excès, si sublime fût leur fin.

* *

De l'usure est-il besoin d'une transition pour passer aux banques : là plus qu'ailleurs, nous vérifions ce que nous disions plus haut, à savoir qu'à l'époque, c'est l'idée de crédit public qui domine et Montesquieu regardera surtout les banques com-

(100) E. L. XXII, 19, Sur l'origine naturelle de l'interdiction du prêt à intérêt par le Coran et la Loi Mosaïque, voir *Pensées*, 355.

me les prêteurs et les créanciers de l'Etat ¹⁰¹. Nous noterons surtout à ce sujet, une réapparition de son esprit de système : en effet, Montesquieu soutient que les banques conviennent aux démocraties, ou plutôt aux républiques commerçantes, non aux Etats autocratiques ¹⁰² et il justifie cette affirmation non par des observations concrètes mais par un raisonnement : dans ces Etats, il y a d'un côté la puissance et de l'autre l'argent qui se trouve sans pouvoir ; aussi, l'argent dès qu'il devient un dépôt important, passe entre les mains du Prince.

On pourrait discuter de la valeur de cette argumentation : que les banques, ou pour suivre la pensée de Montesquieu, l'argent soit davantage à la merci du pouvoir dans un Etat despotique où, par définition, la puissance du Prince n'a pas de limite, c'est théoriquement vrai ; dans une monarchie où l'autorité du monarque est tempérée par l'appareil légal, c'est déjà moins sûr et dans la réalité, ne reconnaît-on pas à l'argent un pouvoir qui peut dominer tous les autres.

Nous avons seulement cité cette assertion de Montesquieu, qui au demeurant est d'un intérêt secondaire, parce qu'elle se rattache à son système de la classification des conditions économiques suivant les constitutions politiques ; plausibles ou véridiques, dans le domaine de la théorie, à titre de principes, de fils conducteurs, ces raisonnements perdent de leur intérêt dans la réalité.

(101) E. L. XXII, 16.

(102) E. L. XX, 10.

CHAPITRE VI

MONTESQUIEU ÉCONOMISTE — CIRCULATION DES RICHESSES — LE COMMERCE

Les erreurs de l'esprit de système. — Les « lois » du commerce : influence de la nature et influence de l'homme. — La liberté du commerce : idée dominante apparente ; contradictions ; position réelle de l'auteur. — Le commerce international et la solidarité entre les nations.

Dans les phénomènes économiques qui se rattachent à la circulation des richesses, nous avons entendu réserver une place à part au commerce qui occupe une partie importante de l'*Esprit des Loix* puisque l'auteur ne lui consacre pas moins de deux livres entiers et que ses idées sur ce sujet lui ont valu une bonne part de sa célébrité et de sa gloire, de même qu'elles conservent à son œuvre un intérêt bien vivant.

Mais ici comme en bien d'autres endroits de l'ouvrage, ne nous attendons pas à un exposé méthodique des théories de Montesquieu. Les chapitres ne sont pas reliés entre eux par un lien logique ; ils présentent une succession d'observations, de points de vue d'importance et de valeur inégales, traités incomplètement, repris en plusieurs passages différents ; l'histoire du commerce, objet du II^e livre contient en particulier nombre des réflexions les plus intéressantes de Montesquieu sur le commerce en général.

* *

Une remarque qui s'impose au seuil d'une telle étude, c'est que Montesquieu parle surtout du commerce international et

ne donne sur le commerce en lui-même ou sur le commerce intérieur, que des observations moins importantes : beaucoup de critiques le lui ont reproché. Il est vraisemblable que l'importance ainsi donnée aux échanges internationaux est dûe pour une bonne part à l'existence que Montesquieu mena à Bordeaux, où il eut sous les yeux une image constante et vivante de ces échanges et d'où il tira des conclusions si hautes et si larges concernant les rapports des peuples entre eux, en dehors de ses observations directes sur le commerce proprement dit.

Quoiqu'il en soit de la lacune concernant le commerce intérieur, il reste que beaucoup des développements consacrés par Montesquieu aux transactions internationales s'appliquent à titre égal au commerce en général. Nous pourrions nous en convaincre à plusieurs reprises.

Dans ce long traité du commerce, les idées les plus neuves et les plus fécondes voisinent avec des réflexions moins frappantes ou avec des vues qui comportent un certain esprit de système. Conformément au plan que nous nous sommes tracé, nous ne donnerons pas une analyse méthodique des livres sur le commerce, mais nous ferons apparaître d'abord les idées qui se rattachent à l'arbitraire et à l'apriorisme, pour consacrer ensuite tous nos soins aux vues originales et riches de contenu, notamment en ce qui touche à la loi naturelle.

*

* *

Une grande partie des livres de l'*Esprit des Loïs* traitant du commerce repose sur une distinction fondamentale et qui, par l'application qui en est faite aux différents régimes politiques, revêt un caractère assez systématique : Montesquieu distingue, en effet, deux sortes de commerce, suivant les États qui s'y livrent : le commerce de luxe, propre aux monarchies, — le commerce d'économie, caractéristique des républiques, et qui n'est autre que le commerce international, ainsi curieusement dénommé parce qu'il ne laisse que des profits médiocres aux individus et aux peuples qui le pratiquent¹.

(1) Cf. E. L. V, 6. XXI, 6.

Pareille distinction est évidemment discutable dans son fond : au commerce extérieur, nous avons coutume d'opposer le commerce intérieur, et non le commerce de luxe. Quant à qualifier le premier de commerce d'économie, Montesquieu ne nous a-t-il pas dit, lui-même, à propos des usures maritimes, que l'armateur avait l'alternative de pertes et de profits également considérables ; et c'est bien le rôle que Montesquieu fait jouer aux républiques, pratiquant le commerce d'économie, de servir d'intermédiaire aux autres Etats dans leurs mutuelles transactions.

La distinction de ces commerces suivant la constitution politique des différents Etats nous paraît encore plus spécieuse. Nous devons remarquer d'abord que Montesquieu ne définit pas ce qu'il entend par commerce de luxe, mais connaissant l'état économique qu'il a dépeint comme étant propre aux monarchies — (non pas à tous les états autocratiques sans distinction), — dont le luxe est un des principes, nous pouvons supposer qu'il s'agit du commerce qui tend à satisfaire tous les besoins et désirs superflus de la classe possédante de ces Etats ².

S'il en est ainsi, on conviendra que dans la réalité, la discrimination manque de base : que les Etats despotiques soient de médiocres commerçants, tout le monde conviendra que Montesquieu est bon observateur ; mais il en va autrement des monarchies : pour ne prendre que l'exemple de la France, notre pays, au temps de Montesquieu et de l'aveu même de cet auteur ³, se classait bien au premier rang des pays pratiquant le commerce international ; quant aux Républiques helvétiques, on ne sache pas qu'elles aient joué un rôle quelconque en ce domaine et si les Pays-Bas, si les Républiques italiennes, si l'Angleterre, monarchie parlementaire, que Montesquieu rapproche des républiques, ont une telle activité comme courtiers internationaux, ne le doivent-ils pas à leur situation géographique plus qu'à leur constitution politique ?

* *

Il serait facile de multiplier les objections à l'égard de la réa-

(2) E. L. VII, 4. XX, 4.

(3) « La France, l'Angleterre et la Hollande font à peu près la navigation et le commerce de l'Europe ». E. L. XXI, 21.

lité d'expérience de la division posée par Montesquieu. Mieux vaut essayer de l'expliquer, si on ne peut la justifier : il est certain que Montesquieu est influencé sinon par le spectacle de son temps, — nous venons de donner des exemples assez nets, — du moins par le souvenir de l'antiquité ; pour lui, la notion de république est liée à celle du désintéressement ⁴ : l'individu fait passer l'intérêt général de l'Etat avant le sien propre, il s'ensuit qu'il ne se livrera pas à un commerce où il ne chercherait que son propre enrichissement, mais qu'il s'attachera à un commerce où les profits sont moins immédiats et délaissé par d'autres peuples ⁵ ; la notion de monarchie suppose, en effet, que le sujet préoccupé de s'enrichir et de s'élever, plus que de l'intérêt supérieur de sa patrie, recherchera les gains immédiats d'un commerce fructueux et négligera la navigation ⁶, principal moyen du commerce international, à cause des périls et des risques qu'elle présente.

Si on remarque, d'autre part, que les monarchies ont pour terre d'élection les pays fertiles, dont les richesses naturelles assurent la prospérité ⁷, tandis que les républiques fleurissent en des régions plus pauvres, plus dépourvues de ressources et particulièrement dans les îles ⁸, on voit comment des idées préconçues et abstraites, telles que le désintéressement du citoyen, se mêlent à des observations concrètes pour aboutir à une théorie apparemment rigide et systématique, mais où s'intègrent des conceptions justes et réalistes.

Il faut, dès lors, considérer la division des commerces suivant les Etats qui les pratiquent, davantage comme un instrument pratique de classification, une méthode qui permettra de sérier grossièrement les questions que comme des vues absolues ; d'autant, nous l'avons vu et le verrons encore, que la proposition peut se retourner et que l'on peut distinguer les Etats suivant le commerce qu'ils font, manière de considérer le problème plus conforme à la réalité, en tant que l'économique ou les forces naturelles dominant toujours finalement la politique.

(4) E. L. V, 2 et 3. VII, 2.

(5) E. L. XX, 4 ; de même, E. L. V, 6. XXI, 6.

(6) E. L. XX, 4.

(7) E. L. XVIII, 1 et 2.

(8) E. L. *ibid* et 5



Nous passerons rapidement en vue les autres catégories qui relèvent de l'esprit de système et de l'apriorisme. Nous avons déjà vu que Montesquieu fondait les démocraties sur l'égalité des fortunes ; or le commerce est antinomique de cette notion⁹ ; le commerce, même international, aboutit à l'enrichissement de ceux qui le pratiquent par rapport aux autres citoyens et par conséquent à l'inégalité des fortunes. Il est clair en effet que la modicité du profit laissé par un tel commerce ne paraît pas correspondre à la réalité, nous nous sommes déjà expliqué là-dessus ; l'idée du risque à courir est plus exacte, mais elle justifie précisément un gain plus élevé que dans un commerce ordinaire et Montesquieu l'a fort bien observé à propos des usures maritimes¹⁰.

Rappellerons-nous aussi, si l'on objecte qu'il s'agit moins de démocraties que de républiques, que les républiques citées par Montesquieu : républiques commerçantes de l'antiquité, Pays-Bas, etc..., sont avant tout des gouvernements aristocratiques et même ploutocratiques ; dès lors, la recherche d'un profit modique apparaît comme peu compatible avec ce que nous savons de telles sociétés et à l'inverse le luxe ne nous paraît pas leur être moins propre qu'aux monarchies. A descendre dans le domaine du réel, on s'éloigne davantage des principes premiers posés par Montesquieu.



De même, la distinction que fait Montesquieu entre les monarchies et les républiques au point de vue de l'esprit d'entreprise¹¹ semble assez subtile ; dans une nation où le luxe est établi — mais encore une fois, ce luxe est-il exclusivement l'apanage des monarchies ? —, les particuliers comme l'Etat n'ont en tête que de grands projets, et ils ne peuvent en même temps se

(9) Pour la démocratie fondée sur le commerce, voir notamment E. L. V, 6.

(10) E. L. XXII, 20.

(11) E. L. XX, 4.

préoccuper des petits projets que suppose l'exercice du commerce¹² ; d'où, le commerce (international) sera abandonné aux peuples qui n'ont pas des desseins si hauts et si vastes¹³, c'est-à-dire qui ne connaissent pas encore le luxe ; nous retrouvons ici les caractéristiques de la république définie par Montesquieu.

Il y a là un syllogisme dont on cherche le lien avec les réalités ; nous avons signalé en débutant le goût de Montesquieu pour les idées claires et les raisonnements lumineux, qui lui fait parfois préférer les « vues de l'esprit » aux données du réel ; ne se trouve-t-on pas ici en présence d'un cas de ce genre ? Car on aimerait à avoir des précisions sur ces grands et ces petits projets qui sont le privilège respectif d'États déterminés : on aimerait aussi à avoir des références concrètes. La France n'était-elle pas la nation la plus pourvue de ce luxe dont parle Montesquieu à l'époque où il vivait, et ne tenait-elle pas son rang dans le commerce international ? A l'inverse, le luxe ne fleurissait-il pas en Angleterre¹⁴ et en Hollande, ces champions du commerce maritime ? Et dans le même sens, les grands projets, les réalisations d'envergure, étaient-ils inconnus à ces deux derniers États, pour ne citer qu'eux¹⁵ ?

Montesquieu a bien vu cette objection et il se hâte d'ajouter que l'état d'esprit qu'il nous a décrit comme étant celui de républiques n'est pas exclusif des vastes entreprises et des initiatives hardies¹⁶. Pourquoi ? La raison en est, explique Montesquieu, que le petit commerce mène au grand, que l'envie de gagner peu conduit à celle de gagner beaucoup. Mais alors, c'est avouer que le commerce engendre le luxe et que les républiques connaissent le même état social et économique que les monarchies.



D'autre part, l'auteur indique que les grandes entreprises

(12) Ibid. — (13) Ibid.

(14) Dans le chapitre consacré à l'Angleterre (E. L. XIX, 27) Montesquieu reconnaît bien qu'il y existe un « luxe solide fondé non pas sur le raffinement de la vanité mais sur celui des besoins réels ». Quelle que soit la subtilité de la distinction entre les différentes catégories de luxe, le mot et la chose y sont.

(15) L'empire des mers pour l'une, la domination financière du monde pour l'autre.

(16) E. L. XX, 4.

(elles ne sont donc plus réservées aux monarchies) des négociants sont forcément mêlées aux affaires publiques ; l'Angleterre en offre un exemple éclatant ; aussi, elles ne peuvent prospérer que dans les républiques, car en monarchie les affaires publiques sont suspectes aux commerçants ¹⁷.

Ne serait-ce pas plutôt le contraire, et certaines entreprises ne seraient-elles pas davantage à la merci du pouvoir dans un état monarchique que dans une république ? Sur ce point, nous serions davantage d'accord avec l'auteur. Ce qu'on peut faire remarquer, c'est qu'après avoir réservé les grands projets aux monarchies, Montesquieu se voit obligé de reconnaître qu'on les rencontre aussi dans les républiques, dans l'ordre commercial, c'est vrai, mais si mêlées, comme il le dit lui-même, aux affaires publiques, qu'elles se trouvent portées sur le plan national et que l'établissement de comptoirs dans un pays nouvellement découvert se transforme en conquête impériale ¹⁸. N'est-ce pas là de grandes réalisations ?

De même qu'il voit le goût du risque s'épanouir plus librement et plus fortement dans les républiques ¹⁹, Montesquieu estime aussi que la sécurité y est mieux assurée que dans les autres Etats : c'est d'ailleurs pourquoi l'on y trouve l'esprit d'entreprise, le goût même du risque ; la certitude plus grande que les hommes y ont de leur prospérité en constitue le fondement.

On peut-on contester une telle origine et l'esprit d'entreprise est-il tellement lié au sentiment de la sécurité qui est bien susceptible de conduire à l'inverse, à la paresse et à la routine ? D'autre part, on est entièrement ramené ici, et notamment par la sûreté de la fortune, à la notion d'intérêt personnel, qui contredit formellement celle de désintéressement assignée par ailleurs comme base au commerce d'économie. Mais, pour nous en tenir à la réalité concrète, cette sécurité, dont parle Montesquieu, varie-t-elle suivant que la constitution est d'essence monarchique ou républicaine ; n'est-elle pas plutôt fonction de la modération du gouvernement et cette modération peut exister aussi bien dans une monarchie que dans une république, de

(17) Ibid.

(18) Ainsi les diverses Compagnies des Indes.

(19) E. L. XX, 4. XXI, 6.

même que la tyrannie n'est pas exclue d'une constitution ploutocratique comme celle des républiques commerçantes visées par l'auteur.

* *

Aussi bien, Montesquieu corrige-t-il de lui-même ce que ces distinctions peuvent avoir d'excessif dans leur arbitraire et il souligne que tout dans la réalité est loin d'être aussi absolu ; la seule règle que l'on puisse affirmer, c'est que la monarchie est moins portée par sa nature au commerce, la république ayant moins tendance naturellement au luxe ²⁰. Quant à l'Etat despotique, il est, par sa nature même, la négation du commerce ²¹ : lorsque l'on est dans la servitude, proclame excellemment Montesquieu, on ne travaille qu'à conserver, non à acquérir ²². Dans cette définition pertinente, nous ne trouvons plus d'esprit de système, mais une observation exacte de la réalité, ce qui ne signifie pas du reste que le politique gouverne l'économique, car l'on sait de quels facteurs naturels, et notamment physiques et économiques, le gouvernement despotique est la résultante ²³.

C'est à l'esprit de système encore que nous rattacherons les distinctions établies par Montesquieu au sujet des Compagnies de Commerce ²⁴ et des ports francs ²⁵. Autant de telles organisation conviennent aux républiques qui font le commerce d'économie, autant elle doivent être écartées des monarchies qui reposent sur le commerce de luxe. Ainsi, les ports francs, en soulageant le luxe du poids des impôts, lui retireraient à la fois le seul bien qu'il puisse procurer et le seul frein qu'il reçoive dans une constitution monarchique. L'argumentation paraît, au moins à première vue, bien théorique. De telles discriminations procèdent du reste directement de la distinction de principe

(20) E. L. XX, 4.

(21) E. L. V, 15. VI, 1. L. P. 19.

(22) E. L. XX, 4.

(23) Rappelons-nous l'exemple de la Russie cité plus haut, p. 188 et 189.

(24) E. L. XX, 10. Sur les C^{ies} de commerce et les Banques publiques dans les Etats despotiques, voir *Pensées*, 353.

(25) E. L. XX, 11.

posée entre monarchies et républiques à l'égard du commerce et relèvent des mêmes critiques.

*

* *

Avant d'aborder la partie féconde de l'exposé de Montesquieu, nous signalerons encore comme nous paraissant relever des « vues de l'esprit », le chapitre intitulé « de quelques effets d'une grande navigation »²⁶. Montrant qu'un fret très productif dans un voyage peut compenser le peu d'avantages ou la gratuité du fret de retour, ce qui est exact, Montesquieu en déduit que, non seulement on peut tirer un rapport d'un commerce qui ne donne rien, mais encore qu'un commerce désavantageux peut parfois être utile : ainsi, la pêche à la baleine, en Hollande, est une entreprise déficitaire ; cependant, comme les pêcheurs sont en même temps les armateurs, constructeurs de navires, fournisseurs, etc..., s'ils perdent sur la pêche, ils gagnent sur les fournitures. Ce raisonnement nous semble manquer d'exactitude, car qu'est-ce qui doit payer le constructeur, l'armateur, le fournisseur ? C'est le produit de la pêche et si tout le monde est intéressé à la pêche — ce qui est le cas — et qu'elle ne rapporte rien, tout le monde perd ; c'est encore un exemple d'une argumentation où Montesquieu paraît perdre le contact avec la réalité.

* *

M. Jaubert²⁷ a critiqué d'autre part le chapitre VIII, où Montesquieu blâme certains états monarchiques qui édictent des restrictions ou des inhibitions à l'égard des Etats commerçants qui trafiquent avec elles : interdiction d'apporter des marchandises autres que celles de leur production, de trafiquer avec des navires de fabrication étrangère à leurs propres armements, etc... Montesquieu montre que si l'Etat n'est pas en mesure d'être son propre importateur, il a tort d'imposer de telles sujétions, car il vaut mieux avoir affaire à une nation qui exige

(26) E. L. XX, 6.

(27) *Thèse citée*, ch. II.

peu, que les besoins de son commerce rendent dépendante, bref, qui a tous les caractères d'une nation commerçante (richesse, abondance de denrées, facilité pour les placer), qui est fidèle par besoin, pacifique, animée d'un esprit de lucre, non de conquête ²⁸.

Il est certain, comme le remarque M. Jaubert, qu'une nation qui est tributaire d'un autre Etat pour son commerce extérieur, ne possède qu'une partie de son indépendance, car elle dépend strictement de l'étranger pour la satisfaction de besoins ordinairement vitaux.

On pourrait faire remarquer que Montesquieu entend parler des nations qui se trouvent dans l'impossibilité d'assurer elles-mêmes leurs échanges avec le dehors et qu'il propose de ne pas créer d'obstacles à l'intermédiaire le mieux placé, le plus commerçant, caractère qui implique précisément pour l'auteur des intentions pacifiques. Mais surtout Montesquieu vise ici un cas particulier ²⁹, qu'il développe plus longuement ailleurs ³⁰, celui de l'Espagne qui interdisait alors aux nations étrangères de faire le commerce de ses colonies d'Amérique, commerce qu'elle était, en même temps, incapable d'assurer par elle-même. Il convient donc de ne pas donner un sens trop général à ces propos, ce qui en dénaturerait le sens : on se contentera d'en tirer un argument en faveur de la liberté du commerce international.

Nous trouverions davantage matière à critique dans le chapitre XXIII du même livre, où Montesquieu soutient que certaines nations perdent à commercer avec les autres, à savoir celles qui, ne possédant rien sur leur territoire, ont besoin de tout ; et il cite, à l'appui de cette thèse — qui, si elle était absolue, n'aurait aucun sens —, l'exemple de la Pologne, dont toute la production de blé est vendue à l'étranger par les propriétaires, grands seigneurs, qui importent en contrepartie les objets nécessaires à leur luxe ; « si la Pologne ne commerçait

(28) E. L. XX, 8.

(29) M. DE LABOULAYE, dans son édition complète des Œuvres de Montesquieu (1875) croit, au contraire, que par « certaines monarchies » l'auteur désigne la France. Même s'il en était ainsi, l'argument que nous tirons de ce texte en faveur de la liberté du commerce, n'en serait que renforcé.

(30) E. L. XXI, 22 et 23 et surtout *Pensées*, N° 1990.

avec aucune nation, dit Montesquieu, ses peuples seraient plus heureux ». Il semble bien que l'auteur pose mal la question : ce n'est pas l'expropriation du blé, qu'elle avait en abondance, qui ruinait la Pologne, mais bien la répartition défectueuse de cette exportation et plus généralement la condition économique et sociale qui était la sienne alors.



Nous en viendrons maintenant aux observations de Montesquieu qui s'appliquent aux faits eux-mêmes et en dégagent les leçons les plus utiles et les plus vraies : l'exemple de l'Espagne cité plus haut paraît du reste lui-même s'y rattacher. C'est dans ce sens que nous étudierons l'influence du milieu sur le commerce et les lois auxquelles obéit le commerce à ce point de vue.



L'influence des conditions physiques et géographiques ³¹ joue ici un rôle aussi important qu'en matière de production, Montesquieu l'affirme expressément : certaines causes physiques, la qualité du terrain ou du climat, notamment, tendent à fixer définitivement la nature du commerce ; ainsi, les besoins et les mœurs des peuples de l'Inde, fonction du climat et du pays, sont spécifiquement différents des nôtres ; aussi est-il impossible d'imaginer un échange de denrées ou de marchandises entre l'Inde et l'Europe, ce que nous produisons ou fabriquons n'étant d'aucune utilité pour les populations indiennes, alors que nous avons besoin de leurs produits ³² ; c'est ce qui explique que tous les peuples, indique Montesquieu en s'appuyant sur les enseignements de l'histoire, ont toujours envoyé de l'argent aux Indes pour en tirer des marchandises. Et Montesquieu de conclure « dans tous les temps, ceux qui négocieront aux Indes, y porteront de l'argent et n'en rapporteront pas ».

(31) Cf. E. L. XXI, 16. « La nature avait destiné les Arabes au commerce ».

(32) E. L. XXI, 1.

La conclusion est peut-être trop absolue car elle n'est vraie que dans la mesure où les besoins du peuple exportateur resteront inchangés³³, où l'importateur, l'Européen, ne parviendra pas à lui inculquer le désir d'objets ou de produits qu'il ne trouve pas dans son pays, en lui communiquant le goût de nos manières et de notre civilisation ; mais cette transformation, qui revêtira le plus souvent l'aspect d'une occidentalisation, a un terme, une barrière, à laquelle tous les moyens et les artifices des hommes se briseront, c'est le climat, les conditions physiques, la nature en un mot, qui interdit à l'indigène la plupart de nos usages. Nous voilà bien de nouveau en présence d'une loi naturelle, d'une loi constatation.

* *

Montesquieu a développé ailleurs cette observation des différences physiques entre les divers peuples et races du monde³⁴ ; il a même insisté, peut-être abusivement, sur la division entre les peuples du Nord et ceux du Midi ; les peuples du Midi ont beaucoup de commodités et peu de besoins, ceux du Nord se trouvent dans la situation exactement contraire³⁵ ; le commerce profite de ces différences. « Les peuples du Nord viendront chercher dans le Midi ce qui leur fait défaut et dont les Méridionaux ont plus que leur suffisance. Montesquieu voit, dans ce « balancement » une loi naturelle d'équilibre qui compense les insuffisances d'un pays par l'excès de ressources d'un autre.

On sait aussi quelle influence Montesquieu donne au climat en matière sociale et politique ; au point de vue du commerce il n'est pas indifférent que les peuples du Midi soient paresseux, sans initiative, ceux du Nord, industriels et entreprenants ; on notera, pareillement la dépendance dans laquelle se trouvent les peuples de l'Orient³⁶, en ce qui concerne le commerce, à l'égard des Juifs et des Grecs. La paresse et l'oisiveté sont pour beaucoup dans cet accaparement des professions commerciales par certaines races, non moins que la possession de l'argent.

(33) Cf. *Pensées*, 716.

(34) E. L. XIV, 2, 3.

(35) E. L. XXI, 3.

(36) L. P. 60.

Montesquieu voit aussi dans la stérilité du terrain un facteur favorable au développement du commerce ³⁷ ; il est clair que si les habitants d'un pays défavorisé par la nature, peuvent se procurer des ressources en servant d'intermédiaires aux peuples mieux nantis, ils se livrent au commerce, à condition que la situation géographique s'y prête, nous allons y venir, mais cette dernière condition ne serait pas suffisante, si le manque des ressources naturelles ne s'y ajoutait pour pousser les hommes vers le commerce.

On voit intervenir ici, avec l'influence plus ou moins déterminante, la notion de besoin ; elle est impérative et se rattache à ce que l'on a vu plus haut : si l'homme trouve sa subsistance sur le sol même où il habite, il s'y fixera ³⁸ ; c'est la stérilité du terrain qui le poussera à chercher ailleurs, stérilité relative, assurément, sinon l'observation n'aurait aucun intérêt.



Quant aux conditions géographiques, elles sont à titre égal, prédominantes pour l'orientation économique d'un peuple ou d'une cité : Montesquieu cite l'exemple de Marseille et d'autres républiques anciennes ³⁹, nous avons déjà rapporté celui de l'Angleterre qui est justement célèbre ⁴⁰. La constatation n'est peut-être pas neuve, et chacun sait qu'un port commerçant doit avant tout son origine à des conditions physiques ⁴¹ (baie naturelle, bassins abrités, suffisamment profonds et d'un facile accès à la côte), et géographiques (débouché naturel d'un hinterland riche ou voie d'accès d'un pays industriel, etc...), mais Montesquieu a le mérite d'enrichir cette constatation d'observations multiples et originales et surtout de la rattacher à un

(37) E. L. XX, 5.

(38) E. L. XXI, 6.

(39) E. L. XX, 5 et XXI, 6, 7, 11, 12.

(40) E. L. XIX, 27.

(41) On notera à ce sujet l'influence déterminante que la nature des ports a longtemps exercée sur la forme et le gabarit des navires et par là même sur les conditions du commerce maritime des différents peuples ; exemple, les ports peu profonds de la Hollande et des Etats Baltiques ne peuvent recevoir que des bateaux plats, au contraire des ports de France et de Grande-Bretagne (E. L. XX, 6. *Pensées*, 345).

système général, en un mot d'en faire l'un des éléments d'une synthèse beaucoup plus haute et beaucoup plus vaste.

Parmi les observations auxquelles nous faisons allusion, l'une des plus intéressantes est celle qui concerne les courants commerciaux internationaux déterminés, entre autres, par des éléments physiques et géographiques ⁴². Nous citerons surtout, en raison de son actualité, la route des Indes ⁴³, la voie d'échanges entre l'Orient et l'Occident, dont Montesquieu nous trace un historique précis et qui donne lieu à maintes réflexions d'une haute portée ; il décrit les communications entre le monde helléno-romain et les contrées asiatiques, montre l'influence d'Alexandre et de ses successeurs qui cherchent à unir l'Inde avec l'Occident par le commerce maritime, susceptible d'une extension bien plus considérable que la route terrestre des Indes ; par la découverte de la Mer Rouge et de l'Océan Indien, l'Egypte devient la clé de la route des Indes et le centre de l'Univers sous l'égide des Grecs, puis des Romains..., mais n'allons pas plus loin.



Nous avons du reste dépassé ainsi le cadre des conditions physiques et géographiques qui déterminent les grands courants d'échanges internationaux ; du moins, l'élément humain se mêle à ces facteurs naturels ; les découvertes, les conquêtes politiques transforment ces courants, en créent de nouveaux, permettent le libre jeu des conditions naturelles les plus favorables, ou au contraire les tournent et les contrarient. L'histoire des relations entre l'Europe et les Indes nous en fournira maints exemples et les plus récents ne sont pas les moins frappants.

Ainsi, la politique transforme les éléments naturels, mais ici encore, si la conquête et la découverte au lieu d'ouvrir les voies physiquement et géographiquement les plus faciles, les dévie et en utilise d'autres plus conformes aux intérêts du conquérant, on obtiendra un résultat contraire au progrès et au déve-

(42) E. L. livre XXI, Cf. également C. R. XXIII.

(43) E. L. XXI, 7, 8, 9, 16, 19. Cf. aussi E. L. X, 13, 14 et *Pensées*, 349.

loppement du commerce et de la civilisation : les dévastations Tartares ⁴⁴ détruisent la route des caravanes entre les Indes et l'Asie Mineure, et les régions que cette route fécondait retournent à une barbarie relative ; l'établissement de l'Islam en Orient et sur les rives méridionales de la Méditerranée achèvera et rendra définitive l'œuvre destructrice des Tartares ⁴⁵ ; ainsi, le commerce d'Europe aux Indes se voit obligé d'emprunter la route du Cap ⁴⁶, ce qui favorise certains Etats et certains ports, mais ne constitue pas la voie économiquement la meilleure. Dans ce dernier sens, Montesquieu montrera ⁴⁷ que la vaine et idéologique politique d'hostilité contre la Turquie, suivie par l'Espagne et le Portugal, ruine le commerce qui devrait s'établir naturellement entre ces pays et les Echelles du Levant.

* *

Sur un plan parallèle, Montesquieu s'attarde longuement aux conséquences de la découverte des continents Américains ⁴⁸ ; il montre les transformations que joueront ces nouvelles terres dans le commerce mondial et quels courants nouveaux vont naître. L'analyse de ces développements nous entraînerait trop loin ; contentons-nous de noter qu'en mettant en valeur l'influence des conditions physiques et géographiques sur l'origine et l'orientation du commerce, Montesquieu définit des constantes qu'il suffira de généraliser et d'abstraire de leur cortège d'individualités pour obtenir des lois naturelles.

Lois naturelles qui ne sont peut-être pas absolument déterminantes, en tant que la volonté indépendante d'individus ou de groupements peut les déjouer ou les tourner en modifiant certains facteurs physiques : un terrain stérile peut être fécondé par l'application de découvertes scientifiques, un port artificiel peut être créé là où la nature le prévoyait le moins, pour les besoins d'un commerce ou d'une industrie nouvelle ; des peuples que le milieu et leurs mœurs prédisposaient à une cer-

(44) E. L. XXI, 6, 16.

(45) E. L. XXI, 19.

(46) E. L. XXI, 6, 9, 16 et 21. *Pensées*, 1986.

(47) *Pensées* 1992 et 1993. *Correspondance*, lettre 224.

(48) E. L. XXI, 21.

taine indolence résignée et fataliste peuvent être transformés en nations industrielles, au moins pour un temps, par la volonté d'un homme ; davantage, les découvertes des explorateurs, les conquêtes ⁴⁹, les colonisations, la régression des superstitions et de l'ignorance et surtout les progrès de la science peuvent modifier profondément les éléments naturels et bouleverser les voies et les moyens traditionnels des échanges. Ces derniers facteurs n'ont d'ailleurs pas échappé à Montesquieu et il s'étendra longuement dans ses *Pensées* ⁵⁰ sur l'influence des acquisitions intellectuelles et des découvertes scientifiques.

Il n'en reste pas moins que beaucoup d'éléments naturels, le sol, le climat, offrent une résistance souvent invincible aux efforts de l'homme ; l'homme auquel son pays ne donne pas une subsistance abondante et facile se tournera plus volontiers que d'autres vers le commerce ; les conditions géographiques détermineront toujours l'orientation économique d'une race, de même que l'influence du climat, quels que soient les stratagèmes employés par l'homme, prédisposent toujours certaines races à la paresse, d'autres à un actif labeur. *Mutatis mutandis*, ces grandes lois que formula Montesquieu demeurent.

*
* *
*

Les constantes que l'on peut relever en matière de commerce ne sont donc pas seulement d'ordre physique et géographique ; les faits humains jouent aussi un rôle qui, pour être multiforme et complexe, ne relève pas de volontés capricieuses et fantaisistes et peut se résumer à quelques tendances fondamentales. Montesquieu s'est efforcé de définir les rapports du commerce et de la civilisation. Si le commerce et la civilisation ont une évolution parallèle, à l'origine de laquelle le rôle du commerce est primordial, le développement du commerce suppose un certain degré de civilisation.

Les différences du stade de civilisation entre les divers peu-

(49) E. L. XIX, 10. XXI, 9. *Pensées*, 344.

(50) *Pensées*, 344, 346, 348. Cf. aussi E. L. XIX, 10. XXI, 6, 9, 10 C. R. IV.

ples qui font un commerce réciproque influent sur la nature de ce commerce ⁵¹ ; lorsque le commerce se fait de plus à moins civilisé — bien que, suivant la loi de l'offre et de la demande, ce soient des besoins identiques qui se satisfassent de part et d'autre, d'un point de vue absolu —, le commerce se fait au profit du plus civilisé : ainsi, certains peuples d'Afrique, à peu près sauvages, échangeront contre des objets de vil prix les métaux précieux qu'ils possèdent et qui ne leur sont d'aucune utilité ⁵².

Cette règle, pour être dans son application plus complexe et plus nuancée a dominé longtemps le commerce international ; le nivellement que la facilité et l'abondance des communications ont appliqué aux différentes civilisations, en supprimant tout au moins l'ignorance qui en faisait un des principaux fondements, l'ont fait à peu près disparaître de nos jours, bien que l'on voit encore prospérer certains commerces — et nous ne pensons pas qu'à celui des armes —, qui ont précisément pour objet de vendre les rebuts des Etats les plus civilisés aux moins civilisés.

Montesquieu montre aussi le rôle que joue la différence des civilisations, et donc des besoins des diverses nations, dans le développement du commerce ⁵³. Lorsque, par suite de la difficulté des communications, les échanges avaient lieu entre des peuples voisins, le commerce était de peu d'importance car, vivant sous le même climat, jouissant d'une civilisation à peu près identique, ces peuples avaient des besoins sensiblement pareils et trouvaient à les satisfaire généralement par leurs propres ressources ⁵⁴. Il en va tout autrement quand le développement des communications met en rapport des Etats qui ont des mœurs, des civilisations et des besoins différents ⁵⁵ ; l'un trouvera chez l'autre ce qui lui faisait défaut, l'un exportera des matières premières et l'autre des produits fabriqués, pour prendre un exemple typique.

* *

(51) E. L. XXI, 4.

(52) E. L. XXI, 2.

(53) E. L. XXI, 2, 4.

(54) E. L. XXI, 4.

(55) E. L. XXI, 4 et seq. Cf. aussi *Pensées*, 716.

On voit bien ce que l'on peut reprocher au raisonnement de Montesquieu : c'est d'une part que, même chez des peuples proches, certains ont des ressources que d'autres ne possèdent pas et inversement, l'un est agricole, l'autre est pourvu de charbon, le troisième de métaux précieux ; si les besoins sont de même niveau, les ressources dans la réalité ne sont pas identiques et les échanges sont nécessaires.

L'autre objection, Montesquieu l'a soulevée et tenté de la réfuter lui-même : il prévoit que l'on se référera à ce qu'il a dit précédemment de l'Inde, où les naturels n'ont aucun besoin des produits ou des denrées que l'Europe pourrait leur procurer ⁵⁶. Il répond qu'en ce qui concerne ce pays, la différence de climat est excessive et que « les besoins relatifs sont nuls ». Ainsi, l'auteur corrige la rigueur de sa première conclusion : la différence des besoins donne lieu aux échanges et au commerce ; encore faut-il que la différence ne soit pas exagérée et que les besoins de l'exportation trouvent des besoins correspondants chez l'autre partie. C'est pourquoi nous avons préféré appliquer cette règle à la différence de civilisation : à moins qu'il n'y ait antinomie foncière, les peuples parvenus à des degrés plus ou moins élevés de civilisation trouvent avantage à commercer entre eux. C'est le fondement de toute l'expansion du commerce, comme de l'industrie moderne dans les pays neufs. Nous ne trahissons pas la pensée de Montesquieu en analysant ses observations, car le développement des communications suppose bien échange entre peuples de civilisation très différente.

*

* *

Que le commerce soit à l'origine des civilisations, Montesquieu l'affirme expressément : le commerce, dit-il, engendre les richesses, les richesses le luxe, le luxe les arts ⁵⁷. Nous n'insisterons pas sur ce processus qui correspond bien à la réalité ; il n'y a pas de véritable civilisation à l'intérieur de frontières fermées ; les progrès des peuples sont basés sur l'échange qu'ils

(56) E. L. XXI, 1.

(57) E. L. XXI, 6.

se font de leurs propres richesses et il ne s'agit pas que de richesses matérielles, mais de tous les échanges intellectuels et artistiques qui accompagnent le commerce proprement dit ⁵⁸.

Montesquieu montrait précédemment l'influence que jouaient les progrès des communications sur le développement du commerce ⁵⁹, ainsi l'amélioration de la navigation maritime. A l'inverse, suivant l'aspect opposé de la question, il montre l'influence du commerce sur les communications entre les nations : le commerce est l'instrument des relations de peuple à peuple et Montesquieu en résume l'observation dans cette phrase aussi sobre que pleine de sens : « L'histoire du commerce est celle de la communication des peuples ⁶⁰ ».

Certes, dans l'antiquité ou même de nos jours, la conquête peut ouvrir la voie au commerce ⁶¹, — de même que le commerce peut précéder la conquête, ainsi de l'installation de l'Angleterre aux Indes —, mais le commerce reste le lien durable et solide et même dans les cas d'expansion, d'influence, de protectorat, le commerce, la recherche de débouchés, ne sont-ils pas à la base de ces invasions plus ou moins pacifiques ? La notion d'intérêt, sinon de nécessité, de besoin économique est fondamentale dans les relations internationales et Montesquieu, sensible à tout ce qui est réel, concret, quelles que soient les apparences, l'a bien perçu.

Instrument de relations pacifiques, le commerce sert aussi la pénétration de la civilisation ; et ici, le moins civilisé peut se trouver le bénéficiaire, positivement, malgré tous les maux qu'apporte la civilisation. C'est par le truchement du commerce, les conquêtes n'y eussent pas suffi, que la civilisation hellénique passe aux Indes ⁶² et, par un juste retour, l'influence de l'Inde pénètre le monde helléno-romain classique ⁶³. Il serait trop facile de multiplier les exemples ; de même qu'il est le moyen de communication nécessaire et sûr entre les peuples, le commerce est le véhicule de la civilisation ; non seulement il la porte aux peu-

(58) E. L. XXII, 7, 8.

(59) E. L. XXI, 10, 20.

(60) E. L. XXI, 5.

(61) E. L. XXI, 7, 8, 9 ; dans le même sens, E. L. X, 13, 14. *Pensées*, 349.

(62) E. L. XXI, 7, 8, 9.

(63) E. L. *ibid* et *Pensées*, 349.

ples primitifs, mais il mêle sur ce plan les individualités de chaque peuple. On voudra voir encore là des vérités banales, des lapalissades, elles l'étaient peut-être moins au temps de Montesquieu ; ce sont des aspects de la réalité qu'il a eu le mérite d'éclairer, de mettre en valeur, d'approfondir et de résumer en quelques phrases aussi riches de substance qu'elles apparaissent simples et élémentaires ⁶⁴.

* *

Nous avons dit plus haut l'importance que Montesquieu attachait au commerce pour le développement des besoins ; est-il nécessaire de s'y étendre, le commerce fait naître des besoins ⁶⁵ en faisant circuler, en présentant produits et marchandises que l'on ne peut soi-même produire ; ce qui est vrai à l'intérieur d'une contrée, d'un Etat, est encore plus frappant sur le plan international ; le commerce ne sert pas seulement à satisfaire des nécessités réelles : par exemple, les besoins d'un Etat en céréales ou en acier ou en bois, mais il suscite des désirs et des goûts qui deviendront peu à peu des besoins ; une fois que le circuit est amorcé, si l'on peut dire, il s'entretient de lui-même et ne fera que se développer, grâce toujours au commerce qui en est l'agent actif ⁶⁶. Notre monde moderne nous en donne assez d'exemples.

Contentons-nous de noter que Montesquieu voit dans le développement des besoins le fondement de la prospérité et de la civilisation ; doit-on lui reprocher de n'avoir pas prévu que la multiplication de ces besoins, accrus par une production parfois extravagante, nuit à la qualité et aboutit à une civilisation assez médiocre ; que l'abondance des ressources et des satisfactions matérielles risque d'avoir pour contrepartie un abaissement général du niveau intellectuel et moral d'une nation et que le progrès du bien-être physique a généralement pour corollaire un état de malaise et d'insécurité morale ? Y a-t-il vraiment là

(64) Comme l'écrivait un critique anonyme à propos des « poncifs », « ils signifient de la part de ceux qui les exploitent autant de paresse qu'il a fallu de génie à ceux qui les crèrent ».

(65) E. L. XX, 23. XXI, 16.

(66) E. L. XX, 6.

une loi naturelle dont les effets sont indépendants de la volonté humaine ou peut-on concevoir à l'inverse un développement indéfini des richesses matérielles qui s'accompagnerait d'un essor parallèle des plus hautes valeurs humaines ? Un tel débat se situe bien au-delà de l'objet de notre modeste étude.

* *

Le commerce n'est pas non plus étranger aux caractères et à l'extension de la législation d'un pays. Le commerce, par la multiplication et la complication des contrats, oblige le législateur à prévoir une multitude de problèmes que les simples rapports civils entre individus ne soulèvent pas ⁶⁷ ; s'il s'agit de commerce international, l'on conçoit que les questions à régler seront encore plus diverses et plus complexes ⁶⁸. En outre, à la différence des affaires civiles, les litiges commerciaux se renouvellent sans cesse, sont multifformes et doivent être réglés rapidement : comme le dit Montesquieu, l'on n'est majeur qu'une fois et l'on ne fait, en général, qu'un seul testament ; de même, dans la généralité des cas, du mariage. Il s'ensuit que dans un Etat commerçant, il y aura beaucoup plus de lois que dans une nation qui ignore le commerce, mais moins de juges ⁶⁹. Pour être secondaire, cette influence du commerce sur l'appareil législatif d'un pays n'en est pas moins à relever, comme observation générale et s'attachant à la nature des choses, d'où sa valeur de principe toujours applicable et vérifiable, même si les circonstances changent.

Nous avons fait état plus haut de la détermination des caractéristiques économiques d'un pays par sa constitution politique. Indépendamment de ce lien, critiquable dans la mesure où il est absolu, Montesquieu relève en maints endroits les rapports réciproques qui existent entre le commerce et la politique, ce dernier terme entendu dans son sens le plus large. Ainsi, notamment, le commerce exige un minimum de liberté ⁷⁰ pour s'exercer, nous l'avons vu à propos des gouvernements despo-

(67) E. L. XX, 18

(68) Id., *ibid.*

(69) Id., *ibid.*

(70) E. L. XX, 4.

tiques ; Montesquieu l'exprime à nouveau avec beaucoup de concision : le commerce fuit l'oppression et fleurit où la liberté règne ⁷¹.

Suivant l'évolution des conquêtes, les changements de gouvernements, le commerce s'épanouit ou meurt, vue très juste et à laquelle on ne peut refuser de souscrire ; il ne s'agit plus ici d'un régime politique déterminé, république ou monarchie, mais d'un certain état de liberté politique et civile, dont, nous l'avons déjà dit, aucun système de gouvernement, en dehors de la tyrannie, n'est exclusif en principe.

*
* *

Montesquieu avait proclamé que « l'histoire du commerce est celle de la communication des peuples » et il complète cette pensée en indiquant que leurs destructions, les flux et reflux de populations et de dévastations en forment les plus grands événements ⁷². Cette vue si large est d'une incontestable exactitude : si l'on se refuse à voir un lien étroit entre telle forme de Gouvernement et telle forme d'économie, on ne saurait nier, par contre, l'influence des vicissitudes politiques sur l'exercice du commerce, dans le sens où, soit par la suppression des libertés, soit par les destructions, elles le rendent impossible à pratiquer et réduisent les échanges à leur forme la plus élémentaire ⁷³.

Montesquieu nous donne d'autres exemples plus particuliers de cette influence : ainsi la violence et la vexation politiques qui exilent les hommes dans des lieux où ils ne peuvent subsister, engendrent le commerce d'économie, lisez le commerce international ; ce sera le cas de Tyr, de Venise, des villes de Hollande ⁷⁴. A l'inverse, la servitude décourage les individus de toute initiative commerciale.

* *

Mais ceci n'est qu'un aspect de la question, une face du pro-

(71) E. L. XXI, 5.

(72) E. L. XXI, 5.

(73) E. L. XXI, 17 et *Pensées*, 368, 369, 370.

(74) E. L. XX, 5.

blème : le commerce ne réagit pas moins sur la politique qu'il n'est influencé par elle, et c'est le tableau de l'Angleterre, auquel nous nous sommes souvent référé et où Montesquieu montre que toute la politique — non seulement au sens de l'action, de la ligne de conduite d'un Gouvernement — mais l'évolution et les institutions politiques sont sous l'influence de l'activité et des destinées commerciales de ce pays ⁷⁵.

Les négociants y sont mêlés aux affaires publiques ⁷⁶ ; les Compagnies de commerce qui vont établir au loin leurs comptoirs jouent un rôle d'expansion qui est proprement politique ⁷⁷ ; le commerce, surtout, ne pourrait s'accommoder d'un gouvernement autocratique qui serait susceptible d'en gêner l'exercice, aussi n'est-il pas étranger aux institutions parlementaires que le peuple s'est donné et que Montesquieu admire en connaisseur ⁷⁸.

Ces quelques idées générales que nous avons tâché de dégager de l'*Esprit des Loïs*, et de mettre en valeur, constituent des vues objectives, basées sur une étude approfondie de l'histoire des peuples ou de l'observation minutieuse, étendue et pénétrante des faits contemporains, vues synthétiques, érigées à la hauteur de principes, sinon de lois.

Il y a bien dans ces principes, dont Montesquieu se sert de clé pour expliquer ⁷⁹ les différents aspects et les vicissitudes du commerce, les enchainements nécessaires et constants, au moins relativement, qui sont les caractéristiques mêmes de la notion de loi ; influence des conditions physiques et géographiques sur le commerce, relations réciproques entre le commerce et la civilisation ou les civilisations, comme avec l'évolution politique, autant de rapports dont on peut parfois contester l'exactitude absolue, mais qui forment, par la méthode dont ils procèdent et dans leur essence, de véritables lois constatations.

Et toujours, nous retrouvons les forces de la nature qui impose des limites aux initiatives et aux volontés humaines, qui dirige et modèle leurs activités, leur assigne des lois. Montes-

(75) E. L. XX, 7.

(76) E. L. XX, 4.

(77) E. L. XX, 10.

(78) E. L. XIX, 27.

(79) « Tout se plie à mes principes, dira-t-il ». E. L. XXVIII, 6.

quieu ne s'est pas écarté du dessein qu'il s'était fixé, et, réserve faite des faux pas et des erreurs inévitables dans une aussi vaste matière et étant donné les connaissances de son époque, les rapports qu'il nous présente procèdent bien de la nature des choses.



Est-ce la nature des choses qui recommande aussi d'observer la liberté en matière de commerce ou cet état nous est-il dicté par des considérations extrinsèques, d'ordre politique, philosophique ou moral et quelle est au juste la conception de Montesquieu quant à la liberté du commerce ? Par tout ce qui précède, nous avons vu combien Montesquieu est favorable à la liberté, non pas à l'idée de liberté en tant que telle, appuyée sur des arguments métaphysiques, mais au libre jeu des tendances naturelles, lorsqu'elles ne se révèlent pas défavorables au bien de l'homme et des Sociétés. Nous nous sommes déjà expliqué sur l'intervention de ce concept d'éthique dans l'œuvre de Montesquieu, et nous avons montré qu'il ne l'empêche pas de constater ce qui est, non d'étudier ce qui doit être.



La liberté du commerce forme une des thèses ou plutôt l'une des théories les plus célèbres de Montesquieu. Il en parle à maintes reprises et les expressions de sa pensée à ce sujet ne manquent pas : nous venons d'en voir une plus haut, lorsqu'il montre que le commerce est incompatible avec la servitude politique ; il ne s'agit peut-être pas de la liberté du commerce proprement dite, mais les inhibitions ou les restrictions que les événements politiques ou le législateur imposent au commerce sont bien antinomiques de sa liberté.

L'idée dominante de Montesquieu apparaît bien comme étant qu'il faut laisser le maximum de liberté au commerce, ne pas en entraver l'exercice par des mesures de prohibition, de restriction, non plus que de direction ou d'orientation ; lui permettre de suivre les lois naturelles, qu'il s'agisse de la production ou des courants d'échange.

Montesquieu, en ce sens, condamne les monopoles et privilèges ⁸⁰, qui constituent une intervention directe de l'Etat en matière de commerce, soit qu'il les exerce lui-même ⁸¹, soit qu'il les confie à des tiers ⁸². L'auteur est foncièrement hostile au monopole d'Etat ; il cite l'exemple du Portugal et de la Castille, qui, dans les Indes orientales, voyant le commerce florissant, s'en emparèrent et le conduisirent à sa ruine ⁸³. Même sans monopole, même si le commerce s'exerce, en principe, au même titre que les particuliers, Montesquieu estime que l'Etat doit s'en abstenir complètement : en fait, dès que l'autorité publique s'ingère dans une branche quelconque du commerce, la libre concurrence cesse pratiquement de jouer.

L'auteur est convaincu que les activités économiques sont le fait des particuliers ⁸⁴, et forment un domaine interdit à l'Etat, dont le rôle est de gouverner ⁸⁵ : on voit que cette conception est très éloignée de nos idées d'aujourd'hui, où tout le monde reconnaît que l'Etat ou les collectivités publiques peuvent se livrer à des activités industrielles et commerciales ; il est vrai que, réserve faite d'une certaine tendance, il s'agit d'activités où l'intérêt public, voire national — transports, communications postales, production d'énergie, etc. —, est en jeu, et de telles entreprises étaient peu nombreuses au temps de Montesquieu.

* *

De même l'auteur proscriit les privilèges accordés à des particuliers ; il donne en exemple le vice-roi de Goa ⁸⁶, colonie portugaise des Indes, qui accordait des privilèges exclusifs à des particuliers : ces pratiques portèrent un coup mortel au commerce en détruisant la confiance et le mobile du profit personnel, fondement essentiel du commerce.

(80) E. L. V, 8.

(81) E. L. XX, 19.

(82) E. L. XX, 20.

(83) E. L. XX, 3.

(84) E. L. V, 8.

(85) E. L. *ibid*, a contrario. E. L. IV, 6, mais il s'agit d'un cas tout à fait particulier, en l'espèce d'un Etat idéal, pour ne pas dire mythique.

(86) E. L. XX, 20.

Si, d'autre part, Montesquieu admet l'existence de Compagnies de négociants, pourvus de certains privilèges, dans les républiques⁸⁷, il restreint la portée de son affirmation en soulignant que de telles compagnies ne sont pas toujours opportunes ou convenables ; elles n'ont de raison d'être que lorsqu'il s'agit d'un commerce nettement supérieur à la capacité et aux moyens de particuliers : sans arriver à la notion d'intérêt public que nous venons d'évoquer, on trouve ici l'idée d'entreprises, dont l'ampleur — si leur utilité est justifiée —, exclut les initiatives individuelles et nécessite, pour prospérer, une limitation de la concurrence. Mais on voit clairement la portée restreinte que leur assigne Montesquieu, et il ajoute que, dans tous les cas où ces Compagnies ne sont pas strictement « nécessaires », il faut se garder de gêner par des privilèges exclusifs la liberté du commerce⁸⁸.

* *

Au sujet de l'exercice du commerce à l'intérieur d'un Etat, nous avons eu plus haut l'occasion de voir que Montesquieu était partisan d'un régime de complète liberté et que dans ses projets de réorganisation financière de la France⁸⁹, il proposait la suppression intégrale des barrières douanières entre les provinces.

Quant aux interventions du Gouvernement qui relèvent de la direction ou de l'orientation de l'économie du pays, il y est en général hostile : on connaît son opinion sur la politique des grains et les greniers à blé⁹⁰ ; il professe la même antipathie pour les mesures concernant les restrictions imposées aux viticulteurs au sujet de la plantation des vignes⁹¹. Qu'il y ait dans

(87) E. L. XX, 4, 10.

(88) E. L. XX, 10 *in fine*.

(89) *Pensées*, N° 2029. *Mélanges inédits* : Mémoire présenté au Régent.

(90) Montesquieu est opposé aux greniers publics « rien n'est plus dangereux, dit-il, que cette espèce de police (de grains) lorsqu'elle est faite et conduite avec la négligence naturelle aux hommes » il faut « laisser la subsistance du peuple entre les mains du peuple » (chapitres inédits de l'E. L., cf. BARCKHAUSEN : *L'Esprit des Lois* et les *Archives de la Brède*).

(91) Mémoire contre l'arrêt du Conseil de 1725, interdisant la plantation nouvelle de vignes (dans *Mélanges inédits*).

cette position un peu de la méfiance du terrien, du cultivateur contre les directives d'une administration qui s'expriment généralement par des fonctionnaires plus ou moins au courant des choses de la terre — et l'on sait le peu de sympathie de Montesquieu pour les intendants ⁹² —, directives qui vont également à l'encontre des intérêts individuels et immédiats de l'exploitant agricole, l'on n'en disconvient pas ; toutefois, Montesquieu est trop éclairé et trop objectif pour donner à son sentiment personnel la valeur d'un principe ; son expérience particulière lui a seulement permis dans ce cas de corroborer des conclusions, tirées d'autres observations ; il est hostile à l'ingérence de l'Etat dans l'économie, réserve faite d'exceptions dont nous parlons plus loin.

Pour lui, le régime le plus favorable au développement du commerce comme de la production est, en principe la liberté, parce que laissés libres d'agir, les individus suivent généralement les tendances et les lois naturelles dont l'objet et les résultats sont meilleurs que ceux des directives artificiellement imprimées à l'économie par une autorité le plus souvent soucieuse d'atteindre des buts immédiatement et purement politiques, tels que la suprématie internationale.

*
* * *

Si, du commerce intérieur, nous passons sur le plan du commerce international, nous verrons que Montesquieu applique les mêmes idées en ce domaine ⁹³. Il nous suffira de rappeler les critiques adressées à l'Espagne qui se ruine en empêchant les Etats étrangers de commercer avec ses colonies d'Amérique ⁹⁴ ; l'auteur préconise, ici, la libre concurrence qui doit donner les meilleurs résultats pour tous les intéressés ⁹⁵. A plus forte raison condamne-t-il les Etats qui, comme le Japon ⁹⁶, accordent le monopole exclusif de leur commerce à des

(92) Cf. *Pensées*, No 290, 1870, 1872.

(93) On en trouve une expression particulièrement frappante dans E. L. XX, 14.

(94) E. L. XX, 18.

(95) *Pensées*, 1990.

(96) E. L. XX, 9.

nations déterminées (Chine et Hollande), grâce à quoi ces pays font sur leur client des profits exorbitants ; de même, ceux qui s'engagent à vendre leurs produits à un seul Etat, tel la Pologne⁹⁷, dont tout le blé est cédé à la ville de Dantzic, ou certains rois des Indes qui ont de pareils contrats avec la Hollande⁹⁸. Proscrivant de tels usages, Montesquieu affirme expressément : « C'est la concurrence qui met un juste prix aux marchandises et qui établit les vrais rapports entre elles ». Nous soulignerons, sans la commenter, cette déclaration ; y a-t-il loi qui dérive plus foncièrement de la nature des choses ?

Indépendamment des pratiques formellement exclusives de la liberté du commerce et que nous venons de voir, l'Etat peut prendre aussi des mesures qui en gêneront l'exercice ou en fausseront les directions normales⁹⁹. Montesquieu critique dans ce sens les difficultés et les formalités de l'appareil administratif que l'on rencontre particulièrement dans les ports ou aux frontières¹⁰⁰ et qui, suivant leur degré, peuvent former de sérieux obstacles pour les commerçants ; et c'est l'occasion pour Montesquieu de comparer l'Angleterre où les douanes sont en régie et la procédure extrêmement simplifiée, avec les pays comme la France, où les droits sont afferchés et où leur perception est des plus compliquée¹⁰¹.

Mais Montesquieu vise surtout, comme l'on pense, les droits de douane eux-mêmes et les taxes assimilées qui peuvent être détournés par l'Etat de leur objet naturel pour empêcher ou restreindre les importations comme les exportations et constituent alors une véritable entrave à la liberté du commerce. Montesquieu demande que les droits en question conservent leur destination qui est seulement fiscale et qu'ils ne soient point employés à d'autres fins. Il résume la question par cette phrase lapidaire : « Il faut... que l'Etat soit neutre entre sa douane et son commerce et qu'il fasse en sorte que ces deux choses ne se croisent point, et alors on y jouit de la liberté du commerce »¹⁰².

(97) Id., *ibid.*

(98) Id., *ibid.*

(99) Cf. *Pensées*, 1985, 2032.

(100) E. L. XX, 13.

(101) Id., *ibid.*

(102) Id., *ibid.*, cf. aussi *Pensées*, 2033 : « La rigidité des douanes écrase le commerce ».

* *

Liberté du commerce au dedans, liberté du commerce entre les nations, ces principes découlant de la nature des choses et susceptibles au demeurant de certaines réserves de circonstances, résument les idées exprimées en maints passages par Montesquieu. Mis en parallèle avec les doctrines encore en vigueur peu avant la publication de *l'Esprit des Lois*, on saisit quelle réponse ils constituent au mercantilisme et à la politique de Colbert. Ils déniaient le rôle de l'Etat, posé comme règle par ces derniers, en matière d'économie nationale et leur force réside dans la méthode d'observation scientifique qui a conduit à leur conclusion : ces principes, Montesquieu les a tirés, comme il l'indique dans sa Préface, de la nature des choses. L'examen des réalités amène l'auteur à définir comme une loi naturelle la liberté de l'économie, loi qui, cette fois, n'est pas une simple constatation mais l'affirmation d'un ordre auquel les hommes peuvent sans doute ne pas se conformer, mais non sans qu'ils en éprouvent de graves et sérieux dommages, toutes réserves faites, répétons-le, sur les exceptions que comporte cette loi même.

*
* *
*

Pour formelle et réitérée qu'elle soit, l'affirmation de la liberté du commerce n'en comporte pas moins des contradictions ; l'œuvre de Montesquieu nous y a habitués et nous ne nous en étonnerons pas. Certaines, du reste, sont plus apparentes que réelles, elles constituent des nuances et des tempéraments qui nous aideront à approcher et à préciser la pensée profonde de l'auteur ; d'autres paraissent plus foncièrement opposées à la ligne générale de cette pensée et s'avèrent difficiles à concilier avec elle.

Venons-en tout de suite aux premières. Si, dans l'ordre intérieur, Montesquieu prône la liberté du commerce et critique sévèrement certaines mesures de l'Etat, nous avons vu précédemment qu'il approuve et qu'il conseille les interventions visant à stimuler la production dans un sens conforme aux destinées du pays, voire à l'encontre de certaines tendances

naturelles, comme l'inertie et la paresse résultant du climat. Il ne s'agit, dira-t-on que de production, et non de commerce : ces deux domaines sont difficilement séparables.

Mais on trouve des exemples encore plus catégoriques de cette attitude. Ainsi, au livre XX, chapitre 12 de l'*Esprit des Lois*, l'auteur, prenant surtout exemple de l'Angleterre, montre que « la liberté du commerce n'est pas une faculté accordée aux négociants de faire ce qu'ils veulent » : elle comporte une série de mesures prises par l'Etat à l'encontre des intérêts apparents des commerçants et dans le but de favoriser le commerce. L'Etat « gêne le négociant, mais c'est en faveur du commerce ».

Il y a bien là des interventions directes et précises de l'autorité publique qui contredisent nettement la position de Montesquieu, telle que nous l'avons définie comme ressortant de l'ensemble de ses observations. On pourrait dire que, comme toujours, les idées de l'auteur comportent autant de nuances que les réalités dont elles sont issues, mais il faut, croyons-nous, pousser plus à fond leur examen, ce que nous nous efforcerons de faire plus loin.

* *

Parmi les contradictions qui sont moins explicables, nous citerons, après M. Jaubert¹⁰³, certains droits de préférence et privilèges accordés par des Etats à d'autres Etats, en matière de commerce international, notamment par l'Angleterre, et Montesquieu, en les rapportant, approuve formellement ces usages¹⁰⁴.

Il y a là une contradiction frappante avec l'opinion dont nous avons donné plusieurs expressions également éclatantes à propos du Japon, de la Pologne, des Indes, etc... Ce qui est mauvais dans un cas, peut-il être bon dans un autre ? Montesquieu ne s'est pas préoccupé de concilier ces deux attitudes, ni de nous expliquer leur opposition. Nous l'enregistrons simplement, en faisant ressortir que la première est la plus fréquente et certainement celle qu'il faut regarder comme la pensée profonde et définitive de Montesquieu.

(103) BARCKHAUSEN l'avait aussi signalé.

(104) E. L. XX, 12.

Une autre contradiction, plus forte encore peut-être, car il ne s'agit plus de cas déterminés, dont l'espèce peut être censée constituer une exception, c'est l'approbation donnée par Montesquieu au Pacte Colonial. M. Jaubert a approfondi les théories coloniales de Montesquieu ¹⁰⁵, sous un angle différent du reste de celui où nous l'examinerons ici ¹⁰⁶ : sans entreprendre l'exposé de ces théories, nous soulignerons que Montesquieu n'émet aucune objection à l'endroit du Pacte Colonial, monopole de la Métropole à qui les colonies se trouvent strictement assujetties et dont toute l'activité doit être entièrement orientée vers la satisfaction exclusive des intérêts de la nation colonisatrice ¹⁰⁷ ; voilà bien un monopole, et d'envergure, absolument contraire à la liberté du commerce.

Il est curieux, au surplus, que Montesquieu n'en voit point les inconvénients dans l'ordre économique, alors que politiquement il a des vues originales et plutôt larges en matière coloniale ¹⁰⁸ ; influencé par l'expérience de l'Espagne et du Portugal en Amérique du Sud, il est assez hostile aux colonies d'hégémonie, n'admettant guère que les comptoirs des Compagnies de commerce, mais à supposer que les colonies existent, il préconise de leur laisser une certaine autonomie notamment dans leur législation et leurs usages et de ne pas leur imposer aveuglément les institutions de la métropole ¹⁰⁹. Que Montesquieu admette, par contre, leur asservissement économique total, cela ne peut s'expliquer, mais non se justifier, que par l'opinion de l'époque pour qui le Pacte Colonial était un fait acquis, dont on ne discutait pas ; Montesquieu l'a aussi accepté comme tel, malgré sa tendance à réagir contre les idées acquises.

Nous trouvons cependant une exception à cette position ;

(105) *Thèse citée*, ch. II. Sur les colonies, on verra notamment : E. L. X. 10, 14. XI, 19 XXI, 15, 21, 22. L. P. 121. C. R. VI. *Pensées*, 1981, 1982, 1990.

(106) Si l'abondance des matières ne nous en avait empêché, nous aurions aimé donner une idée du point de vue « impérial » de Montesquieu, en ce qui concerne notamment les colonies françaises ; là encore, on saisisait l'actualité des vues de l'auteur. Cf. *Pensées*, 1981, 1982.

(107) E. L. XXI, 21 et livre inédit de l'*Esprit des Loix* dans l'ouvrage cité de BARCKHAUSEN.

(108) E. L. X, 14. XI, 19, etc.

(109) E. L. X. 14. C. R. VI. Cf. aussi et surtout livre inédit sur les confédérations et les colonies, dans l'ouvrage précité.

comme on l'a déjà vu, Montesquieu critique vivement l'Espagne ¹¹⁰ d'interdire aux nations étrangères tout commerce avec ses colonies et, s'appuyant sur des arguments tirés là encore de la nature des choses, il préconise l'adoption d'un régime de libre concurrence, ce qui constitue une dérogation formelle aux principes du Pacte Colonial. Mais s'il se montre catégorique dans le chapitre 8 du livre XX, il pose plus loin la question, au livre XXI, chapitre 23, sous forme de problème, en dégageant les avantages et les inconvénients de la solution libérale. De toute façon, s'il exprime là sa pensée profonde en matière de commerce international, et nous n'avons pas manqué d'en tirer argument, il ne semble pas qu'il ait lié ce cas particulier à la théorie d'ensemble du Pacte Colonial, ni même, tant l'idée du monopole était reçue et admise, que les rapports lui en soient clairement apparus.



Après avoir vu ainsi la position apparente de Montesquieu en matière de liberté et de commerce, et les contradictions dont elle s'accompagne dans son œuvre même, il nous faut approfondir sa pensée cachée, où nous découvrirons sans doute le lien de conciliation entre l'affirmation de la liberté et les tempéraments qui y sont apportés.

Dans le domaine du commerce intérieur, il nous fournit lui-même la réponse ¹¹¹ : la liberté absolue du commerce ne saurait être que l'anarchie ; si l'Etat laisse jouer sans aucun frein le mobile de l'intérêt personnel, il est aisé de prévoir les abus qui se produiront au détriment de l'intérêt général de la Société, que les particuliers ne sauraient naturellement placer avant le leur propre. A la faveur du régime de liberté risquent de se produire accaparements, manœuvres et monopoles aussi condamnables que ceux de l'Etat et le consommateur, dont la satisfaction est la fin du commerce, ne trouve pas son compte dans un système de concurrence illimitée ; comme Montes-

(110) Sous les réserves indiquées plus haut.

(111) E. L. XX, 12.

quieu l'exprime pertinemment, pour favoriser le commerce, il convient souvent de gêner le commerçant ¹¹².

On voit le sens particulier des restrictions posées au principe de la liberté du commerce : l'intérêt général prime les intérêts particuliers des commerçants ; il ne s'agit pas de contrarier, dans une fin arbitrairement choisie, le jeu des éléments naturels, qui postule, au contraire, une certaine liberté, mais d'empêcher que les particuliers n'abusent de cette liberté pour la satisfaction exclusive de leur intérêt personnel. Dans ce sens, l'Etat a un rôle à jouer et l'on perçoit comment il se trouvera déterminé et limité.

Telle nous paraît bien être, au-delà de ses nuances et de ses contradictions, la pensée définitive de Montesquieu, que corrobore d'ailleurs la position réaliste et d'une modération éclairée qu'il a prise dans bien d'autres problèmes. Nous avons déjà montré comment elle se rapproche des théories néo-libérales les plus récentes. Soulignons que ce n'est pas au nom d'un concept éthique que Montesquieu limitera la liberté de l'économie et particulièrement du commerce, mais au nom d'une loi naturelle fondamentale, celle de la conservation et c'est dans ce but de conservation que l'intérêt social peut primer l'intérêt particulier, l'intérêt du commerce, celui du commerçant.

*

* *

Sur le plan du commerce international, l'attitude de Montesquieu est moins précise, plus difficile à préciser. M. Jaubert ¹¹³ a eu le mérite de la dégager et de l'exposer très clairement ; mais la question rentre trop dans le cadre de notre étude pour que nous ne lui empruntions pas ses conclusions en les élargissant et en les creusant encore, s'il est possible.

La liberté du commerce, en son essence, Montesquieu la trouve dans la nature des choses ; c'est la nature même qui impose les échanges entre les peuples pour leur satisfaction à

(112) Id., *ibid.*

(113) *Thèse citée*, ch. II.

tous ; restreindre arbitrairement ces échanges, c'est aller contre une loi naturelle dont l'exécution assure l'équilibre et la prospérité économiques des nations et du monde entier. Ainsi et nous prenons à dessein des exemples élémentaires, certains territoires sont plus spécialement agricoles, d'autres pourvus de mines de charbon et de fer, et voués par la nature à une activité industrielle ; les premiers donneront aux seconds leur excédent de récolte et en recevront les matières premières ou les produits manufacturés qui leur sont nécessaires ; telle est la loi de la nature ¹¹⁴.

C'est donc aller contre cette loi que de chercher à produire du blé dans les pays de mines, ou dans les pays agricoles de remplacer les matières premières et les produits qu'ils importaient par des imitations ou des succédanés ; nous n'insistons pas sur les exemples contemporains de telles pratiques. La loi naturelle commande un échange réciproque des richesses suivant les ressources naturelles et les besoins des parties en présence ¹¹⁵.

* *

Toutefois, il existe une autre loi : celle du progrès (relatif) et de la civilisation des différents peuples. Pour prendre un exemple, encore élémentaire, une nation qui primitivement importait de nombreux produits de pays plus civilisés, parviendra peu à peu à les fabriquer elle-même, mais, si elle laissait jouer la libre concurrence, les produits importés seraient toujours plus avantageux que les indigènes, au début de leur fabrication et interdiraient le développement de toute industrie.

C'est ici que se place l'intervention du législateur : pour permettre à son pays de progresser, à tel commerce ou à telle industrie de se développer, le Gouvernement protégera cette industrie ou ce commerce par des mesures appropriées, en pratique par les barrières douanières ; Montesquieu admet que les droits de douane, par une augmentation voulue, jouent dans un tel cas un rôle protectionniste ¹¹⁶, et il expose avec beaucoup de réa-

(114) Cf. *Pensées*, 366.

(115) *Pensées*, 336 et 366.

(116) *Pensées*, 339

lisme comment, avec la souplesse et le doigté voulus, l'Etat peut obtenir du maniement des tarifs les résultats commerciaux désirés ; il reste par contre, hostile aux interdictions pures et simples, du moins en ce qui concerne l'importation, car, pour l'exportation, la restriction des sorties est une mesure si anormale et si exceptionnelle qu'on peut seulement concevoir à ses yeux la prohibition complète ¹¹⁷. On voit l'opposition formelle de son attitude par rapport à celle des mercantilistes. De même ne parle-t-il pas de mesures destinées à favoriser l'exportation des nouveaux produits, — dégrèvements, primes, subventions, — puisqu'il s'agit seulement de favoriser le remplacement à l'intérieur du pays par une industrie ou un commerce national, du concours étranger auquel on était obligé de recourir jusqu'alors.

* *

Montesquieu admet, par conséquent, que le législateur soustraie, dans le plan international, une branche de l'économie du pays au régime de libre concurrence ¹¹⁸. Mais, il ne s'agit là que d'un stade temporaire, d'un passage, si l'on peut dire, et non d'un état de choses permanent. Deux hypothèses, en effet, se présentent : ou bien les branches de production ainsi protégées à leur naissance, pendant leur croissance, parviendront à lutter à égalité avec les branches étrangères concurrentes, et alors, la protection n'a plus de raison de jouer et la liberté du commerce reprend son empire ; ou bien, au contraire, l'industrie et le commerce dont on entendait favoriser l'essor, n'ont pu se développer, faute de ressources et de moyens naturels, parce qu'elles ne répondaient pas aux capacités et à l'orientation économiques du pays ; il est inutile dès lors de continuer une expérience qui n'a pas atteint son but et qui s'exerce au détriment de l'économie générale du pays, que grèvent les mesures de protection d'une branche de production particulière ; dans ce cas, comme dans le premier, ces mesures prendront fin et l'on reviendra à la liberté du commerce.

Ainsi s'éclaire la position de Montesquieu quant à la liberté

(117) *Pensées*, 339. Cf. aussi *ibid*, 2032.

(118) *Pensées*, 339 et 2020.

du commerce : la loi naturelle tend à faire régner cette liberté entre les peuples, mais par suite de leur degré de civilisation, de maturité, si l'on veut, différent, elle peut jouer à l'encontre des intérêts de certains peuples, favorisant les plus civilisés, les plus forts, au détriment des autres et les arrêtant dans la voie de la civilisation ¹¹⁹. L'intervention du législateur se justifie alors pour suspendre temporairement la libre concurrence. De toutes façons, la loi naturelle reprend son empire ; ici encore, la liberté du commerce ressort de la nature des choses, car c'est bien la nature des choses qui fera réussir ou échouer l'expérience tentée à l'abri des barrières protectrices.

Est-il nécessaire de souligner combien cette théorie, dans le rôle qu'elle assigne respectivement à la loi naturelle et à l'intervention de la loi positive, s'apparente à nos conceptions libérales contemporaines ? La rapprocher des idées qui ont été émises postérieurement en la même matière nous entraînerait trop loin, pour que nous tentions ce parallèle.

* *

Le raisonnement de Montesquieu, si bien analysé par M. Jauvert, auquel nous devons l'essentiel de ce qui précède, est théoriquement indiscutable. Il l'est peut-être aussi pratiquement dans l'ordre historique, dans l'avenir, étant donné que la liberté totale du commerce suppose une certaine égalité entre les peuples concurrents, sous peine d'écrasement des uns par les autres. En tous cas, les conclusions décrites sont théoriquement justes et leur application hautement souhaitable.

Nous en retiendrons surtout la condamnation formelle des pratiques que nous englobons aujourd'hui sous le nom courant d'autarcie et qui visent à assurer dans un pays la production artificielle de produits et de denrées qu'il se procurerait à meilleur compte par le commerce ¹²⁰ : on sait quels désordres il en résulte, et l'on voit que si ces mesures économiques sont commandées par des fins politiques, elles réagissent à leur tour sur la politique et il est flagrant que la nature triomphe toujours des pratiques antinaturelles.

(119) Cf. *Pensées*, 1974.

(120) Cf. *Pensées*, 366

Par contre, il est un facteur qui peut ici primer dans une certaine mesure l'économie, c'est le facteur que nous appellerons humain ; la conservation de l'homme peut justifier des mesures contraires à l'économie et même à la nature : ainsi, il serait évidemment souhaitable que le blé pût être mis à la disposition de tous les peuples à son cours mondial ¹²¹, mais ce serait entraîner la ruine des producteurs français de blé, par exemple ; il ne s'agit plus ici du développement naturel de la civilisation, seulement de conservation, et ces mesures ne sont plus temporaires comme celles qu'admet Montesquieu, mais tendent, en fait, à devenir définitives.

Sur le plan de la réalité en effet — et Montesquieu, si instruit de géographie humaine, nous en fournit lui-même les arguments —, les différences de civilisation sont telles que l'économie intérieure de nombreux pays ne peut se maintenir que par des mesures de protection si durables qu'elles en deviennent permanentes ; et il ne s'agit plus maintenant de la protection du plus faible contre le plus civilisé, mais bien de celle de l'adulte contre le peuple en pleine croissance. Il est inutile d'insister sur cette vérité, répandue et connue de tous aujourd'hui. Il suffit de la constater pour s'apercevoir que la liberté du commerce n'est réalisable que dans un avenir si lointain qu'il est du domaine de l'hypothèse et le stade de protection temporaire prévu par Montesquieu tend malheureusement à s'installer de façon pratiquement définitive. Entre les deux lois naturelles que l'auteur a définies, celle du progrès et de la commodité et celle de la conservation, l'esprit de son œuvre toute entière nous indique assez celle qui doit l'emporter.



A côté des idées que nous venons d'exposer, celles que nous allons voir maintenant nous paraîtront assez secondaires ; elles ne sont pourtant pas sans intérêt et méritent d'être rele-

(121) Cf. MALCOR : Au delà du machinisme.

vées. Montesquieu nous a montré les effets du commerce sur les Sociétés, il ne néglige pas non plus ceux qu'il exerce sur les individus et à l'intérieur des Sociétés ; si le commerce adoucit les mœurs barbares, il a aussi pour résultat de corrompre les mœurs pures ¹²² ; s'il favorise la paix entre les nations, il n'unit pas les particuliers ; dans les pays où l'esprit du commerce domine, la vénalité l'accompagne : tout s'achète et se vend, action, gestes, les vertus mêmes ¹²³. Et, avec une psychologie profonde, Montesquieu note que l'esprit du commerce engendre un esprit de justice également opposé aux brigandages et aux vertus morales de désintéressement et de charité ¹²⁴ ; ainsi, de l'hospitalité que les peuples primitifs pratiquent généralement comme un acte naturel, avec une spontanéité et une largesse sans réserves, et que l'on trouve rarement là où fleurissent le commerce et la civilisation.

A côté de ces conséquences humaines du commerce — et où l'on peut voir la finesse du jugement, comme le réalisme de Montesquieu —, nous relèverons d'autres observations où l'auteur marque nettement la nécessité de subordonner, dans certains cas, les intérêts individuels aux exigences de la vie en société : ainsi, se montre-t-il opposé à la contrainte par corps dans les affaires civiles où la loi doit « faire plus de cas de la liberté d'un citoyen que de l'aisance d'un autre », mais il est au contraire partisan de l'application de la même mesure quand il s'agit de dettes commerciales ¹²⁵, car, sans cette sanction, le négoce serait sujet à trop d'insécurité et ici, — sauf les limitations qu'imposent des considérations d'humanité ou de bonne police, — la loi doit faire plus de cas de l'aisance publique que de la liberté d'un citoyen.

A la même idée, nous rattacherons l'approbation que Montesquieu donne à la transmission héréditaire, sous certaines réserves, des dettes commerciales ¹²⁶ ; comme pour la contrainte par corps, il s'agit là de donner plus de force aux engagements, plus de confiance dans les contrats, plus de facilité et de sécurité au

(122) E. L. XX, 1 cf. aussi, *ibid.* III, 3. IV, 8. *Pensées*, 1228. C. R. VI.

(123) E. L. XX, 2.

(124) *Id.*, *ibid.*

(125) E. L. XX, 15.

(126) E. L. XX, 16, 17.

commerce ; l'intérêt social, une fois de plus, prime l'individuel. Nous remarquerons seulement comment Montesquieu base une loi positive sur des raisons tirées de la nature des choses ; ce n'est pas pour un motif d'ordre philosophique ou moral qu'il s'appuie pour faire passer le bien de la société avant celui des individus, c'est pour des raisons pratiques, concrètes, naturelles : il n'affirme pas que l'intérêt social soit supérieur en soi, il indique seulement les cas où la réalité commande de lui donner la prééminence.

*

* *

En matière de commerce international, nous avons considéré surtout jusqu'ici les problèmes de l'influence des facteurs naturels et de la liberté des échanges. Il est une question assez importante que nous devons traiter maintenant, c'est celle du commerce international, vu au point de vue national, sur le plan intérieur, c'est-à-dire la balance du commerce. Montesquieu analyse d'abord ce qui constitue le solde des relations commerciales entre nations : un Etat possède deux sortes de biens, les fonds de terre qui lui appartiennent en propre¹²⁷ et qui n'offrent généralement que peu d'attrait pour les étrangers¹²⁸ ; d'autre part les effets mobiliers qui n'ont pas une dépendance nationale comme les immeubles, qui appartiennent au monde entier ; l'Etat qui a le plus de ces effets, monnaies ou créances sur l'étranger, est le plus riche ; celui qui n'en a pas n'est que la colonie des étrangers ; nous nous sommes déjà expliqué là-dessus au début de ce chapitre.

Et Montesquieu prend ici deux exemples contradictoires¹²⁹ l'Etat qui importe toujours plus qu'il n'exporte s'appauvrit ; ainsi de la Pologne qui, n'ayant comme effet mobilier que le blé de ses terres, l'exporte pour le convertir en objets de luxe, en employer le produit en dépenses improductives, comme le spécifie plus loin l'auteur¹³⁰, parce que le blé est la propriété d'une

(127) E. L. XX, 23.

(128) En raison de la législation interne de chaque pays. A rapprocher du livre XXII, 15.

(129) E. L. XX, 23. *Pensées*, 336, 1980.

(130) E. L. XX, 23.

classe très restreinte de grands propriétaires. A l'inverse, l'étendue de la production et du commerce du Japon, comme la modicité de ses besoins, lui assure une exportation beaucoup plus considérable que ses importations, puisque nous l'avons vu, il paie les produits qu'il importe bien au-dessus du cours réel ; il devrait donc avoir une balance très fortement positive ¹³¹.

Entre les deux extrêmes, il y a place pour un juste milieu : il est certain qu'une balance longtemps négative conduit une nation à la ruine et en fait, comme le dit Montesquieu, une colonie de l'étranger ¹³², mais une balance favorable n'est pas un bien en soi, elle ne fait qu'assurer à un Etat une suprématie économique qui n'est pas forcément bonne et qui n'est pas un but à rechercher pour lui-même ¹³³, car elle s'accompagne d'un appauvrissement et d'une régression des autres Etats, dont le premier finit par souffrir lui-même ¹³⁴.

Une balance en équilibre est suffisante qui assure à chaque nation une importation et une exportation lui garantissant normalement la satisfaction de ses besoins, ce terme comprenant non seulement les nécessités naturelles, mais tous les goûts et les désirs que fait naître le développement du commerce et de la civilisation ¹³⁵. Il est inutile de souligner longuement comment cette position si caractéristique se révèle contraire aux principes du mercantilisme et des errements qu'il avait inspirés à la politique. Bien que la doctrine soit en recul et fortement contrebattue dès le début de la Régence, la notion d'une balance positive, d'un fort actif international, était toujours pratiquement en vigueur et la recherche égoïste de la puissance de l'Etat n'était pas contestée. A l'opposé, les Physiocrates n'accordaient aucune importance au commerce international.

Nous avons omis de signaler que Montesquieu ne fait entrer en considération pour la balance des comptes que le commerce extérieur ; on ne peut lui tenir rigueur d'en rester à cette notion élémentaire, d'autant qu'au chapitre des dettes publiques, il se préoccupe des intérêts des dettes émises à l'étranger ; quoiqu'il

(131) E. L. *ibid.* Ici, nous interprétons légèrement la pensée de l'auteur qui considère que la balance du Japon est simplement en équilibre.

(132) Cf. *Pensées*, 1976 et 1980.

(133) Cf. *Pensées*, 618.

(134) Cf. *Pensées*, 336.

(135) E. L. XX, 6, 23. XXI, 16.

en soit, la composition de la balance du commerce, la définition et l'analyse complète de ses éléments est ici secondaire ; ce qui compte et qui demeure, quels que soient ces éléments, c'est l'affirmation qu'une balance positive n'est pas un bien en elle-même et qu'internationalement et nationalement, c'est une balance en équilibre qui assure le plus de biens ¹³⁶.

*
* *

On voit ainsi l'originalité de Montesquieu. Pour lui, les nations ne sont plus des concurrents dont les intérêts divergent et qui luttent entre elles pour s'assurer la suprématie. De même que les individus d'un même Etat sont entre eux solidaires ¹³⁷, de même les différents Etats sont tributaires les uns des autres, et bien loin que l'appauvrissement d'un peuple profite aux autres, même à ceux qui sembleraient ses concurrents immédiats, ils en souffrent tout au contraire, directement ou indirectement. La prospérité d'un Etat rejaillit sur ceux qui commercent avec lui ; la somme de richesses accumulées se répand d'une nation dans l'autre ; « elles se communiquent entre elles » ainsi que l'a dit Montesquieu ¹³⁸ ; le commerce est un lien entre les nations, elles sont solidaires, tout comme les particuliers ¹³⁹. L'on doit donc viser à favoriser les échanges, à les développer et, pour y parvenir, à leur laisser le maximum de liberté ¹⁴⁰. Nous revenons à un principe déjà vu et retrouvons ici son fondement.

Tous les critiques se sont plu à louer cette originalité et cette largeur de vues ; il nous suffira de nous associer à leurs éloges sans les développer davantage. Ce que nous soulignerons, après avoir remarqué combien par de telles idées Montesquieu est en avance sur son temps, c'est que sa conclusion s'inspire d'une loi naturelle : la richesse d'un Etat n'est pas faite de la pauvreté des autres ¹⁴¹, la prospérité de chacun se développe par celle que les autres lui communiquent, par la facilité et la multiplication

(136) *Pensées*, 336.

(137) *Pensées*, 618.

(138) *Pensées*, 336.

(139) Id., *ibid* et 366.

(140) Id., 366.

(141) Id., 336.

des échanges ¹⁴² ; sur le plan économique les nations ne sont pas des concurrents qui doivent s'éliminer l'un l'autre, mais des associés ¹⁴³. L'Etat qui se développe deviendra un client pour les Etats parvenus à maturité ; ceux-ci auraient donc tort de paralyser sa croissance, ils seraient les premières victimes de leurs manœuvres ¹⁴⁴.

Tout en reconnaissant la valeur et la haute portée des conclusions de Montesquieu quant à la solidarité des nations entre elles, — et il serait souhaitable que la volonté des hommes et des législateurs secondât sur ce point les voies de la nature, — on peut cependant discuter de cette dernière application : le peuple qui se développe ne deviendra pas un concurrent, mais un client pour les autres nations. Nous avons tant d'exemples aujourd'hui, où nous voyons les Etats jeunes combattre âprement, parfois engager une lutte à mort, sur le terrain économique avec ceux mêmes qui ont facilité leur développement : parlerons-nous du Japon ? parlerons-nous même de la concurrence des Dominions et des colonies en général avec leurs métropoles respectives ? ¹⁴⁵.

* * *

N'y aurait-il pas là plutôt l'application d'une loi naturelle d'évolution historique selon laquelle les peuples ou les civilisations suivent à tour de rôle une courbe ascendante et, une fois parvenus à leur apogée, se voient retirer leur empire par les peuples et les civilisations qui montent, — l'histoire nous enseigne tant de chutes, d'écroulements, — et cette loi d'évolution semble jouer sur tous les plans, depuis la régression physiologique des individus jusqu'à la décadence dans le raffinement des productions spirituelles les plus hautes.

C'est bien du reste à une telle règle que semble faire allusion Montesquieu lui-même, lorsque dans ses *Pensées* ¹⁴⁶, il parle

(142) *Pensées*, 348.

(143) *Id.*, 336, 348.

(144) *Id.*, 337 et 1974.

(145) Il est vrai que Montesquieu avait prévu la lutte victorieuse des Etats-Unis d'Amérique contre l'Angleterre (cf. BARCKHAUSEN : *Montesquieu : Les prévisions de Montesquieu*) et que la solidarité commerciale des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne s'affirme aujourd'hui.

(146) *Pensées*, 236.

de la loi d'évolution commune à tous les peuples qui commencent par être barbares, conquièrent, s'agrandissent, deviennent policés et civilisés, s'affaiblissent du fait même de leur affinement, sont conquis par d'autres nations et retournent finalement à la barbarie.

Cependant, jusqu'à quel point la volonté des hommes n'est-elle pas responsable de ces luttes, de ces combats et de ces défaites, car la disparition d'une civilisation, si une autre s'éveille en même temps, laisse toute une région de la terre dans l'ombre pendant plusieurs siècles. Jusqu'à quel point une connaissance plus avertie, plus sûre, de leurs véritables intérêts, assurant la prééminence de leur volonté consciente sur leurs passions, la connaissance de ces notions premières, de ces lois naturelles, dont l'*Esprit des Lois* a voulu être un instrument, ne permettrait-elle pas aux hommes de seconder ces lois et de parvenir à la solidarité qui est la condition de la prospérité de tous et de chacun ? Montesquieu lui-même nous répondrait : il sait combien les hommes sont médiocres, aveuglés par leur ignorance et leurs passions ; et en leur montrant le chemin de la vérité, ou, visant moins haut, de certaines vérités, il ne doutait pas que, leur ignorance même vaincue, leurs passions ne fussent trop fortes pour leur permettre de les atteindre.

* *

Cet examen des idées de Montesquieu sur le commerce nous a mis en mesure d'apprécier plus pleinement leur originalité et davantage peut-être l'ouverture et la modération de son esprit. L'observation des événements, les enseignements de l'histoire, l'étude de la politique, le conduisent à des vues très hautes, très larges, mais qui restent étroitement liées, attachées aux réalités et qu'il résume en quelques principes essentiels, où nous voyons se manifester son libéralisme et son goût de la modération, inspirés eux-mêmes non par quelque considération philosophique, morale, encore moins religieuse, mais par la nature même des choses auxquelles il a consacré un examen si étendu et si approfondi.

Toujours, ses conclusions s'appuient sur la nature, toujours les mesures qu'il propose sont fonction d'une loi, d'une tendance ou d'une influence naturelle dont l'homme, pour la con-

servation de son être, comme pour le développement harmonieux des sociétés, devra soit favoriser, soit au contraire et plus rarement combattre l'application, et qu'avant tout il devra connaître. Connaître, constater ce qui est pour savoir réaliser ce qui devrait être, n'est-ce pas tout le but de l'*Esprit des Loix*.

CHAPITRE VII

LES IDÉES FINANCIÈRES DE MONTESQUIEU

Les ressources de l'Etat : principes élémentaires de la fiscalité ; les impôts, leur perception, leur nature suivant le milieu.
— *Les emprunts : idées générales ; conversion et amortissement.*
— *Les dépenses publiques : dépenses imprévues et dépenses d'armement.*

Les idées de Montesquieu concernant les finances publiques sont surtout contenues dans le livre XII de l'*Esprit des Loix*, qui traite des impôts et dans le livre XXII, dont trois chapitres sont consacrés à l'étude des dettes publiques. Nous nous référons, quand il y aura lieu, aux autres passages de l'*Esprit des Loix*, des *Lettres Persanes* ou des *Considérations* qui peuvent contenir des notions complémentaires sur le même sujet. Nous avons déjà fait allusion au *Mémoire présenté au Régent* ; bien qu'il nous éclaire sur certains principes de l'auteur, il faut se rappeler qu'il a été composé dans sa jeunesse et qu'il est dépassé de loin par l'*Esprit des Loix*, nous en tirerons le parti qui convient, de même des *Pensées* qui contiennent d'assez nombreuses réflexions relatives aux finances publiques et notamment les projets dont nous avons précédemment parlé.

* *

Il est une remarque d'ensemble qui s'impose au seuil de cette étude : Montesquieu s'est intéressé beaucoup plus aux recettes de l'Etat qu'à ses dépenses ; une telle attitude n'est pas éton-

nante, étant donné l'état de la science et de la pratique des finances à cette époque¹ : l'on se préoccupe davantage des ressources de l'Etat que de la manière dont s'opéreront les dépenses et, a fortiori, des règles qu'il convient de leur appliquer, bien que certains auteurs commencent à émettre des théories restreignant l'autorité du pouvoir en pareille matière².

Cependant, Montesquieu se soucie moins de la manière dont l'Etat doit se procurer le maximum de ressources — et c'est le point de vue des financiers d'alors... et de toujours —, que des principes auxquels perception des impôts et émission des emprunts publics doivent être soumis. En un temps où le budget était plus que rudimentaire, l'auteur est excusable de ne pas s'attarder aux dépenses ; en un temps où l'on se préoccupe surtout de trouver de l'argent, il a le mérite de poser des limites et des règles à cette recherche.

L'on a remarqué³, et nous faisons nôtre cette remarque, que Montesquieu en matière financière, raisonne non en juriste et en financier, mais en économiste soucieux avant tout de l'économie générale de la nation, sachant que la richesse du Gouvernement et celle de la collectivité peuvent ne pas coïncider dans la pratique, du fait des hommes au pouvoir, mais que l'équilibre ne saurait exister et se maintenir, si elles ne vont pas de pair. Nous aurons lieu de saisir par des exemples concrets cette attitude de l'auteur. Est-il nécessaire de rappeler qu'à l'instar des observations d'ordre économique, les théories financières de Montesquieu sont incomplètes et sommaires ; il n'a retenu que les aspects de la question qui s'intègrent dans le plan de son ouvrage, sans prétendre donner un traité raisonné de législation financière.



Il s'est étendu surtout sur les impôts, auxquels il accorde

(1) Cf. GONNARD : *Histoire des doctrines économiques*. — DUBOIS : *Précis de l'histoire des doctrines économiques*.

(2) Id., *ibid.* ; cf. aussi le *Dictionnaire des Finances* de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, mais ici c'est l'influence de Montesquieu qui se fait sentir.

(3) BARCKHAUSEN et après lui M. JAUBERT.

tout un livre de *l'Esprit des Loix*, le XIII^e, intitulé « Des rapports que la levée des tributs et la grandeur des impôts ont avec la liberté ». Ce titre pourrait donner à croire que Montesquieu considère les impôts sous l'angle de la liberté, c'est-à-dire les juge au nom d'une notion éthique : l'on fera observer qu'il s'agit des rapports que les impôts ont dans la réalité et non pas doivent avoir avec la liberté. L'examen du livre nous permettra en outre de voir que Montesquieu s'attache surtout pour son examen à la nature des choses, encore que l'influence des constitutions politiques ne soit pas sans donner parfois un tour un peu théorique aux conclusions de l'auteur et que certaines de ses observations puissent paraître légèrement tendancieuses.

Montesquieu commence, après avoir défini l'impôt⁴, par poser le principe de la modération dans la fiscalité : pour fixer l'impôt, on doit considérer et les nécessités de l'Etat et celles des particuliers ; il faut se garder de prendre sur les besoins réels du peuple pour des besoins de l'Etat imaginaires et mesurer les revenus publics à ce que le peuple doit et non pas peut donner, ou du moins, si on les mesure à ce qu'il peut donner, les calculer d'après ce qu'il peut toujours donner⁵.

Montesquieu proclame, en somme, la règle de l'adaptation réciproque des dépenses publiques aux ressources des particuliers. Il importe d'abord que l'Etat ne fasse que les dépenses nécessaires, et ce n'est pas parce que le peuple est susceptible d'être taxé davantage qu'il faut ajouter au budget des dépenses supplémentaires que ne justifie pas la nécessité ; à l'inverse, même lorsqu'il s'agit de dépenses indispensables, l'on doit tenir compte des disponibilités du contribuable et ne l'imposer qu'en raison de ses possibilités, quitte à retrancher parmi les dépenses celles qui sont le moins indispensables. Dans l'un et l'autre terme de cette alternative, Montesquieu consacre le principe fondamental des finances publiques : les dépenses publiques ne peuvent excéder les possibilités du contribuable

(4) Définition qui vaut d'être retenue : c'est « la portion que chaque citoyen donne de son bien pour avoir la sûreté de l'autre ou en jouir agréablement ». E. L. XXII, 1, explication objective et rationnelle de l'impôt qui s'intègre à la notion moderne de l'Etat, telle que Montesquieu a eu le mérite de la dégager.

(5) E. L. XIII, 1.

et, dans la limite du nécessaire, elles doivent être fixées d'après ces possibilités ; en aucune manière, les impôts ne sauraient être calculés en fonction des dépenses — comme le pratiquent de nos jours tous les Gouvernements.

Les fondements de cette règle, où se trouvent-ils sinon dans la nature des choses : une fiscalité abusive — bien loin de développer les initiatives du contribuable et de le rendre industriel, comme on l'a prétendu, et Montesquieu réfute cette opinion⁶ —, décourage les assujettis. La nature donne une juste récompense au travail des hommes, « le profit », (nous soulignons au passage la notion d'ordre naturel) ; c'est elle qui les rend laborieux en attachant un gain plus élevé à un travail plus considérable ; mais si l'Etat prélève sur ce produit une part excessive, il frustre l'individu de sa juste récompense et celui-ci, perdant le motif de son activité n'a plus que du dégoût pour son travail et « l'inaction lui paraît être le seul bien »⁷.

Une fiscalité abusive, par conséquent, en tuant le profit, paralyse les activités.

* *

D'autre part, la richesse de l'Etat est fonction de celle des citoyens ; seulement, deux solutions s'offrent à l'Etat pour s'enrichir : ou il commencera par appauvrir ses sujets pour s'enrichir, ou bien il attendra que ses sujets à leur aise l'enrichissent. Commencera-t-il par être riche, dit Montesquieu, ou finira-t-il par l'être⁸ ? Dans cette antithèse, qui prend presque figure de boutade, il faut voir l'exposé d'une vérité très simple et qui complète la précédente : la richesse de l'Etat est faite de la prospérité des contribuables ; en les ruinant, en absorbant la majeure partie de leurs revenus pour les dépenses publiques, il se ruine également et sûrement ; c'est, exprimé sous une forme littéraire, l'adage populaire « il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or ».

(6) E. L. XIII, 2, de même E. L., V, 9 : une fiscalité écrasante engendre la paresse. Cf. aussi *Pensées*, 2025 : les classes productrices en France sont écrasées par le fisc. Dans un sens analogue. *Pensées*, 2.022 et 2.057.

(7) E. L. XIII, 2.

(8) E. L. XIII, 7.

Pour être populaire, la maxime n'en est pas moins aussi durable que les sociétés humaines, et Montesquieu ne fait pas fi des vérités les plus élémentaires et qui, comme telles, sont les premières oubliées, surtout quand les Etats sont gouvernés par des hommes savants. Nous n'aurons pas besoin de faire ressortir que les règles, ou les deux aspects d'une même règle, proposées par Montesquieu, s'appuient bien sur la nature la plus profonde des choses ; il s'agit d'une loi-constatation, car nous la verrons appliquée immanquablement à travers l'histoire, loi naturelle par excellence, constante et fatale.

Des exemples contemporains en donnent une illustration éclatante : il n'y a pas longtemps qu'on mettait en regard les dépenses d'un Etat que nous connaissons bien et les revenus de ses citoyens, en montrant qu'une telle proportion nous acheminait inévitablement à la ruine ; et citerons-nous les comptes de ces entreprises qui prouvent que 4 jours sur 6 ou davantage elles travaillent exclusivement pour payer leurs impôts, pour le compte de l'Etat. Les lois les plus vieilles de l'humanité sont toujours les plus vivantes et les plus actuelles.

* *

Montesquieu insiste fréquemment sur le devoir pour un Gouvernement d'avoir une fiscalité modérée et ce devoir se fonde, affirme-t-il, en maints endroits, sur des nécessités naturelles. Dans ses *Pensées* ⁹, il nous montrera, par exemple, que plus les impôts sont forts, plus les honnêtes gens fuient d'en faire la levée et moins les mêmes honnêtes gens se font scrupule de les acquitter. N'y a-t-il pas là, en matière financière, une loi qui est de tous les temps ?

Il nous dira aussi avec pittoresque que l'on se trompe lorsque l'on croit pouvoir augmenter la puissance d'un Etat en augmentant les impôts : c'est comme si l'on croyait agrandir une peau alors qu'on l'étend jusqu'à la rompre ¹⁰. Il réagit ainsi, et il y revient souvent, contre une erreur courante à son époque et que le Gouvernement avait évidemment intérêt à propager.

(9) *Pensées*, 295.

(10) *Pensées*, 295.

Ailleurs ¹¹, il mettra en relief cette autre constante, en quoi nous voulons voir une véritable loi-constatation, que la fiscalité la plus écrasante coïncide avec le minimum des disponibilités du contribuable.

*

* *

Le principe fondamental de modération posé par Montesquieu au début de son livre nous donnera la clef de la plupart de ses développements. Il passe d'abord en revue les différentes formes de l'impôt, en commençant par l'impôt personnel ¹². Il ne prend pas nettement position contre cet impôt, mais il pose à ce sujet les règles, aujourd'hui classiques, du minimum imposable et du tarif progressif. Il souligne, de manière très pertinente, que l'impôt doit être calculé non pas à proportion des biens, mais à proportion des besoins : l'individu qui n'a que le strict nécessaire ne saurait être imposé. De même, à ceux qui ont plus que le nécessaire, on appliquera une règle analogue ; le pourcentage de la taxe s'élèvera d'autant plus qu'ils seront plus riches.

Il est clair que si la notion du minimum imposable est conforme à la nature des choses, celle du tarif progressif relève pour une grande partie d'une idée de justice ; comme l'ont très bien observé Barckhausen ¹³ et après lui M. Jaubert ¹⁴, Montesquieu se préoccupe d'obtenir, dans la mesure où elle est possible, l'égalité du sacrifice devant l'impôt. Le législateur applique ici non plus une loi naturelle économique mais un principe naturel d'équité. Il serait intéressant de rechercher comment depuis Montesquieu, pareilles règles se sont développées au point de devenir des notions sociales élémentaires en matière financière. L'on sait quelles critiques peuvent être adressées à la formule du minimum imposable, nous ne les reprendrons pas : des exemples récents montrent qu'en démocratie un tel

(11) C. R. XVIII, p. 216 (édition citée) : « Il n'y a point d'Etat où l'on ait plus besoin de tributs que dans ceux qui s'affaiblissent, de sorte que l'on est obligé d'augmenter les charges à mesure que l'on est moins en état de les porter ».

(12) E. L. XIII, 7.

(13) *Montesquieu*.

(14) Thèse citée; ch. V.

système donne prise à des manœuvres démagogiques d'une équité discutable et que le minimum imposable devrait être l'exception, la qualité de citoyen impliquant la contribution, si faible soit-elle, aux dépenses de l'Etat.

Quoiqu'il en soit, il semble bien que la théorie de l'impôt progressif, avec exemption à la base, doive être portée à l'actif de Montesquieu ¹⁵ et que les législations modernes soient redevables de cette réforme capitale à l'auteur de l'*Esprit des Lois*. Par contre, en ce qui concerne l'égalité du sacrifice devant l'impôt, l'on regrettera que l'auteur ne se soit pas élevé au-dessus des idées reçues à son époque et ait continué à admettre l'exemption de la noblesse à l'égard du fisc ¹⁶, alors que le maintien de ce privilège ne pouvait plus se justifier en aucune manière au XVIII^e siècle. On aurait aimé que l'auteur, appartenant à la noblesse, adoptât en cette matière une attitude aussi impartiale et libre de préjugés qu'au sujet de l'exercice de la justice, où le Président à mortier se prononçait contre la magistrature permanente.

Dans l'exemple qu'il rapporte de la législation athénienne au sujet de l'impôt personnel ¹⁷, Montesquieu s'exprime de telle sorte qu'il semble prendre parti pour la mesure consistant à empêcher le superflu par l'importance de la taxe. Une telle attitude serait trop contraire à ce qu'il expose immédiatement avant sur les excès de la fiscalité et à ce que nous savons de ses idées quant au développement des besoins.

L'impôt réel ou immobilier ¹⁸ ne donne lieu qu'à des observations secondaires : Montesquieu indique qu'il est difficile de parvenir à une classification exacte des terres, suivant leur valeur imposable et que cet impôt risque de donner lieu, surtout si le taux en est élevé, à d'énormes injustices. Il semble que ces remarques aient moins une valeur générale et permanente que la signification de critiques adressées à des institutions et à des pratiques contemporaines ¹⁹.

* *

(15) Cf. DUBOIS : op. cité.

(16) *Pensées*, 2025.

(17) E. L. XIII, 17.

(18) Id., ibid.

(19) On peut même y voir le reflet de certains démêlés personnels de Montesquieu avec le fisc. Cf. VIAN : op. cité.

L'impôt indirect ²⁰, sur les marchandises, retient toute l'attention de Montesquieu et obtient ses suffrages sans réserve ²¹ : L'auteur en indique les avantages et les mérites, dont le principal est de passer inaperçu, donc d'être payé sans peine et de rapporter beaucoup ²², du moins si les règles suivantes, exposées avec beaucoup de psychologie et de jugement, sont observées ²³ : il faut d'abord que l'impôt soit à la charge du vendeur qui en fait l'avance à l'Etat ; ainsi il se trouve incorporé dans le prix de la marchandise et devient invisible ; encore est-il nécessaire que le taux de la taxe soit proportionné à la valeur du produit vendu ; c'est là une condition essentielle, qui s'inspire moins de l'équité que de la nécessité.

Et, pour illustrer les mérites de l'impôt indirect, Montesquieu fait un parallèle entre deux royaumes d'Europe (la France et l'Angleterre) où existe une taxe de quotité à peu près égale, sur les boissons : dans l'un d'eux, elle est levée directement sur tous ceux qui consomment et considérée par le public comme très onéreuse, indépendamment des inconvénients et des abus que sa perception entraîne ; dans l'autre, elle est payée par le brasseur qui l'ajoute à son prix de vente et les contribuables paient sans s'en apercevoir ²⁴. Nous reviendrons plus loin sur l'observation qui concerne le monopole appliqué aux impôts indirects.

* *

S'agissant des deux premiers impôts (personnel et immobilier), l'auteur ne nous donne pas d'explication réelle sur leur origine et leur raison d'être, pas plus qu'il ne prend parti à leur sujet : dans la suite de son ouvrage, il les rattache à la nature de la constitution politique et nous jugerons de ce rapport en temps voulu. L'analyse de l'impôt indirect est plus complète ; par contre, la faveur dont l'entoure Montesquieu

(20) Parmi les impôts indirects, Montesquieu critique vivement le principe du droit d'enregistrement auquel il préfère le droit de timbre.

(21) E. L. XIII, 7, 8.

(22) On a eu l'occasion de voir dans le chapitre précédent certaines des idées de l'auteur sur les droits de douane.

(23) E. L. XIII, 8.

(24) E. L. XIII, 7. Cf. aussi L. P. 33.

pourrait être qualifiée d'excessive, d'autant plus qu'ici le sentiment qu'il manifeste s'inspire moins de « la nature des choses » que des caractères de cet impôt au point de vue politique et social ; c'est en effet la forme d'impôt le plus conciliable avec le maximum de liberté ; néanmoins, Montesquieu n'assigne pas de limites à cet impôt, alors que précisément, considéré sous l'angle social, il doit être employé avec circonspection pour éviter d'accabler les classes moyennes et surtout les classes pauvres au profit des riches ; l'égalité de sacrifice, dont nous avons parlé plus haut, est particulièrement difficile à réaliser avec une telle imposition ; elle trouve d'autre part une limite dans sa nature même, puisque, comme le montre Montesquieu, le taux doit en être proportionné à la valeur réelle des marchandises et n'est donc susceptible que de donner un produit relativement peu important, insuffisant en tous cas pour lui permettre de remplacer les impôts personnel et foncier.

Cette critique mise à part — et qui soulèverait les objections des partisans de l'impôt indirect —, on ne peut que louer Montesquieu des règles si claires et si justes qu'il formule à propos des différents impôts, notamment du premier et du troisième ; il suffit de dire qu'elles sont devenues classiques en la matière, et si même Montesquieu ne les a point inventées, il a le mérite de les avoir vulgarisées, grâce à l'immense expansion de son œuvre. Nous avons relevé celles de ces règles qui pouvaient trouver leur fondement dans une loi naturelle, ou pour employer l'expression plus large de Montesquieu, dans la nature des choses. Mais la plupart s'inspirent d'une idée d'équité que le caractère scientifique de son œuvre ne pouvait empêcher le philosophe de prendre en considération dans un tel domaine, et ses admirateurs retiendront surtout cette recherche d'une justice sociale dans l'impôt. Restant dans le cadre de notre étude, nous montrerons qu'elle a aussi son point de départ dans la modération fiscale, analysée plus haut, et elle-même fondée sur les nécessités économiques de la Société.

*
* *
*

Quant à la perception des impôts, chacun sait la préférence

que Montesquieu accorde à la régie par rapport à la ferme et il ne ménage pas ses flèches aux traitants²⁵, comme à l'institution elle-même²⁶. Nous ne rappellerons donc que brièvement son argumentation : il montre surtout les avantages de l'administration de l'Etat qui est, en principe, celle d'un bon père de famille, où le gouvernement peut hâter ou retarder la levée des impôts suivant ses besoins ou suivant ceux du contribuable, où, grâce à la régie directe, l'argent est recueilli immédiatement, et rapidement remis en circulation, redistribué par les dépenses publiques ; il met en regard l'organisation des fermiers qui recherchent avant tout leur profit personnel et appauvrissent de mille manières les contribuables pour en obtenir le maximum, qui considèrent leur avantage présent et dans ce but, exigent du Gouvernement des lois préjudiciables pour l'avenir, qui donnent enfin au peuple pressuré le spectacle révoltant de leurs scandaleuses fortunes. En dehors de ces arguments trop exacts pour qu'on s'y arrête, nous retiendrons surtout cette observation de Montesquieu qui vaut pour tous les temps et l'emporte sur les autres : celui qui possède l'argent étant toujours le maître²⁷, le fermier domine le Gouvernement : « il n'est pas le législateur, mais il le force à donner des lois »²⁸.

Tout en condamnant la ferme d'une manière absolue, Montesquieu reconnaît que l'Etat peut avoir intérêt à l'utiliser de manière exceptionnelle : ainsi lors de la création d'une nouvelle taxe²⁹. L'intérêt des fermiers leur suggère, en effet, pour assurer le bon rendement de la taxe (et leur profit personnel) quantité de pratiques — nous dirions une technique —, que le régisseur, le fonctionnaire (n'étant pas intéressé) n'aurait su imaginer. Lorsque le fermier a parachevé la mise au point du système, alors l'Etat peut et doit substituer la régie à la ferme. Et Montesquieu cite une fois de plus l'exemple de l'Angleterre qui a procédé de cette façon pour l'accise et le revenu des ports.

Une telle restriction nous permet de mesurer le réalisme de

(25) E. L. XIII, 20. Cf. aussi L. P. 98.

(26) E. L. XIII, 8, 19. Cf. aussi E. L. V, 9. XI, 18.

(27) Cf. C. R. XXI.

(28) E. L. XIII, 19.

(29) Id., *ibid.* et *Pensées*, 1984.

Montesquieu . il condamne la ferme dont le fonctionnement s'avère aussi désavantageux pour l'Etat que pour le contribuable ; car il est dans la nature des choses que le fermier recherche son profit personnel, qu'ayant l'argent il tiennne l'Etat en son pouvoir et qu'il le force à engager l'avenir pour obtenir un bénéfice immédiat ; mais il est aussi dans la nature des choses que le fonctionnaire qui n'est intéressé au rendement d'un impôt que par sa conscience ou son zèle professionnel, et dont le formalisme des règlements entrave toute initiative, se contente d'appliquer la loi ou les instructions de l'Administration, tandis que le fermier saura obtenir des recettes plus élevées, en raison du gain non pas proportionnel, mais absolu, qu'elles lui procureront ; des pratiques qu'il aura instituées, l'Etat pourra faire son profit. Ainsi la loi doit-elle se plier aux nécessités ou aux opportunités de la réalité.

* *

Nous n'avons pas soulevé jusqu'ici le côté politique du problème : quelle autorité dans l'Etat aura compétence en matière financière et particulièrement fiscale ? La question se rattache davantage en effet à une étude des idées politiques de Montesquieu, dans laquelle nous ne saurions nous engager. Nous noterons simplement, — parce qu'il s'agit là d'un renseignement précis et formel, — que dans sa théorie de la constitution parlementaire³⁰, l'auteur confère les principales attributions financières, à savoir le vote des impôts, aux élus de la nation, pour garantir justement la conformité des nécessités de l'Etat aux possibilités des citoyens. Dans les institutions politiques mêmes qu'il étudie et, dans une certaine mesure, préconise, la pensée de la nature des choses, de lois naturelles, n'est pas absente de son esprit. Par contre, il ne semble pas que Montesquieu ait prévu expressément le contrôle, par les mêmes élus, de l'emploi des ressources publiques, en d'autres termes, le vote du budget des dépenses.

* *

Le livre consacré aux impôts comporte tout un chapitre sur

(30) E. L. XI, 6.

les peines fiscales³¹. A vrai dire, il s'agit moins d'un examen approfondi de la question, analyse et explication ou jugement de ces peines, que d'un parallèle entre l'Europe et l'Orient, autrement dit entre les pays pourvus d'un gouvernement modéré et ceux qui sont soumis au despotisme. Montesquieu montre que dans les premiers le recouvrement des impôts s'accompagne de sanctions fort sévères, telles, pour les impôts indirects, que la confiscation des marchandises ou des moyens de transport, tandis qu'en Asie la législation est en cette matière extrêmement élémentaire ; et l'auteur rapporte qu'en Turquie les fausses déclarations à la douane n'entraînent aucune sanction, que chez le Grand Mogol, on ne trouve ni confiscation, ni double droit en punition de la fraude et que si une infraction est traitée au Japon comme un crime capital, c'est en raison de la xénophobie de cet Empire, parce que la fraude y est considérée comme une contravention non pas aux lois du commerce mais à celles qui concernent la sûreté de l'Etat.

Il est permis de douter de la rigoureuse exactitude des faits rapportés par l'auteur, et il n'entre pas dans notre sujet de contrôler ses sources (du Halde, Chardin, notamment), ni l'usage qu'il en fait³². L'intérêt de la question n'est pas là, mais bien dans l'explication que donne l'auteur de la différence décrite entre l'Europe et l'Asie : si les peines fiscales sont là sévères, ici inexistantes, c'est en raison du degré de liberté et de sécurité du contribuable ; en Europe, il a « des juges qui peuvent le garantir de l'oppression » ; en Orient, le juge serait lui-même l'oppresseur — ainsi du Pacha qui aurait résolu de confisquer les marchandises —, et si les fraudes étaient sanctionnées comme en l'Europe, tout commerce deviendrait impossible ; suivant une maxime chère à Montesquieu, l'abus se corrige lui-même : « c'est la vexation qui se surmonte elle-même et se voit contrainte à une certaine douceur »³³. On rencontre ici une vue particulièrement favorite de l'auteur : si elle est séduisante pour l'intelligence et peut apparaître comme « une vue de l'esprit », elle n'en correspond pas moins à une certaine loi

(31) Ch. XXI.

(32) Sur ce point on pourra utilement consulter l'ouvrage précédemment cité de MURIEL DODDS.

(33) E. L. XIII, 19.

de nature : le désordre porte en lui-même ses propres limites et tend à réaliser un ordre relatif.

* *

Le parallèle entre l'Europe et les pays d'Orient se poursuit à propos de la remise des tributs³⁴ ; ici encore Montesquieu soutient, — et l'on pourrait sans doute contester l'exactitude de ses propos, — qu'en Asie l'on a coutume de remettre les impôts aux provinces qui ont souffert et il souhaiterait que l'Europe s'inspirât de cet exemple. Ce lui est une occasion de critiquer la pratique suivie en France où, lorsqu'on exempte une collectivité d'impôts, on fait supporter à une autre sa contribution, le montant global des recouvrements devant rester identique ; « ainsi l'on ruine la seconde sans restaurer la première ». Contestons au passage le second terme qui fait bien figure de fausse fenêtre, pour la symétrie de la proposition.

Montesquieu s'élève également contre la solidarité, en matière fiscale des habitants du même village, basée sur la présomption de complot frauduleux. On se trouve évidemment en présence d'appréciations particulières portées sur des faits contemporains, mais Montesquieu les juge au nom de principes d'une portée générale, qui sont du reste autant de bon sens, s'attachant à la nature des choses, que d'équité : ainsi, l'auteur conclut dans ce style laconique qui lui est propre : « le peuple est désespéré entre la nécessité de payer de peur des exactions et le danger de payer crainte de surcharges »³⁵. C'est à ce titre que nous avons relevé des observations en elles-mêmes secondaires.

* *

La partie du livre que Montesquieu consacre aux rapports de la fiscalité avec la forme des constitutions et avec la liberté³⁶ n'est pas la moins importante, répondant d'ailleurs au

(34) Id., *ibid.*

(35) E. L. XIII, 19.

(36) E. L. XIII, 10, 12, 13, 14, 15.

titre même du livre. Issue d'une juste notion des faits, la systématisation de ces rapports porte toujours l'apparence d'un certain arbitraire, en raison de la distinction tranchée faite entre les constitutions et qui s'étend au domaine de la fiscalité : il faut faire la juste part du grossissement et de la déformation inévitables en matière de généralisation, considérer aussi le goût qu'a Montesquieu pour les syllogismes parfaits et les idées claires, tendance bien caractéristique de l'esprit français, comme chacun sait. Barchhausen a relevé aussi le tempérament gascon de l'auteur qui, malgré la modération acquise de son esprit, le porte parfois à des jugements catégoriques ; il aura soin de les corriger en général par la suite, remplaçant le terme « toujours » par « le plus souvent », « la plupart » par « de nombreux », etc... Pareille remarque est fort judicieuse et nous nous devons de la citer.

* *

Montesquieu nous démontre que la nature³⁷, de même que la grandeur³⁸ des impôts dépend de la forme des gouvernements : dans l'Etat despotique, l'on aura une capitation légère ; dans l'Etat modéré, (notons à son éloge que l'auteur ne distingue pas ici monarchie et république), un impôt indirect sur les marchandises. Et il explique que sous un régime despotique³⁸, le tribut naturel est le tribut par tête et qu'il ne peut être que modéré, parce que dans l'impossibilité de faire des classes riches, en raison de la violence et de l'injustice du Gouvernement, on calculera le taux de l'impôt sur les possibilités des sujets les moins fortunés. Il serait trop long d'analyser ce raisonnement qui ramasse en quelques phrases très brèves ce qu'on ne saurait expliquer qu'en de longs développements.

Nous retiendrons que pour Montesquieu l'Etat despotique n'a que des besoins modérés en argent³⁹, parce qu'il paye ses

(37) E. L. XIII, 14.

(38) E. L. XIII, 10.

(38*) E. L. XIII, 14.

(39) On notera ici une contradiction avec le livre V, chapitre 18, où Montesquieu écrit que dans les Gouvernements despotiques, le Prince qui récompense n'a que de l'argent à donner.

fonctionnaires en leur remettant des terres et que s'il lui faut de l'argent, il sera conduit, par la nature des choses, à choisir un impôt personnel de peu d'importance ; c'est sur les raisons profondes, naturelles, du système fiscal décrit par l'auteur que nous insisterons. Montesquieu, montre de même que l'impôt indirect est impossible dans un Etat despotique : en effet, cet impôt est payé au gouvernement par le commerçant qui doit, en conséquence, faire des avances assez considérables ; aucun commerçant n'aurait assez de confiance dans un gouvernement tyrannique pour les consentir.

* *

Cet impôt sur les marchandises est au contraire le tribut naturel au gouvernement modéré, dit Montesquieu ⁴⁰, et nous en convenons volontiers, en ce qu'il suppose la confiance réciproque du gouvernement et de l'assujetti. Mais, ainsi que nous en avons déjà fait la remarque, l'impôt indirect ne peut, à lui seul, sans être abusif (disproportionné avec la valeur de la marchandise) et injuste (pas d'égalité du sacrifice entre les contribuables) soutenir les dépenses d'un Etat et il doit nécessairement être complété par l'impôt personnel et l'impôt foncier, sous quelque forme qu'ils se déguisent. On peut répondre à ces critiques, et nous le faisons nous même par avance, que Montesquieu s'en tient à caractériser l'impôt qui est le plus naturel à tel ou tel gouvernement.

De même, la possibilité d'accroître les charges fiscales du contribuable varie, pour lui, suivant la forme des constitutions. Ici, le raisonnement semble à première vue se tenir dans le domaine purement abstrait, se situer sur le même plan que l'analyse théorique de la nature des gouvernements : ainsi, « l'on peut augmenter les tributs, dans la plupart des républiques, parce que le citoyen, qui croit payer à lui-même, a la volonté de les payer et en a ordinairement le pouvoir par l'effet de la nature du gouvernement » ⁴¹. Nous n'insisterons pas sur le sentiment et la volonté du citoyen, qui nous paraissent assez peu conformes à la réalité ; notons seulement que cet argument

(40) E. L. XIII, 14.

(41) E. L. XIII, 13. Dans le même sens : C. R. I. *Pensées*, 232, 2025.

nous permet de penser qu'il s'agit d'une démocratie plutôt que d'une république et l'on verra là un nouvel exemple de la confusion que nous avons déjà dénoncée.

Il est possible également d'augmenter les impôts dans une monarchie ⁴², si la modération du gouvernement assure à la nation une certaine prospérité ; le contribuable alors récompense le prince « à cause du respect qu'il a pour les lois ». Quant à l'Etat despotique ⁴³, on ne saurait y majorer les impôts « parce qu'on ne peut pas augmenter la servitude extrême ». Une remarque d'ensemble doit être faite : dans quelles circonstances a lieu cette augmentation des impôts ? Il en ira dans la réalité tout différemment, suivant qu'il s'agit de passer d'une fiscalité très légère à une taxation un peu supérieure ou de relever des impôts déjà très lourds.

Si nous avons souligné la forme assez théorique et discutable de l'argumentation de Montesquieu, comme le désintéressement du citoyen ou la reconnaissance du sujet pour son Roi, il faut reconnaître que la conclusion correspond davantage à la réalité : et les faits les plus récents sont là pour nous permettre de constater que l'on augmente plus facilement les impôts dans un Etat démocratique que dans un Etat soumis à un gouvernement tyrannique.

*

* *

Il s'agit bien ici, du reste, du degré de liberté du contribuable, notion qui est à la base, mais implicite, des rapports entre le système fiscal et la nature de la constitution ; Montesquieu la reprend et la développe explicitement par ailleurs ⁴⁴. Il pose ce principe que la fiscalité est en raison directe de la liberté : plus la liberté est grande et plus l'impôt est lourd. Il est remarquable de noter que Montesquieu affirme le caractère de loi naturelle de ce principe : « on peut lever des tributs plus forts à proportion de la liberté des sujets et l'on est forcé de les modérer à mesure que la servitude augmente. Cela a toujours

(42) Id., *ibid.*

(43) Id., *ibid.*

(44) E. L. XIII, 13.

été et cela sera toujours. *C'est une règle tirée de la nature, qui ne varie point* »⁽⁴⁵⁾. On trouverait difficilement une proclamation plus claire, plus nette, de la loi naturelle, de la loi-constatation.

Les faits confirment-ils ou contredisent-ils ce principe ? Montesquieu s'appuie sur des exemples tirés de la réalité, — qu'il ne détaille pas du reste, — citant « l'Angleterre, la Hollande et tous les Etats où la liberté va se dégradant, jusqu'en Turquie »⁽⁴⁶⁾. Que nous montrent les faits contemporains ? Que dans les démocraties les citoyens sont surchargés d'impôts et que dans les autres Etats on leur prend, par d'autres prélèvements, ce qu'il serait vain de leur demander sous forme de taxation. C'est aussi ce qui semble ressortir des observations de Montesquieu : L'Etat tyrannique, — et l'on n'avait alors que la conception de l'autocrate homme, non de l'Etat entité autocratique, — l'Etat despotique tire à lui toute la richesse des particuliers⁽⁴⁷⁾, il détruit le commerce⁽⁴⁸⁾, il prélève le profit de toute la production et tarit, comme Montesquieu l'a exposé, la source des richesses⁽⁴⁹⁾ ; il ne saurait dès lors exiger des impôts normaux de l'individu déjà dépouillé et ruiné.

Telle est, nous semble-t-il, la manière dont il convient d'expliquer les développements de Montesquieu et dont il faut comprendre cette loi politique que la liberté compense le poids des impôts et qu'à l'inverse la modicité des tributs dédommage de l'absence de liberté ; car il est bien des cas où dans les Etats despotiques, la fiscalité étant, comme le reste, laissée à l'arbitraire du gouvernement, le despote ou ses représentants opèrent sur les particuliers des prélèvements qui ressemblent beaucoup à des impôts ; à l'inverse, on ne voit pas pourquoi les gouvernements modérés ne s'accommoderaient pas d'une fiscalité légère.

Montesquieu a lui-même soulevé l'objection de la Suisse⁽⁵⁰⁾, république où les impôts étaient des plus faibles ; il répond que cette exception se justifie par la nature des choses : la vie y est si chère, en raison de la stérilité des terres, et la popula-

(45) Id., *ibid.*

(46) E. L. XIII, 12.

(47) L. P. 19.

(48) E. L. V, 11, 15. VI, 1. *Pensées*, 347.

(49) E. L. V, 13, 14. L. P. 19. etc.

(50) E. L. XIII, 12. VOLTAIRE s'est plu à railler cette argumentation.

tion si nombreuse, que le peuple paie bien plus à la nature qu'un Turc ne paie au Sultan. De même, les Athéniens et les Romains ⁵¹, lorsqu'ils se furent assujettis de nombreux peuples par leurs conquêtes, ne payaient aucun impôt et cependant les citoyens y jouissaient de la liberté ; mais ils doivent être considérés comme un monarque et non comme un peuple. Cependant, l'on peut trouver dans *l'Esprit des Lois* et précisément au chapitre 12, une réfutation de ces propos par l'auteur lui-même : il cite en effet les pays d'Etats qui, en France, sont moins imposés que les autres provinces, en raison de la modération de leur gouvernement. La loi formulée par Montesquieu n'est donc pas sans comporter d'exceptions.

* *

De cette corrélation entre la fiscalité et la liberté, l'auteur va tirer les conséquences ⁵² : la liberté conduit à la taxation excessive ; les gouvernements abusent de la facilité qui leur est offerte pour imposer le peuple très lourdement ; mais alors l'abus de la fiscalité mène à la servitude, qui s'accompagne elle-même de la réduction des impôts. A l'appui de cette assertion, Montesquieu cite la facilité que trouvèrent les Musulmans dans leurs conquêtes ⁵³ : en effet, les populations du Bas-Empire Romain étaient tellement accablées par une fiscalité aussi écrasante que vexatoire qu'elles préférèrent abandonner leur liberté pour se soumettre à l'état de servitude politique que leur apportaient les Mahométans, servitude qui était compensée par des impôts simples et peu onéreux.

Nous n'avons pas la compétence voulue pour apprécier cette interprétation de l'histoire, et ce n'est du reste pas l'objet de notre étude ; le processus, à premier examen, semble trop rigoureusement logique, trop mathématique même, — liberté, taxation excessive, — servitude, dégrèvements, — pour correspondre exactement à la réalité, pour former même une loi si générale qu'elle s'accommoderait de nombreuses entorses. Ne se trouverait-on pas encore en présence d'une vue plus théorique

(51) E. L. XIII, 12.

(52) E. L. XIII, 15. Cf. aussi E. L. X, 4.

(53) E. L. XIII, 16.

que profonde et réaliste ? Ou bien l'interprètera-t-on comme signifiant que l'accablement des impôts supprime toute liberté et équivaut à la servitude ? Dans ce cas, l'état d'asservissement avoué qui succédera à une telle situation n'en sera pas tellement différent et il n'est pas sûr que les individus privés « de jure » de leur liberté civile aient moins à payer à l'Etat, même sous une forme autre que l'impôt. N'est-ce pas à cette alternative que se réduisent les faits ?

Après réflexion, il nous faut revenir sur notre première opinion et il nous semble bien voir dans cette évolution décrite par Montesquieu une loi fondamentale des finances et de la politique dont l'histoire des démocraties nous offre maints exemples. Le gouvernement démocratique implique, par son penchant presque inévitable à la démagogie, un accroissement continu des dépenses qui se traduit par une fiscalité de plus en plus lourde et, qui plus est, inquisitrice ; le contribuable, accablé sous le poids des impôts, finit par regarder d'un œil favorable l'avènement d'institutions moins libérales. Nous avons déjà vu, dans ce pays même, les prodromes d'un tel phénomène : souhaitons de ne pas voir se poursuivre le processus décrit par Montesquieu.

* *

Quoiqu'il en soit, il demeure que, même si l'on conteste certaines des conclusions où le conduisent la recherche et la démonstration d'enchaînements nécessaires, on ne saurait trop louer Montesquieu d'avoir fait apparaître la dépendance où se trouve le régime fiscal, moins par rapport à la constitution proprement dite d'un pays que par rapport à son état de liberté politique : l'impôt consenti par le contribuable ne peut donner un rendement appréciable, un système fiscal organisé ne peut exister, que sous un régime politique modéré où confiance et sécurité règnent à un degré suffisant ; la tyrannie a pour corollaire la fuite du contribuable et l'Etat est réduit à prendre par la force, — ce qui tarit la matière imposable, — les ressources qui lui sont nécessaires. Il convient de ne pas prendre à la lettre une telle règle et de lui garder une portée très générale. L'intérêt de la définition qu'en donne Montesquieu c'est

de la considérer expressément comme une loi de la nature, fatale, constante et immuable.



Avant d'en venir aux emprunts publics, nous passerons rapidement sur les autres ressources de l'Etat⁵⁴, auxquelles l'auteur fait allusion.

Montesquieu ne traite de la vénalité des charges qu'au point de vue politique⁵⁴ et montre que si elle ne convient ni aux démocraties ni aux Etats despotiques, elle présente au contraire des avantages certains sous un gouvernement monarchique. Bien que Montesquieu laisse de côté l'aspect fiscal de l'institution, elle n'en constitue pas moins une source de recettes et comme telle nous avons cru devoir l'évoquer ici.

L'Esprit des Loix ne mentionne pas les loteries parmi les ressources de l'Etat. L'auteur, dans un projet de réorganisation financière dont nous avons précédemment parlé⁵⁵ y fait allusion, mais plutôt comme à une mesure provisoire destinée à compléter les autres moyens d'amortissement de la dette publique. L'on sait que ce projet est une œuvre de jeunesse où l'on aurait tort de chercher la pensée définitive de Montesquieu.

C'est avec de pareilles réserves que nous citerons l'opinion exprimée dans le même mémoire au sujet du Domaine royal : l'auteur, tirant argument de ce que ces biens sont toujours mal administrés, propose de les aliéner à perpétuité à l'exception des forêts, cette vente ayant encore pour objet l'extinction des dettes de l'Etat⁵⁶.

Ici, toutefois, le jugement de Montesquieu semble bien cadrer avec ce que nous avons déjà vu de ses idées touchant le rôle de l'Etat, qui ne saurait exercer normalement les mêmes activités qu'un particulier, qu'il s'agisse de la gestion de propriétés

(54) E. L. V, 19, sur le même sujet, *Pensées*, 1921.

(55) *Pensées*, 2029. Cf. aussi, même op. 2014.

(56) Sur le Domaine de l'Etat, a contrario E. L. XXVI, 16, où l'auteur affirme la nécessité de ce Domaine, dont la suppression ne pourrait être compensée que par de nouveaux impôts.

comme de l'exploitation d'un commerce. L'exception des forêts se justifie encore par la nature des choses : dans la plupart des cas, le rapport des bois est trop faible et l'exploitation rationnelle trop difficile pour des particuliers.

* *

Nous examinerons aussi ici, faute de pouvoir la placer mieux, la question des monopoles : elle se rattache, en effet, aussi bien aux impôts indirects qu'aux ressources d'ordre industriel ou commercial de l'Etat. Montesquieu l'évoque surtout dans son parallèle entre la régie et la ferme⁵⁷ ; mais il est bien certain que la gabelle, par exemple, constituait un véritable monopole. Nous avons déjà vu, au sujet du commerce, que Montesquieu est foncièrement hostile aux monopoles, — qu'ils soient affermés ou en régie, — en raison de la liberté du commerce, qui est elle-même fondée sur la nature des choses ; l'auteur n'est pas moins opposé à l'exercice, dans un but lucratif, d'un commerce ou d'une industrie quelconque par l'Etat, comme contraire à la fonction naturelle du Gouvernement.

Nous relèverons surtout les observations si pertinentes de Montesquieu au sujet de la fraude⁵⁸. Pour pouvoir établir un droit très élevé sur les marchandises, donc, pratiquement, disproportionné avec leur valeur, il faut que l'Etat vende le produit lui-même et exclusivement, ou en concède la vente dans les même conditions, ce qui cause de graves inconvénients. La fraude n'est pas l'un des moindres : en effet, s'il s'agit d'un produit courant, a fortiori de première nécessité, comme c'est généralement le cas, la contrebande est très lucrative ; la peine naturelle qui serait la confiscation des marchandises ne peut suffire à l'arrêter et les gouvernements sont conduits à la sanctionner par des châtiments qui n'ont aucune proportion avec le délit commis, analogues à ceux qui punissent les plus grands crimes : de simples contrebandiers sont traités comme les pires scélérats⁵⁹.

Dans ce caractère fatal de la fraude, dans les désordres aux-

(57) E. L. XIII, 19.

(58) E. L. XIII, 8.

(59) Id., *ibid.*

quels donne lieu le monopole, l'on voit nettement la sanction d'une contravention à la loi naturelle, à l'ordre naturel. Le monopole, envisagé comme ressource de l'Etat, suppose, pour être lucratif, un prix de vente sans rapport avec la valeur réelle du produit et ainsi il constitue une source de recettes contraire à la nature des choses et comme telle condamnable. On voit aussi comment le libéralisme de Montesquieu s'appuie, de manière concrète, sur une loi naturelle.

*

* *

Nous nous sommes contenté jusqu'ici d'examiner les idées de Montesquieu sur les ressources de l'Etat en général, telles qu'elles ressortent en particulier de l'*Esprit des Loix*. Nous ne pouvons cependant nous abstenir complètement de dire un mot de son opinion sur les impôts existant en France à l'époque. Dans le *Mémoire présenté au Régent*⁶⁰, Montesquieu propose surtout le rachat collectif des impôts les plus onéreux, de la gabelle en particulier, et la suppression du dixième et de la capitation, ou si la suppression n'est pas possible, le rachat du dixième par les contribuables. M. Tournyol du Clos⁶¹ a critiqué avec raison le maintien de la taille, dont la justice et l'équité fiscale devait faire envisager la suppression avant tout autre impôt. Il blâme également le procédé du rachat qui ne peut être que déloyal ou, si l'Etat est fidèle à ses engagements, ruineux pour ses finances.

Dans l'autre projet financier dont nous avons déjà parlé⁶², Montesquieu préconisa la suppression de la gabelle et son remplacement par un impôt de 20 % sur le sel consommé, la suppression des barrières douanières entre les provinces avec élévation compensatrice des droits de douane aux frontières, la suppression de la taille et du taillon⁶³, la capitation maintenue étant majorée et le même impôt triplé pour les laïques non mariés. A côté de ces réformes fiscales, Montesquieu propose de

(60) *Mélanges inédits*.

(61) Art. cité, loc. cité.

(62) *Pensées*, 2029.

(63) On notera la différence avec le précédent mémoire.

sérieuses économies sur toutes les dépenses publiques, en particulier sur les pensions et les traitements des fonctionnaires ; la maison du Roi même n'est pas exclue des restrictions. Comme on le voit, il s'agit, surtout, dans ces deux essais de mesures empiriques, voire d'expédients, qui n'ont pas de véritable lien avec la doctrine de l'*Esprit des Lois*. Nous ne les avons rapportées qu'à titre documentaire. On jugera du reste de l'état de la pensée de Montesquieu à l'époque où il les rédigeait, quand on saura qu'il proposait la peine de mort pour tout homme convaincu d'avoir volé dans l'administration des deniers publics⁶⁴. On peut rapprocher ce trait des réflexions contenues dans l'*Esprit des Lois* sur la proportion des peines⁶⁵.

*
* *
*

Montesquieu n'étudie pas les dettes publiques en tant que ressources normales ou exceptionnelles de l'Etat, mais dans le livre consacré aux rapports des lois avec l'usage de la monnaie⁶⁶. Les observations publiées dans les *Pensées* complètent sur ce point l'exposé de l'*Esprit des Lois*⁶⁷. Dans ce dernier ouvrage, l'auteur se préoccupe avant toute chose de dissiper les erreurs que propagent certaines théories contemporaines et de donner une juste définition de la dette publique : on a prétendu, en effet, que les emprunts de l'Etat multipliaient les richesses en augmentant la circulation monétaire ; la réfutation d'une telle thèse nous explique, au demeurant, pourquoi les dettes publiques se trouvent traitées à cet endroit.

* *

Montesquieu montre avec beaucoup de clarté que le fait d'emprunter ne crée pas d'argent (quoique les avantages du crédit au point de vue production de richesses ne lui aient pas

(64) *Pensées*, 2029.

(65) E. L. VI, 10, 11, 12, 16. XII, 3, 4 et XIII, 8.

(66) E. L. XXII.

(67) *Pensées*, 354, 2017, 2019, 2021, 2022, 2023, 2025, 2026, 2029, 2031, etc.

échappé⁶⁸) et cette démonstration figure encore aujourd'hui dans tous les manuels d'économie politique. Il dénonce l'erreur que l'on commet lorsque l'on confond un papier représentant de la monnaie ou des effets de commerce, signes de valeurs réelles, existantes, avec des titres qui ne représentent que des dettes et n'ont aucun des avantages des deux premiers⁶⁹ ; tout ce qu'on peut attendre de ces titres, c'est qu'ils constituent un gage sûr de la dette et garantissent aux particuliers le remboursement de leurs créances et le paiement des intérêts. Ainsi se trouve détruite une fiction séduisante et dangereuse.

Montesquieu donne ensuite les raisons susceptibles d'expliquer une telle erreur : les titres de la dette publique peuvent faire illusion et apparaître comme un signe de richesse, car seul un Etat riche peut emprunter et soutenir sa dette sans tomber dans la décadence⁷⁰. Mais l'auteur n'en estime pas moins que l'emprunt est pour l'Etat une manière dangereuse et condamnable de subvenir à ses dépenses ; il l'affirme expressément : « On dit qu'il n'y a point de mal, parce qu'il y a des ressources contre ce mal, et on dit que le mal est un bien, parce que les ressources surpassent le mal »⁷¹. On trouvera dans les *Pensées* des déclarations aussi formelles⁷².

* *

Parmi les inconvénients que comportent en elles-mêmes les dettes publiques⁷³, Montesquieu s'attachera surtout à ceux des emprunts émis à l'étranger ou souscrits par des étrangers : l'intérêt de la dette constitue une somme plus ou moins considérable qui ira chaque année enrichir l'étranger ; si la dette n'est pas rapidement éteinte, ces sorties d'argent entraînent la baisse du change (Montesquieu ne retient pas le moyen artificiel d'en-

(68) Voir la note 70, p. 258.

(69) E. L. XXII, 7.

(70) E. L. XXII, 17. On notera dans un sens différent, sinon opposé, les observations formulées par Montesquieu au sujet de l'Angleterre. « Elle ferait valoir contre ses ennemis d'immenses richesses de fiction que la confiance et la nature de son Gouvernement rendait réelles ». E. L. XIX, 27.

(71) E. L. XXII, 17.

(72) *Pensées*, 2017, 2021.

(73) E. L. XXII, 17.

richissement que constitue un tel phénomène, par suite de l'augmentation des exportations) ; enfin l'on sait combien l'auteur insiste sur les dangers que présente, pour l'indépendance politique d'un pays, sa sujétion financière à l'égard d'un autre Etat ⁷⁴.

En ce qui concerne les emprunts en général, et non plus seulement extérieurs, il montre que pour assurer le service des dettes, l'Etat doit lever des impôts qui renchérissent le coût de la vie, provoquent la hausse des salaires et ralentissent en conséquence l'activité des manufactures ⁷⁵. C'est un des plus importants griefs de Montesquieu contre les emprunts de l'Etat. Il souligne que l'argent retiré aux producteurs pour le service de la dette va enrichir des gens oisifs « c'est-à-dire qu'on donne des commodités pour travailler à ceux qui ne travaillent point et des difficultés pour travailler à ceux qui travaillent » ⁷⁶. Ici, l'économiste met bien en cause la productivité des dépenses : on retire pour les donner aux rentiers des sommes qui auraient été utilement employées par des agriculteurs, des commerçants ou des industriels, qui auraient servi à produire des ressources nouvelles ⁷⁷.

* *

L'auteur ne considère donc nullement les raisons qui peuvent justifier et rendre nécessaire l'émission d'un emprunt, à savoir l'impossibilité d'assurer par les ressources normales une dépense indispensable, et l'équité qui consiste à faire supporter par les générations futures une part des frais engagés à raison des profits qu'elles en retireront ; ou simplement à répartir sur un certain nombre d'années la charge qui ne saurait être couverte immédiatement et en une seule fois par l'impôt. Il est vrai qu'il a plutôt et très probablement en vue l'emploi contemporain de l'emprunt destiné à faire face à des dépenses courantes et qui, comme tel, conduit à la ruine des finances de l'Etat et des richesses de la nation.

(74) E. L. XX, 23.

(75) E. L. XXII, 17.

(76) E. L., *ibid.*

(77) On peut rapprocher de ce texte le passage déjà cité (p. 160) des *Pensées* (670) sur la productivité des dépenses.

Montesquieu s'attache, en tous cas, aux seules conséquences de l'emprunt, qui se traduit par un prélèvement sur les particuliers de ressources susceptibles d'être productrices, pour les transférer à des personnes oisives ⁷⁸. Il est inutile de faire observer que les créanciers de l'Etat ne sont pas tous forcément des particuliers inactifs — le terme de « rentiers » paraissant impliquer celui d'oisiveté —, et qu'ils peuvent consacrer le produit de leurs rentes à des travaux productifs. Nous ne reviendrons point, par contre, sur les inconvénients de l'endettement à l'étranger qui sont indiscutables.

Montesquieu n'a donc pas donné une véritable théorie de l'emprunt public, ni même approfondi la question. Le mérite lui reste d'avoir montré et démontré que les emprunts de l'Etat ne sauraient mettre en circulation une richesse nouvelle. Quant au principe même des dettes publiques, il ne leur voit que des inconvénients, aucun avantage, et les condamne formellement.

* *

Il ne faudrait pas croire que Montesquieu étend cette condamnation aux rentiers, les considérant comme une classe oisive et stérile ⁷⁹. Du moins, car il subsiste bien dans son opinion une nuance péjorative, regarde-t-il leur existence comme un fait auquel il faut avoir égard impartialement, sans arrière-pensée de blâme ou d'antipathie, en luttant même contre ces tendances, car l'Etat a besoin d'eux. Parlant de l'amortissement, il divise les habitants d'une nation en quatre classes ⁸⁰ : propriétaires fonciers (agriculteurs), commerçants, laboureurs et artisans, enfin rentiers de l'Etat ou des particuliers. Montesquieu montre que l'on aurait tort de charger cette dernière classe au profit des autres ⁸¹ (ce conseil n'est guère suivi des gouvernements), et il en donne les raisons qui n'ont rien à voir avec la justice ou l'équité, mais découlent d'une saine logique, sinon de la nature des choses.

(78) Cf. aussi *Pensées*, 2022.

(79) Sur les classe productrices et stériles, voir en particulier *Pensées*, 311, 2022, 2025, 2057.

(80) E. L. XXII, 18. Cf. aussi *Pensées*, 2022.

(81) E. L., *ibid.* Cf. aussi *Correspondance*. Lettre 115.

En effet, charger abusivement la classe des rentiers, c'est détruire la confiance dont l'Etat, autant que les classes laborieuses, ont besoin ; l'Etat ne peut manquer de parole à quelques-uns sans que sa foi soit détruite pour tous ; en outre, la classe des créanciers est « toujours la plus exposée aux yeux des ministres et toujours sous les yeux et sous la main » ⁸². De toutes ces considérations, Montesquieu déduit que l'Etat doit lui accorder une protection particulière, afin « que la partie débitrice n'ait jamais le moindre avantage sur celle qui est créancière » ⁸³. Pour être fondée sur des nécessités naturelles, la conclusion n'en est pas moins équitable et recommandable.

* *

A côté de ces observations d'ordre général sur les dettes publiques, Montesquieu examine des aspects pratiques, plus techniques, si l'on peut dire, de la question. Il s'attache surtout dans l'*Esprit des Lois*, à la conversion de l'intérêt et à l'amortissement des emprunts, qu'il traite au reste de façon très concise ⁸⁴.

Ici encore, il fait preuve du plus grand réalisme. Il remarque d'abord que s'il n'y a aucune limite aux créances de l'Etat, ce dernier ne peut être débiteur au-delà d'un certain degré, le point limite qui coïncide avec le montant de ses créances. Montesquieu reviendra longuement sur ce sujet dans ses *Pensées* ⁸⁵. Si son crédit n'a pas reçu d'atteinte, l'Etat est en mesure de procéder à la conversion de l'intérêt, car, dit l'auteur ⁸⁶ — et avec beaucoup de pertinence, nous semble-t-il —, « lorsque l'Etat emprunte, ce sont les particuliers qui fixent le taux de l'intérêt, lorsque l'Etat veut payer, c'est à lui de le fixer ». Cette explication forme toute la base théorique de l'opération de conversion. Montesquieu s'en avère partisan, lorsque les conditions sont propices et il cite l'exemple de l'Angleterre qui a particulièrement bien réussi dans ce domaine.

* *

(82) E. L. XII, 18

(83) Id., *ibid.*

(84) Id., *ibid.*

(85) *Pensées*, 2017, 2019, 2021.

(86) E. L. XII, 18.

L'amortissement des dettes publiques a toujours préoccupé l'auteur. Dès 1716, examinant dans le *Mémoire présenté au Régent*⁸⁷ les moyens d'assainir la situation financière défavorable de la France, son attention se portait, avant toutes choses, sur la réduction des dettes de l'Etat⁸⁸ : il ne proposait rien moins alors qu'une banqueroute partielle⁸⁹, mais il était difficile de trouver une solution meilleure aux difficultés du moment ; on notera surtout, en dehors des qualités d'ordre et de méthode de son plan, que Montesquieu se préoccupait d'atténuer les effets de la banqueroute en proportionnant l'annulation des créances des particuliers sur l'Etat, au montant relatif de ces créances détenues par eux : annulation du quart des effets royaux lorsqu'ils constituaient les trois quarts de l'avoir d'un individu, annulation des trois quarts lorsqu'ils ne constituent que le quart de cet avoir, etc... On voit apparaître la recherche de l'égalité devant le sacrifice, principe qui guidera Montesquieu dans son étude des impôts.

À côté de cette mesure capitale, l'auteur du *Mémoire* propose la prise en charge d'une partie des rentes de l'Etat par les provinces, les villes et les communautés, moyennant une réduction de l'intérêt de leurs propres dettes. Nous avons vu précédemment les mesures d'ordre fiscal qu'il préconise en même temps. Les réformes politiques ne sont pas absentes de son projet et il recommande avec insistance la décentralisation administrative, le rétablissement des communautés et la transformation de toutes les provinces en pays d'Etats.

Dans le second projet précédemment cité⁹⁰, Montesquieu propose surtout pour amortir la dette publique une réduction générale des dépenses publiques et, à côté d'importants aménagements fiscaux, des expédients tels que loterie ou refonte des

(88) La réduction générale des charges publiques ne concernait pas que les dettes publiques, mais bien toutes les dépenses de l'Etat, pensions et traitements compris.

(87) Le Duc d'Orléans, ne sachant à quelle solution s'arrêter en matière financière (impôts, emprunts, monnaie) avait demandé aux particuliers le secours de leurs lumières, c'est dans ces conditions que Montesquieu fût amené à présenter son mémoire sur les réformes à adopter. Cf. Tournyol du Clos, op. cité.

(89) Sur les effets des banqueroutes délibérées ou forcées, cf. encore *Pensées*, 2017, 2023.

(90) *Pensées*, 2029.

monnaies ; l'extinction directe des dettes n'est prévue que tout à fait accessoirement : pour les rentes perpétuelles, l'auteur est partisan d'une diminution à chaque mutation variant de 1/30^e en ligne directe à 1/10^e en ligne collatérale.

En résumé, si Montesquieu se préoccupe du remboursement des dettes publiques ⁹¹, il le fait en considération d'une situation momentanée et particulière, celle de la France à une époque difficile : il s'agit d'éviter une débâcle ruineuse pour tous et Montesquieu cherche ⁹² à soulager à la fois le Roi de ses dettes et les sujets de la plus grande partie des impositions destinées à assurer le service des emprunts ; pour atteindre ce double but, l'auteur propose des réformes dont certaines sont fort intéressantes, mais dont le caractère se ressent de la situation à laquelle elles sont appelées à faire face ; elles constituent un ensemble de mesures pour amortir partie ou totalité de la dette publique, dans un cas déterminé, mais non une théorie générale de l'amortissement.

*
* *

Nous trouverons cette théorie dans *l'Esprit des Loix* ⁹³ : c'est bien le principe de l'amortissement des dettes publiques qui y est cette fois visé et mis en relief. S'inspirant sans aucun doute de l'institution anglaise du Sinking Fund ⁹⁴, Montesquieu préconise le système de l'amortissement des emprunts par la création d'un fonds d'amortissement constitué à cet effet. On sait qu'en Angleterre, par application de la théorie du Dr. Price basée sur l'intérêt composé, un fonds alimenté par le produit de taxes particulières était affecté au service de chaque emprunt ; après paiement des intérêts, chaque fonds devait verser les excédents à un compte spécial formant le « Sinking Fund » et destiné à racheter sur le marché les titres d'emprunt ⁹⁵.

M. Jaubert a consacré une étude très approfondie à l'exposé

(91) Cf. aussi *Pensées*, 2031.

(92) *Mémoire présenté au Régent*.

(93) E. L. XXII, 18.

(94) Cf. *Pensées*, 2026.

(95) Cf. G. JEZE : *Histoire de l'amortissement en Angleterre*.

de Montesquieu ⁹⁶ et nous nous dispenserons de nous y étendre longuement. Contentons-nous de noter que, suivant la théorie formulée dans *l'Esprit des Lois*, tous les citoyens doivent contribuer à l'établissement du fonds d'amortissement ⁹⁷ et que dans une république, où la nature du gouvernement permet de faire des projets pour longtemps (nos républiques modernes ne nous ont pas accoutumés à pareille prévoyance et continuité), le capital du fonds d'amortissement peut être peu important, alors qu'il doit être considérable dans une monarchie, distinction dont nous avouons ne pas saisir le fondement et où nous voyons seulement reparaître l'esprit de système ⁹⁸.

Remarquons aussi que l'auteur semble convaincu du caractère mathématique, nous dirions même vulgairement automatique, du procédé, « d'autant plus heureux que le succès en augmente tous les jours » ⁹⁹, comme si la dette publique pouvait s'éteindre et se résorber d'elle-même, par une simple opération arithmétique. Il y a là une confusion entre les fictions mathématiques et la réalité que nous aurions été heureux de voir décelée par Montesquieu : la méthode de l'intérêt composé du Dr. Price, que l'on appliquait au fonds d'amortissement est du domaine de la théorie, la réalisation s'est chargée d'en administrer la preuve ¹⁰⁰ ; une dette publique ne s'éteint qu'à condition de se procurer des ressources par l'impôt pour l'amortir ; la question est toujours celle de production de richesses pour payer une dépense ; elle ne se résout pas autrement, surtout elle ne se résout point par de simples calculs, si exacts soient-ils.

Toutefois, dans ses *Pensées* ¹⁰¹, Montesquieu est revenu sur son premier enthousiasme et montre quelles règles sévères il faut imposer au fonctionnement du fonds d'amortissement pour en obtenir les résultats escomptés ; encore, s'élève-t-il surtout contre l'emploi du fonds à d'autres fins que l'amortissement et souligne-t-il la nécessité d'un amortissement constant et modéré.

(96) Thèse citée, ch. V.

(97) A moins que l'amortissement ne soit lié à la conversion d'intérêt, auquel cas le fonds est originellement constitué par le montant du bénéfice de cette opération. Cf. E. L. XXII, 18.

(98) Cf. dans le même sens *Pensées*, 354.

(99) E. L. XXII, 18.

(100) La combinaison échoua dès qu'apparurent les déficits et le système fût abandonné en 1786. Cf. JEZE : op. cité.

(101) *Pensées*, 2016.



Les observations de Montesquieu en matière d'emprunts publics sont par conséquent assez sommaires. Il s'applique à combattre et à détruire les préjugés favorables aux dettes publiques qu'il considère comme un mal, plus qu'à expliquer l'origine et les motifs des emprunts ; de même, lorsqu'il examine certains aspects concrets de l'emprunt, il n'accorde son attention qu'aux procédés de nature à atténuer la charge que constitue la dette publique pour l'Etat et pour les classes productrices, c'est-à-dire pour la prospérité de la nation. Si nous n'y trouvons pas un traité méthodique du crédit public, il faut louer néanmoins Montesquieu d'avoir fait ressortir, à une époque où l'emprunt n'avait ni les justifications doctrinales, ni les limites légales qu'il a trouvées — et dépassées — depuis, les dangers d'une ressource, trop facile pour que les Gouvernements n'en abusent pas et ne cherchent pas à en donner à l'opinion une apologie séduisante et trompeuse.

Montesquieu dégage les conséquences réelles des dettes publiques telles qu'elles étaient contractées alors : bien loin d'élargir et d'augmenter la circulation monétaire au profit de la production dont elles faciliteraient l'essor, elles retirent de la circulation, pour le service de l'intérêt, des ressources qui auraient normalement été employées utilement et qui vraisemblablement serviraient à entretenir l'oisiveté d'une classe aux dépens des éléments actifs de la nation ; bien heureux encore si l'Etat ne contracte pas d'emprunt à l'étranger, qu'il contribue à enrichir, sans aucun avantage compensateur pour lui-même.



Notons encore le réalisme qui se manifeste dans l'étude des opérations de crédit : l'Etat — l'illusion de la spécificité est si commune, si répandue encore aujourd'hui —, est un débiteur comme les autres et les mêmes règles, tirées de la nature des choses, jouent quand il emprunte. Il est des limites à son crédit et il ne saurait s'endetter que s'il a des ressources, des créances suffisantes pour supporter la lourde charge des emprunts, c'est-à-dire si la nation offre assez de disponibilités pour supporter,

en dehors des impôts normaux, ceux que nécessite le service de la dette ; on sait que Montesquieu, influencé par les exemples contemporains, ne se préoccupe pas de la productivité des dépenses sur fonds d'emprunt.

La situation de l'Etat se présente donc lorsqu'il emprunte, comme celle d'un emprunteur particulier, et le taux de l'intérêt est fonction de cette situation ; de même, lorsque ses possibilités lui en donnent le moyen et qu'il peut offrir le remboursement de ses dettes, sa position à l'égard du créancier se trouve renversée ; il a cette fois l'avantage et peut proposer une conversion d'intérêt qui lui sera avantageuse. En d'autres termes, loin de se laisser aveugler par de trompeuses fictions, Montesquieu replace la question sur son véritable terrain, sur le plan des réalités : la loi de l'offre et de la demande, les besoins de l'Etat, la confiance qu'inspirent ses ressources, jouent ici comme entre les particuliers.

Si le gouvernement est obligé de contracter un emprunt, il ne doit pas perdre de vue ces principes ; il doit tenir compte des circonstances, il doit s'imposer une limite compatible avec ses moyens et se soucier de l'extinction de sa dette. Il faut rendre hommage à Montesquieu d'avoir insisté sur la nécessité de l'amortissement, opération qui, bien qu'appliquée en Angleterre, était peu connue encore en France, encore moins mise en pratique par les gouvernements ¹⁰² (nous parlons évidemment de l'amortissement organisé et méthodique, non des mesures empiriques). Pour Montesquieu, les dettes publiques sont soumises à des lois naturelles ; l'on doit s'y conformer sous peine de ruiner le crédit de l'Etat et les richesses des particuliers, de porter atteinte à la valeur de la monnaie et enfin de risquer d'assujettir la nation aux exigences et à la domination de l'étranger.

(102) En France il ne fût constitué de fonds d'amortissement qu'en l'an VIII. Le mécanisme en était entièrement différent du système du Dr Price : la caisse avait pour objet, en même temps que l'amortissement des emprunts, de garantir les obligations souscrites par les receveurs généraux ; elle était alimentée par une dotation annuelle fixe de 10 millions. L'institution ne pût continuer, le Trésor, à cours d'argent ayant saisi les fonds de la caisse d'amortissement. Cf. G. JEZE : *Histoire de l'amortissement en France*.



Nous avons signalé que Montesquieu ne parlait qu'accidentellement des dépenses publiques et nous aurons peu d'observations à faire à ce sujet. Nous avons noté cependant, à propos des recettes, une règle qui vaut également pour les dépenses : celle de la proportion des secondes avec les premières ou plus exactement avec les possibilités du contribuable¹⁰³. L'auteur y insiste encore dans ses *Pensées*¹⁰⁴. « Le point fondamental de la bonne administration, dit-il, est facile ; il ne consiste qu'à ajuster la dépense avec la recette. Si celle-ci ne peut augmenter, celle-là doit descendre et jusqu'à ce que cela soit fait, aucun projet ne peut être utile... »¹⁰⁵. Ce principe d'équilibre doit être considéré comme la pierre angulaire des finances publiques ; c'est une véritable loi naturelle, dont la violation s'accompagne toujours de sanctions sévères, en l'espèce et suivant la gravité, d'une ruine plus ou moins complète des finances de l'Etat qui entraîne celle des richesses privées.

Secondairement, l'on peut relever l'idée d'un crédit pour dépenses imprévues¹⁰⁶ que l'auteur recommande formellement et il fait observer à ce sujet « qu'il en est du public comme des particuliers qui se ruinent lorsqu'ils dépensent exactement les revenus de leurs terres »¹⁰⁷. Nous n'avons pu établir si cette initiative est propre à Montesquieu ; il est significatif, cependant, qu'elle se trouve parmi les rares observations qu'il ait formulées en matière budgétaire.



Celles qu'il consacre aux dépenses d'armement¹⁰⁸ ont trop

(103) E. L. XIII, 1.

(104) *Pensées*, 662.

(105) Cf. dans le même sens L. P. 138.

(106) E. L. XIII, 18.

(107) On voit qu'il s'agit en même temps que du crédit pour dépenses imprévues proprement dit, d'une certaine marge à conserver chaque année entre recettes et dépenses.

(108) E. L. XIII, 17. On en rapprochera les *Pensées*, 1483, 1484 et 2017.

d'actualité pour que nous ne les reproduisons pas entièrement : « Une maladie nouvelle s'est répandue en Europe : elle a saisi nos Princes et leur a fait entretenir un nombre désordonné de troupes. Elle a ses redoublements et elle devient nécessairement contagieuse, car, sitôt qu'un Etat augmente ce qu'il appelle ses troupes, les autres soudain augmentent les leurs, de façon qu'on ne gagne rien par là que la ruine commune. Chaque monarque tient sur pied toutes les armées qu'il pourrait avoir, si ses peuples étaient en danger d'être exterminés et on nomme paix cet état d'effort de tous contre tous... Nous sommes pauvres avec les richesses et le commerce de tout l'univers et bientôt, à force d'avoir des soldats, nous n'aurons plus que des soldats et nous serons comme des Tartares... La suite d'une telle situation est l'augmentation perpétuelle des tributs et, ce qui prévient tous les remèdes à venir, on ne compte plus sur ses revenus mais on fait la guerre avec son capital. Il n'est pas inouï de voir des Etats hypothéquer leurs fonds pendant la paix même et employer pour se ruiner des moyens qu'ils appellent extraordinaires et qui le sont si fort que le fils de famille le plus dérangé les imagine à peine ».

Tout commentaire affaiblirait la vigueur et la portée de ces réflexions. En rapprocherons-nous, bien qu'elles ne soient pas d'ordre financier, mais guerrier, les passages de ces *Lettres Persanes*¹⁰⁹ où Usbeck et Rhédi discutent des dangers que présente pour la civilisation l'utilisation des découvertes scientifiques, comme moyens de destruction : « Tu crains, dis-tu, que l'on n'invente quelque manière de destruction plus cruelle que celle qui est en usage. Non, si une fatale invention venait à se découvrir, elle serait bientôt prohibée par le droit des gens et le consentement unanime des nations ensevelirait cette découverte »¹¹⁰. L'auteur a-t-il une telle foi dans la sagesse des hommes ? La méfiance qu'il manifeste si souvent ne porterait-elle pas à interpréter comme une ironie cruelle cette si belle confiance ?

Nous remarquerons, pour revenir sur le plan financier, que l'on peut voir dans ces critiques adressées aux armements une

(109) L. P. 105 et 106.

(110) L. P. 106.

idée de l'emploi non productif des richesses, plus qu'improductif même, puisque ces dépenses ont pour but exprès et formel la destruction d'autres richesses, et l'on sait assez que pour Montesquieu les Etats sont tous solidaires les uns des autres et que la ruine du vaincu ne fait pas la fortune du vainqueur ¹¹¹.

*
* *

L'endettement de l'Etat et l'entretien d'une trésorerie souvent aux abois nous conduit par une pente naturelle à évoquer le jugement de Montesquieu sur les rapports du Gouvernement et des banques. Les banquiers étaient à cette époque les prêteurs principaux et directs de l'Etat. Montesquieu semble penser que leur domination sur le pouvoir est moins à craindre que celle des traitants ¹¹². A vrai dire, ceux-ci étaient souvent les banquiers de l'Etat ¹¹³, en lui faisant des avances productives d'intérêt, sur le produit des fermes. L'auteur qui distingue encore ici le rôle des banques, suivant que l'on se trouve dans une monarchie ou une république ¹¹⁴, insiste sur l'inconvénient des commissions trop fortes consenties aux banques et sur la nécessité pour le Gouvernement d'avoir un pouvoir réel assez fort pour dominer les puissances d'argent. Mais la politique ne saurait mépriser cet aspect de l'économie qu'en s'appuyant sur une économie saine et forte.

*
* *

C'est ce qui domine les théories financières de Montesquieu : en finances, autant et plus qu'ailleurs, il est nécessaire de tenir compte des réalités et ces réalités comportent des lois aux-

(111) Id., *ibid.*

(112) E. L. XIII, 19.

(113) *Pensées*, no 300. Montesquieu montre en particulier dans cette réflexion que les traitants ne peuvent procurer du crédit au Prince que sur l'argent qu'ils tirent de ses propres coffres. « C'est, dit-il, avec ver-deur, comme un grand seigneur qui emprunte 50 écus à son valet ».

(114) E. L. XX, 10, à en rapprocher *Pensées*, 354.

quelles l'on doit se conformer. Nécessité d'adapter les dépenses de l'Etat aux possibilités des contribuables, nécessité pour la richesse de l'Etat de suivre naturellement et proportionnellement celle des particuliers, nécessité d'éviter les intermédiaires placés entre les fortunes privées et les besoins de l'Etat ¹¹⁵, ou tout au moins de les dominer complètement, autant de principes, de lois, qui pour être simples, élémentaires ¹¹⁶, n'en assurent et n'en garantissent pas moins des finances saines et équilibrées, parce qu'en les appliquant l'Etat se conforme aux règles tirées de la nature des choses, aux lois naturelles.

(115) E. L. XXII, 16.

(116) Cf. L. P. 138.

CHAPITRE VIII

MONTESQUIEU ET LES PHYSIOCRATES

Opinion de l'Ecole sur Montesquieu. — Parallèles entre leurs idées respectives au point de vue économique : production, répartition, consommation, circulation des richesses ; théories financières. — Comparaison de leurs conceptions sur la loi naturelle : notion métaphysique de l'Ecole et conception scientifique de Montesquieu.

Dans une étude préliminaire, avant d'aborder les idées économiques de Montesquieu, nous avons tenu à examiner le milieu dans lequel elles étaient écloses, en nous attachant surtout à l'esprit et aux tendances des doctrines en cours. Il nous paraît juste de conclure en donnant un aperçu des théories qui se font jour, au moins de celles qui apparaissent comme les plus marquantes de l'époque, au lendemain de la mort de Montesquieu, survenue, comme l'on sait, peu de temps après la publication de l'*Esprit des Loïs*¹. Ces dates ne sont pas très éloignées de l'apparition de la doctrine physiocratique que l'on considère à juste titre comme la première expression véritable de notre économie politique moderne.

Les écrits des Physiocrates succèdent donc, presque immédiatement, à l'œuvre de Montesquieu². L'*Esprit des Loïs* est

(1) 1748 et 1755.

(2) Cf. MIRABEAU : *L'Ami des hommes* (1756). QUESNAY : *Maximes générales du Gouvernement économique* (1760). Le droit naturel (1765). MERCIER DE LA RIVIÈRE : *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* (1767). DUPONT DE NEMOURS : *Origine et progrès d'une science nouvelle* (1768).

familier aux Economistes comme à tous les hommes cultivés de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Davantage, la nouvelle école reconnaît l'importance du rôle joué par Montesquieu, quant à l'intérêt tout nouveau que ses ouvrages ont éveillé dans le public pour les sciences économiques et politiques³, intérêt dont les Physiocrates seront les premiers à bénéficier. Ils n'ignorent pas non plus⁴ l'apport que constitue *l'Esprit des Loix* au point de vue de la conception de la loi naturelle et bien que cette conception soit fort différente de la leur, ils doivent se rendre compte qu'elle ouvre une voie assez proche, encore que divergente, de celle où ils s'engagent. Il nous a paru intéressant de rapprocher les idées de Montesquieu que nous avons analysées dans cette étude, des théories physiocratiques. Pour en faire apparaître les points de contact et les différences, la méthode la plus simple nous a semblé de les confronter successivement, dans l'ordre même où nous les avons exposées précédemment, exception faite de la question de la loi naturelle, qui est de beaucoup, dans ce parallèle, la plus importante comme la plus intéressante⁵. Nous dirons auparavant un mot très rapide de l'opinion professée par les Physiocrates à l'égard de Montesquieu, sur les différents points où elle s'est exprimée, indépendamment de ceux que nous venons de voir.

* *

En matière politique, l'opposition est presque absolue : les Physiocrates sont partisans d'un pouvoir autocratique, le despotisme éclairé et ils critiquent violemment le système de l'équilibre des pouvoirs conçu par Montesquieu⁶. Pour eux, les pouvoirs législatif et exécutif ne peuvent qu'être réunis dans la même main⁷. Il est curieux de noter à côté de ces contra-

(3) WEULERSSE : *Le mouvement Physiocratique en France de 1756 à 1770*. Tome I.

(4) BARTHÉLEMY RAYNAUD : op. cité.

(5) Nous nous sommes inspiré essentiellement pour tout ce chapitre des ouvrages de M. WEULERSSE (*Le mouvement Physiocratique en France de 1756 à 1770*, *Les Physiocrates*) et du cours déjà cité de M. BAUDIN sur l'individualisme en économie politique ; secondairement du livre classique de MM. GIDE et RIST sur l'histoire des doctrines économiques.

(6) WEULERSSE : *Le mouvement physiocratique*. Tome II.

(7) WEULERSSE : id., ibid.

dictions, la sympathie commune que Montesquieu et les Physiocrates manifestent pour le régime politique de la Chine ; nous étant cantonné sur le terrain économique, nous n'avons pas eu l'occasion d'évoquer ce trait de notre auteur : il est pourtant très caractéristique, en même temps qu'assez contraire aux tendances générales, de l'*Esprit des Loix*. L'origine d'une telle similitude de goûts serait intéressante à rechercher et l'on peut se demander si ce n'est pas des écrits de Montesquieu que les Physiocrates ont tiré leur idée de la Chine⁸.

L'Ecole se rapproche de notre auteur par son opinion sur la nécessité de l'indépendance de la magistrature ; elle va même plus loin en accordant aux juges un pouvoir d'appréciation sur la légalité des textes émanant du pouvoir législatif.

Par contre, les Physiocrates reprocheront, injustement d'ailleurs⁹, à Montesquieu « de bâtir des gouvernements sur des affections morales, vertu, honneur, crainte..., d'ignorer que les lois fondamentales de l'ordre social » soient « des lois physiques et tirées de la nature et des besoins de l'homme »¹⁰. De même s'élèvent-ils contre l'idée que les principes du gouvernement doivent changer selon la forme des constitutions¹¹. Ils estiment également que Montesquieu a le tort de se préoccuper davantage de la liberté politique que de la liberté économique, et à ce dernier point de vue, celui de l'économie, ils accuseront l'auteur de l'*Esprit des Loix* de méconnaître les lois de la reproduction des subsistances et celles de la liberté des échanges, si directement dépendantes de celles de la propriété »¹². Ils le critiqueront encore d'avoir négligé l'influence des climats sur les propriétés foncières, et par conséquent, sur l'ordre national, dont elles sont la base¹³.

Tout en étant en fréquent désaccord avec les théories de Montesquieu, les Physiocrates ne manqueront pas cependant d'en tirer parti lorsqu'elles peuvent leur servir d'argument à l'appui

(8) Cf. sur la Chine E. L. V, 19. VI, 9, 16, 20. VII, 6, 7. VIII, 21. X, 15. XI, 5. XIV, 6, 8. XVII, 5. XVIII, 6. XIX, 10, 12, 17, 18, 19, 20.

(9) C'est l'avis de M. WEULERSSE lui-même.

(10) DUPONT DE NEMOURS, cité par WEULERSSE : *Le mouvement Physiocratique*. Tome II.

(11) MIRABEAU, cité par WEULERSSE, *ibid.*

(12) DUPONT DE NEMOURS : *id.*, *ibid.*

(13) WEULERSSE : *op. cit.* T. II.

de leur thèse, ainsi notamment de la distinction établie entre la propriété foncière et les effets mobiliers « qui n'appartiennent à personne », en faveur de la primauté de l'agriculture ; ainsi de l'opinion sur la précarité de la puissance des nations industrielles contre l'exportation des produits fabriqués ¹⁴, ainsi encore de la place à donner aux ouvriers parmi les différentes classes de la nation ¹⁵.

* *

Mais si les Physiocrates approuvent certaines des idées de Montesquieu, ils soulignent beaucoup plus fortement eux-mêmes les différences qui les séparent et qui sont pour la plupart des oppositions fondamentales de principes, tant en politique qu'en matière économique. C'est aussi bien sur Montesquieu que s'appuiera la réaction antiphiysiocratique ¹⁶ : elle opposera à la conception de la liberté sans limites des Physiocrates celle de *l'Esprit des Loix* « qui consiste à ne rien faire que ce qui est permis par les lois » ; au caractère universel des principes de l'Ecole, les différenciations réalistes et rationnelles de Montesquieu ; à la notion d'un ordre physique évident et suffisant, la nécessité d'une loi positive adaptée à chaque milieu ¹⁷. Les Physiocrates, comme leurs adversaires, ont donc surtout souligné l'antagonisme des deux doctrines. Nous pourrions nous faire une idée plus précise de cet antagonisme en procédant au rapprochement méthodique de leurs idées, de celles du moins qui rentrent dans le cadre de cette étude.

*
* *
*

Si la conception de l'ordre naturel forme la base fondamentale et le signe distinctif de la doctrine physiocratique, leur théorie du produit net est au moins aussi caractéristique et aussi

(14) WEULERSSE : op. cité, T. I.

(15) WEULERSSE : op. cité, T. II.

(16) WEULERSSE : op. cité, T. II.

(17) WEULERSSE : id., ibid.

fameuse. Pour les Physiocrates, seule, l'agriculture laisse un produit net et seuls les cultivateurs constituent une classe productive : industrie, commerce, a fortiori professions libérales ne font que mettre en valeur le produit net laissé par l'agriculteur ; ils ne créent pas de richesse, ils transforment celle qui provient de l'excédent de la production agricole. La société, suivant ce principe, se trouve divisée en trois classes : les cultivateurs, les propriétaires, et groupés sous la même étiquette de classe stérile : les industriels, les commerçants, les domestiques et les personnes exerçant des professions libérales ; les propriétaires forment aussi une classe improductive, mais comme ce sont eux qui ont mis le sol en valeur, ils jouissent de la plus haute place dans la hiérarchie physiocratique, et constituent l'assise de la société comme la base de l'ordre naturel et national.

Ce que nous avons dit des idées de Montesquieu sur la production des richesses nous permet de voir ce qui le sépare et le rapproche des Physiocrates. Pour Montesquieu le critère de la distinction des richesses est formé par le besoin : l'agriculture est la source originelle de toutes les richesses, parce qu'elle subvient aux besoins essentiels des hommes, parce qu'elle assure la conservation de l'être ; elle constitue le pivot, elle est le point de départ de toute économie ; mais l'excédent de la production agricole (soulignons la simplification que comporte cette appellation, car, outre la nourriture, l'homme, pour subsister, a besoin de vêtements et d'un logement, si rudimentaires soient-ils), ce que les Physiocrates appellent le produit net permet de satisfaire d'autres besoins, qui, cette fois, ne sont plus essentiels et peuvent ne revêtir aucune utilité ; l'organisation économique une fois en marche, commerce, industrie et agriculture se développent parallèlement et chaque branche devient source de richesse, à condition qu'un juste équilibre soit maintenu entre les diverses productions et dans la masse des individus employés à ces productions.

* *

On saisit la nuance qui sépare Montesquieu des Physiocrates : pour lui et pour eux, l'agriculture est à l'origine de l'économie, mais Montesquieu affirme expressément la productivité des

autres professions, si inutiles, si stériles qu'elles puissent paraître, à condition que la satisfaction de certains besoins n'empêche pas celle des nécessités essentielles, physiologiques, pour désigner clairement de quel ordre elles relèvent.

Aussi Montesquieu ne divisera-t-il pas la société comme les Physiocrates : nous l'avons vu plus haut, il distingue les propriétaires fonciers, les commerçants, les laboureurs et les artisans, les rentiers de l'Etat et des particuliers. L'on voit, d'une part, que Montesquieu observe la même discrimination que les Physiocrates entre propriétaires fonciers et cultivateurs, sans que l'on puisse nettement déterminer s'il considère ces propriétaires comme des agriculteurs-producteurs — à sa propre image —, les laboureurs n'étant que des salariés ou assimilés, sous forme de métayers, gérants, ouvriers agricoles ; ou s'il les regarde seulement comme des propriétaires, le caractère d'agriculteurs-producteurs étant réservé aux laboureurs, distinction qu'adopteront, on le sait, les Physiocrates. D'autre part, l'auteur réserve la qualification de stérile et croyons-nous avec une nuance plutôt péjorative, aux rentiers qui vivent du travail des autres, si tant est, nous l'avons fait observer, qu'ils ne se livrent à aucune activité. Les Physiocrates ne donnent pas un sens de blâme à l'appellation de stérile, mais ils ont en commun avec Montesquieu cette antipathie contre les rentiers, et ils la manifestent sous une forme beaucoup plus vive, voire violente.

* *

De ce principe de la primauté de l'agriculture découlent, pour les Physiocrates, les conséquences qui visent à assurer le plus haut prix des produits agricoles ¹⁸ : le commerce et l'industrie seront ainsi sinon sacrifiés, du moins singulièrement subordonnés aux intérêts de l'agriculture ; on cherchera notamment à obtenir le plus bas prix pour les produits fabriqués dans le pays ; l'importation des produits de l'industrie étrangère ne sera soumise à aucune restriction ; et qu'on ne voie pas là une application du principe de la liberté du commerce, mais bien une mesure destinée à favoriser l'exportation des produits agri-

(18) WEULERSSE : *Les Physiocrates*.

coles et à abaisser les prix de l'industrie nationale ; car si les Physiocrates réclament une entière liberté pour le commerce intérieur et extérieur des grains, ils demandent, à l'inverse, une certaine limitation de l'exportation manufacturée.

Nous assistons ainsi au renversement complet du colbertisme, à un mouvement qui, par réaction contre le mercantilisme, aboutit aux mêmes résultats et aux mêmes excès dans le sens opposé. L'on sait que Montesquieu s'est bien gardé des mêmes écarts et ne s'est pas élevé contre les doctrine du XVIII^e siècle pour tomber dans un mercantilisme à rebours ; loin d'être guidé par une idée absolue — et malgré les apparences en partie a priori —, il ne conclut que d'après l'observation des réalités : aussi, a-t-il su assigner aux différentes branches de l'activité humaine leur juste place et leur harmonieuse répartition et, bien loin de condamner l'une au profit de l'autre, il proclame leur solidarité. Quant à la liberté relative de la production et aux interventions éventuelles de l'Etat, les observations que nous venons de faire sur les méthodes physiocratiques, nous mettent à même de juger de la supériorité de la position de Montesquieu, pour qui liberté et intervention répondent à des nécessités naturelles, en particulier à la conservation de l'homme et de la société, non à des fins arbitraires.

Nous noterons encore qu'à l'inverse de Montesquieu, les Physiocrates sont favorables à la multiplication des machines et au perfectionnement de l'outillage, ceci dans le but que nous avons vu : abaisser le plus possible le prix des produits industriels ; par cet objet, la doctrine physiocratique se rapproche beaucoup plus du mercantilisme que celle de Montesquieu ; si paradoxal que cela puisse paraître, leur objet est le même : favoriser la puissance et la richesse de la nation, l'une par le développement de l'industrie et du commerce aux fins d'exportation, l'autre par le développement de l'agriculture au moyen, entre autres, de l'exportation ; mais, pour parvenir à cet objet, les méthodes sont également critiquables par leur étroitesse et leur part d'absolu. L'attitude de Montesquieu nous paraît beaucoup plus large et beaucoup plus réaliste.

* *

L'auteur de *l'Esprit des Lois*, enfin, en matière de production,

n'a fait qu'effleurer la question de la liberté du travail ¹⁹. Elle est très importante au contraire pour les Physiocrates qui réclament l'abolition de toutes les mesures contraires, *corporations* notamment et règlements d'industrie ²⁰ ; ils semblent donc rattacher cette réforme non à un principe élevé, mais à un but déterminé et pratique : obtenir par la liberté du commerce et de l'industrie le meilleur prix, c'est-à-dire le plus haut prix pour les grains et denrées agricoles, le plus bas prix pour les produits industriels.

Qu'on ne nous accuse pas de déformer, en la systématisant ou trancièrement, la doctrine physiocratique, a fortiori de la critiquer de parti pris ; nous en connaissons tous les mérites et toute la valeur au point de vue économique, mais nous voulons montrer ici que cette théorie est trop exclusivement axée sur un point de vue unique, — la précellence de l'agriculture —, et que les conséquences en découlant en sont entachées d'arbitraire. Comme le dit M. Weurlersse ²¹, au sujet des lois naturelles, la doctrine de l'Ecole « se fonde rigoureusement sur la considération primordiale et pour ainsi dire exclusive des nécessités de l'économie agricole ». Montesquieu, dans ses observations économiques, montre au contraire une compréhension beaucoup plus large et désintéressée des réalités.

*
* *
*

On sait toute l'importance donnée par les Physiocrates au droit de propriété, en ce qui concerne essentiellement la propriété immobilière. Dans la pratique, ce droit se fonde sur la nécessité d'exploiter le sol : si l'on supprime la propriété, l'homme n'a plus de motif de cultiver la terre et comme l'agriculture est la seule source de richesses, on ruine en même temps la société. Ainsi, le droit de propriété s'intègre dans la notion du produit net ²².

(19) E. L. XX, 22.

(20) WEURLERSSE : *Les Physiocrates*.

(21) *Le mouvement Physiocratique*. Tome I.

(22) BAUDIN : *Cours cité*, loc. cité.

Mais il a surtout, si l'on pénètre plus avant dans la démonstration de l'Ecole, une origine philosophique qu'a très bien mise en lumière M. Baudin ²³ : le droit de propriété immobilière dérive du droit d'acquérir et de conserver qui se présente originellement sous l'aspect de la propriété de la personne, cette notion postulant la propriété et de l'activité de la personne et des résultats de cette activité. Comme l'homme applique son activité au sol pour en tirer sa subsistance, la propriété des résultats comporte celle de la terre, car on ne saurait séparer les résultats du fonds.

La propriété immobilière tire donc sa raison d'être et sa justification doctrinale de la propriété personnelle dont on perçoit qu'elle n'est qu'une autre expression du concept de liberté. En effet, la propriété de la personne et de son activité implique la liberté qui n'a elle-même pour limites que les droits identiques d'autrui. Toutefois, le respect réciproque de ces droits ne peut être reproduit de la théorie dans la pratique que par la protection de l'autorité. Ainsi, se trouve réalisé le processus défini par Mercier de la Rivière comme constituant l'ordre social : propriété, sûreté, liberté ²⁴. L'on mesure quel développement les Physiocrates donnent à l'idée de propriété et quelles conséquences ils en tirent au point de vue philosophique, politique et social. Pour en rester sur le plan de la propriété immobilière, il est clair que dans une telle doctrine, le droit de propriété, comme le droit d'acquérir, ne comporte pas d'autre limite que le droit d'autrui et qu'il est inviolable et sacré. On notera en outre que tout en ayant son point de départ dans une nécessité naturelle, — celle de la conservation qui fonde la propriété personnelle comme la liberté, — l'argumentation physiocratique est entièrement déductive et du domaine de l'abstraction.

* *

Nous avons vu que Montesquieu ne s'était nullement soucié

(23) Pour M. BAUDIN, on a, en somme, les stades suivants : propriété de la personne (liberté), propriété de l'activité de la personne, propriété des résultats de cette activité ou propriété mobilière, propriété du fonds ou s'emploie l'activité ou propriété immobilière (cours cité).

(24) BAUDIN : *id.*, *ibid.*

de donner une explication philosophique aux faits économiques ; il s'abstient de chercher un fondement éthique aux phénomènes de l'ordre social qu'il étudie et il néglige en particulier toute justification théorique du droit de propriété. Il constate que la propriété privée existe, dans des conditions différentes, selon le milieu physique, économique, social et politique, et il poursuit l'explication, suivant ces données, des aspects qu'elle présente en fait. C'est dire qu'il reconnaît implicitement le droit de propriété et qu'il ne songe pas à lui assigner des limites au nom d'un principe philosophique. Il va toutefois plus loin et proclame que là où ce droit existe, — et pratiquement il existe partout, puisque l'état communautaire est pour Montesquieu du royaume des Troglodytes, c'est-à-dire du domaine de l'Utopie —, il doit être protégé par l'Etat et ne saurait être lésé, a fortiori, par l'autorité publique, sans abus de pouvoir. Si donc Montesquieu ne justifie pas le droit de propriété, il le considère comme un des droits élémentaires de l'individu, que l'Etat doit respecter et faire respecter. C'est par conséquent à Montesquieu que les Physiocrates doivent la notion de l'inviolabilité de la propriété privée.

Mais l'auteur de *l'Esprit des Lois* n'en fait pas le fondement de la liberté ; il semble plutôt qu'il mette le droit de propriété sur le même rang que les autres droits sacrés du citoyen, droit de penser, d'écrire, etc... qui constituent les divers aspects de la liberté politique²⁵. Ce droit n'est pas pour lui, comme il le sera pour les Physiocrates, un dogme formant la base de toute une doctrine politique et économique. Il reconnaît même, théoriquement, que la liberté puisse exister sans appropriation privée, dans un Etat communautaire, fictif nous le savons. Dans la réalité, il admet aussi que le droit de propriété peut être limité — par le partage des terres, pour la propriété foncière, par les lois somptuaires, pour la propriété mobilière, — dans les Etats où il suppose précisément le maximum de liberté politique, les démocraties, sans qu'il y ait d'ailleurs antinomie entre un tel régime et l'inviolabilité de la propriété. Ces quelques comparaisons suffisent à montrer la différence des positions respectives de Montesquieu et des Physiocrates en matière de propriété.

(25) Nous retrouvons ici la notion de sécurité qui prédominera chez les Physiocrates.



En ce qui concerne la consommation des richesses, nous constatons des différences plus fortes encore. L'une des théories essentielles de Montesquieu en cette matière est celle du luxe. L'on sait que l'auteur voit dans le luxe un élément naturel de compensation de l'inégalité des fortunes, les dépenses somptuaires des classes riches entretenant de nombreuses professions et assurant ainsi la subsistance des classes moins fortunées. Nous avons relevé à ce sujet l'observation de M. Jaubert qui blâme Montesquieu d'avoir méconnu la différenciation essentielle, au point de vue économique, entre les dépenses productives et improductives.

C'est précisément cette pierre de touche qui sépare l'auteur des Physiocrates. Pour ceux-ci, la théorie du produit net implique la condamnation des dépenses improductives : l'excédent des produits du sol mis en œuvre par les agriculteurs permet le commerce, l'industrie et toutes les autres branches d'activité qui pourront échanger leurs produits contre les denrées agricoles qui leurs sont nécessaires, ce qui suppose une utilisation productive par les agriculteurs et exclut les dépenses de luxe stériles ²⁶.

L'improductivité de ces dépenses n'a échappé que relativement à Montesquieu car, lorsqu'elle atteint un certain degré, elle entraîne la rupture de l'équilibre économique auquel nous avons maintes fois fait allusion ; on peut interpréter ainsi l'observation concernant les dix personnes qui vivent sur le produit d'une terre cultivée par un seul ²⁷. Néanmoins, ce critère n'est pas explicitement défini, encore moins mis en valeur comme chez les Physiocrates qui l'ont érigé en principe.

(26) Les Physiocrates n'admettent que le luxe des subsistances, c'est-à-dire la consommation des denrées agricoles de haut prix, achats à la classe productive qui sont réemployés productivement ; mais ils condamnent le luxe de décoration, c'est-à-dire les achats à la classe stérile, dont le produit est perdu, ainsi les dépenses du fonctionnement de l'Opéra qui pourraient, selon Mirabeau, faire vivre six mille hommes (cf. WEULERSSE : *Les Physiocrates*). C'est bien cette dernière catégorie de luxe que vise Montesquieu.

(27) E. L. VII, 6 *in fine*.

Une remarque secondaire que l'on peut faire, c'est que les Physiocrates n'assignant aucune limite à la propriété devraient logiquement admettre les dépenses de luxe improductives ; car il va de soi que dans un régime de liberté absolue, il s'établit pratiquement des différences de propriété, des inégalités de fortune, qui entraînent forcément des dépenses somptuaires. Au contraire, Montesquieu admet la restriction de ces dépenses dans les Etats où la constitution politique s'accompagne d'un certain régime de propriété limitée et même dans ceux qui supposent un régime de grande propriété, — lequel ne coïncide pas avec une liberté absolue, nous le savons, — lorsque de telles dépenses jouent contre la loi naturelle, en l'espèce la loi de compensation de l'inégalité des fortunes ²⁸.

Ce que Montesquieu et les Physiocrates semblent n'avoir pas aperçu, et ils auraient en commun cette lacune, c'est que le propriétaire foncier, qu'il soit ou non considéré comme producteur ²⁹, est appelé à perdre la possession de son fonds, du moment qu'il ne l'exploite plus lui-même ; cette dépossession se fait naturellement, par la nature des choses qui coïncide ici, semble-t-il, avec l'équité : la propriété du sol passe peu à peu à celui qui le met en valeur et le propriétaire stérile se trouve évincé ; le fait est frappant dans l'agriculture et nous en avons des exemples répétés sous les yeux, en France même. Les Physiocrates du reste justifient le droit de propriété par l'exploitation du sol ; il s'agit en réalité moins d'une légitimation que d'une loi naturelle et qui continue à jouer constamment ; le propriétaire non exploitant forme en sorte une classe transitoire qui tend à être éliminée de l'économie.

*
* *
*

Les explications que nous avons données ici sur la théorie du produit net et les théories parallèles de Montesquieu, plus haut

(28) E. L. VII, 5

(29) Les propriétaires forment, comme l'on sait, pour les Physiocrates, une classe improductive. Le rang qu'ils lui confèrent dans la société est donc dû beaucoup plus à des considérations d'ordre social et politique qu'à des nécessités économiques.

sur l'idée de la valeur chez cet auteur, nous dispensent de comparer leur position quant à cette notion. L'on peut seulement remarquer que la nature a chez les Physiocrates une part prépondérante que Montesquieu accorde, lui, à l'homme, qu'il s'agisse des besoins, — utiles ou inutiles, — pour fonder la valeur, ou de sa capacité, au point de vue production et consommation, pour créer des richesses; le facteur nature semble avoir éclipsé pour les Physiocrates l'importance du facteur humain.

Certains auteurs estiment même que l'Ecole élimine tout facteur psychologique ou proprement humain, la seule richesse positive consistant dans l'excédent du prix d'une denrée par rapport au prix de revient et l'effort productif étant intrinsèquement stérile³⁰; on a dit aussi que la théorie physiocratique de la valeur, exclusivement fondée sur le produit net, était à base d'objectivisme matérialiste³¹. Il serait facile de faire ressortir en regard le subjectivisme de la doctrine de Montesquieu; ce que nous avons dit précédemment à ce sujet nous évitera d'y revenir; nous noterons seulement qu'on pourrait utilement rapprocher la conception de l'auteur de l'*Esprit des Lois* des idées d'un économiste du XVIII^e siècle, distinct de l'Ecole, Condillac, qui a ébauché une véritable théorie psychologique de la valeur³².

* *

Sur la circulation même des richesses et avant d'examiner les questions de prix, de monnaie, de commerce, une observation préliminaire s'impose: on accorde généralement aux Physiocrates la paternité de l'idée de circulation des richesses dans le corps social. Pour avoir été amplement démontrée et abondamment autant qu'explicitement décrite par ces économistes, la circulation des richesses n'en apparaît pas moins clairement dégagée par Montesquieu. Il montre bien comment agriculture, commerce et industrie, — nous négligeons les branches d'activité secondaire, — vivent d'échanges réciproques et comment ils se développent parallèlement et harmonieusement grâce à

(30) WEULERSSE : *Les Physiocrates*.

(31) G. PIROU : *Doctrines sociales et science économique*.

(32) GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*.

ces échanges, à cette circulation qui permet de satisfaire les besoins d'une profession par la production d'une autre, chacune restant tributaire, mais non pas directement ni même essentiellement, de l'agriculture qui seule subvient à la conservation de l'être.

* *

Les Physiocrates qui ont consacré leurs soins à la philosophie de l'économie politique plus qu'à l'étude de ses phénomènes, ne semblent pas avoir apporté autant d'attention que Montesquieu au problème de la formation des prix. Sur ce point encore, ils se trouvent dominés par leur souci exclusif de l'agriculture : qu'est-ce qui les préoccupe en matière de prix ? c'est d'obtenir le plus haut prix pour les produits agricoles, l'excédent laissé par la vente de ces produits constituant seul une richesse réelle. On ne trouve donc pas chez eux, à notre connaissance, d'étude scientifique de la formation des prix. Le problème se pose pour l'Ecole d'une façon concrète et sous la forme que nous avons dite ; nous avons vu aussi que la recherche du meilleur prix pour les produits de l'agriculture s'accompagnait de l'abaissement des prix des produits industriels. Ici encore, et nous retrouverons cette différence avec Montesquieu, il s'agit beaucoup moins de science que de politique économique.

La question de la monnaie sera résolue en fonction logique des principes directeurs de l'Ecole et que nous retrouverons plus loin au sujet de l'échange. Pour les Physiocrates, la monnaie n'a pas de valeur intrinsèque, elle n'a que la valeur de signe : ce qui compte, ce sont les véritables richesses échangées, produits ou marchandises ; la monnaie n'est que l'instrument, en même temps que la mesure de ces échanges, mais elle n'a pas de valeur propre ; elle n'est qu'un gage, un moyen d'attendre la contre-partie de la marchandise vendue, une sorte de bon, de traite³³. Nous retrouvons ici les idées de Boisguillebert. Le concept de monnaie s'oppose directement, pour les Physiocrates, à celui de marchandise. On se rapproche de l'idée moderne d'unité de compte ayant un pouvoir d'achat déterminé³⁴.

(33) JAUBERT : *Thèse citée*, ch. III.

(34) PIROU : *Doctrines économiques et science sociale*.

Toute valeur foncière étant ainsi déniée à la monnaie, l'instrument qui en remplit la fonction est indifférent et peu importe si les signes monétaires consistent en métaux précieux ou en simples billets de papier ; la monnaie n'est pas une richesse par elle-même, elle n'est qu'une mesure de valeur. L'on doit donc rechercher les richesses réelles naturelles, pour reprendre un mot employé par Montesquieu ³⁵ par opposition aux richesses de signe, et ce sera le seul rapprochement que nous noterons en cette matière. Dès lors, si les Physiocrates sont logiques avec eux-mêmes et dans leur opposition au mercantilisme, — l'on sait par ailleurs qu'ils repoussent toute idée de balance commerciale positive, — il ne saurait être question pour l'Etat de se constituer une réserve monétaire, un stock métallique.

* *

Ce n'est pas le lieu de discuter ici des théories monétaires de l'Ecole, mais seulement de mettre en regard celles de l'auteur de l'*Esprit des Loix*. Il ne faut pas oublier que Montesquieu et les Physiocrates sont également en réaction contre le mercantilisme et qu'on ne doit pas perdre de vue cette dernière doctrine lorsque l'on examine les théories économiques du XVIII^e siècle, notamment au point de vue monétaire. L'on a vu que les Physiocrates prennent le contre-pied des idées apparentées au bullionisme, comme ils l'ont fait pour l'industrialisme. Montesquieu se trouve peut-être à égale distance des deux doctrines.

Si l'on met de côté le chapitre des macutes où l'auteur semble avoir été entraîné et dépassé par son ingénieuse, trop ingénieuse comparaison, on doit admettre qu'il reconnaît en fait une valeur réelle aux signes monétaires ; ces signes, pour lui, ne remplissent leur fonction de façon satisfaisante que s'ils sont constitués par des métaux précieux et ont un pouvoir d'achat égal à la valeur de ce support métallique, une telle valeur étant au reste, on le sait, fonction de l'emploi monétaire du métal. Montesquieu rejette d'autre part l'emploi de la monnaie de papier qui n'est pas strictement représentative. Quant à l'utilité pour un Etat d'une forte réserve métallique, l'auteur, bien

(35) E. L. XXI, 22.

qu'il ait avant les Physiocrates, rejeté le faux dogme de la balance positive, est trop réaliste pour ne pas en percevoir les avantages.

* *

En matière de crédit, on retient surtout la vive antipathie des Physiocrates pour les rentiers, leur hostilité violente contre les gens de finance, contre les personnes qui ne vivent que de l'argent. Dans la théorie, leur idée de la monnaie aurait dû leur faire accepter facilement celle du crédit ; le paiement en monnaie constitue en effet, on l'a vu, une opération de crédit, puisque la monnaie n'est que le gage d'une dation future de marchandises ; le mécanisme ne diffère pas de celui du crédit proprement dit, les deux opérations reposent sur la même base. Il ne semble pas qu'ils aient fait le rapprochement ; ici encore leurs idées sur le crédit et le prêt à intérêt sont fonctions de l'exclusivisme agrarien de l'Ecole. Seul est légitime le crédit qui procure la création de richesses nouvelles, donc le crédit appliqué à l'agriculture. A vrai dire, nous trouvons là un lien logique avec la conception de la monnaie qui n'a de valeur qu'à condition de représenter un produit, une marchandise de valeur égale à celle dont elle a permis l'achat.

Néanmoins, les Physiocrates n'offrent pas sur la question une doctrine rigoureusement unanime ; le point de vue que nous avons exprimé est celui de Mirabeau ³⁶, qui est seul à se conformer avec une stricte logique aux principes directeurs de l'Ecole : le prêt d'argent productif d'intérêt ne saurait être admis que dans l'agriculture, parce que dans ce domaine seul les sommes empruntées permettent un accroissement réel des richesses. La notion d'intérêt se fonderait donc là, comme chez Montesquieu, sur la nature des choses, avec cette réserve que l'application en est restreinte par une conception inexacte des véritables facteurs de richesse.

Par contre, l'Ecole se prononce à l'unanimité pour l'abaissement de l'intérêt de l'argent, mesure qui, sauf pour Turgot ³⁷,

(36) GIDE et RIST : op. cité.

(37) GIDE et RIST : op. cité.

doit être obtenue par l'intervention légale de l'Etat. On retrouve là, en même temps que le souci d'obtenir le bas prix des produits industriels, un reflet du parti-pris contre les rentiers, lui-même dérivé de ce postulat que l'argent est par lui-même stérile et que la rente allouée aux possesseurs d'argent, — réserve faite du point de vue formulé par Mirabeau, — est un prélèvement sur le véritable revenu. Avons-nous besoin de rappeler combien les idées de Montesquieu sur le louage d'argent sont plus objectives, plus réalistes, en un mot plus scientifiques

*

* *

Nous avons vu précédemment que la doctrine physiocratique peut se résumer dans le trinôme : propriété, sûreté, liberté. Le libre exercice du droit d'acquérir et de posséder se traduit en matière de production et de commerce par le régime de libre concurrence : on sait jusqu'à quel point les Physiocrates ou plutôt les interprétateurs logiques de leur doctrine, ont poussé les conséquences de la théorie ³⁸ : c'est la maxime laissez faire, laissez passer, qui de toutes leurs conclusions a été certainement la plus vulgarisée et est restée la plus célèbre. La libre concurrence est devenue un des dogmes de l'Ecole.

Il faut voir pourtant comment ils ont été amenés à formuler cet axiome, car, originairement, il ne s'agit pas d'une liberté destinée à favoriser également agriculture, commerce et industrie. Toute la doctrine physiocratique est axée sur le primat de l'agriculture : pour assurer le haut prix des grains et des produits agricoles, ce qui est l'objet essentiel de la politique physiocratique, il faut, d'une part, rapprocher le producteur du consommateur, donc supprimer toutes les entraves qui s'interposent entre eux : barrières douanières, réglementation du commerce des grains, etc... ; cette tendance libérale n'était pas nouvelle et Montesquieu avant les Physiocrates avait eu le mérite de dénoncer la police des grains. Il est nécessaire, d'autre part, d'assurer la libre exportation des grains, car « le

(38) Ils ont fourni plus d'arguments en faveur de la liberté du commerce, et notamment du libre échange, qu'ils ne l'ont proclamée explicitement et sans limites. Cf. GIDE et RIST : op. cité.

prix commun de l'étranger entre dans la définition même du bon prix »³⁹ et l'exportation doit aussi permettre d'augmenter la production.

L'on se trouve ainsi, nous l'avons vu, à l'opposé du mercantilisme, mais avec les mêmes mesures préférentielles, en sens contraire : libre importation des produits fabriqués, limitation de l'exportation manufacturière⁴⁰. La libre concurrence n'est donc pas, originairement, recherchée en soi ; elle est préconisée lorsqu'elle favorise l'agriculture : haut prix des grains, bas prix des produits industriels, c'est-à-dire suppression des barrières intérieures, des corporations, des règlements d'industrie, liberté complète de l'importation des produits industriels ; par contre, restriction à l'exportation des mêmes produits et il va de soi que l'exportation des denrées agricoles doit s'accompagner de l'interdiction d'importer les denrées étrangères similaires.

Libre concurrence, fondée par conséquent en pratique sur la précellence de l'agriculture et l'anti-industrialisme. Quant au commerce, chacun sait que les Physiocrates regardent les commerçants comme des spoliateurs ; le commerce n'est que le transport du producteur au consommateur, il ne laisse aucun produit et le profit est prélevé sur le bénéfice du producteur ; l'acte d'échange est stérile ; toutes les mesures doivent donc tendre à éliminer les intermédiaires qui séparent producteur et consommateur. Anti-industrialistes, les Physiocrates sont aussi anti-commercialistes.

Nous avons vu ainsi les raisons empiriques de la théorie physiocratique de la libre concurrence. Mais dans la doctrine elle se justifie autrement et sa démonstration, comme son expression, prendront une forme différente. La libre concurrence se fonde sur la loi naturelle ; pour les Physiocrates, la loi naturelle est par définition ce qui est le plus avantageux pour l'homme ; en matière d'échange la concurrence est la loi, c'est elle qui procure aux hommes les produits les plus abondants dans les meilleures conditions, c'est elle qui permet le mieux de satisfaire leurs besoins et leurs désirs, qui réalise l'adaptation optima des ressources aux besoins, qui multiplie la pro-

(39) WEULERSSE : *Les Physiocrates*.

(40) Id., *ibid.*

duction par la consommation et la consommation par la production, la prospérité s'exprimant pour les Physiocrates, comme pour Montesquieu, par l'abondance des richesses mises à la disposition des hommes. La concurrence, en un mot, est le régime dans lequel l'équilibre économique s'établit spontanément, aucun obstacle ne venant fausser le jeu de l'offre et de la demande.



Il ne nous appartient pas de juger ce système, dont l'appréciation se trouve du reste dans tous les manuels d'économie politique. Nous ferons seulement remarquer que doctrinalement, il découle entièrement d'un principe philosophique, — l'affirmation d'un ordre naturel, — tandis que le libéralisme de Montesquieu repose sur l'étude et l'observation des faits économiques. C'est pourquoi sa théorie de la libre concurrence est aussi nuancée et concrète que la théorie physiocratique est absolue et dogmatique. Pour Montesquieu la libre concurrence est le régime qui répond le mieux à la loi naturelle, mais elle comporte en elle-même des abus contre lesquels les hommes, en pratique les gouvernements, doivent se prémunir ; c'est bien le régime le plus souhaitable, le plus désirable et qui procurerait aux hommes le maximum de satisfactions, à condition cependant que les individus ou les Etats aient, d'une part, les mêmes prix de revient (nous simplifions à dessein), d'autre part, qu'ils aient à offrir des ressources équivalentes à celles qui leur sont offertes ; sinon la concurrence ruine les individus ou les Etats les moins favorisés au profit de concurrents plus avantagés par la nature.

On remarquera comment le motif de l'intérêt personnel joue en sens différent, sinon opposé, chez Montesquieu et chez les Physiocrates ; pour ceux-ci, la recherche et la satisfaction de l'intérêt personnel produisent l'ordre le plus avantageux pour tous ; dans l'esprit de Montesquieu, au contraire, l'intérêt individuel risque de détourner à son profit et de fausser le libre jeu des lois naturelles, d'aller ainsi à l'encontre de l'intérêt général, social.

L'équilibre tend bien à s'établir néanmoins, mais au détriment d'une masse plus ou moins nombreuse, en s'accompa-

gnant de ruines qui, dans la réalité, ont beaucoup plus d'inconvénients que l'équilibre logiquement souhaitable n'a d'avantages. Par ailleurs, l'on suppose bien que les hommes ou les sociétés victimes de la libre concurrence ne subiront point passivement ses conséquences et qu'ils s'y opposeront, en limitant de tout leur pouvoir les risques de ce régime ; mieux vaut les prévenir par des mesures appropriées que de réparer, une fois l'expérience faite, les dégâts commis.

D'où les tempéraments que Montesquieu, en fonction des réalités, apporte à sa théorie. Lui aussi réagit contre les entraves du régime corporatif, contre les restrictions du protectionnisme, contre tous les abus du colbertisme et de l'étatisme mercantiliste. Il se garde cependant de vouloir corriger des excès constatés par des excès contraires ; la liberté absolue est aussi contraire à l'équilibre économique que l'interventionnisme abusif ; on peut soutenir que la liberté est le régime normal ; mais ce régime comporte de nombreuses exceptions et l'Etat doit intervenir dans l'ordre économique comme dans les autres domaines où son autorité lui confère autant qu'un droit, un devoir de protection sur ses ressortissants.

*

* *

Pour être plus secondaire et moins vivement opposée, moins frappante, la comparaison des idées de Montesquieu et des Physiocrates, au sujet du commerce international, n'en est pas moins intéressante. L'on sait l'originalité et la largeur des vues du philosophe à ce sujet ; il étend et élargit la question pour montrer le lien de solidarité qui unit tous les Etats, comme les individus appartenant à une même société ; il souligne la communication réciproque de leurs richesses, il dénonce la fausseté du principe d'une balance de commerce positive et de la suprématie économique d'un Etat. Mais on sait, par ailleurs, quels tempéraments il apporte au libre échange, lorsque l'intérêt de la nation est en cause ; la loi de libre concurrence cède alors le pas à une autre loi, la plus élémentaire, fondement des sociétés, la nécessité de la conservation.

Les perspectives des Physiocrates semblent en pareille manière moins étendues. Tout d'abord, ils appliquent au commerce

extérieur la même condamnation qu'au commerce intérieur : ni l'un ni l'autre ne produisent de richesses réelles ; le premier est pourtant aussi indispensable que le second pour échanger les produits qui manquent aux différents Etats en présence ; mais bien qu'il soit nécessaire, les Physiocrates persistent à ne voir dans ce trafic qu'un mal ou un pis aller ⁴¹.

Nous avons vu plus haut sur quelles raisons, à la fois pratiques et dogmatiques, l'Ecole s'appuyait pour préconiser la liberté du commerce extérieur : il s'agit d'obtenir la libre exportation des grains et la libre importation des produits fabriqués étrangers, de manière à se procurer ces derniers au meilleur prix, c'est-à-dire cette fois le plus bas ; on voit comment l'intérêt des industriels nationaux est sacrifié ; si le concurrent étranger est le plus avantageux, c'est à lui qu'il faut acheter ⁴².

Mais en même temps, comme l'on supprime tout monopole de pavillon, toute exclusion, tout tarif préférentiel, c'est l'intérêt des armateurs, de la marine marchande et d'une partie du commerce qui est également négligé et il faut bien le dire, étant donné l'importance d'une telle branche d'activité, l'intérêt national même. Nous avons déjà montré que les Physiocrates désiraient limiter certaines exportations industrielles. L'on constate, encore une fois, que dans le domaine pratique pour favoriser une classe qu'ils croient la seule productive, leur politique risque d'aboutir à une singulière incompréhension des intérêts légitimes des autres classes comme des intérêts généraux de la nation. Nous sommes loin de la position éclairée et largement compréhensive de Montesquieu.

Doctrinalement, les Physiocrates adoptent les idées de notre auteur quant à la balance commerciale positive, qu'ils considèrent comme chimérique et même immorale ; mais ils ne paraissent pas se soucier des inconvénients que présente une balance négative et qu'a bien marqués Montesquieu. Il semble que cette hypothèse leur soit indifférente, du moment que les richesses s'échangent conformément à la loi naturelle de libre concurrence et que l'équilibre économique tend à s'établir, même si c'est au détriment d'un des concurrents.

(41) GIDE et RIST : op. cité.

(42) WÆULERSSE : *Les Physiocrates*.

* *

La solidarité internationale a été proclamée par l'Ecole⁴³ comme par Montesquieu, mais nous semble-t-il moins solidement établie que par cet auteur. Leur internationalisme économique, comme leur internationalisme politique, repose plus sur des axiomes et des déductions que sur des nécessités naturelles comme chez Montesquieu ; leur théorie est aussi moins souple et moins nuancée⁴⁴. Surtout en ce qui regarde le côté national du commerce extérieur, la position de l'auteur de *l'Esprit des Loix* paraît beaucoup plus forte, parce qu'il se préoccupe moins de la portée économique des faits que de leur portée sociale, incidence qui, sur le plan humain, se place tout de même au-dessus de la première. Montesquieu se garde ici, comme en toute chose, de l'abstraction et de l'absolu : l'intérêt général des hommes et des sociétés, considéré dans la réalité, est son seul guide, non un principe plus ou moins préconçu.

*

* *

Avant de passer aux finances proprement dites, nous ferons encore cette remarque qui s'applique à l'économie politique en général : l'on a fait valoir qu'un des principaux mérites des Physiocrates était d'avoir attiré l'attention sur l'histoire des faits économiques, l'histoire se bornant avant eux au récit de la politique et surtout des faits d'armes des monarques et des nations. Il nous semble bien que Montesquieu les ait précédés dans une telle voie : s'il ne tombe pas dans le travers de tout expliquer par l'économie, — matérialisme historique où s'engagent les Physiocrates, mais où ils se trouvent retenus par tout le côté spiritualiste de leur doctrine, — Montesquieu n'en cherche pas moins dans la nature des choses l'explication des

(43) Cf. WEULERSSE : *Les Physiocrates*. GIDE et RIST : op. cité.

(44) Ils ont vu surtout que les violations de la liberté dans les échanges internationaux provoquaient des représailles de la part des Etats lésés.

faits et des événements de l'histoire, et, avant les Physiocrates, il est bien sinon le premier, du moins l'un des premiers, à faire dans l'histoire la part de lois naturelles économiques. L'étude que nous avons faite de l'influence des éléments naturels sur l'activité et l'orientation des peuples nous dispense d'insister davantage.

*
* *
*

Les théories financières des Physiocrates découlent tout aussi logiquement que leurs autres conclusions, du principe fondamental de leur doctrine : le produit net. L'agriculture étant la seule source de richesses doit être seule imposée et le montant de cet impôt sera incorporé dans le prix de vente des produits agricoles échangés contre la production des classes stériles. Nous ne nous étendrons pas sur ce sujet qui est suffisamment connu. Pour les Physiocrates, l'impôt foncier est le seul impôt naturel : il remplace et exclut tous les autres. A la différence de Montesquieu, qui n'a que des vues partielles et pour ainsi dire détachées en matière d'impôts, les Physiocrates ont une théorie fiscale qui se rattache directement et avec une rigueur inattaquable à leur doctrine, qui s'articule étroitement au pivot de leur philosophie économique.

Là se trouvent la qualité et le danger de cette théorie ; l'on a bien soutenu que les Physiocrates entendaient s'appuyer sur la raison, étudier les faits en faisant abstraction de tout apriorisme, même de tout idéal : en fait toutes leurs conclusions pratiques dérivent d'une théorie philosophique, basée apparemment sur l'observation des réalités, mais trop absolue et élémentaire, trop rigide aussi pour correspondre, même approximativement à cette réalité. Bien plus que chez Montesquieu, l'on se trouve en présence de l'affirmation de ce qui doit être et non de la constatation de ce qui est. De l'existence d'un ordre naturel, l'on tire toute une série de règles et de principes.

* *

L'auteur de l'*Esprit des Lois* ne procède pas ainsi ; il ne cher-

che même pas quel est l'impôt idéal bien qu'il accorde une faveur, peut-être excessive, à l'impôt indirect : surtout, il étudie les rapports de la fiscalité avec les milieux ; là encore, il risque de tomber dans un certain arbitraire lorsqu'il rattache trop étroitement cette fiscalité à la forme des constitutions politiques, mais le défaut est moins grand que celui qui consiste à proclamer la précellence d'un impôt unique et déterminé, quels que soient non seulement les constitutions, mais les sociétés et les climats où il s'applique.

Sur les réformes réalisées par la Révolution de 1789, ce sera pourtant l'influence des Physiocrates qui prévaudra : l'on demandera la plus grande partie des recettes à l'impôt foncier, le reste étant procuré par des impôts directs de diverses formes. Le droit sur les marchandises, l'impôt indirect préconisé par Montesquieu comme la taxation répondant le mieux à la nature du gouvernement républicain a été bien oublié par la Première République, sans doute en raison de l'impopularité qui s'attachait aux droits indirects de l'Ancien Régime.

L'Ecole peut aussi avoir eu sa part dans cet abandon des impôts indirects contre lesquels elle s'est prononcée formellement ; c'est une nouvelle divergence entre ses théories et celles de Montesquieu. Pourtant, en cette différence même, ils ont un point commun : l'impôt indirect paraissait le meilleur, compte tenu des circonstances et du milieu, à l'auteur de *l'Esprit des Loix* parce qu'il devait passer inaperçu. Les Physiocrates attachent la même qualité à l'impôt foncier : personne ne doit en sentir le poids. Doit-on faire remarquer que dans la réalité, l'argument a plus de valeur pour l'impôt indirect que pour l'impôt physiocratique, et l'on sait quels mécomptes donnèrent les essais d'application qui en furent tentés.

Quant à la justification de l'impôt, si les Physiocrates confèrent un droit à l'Etat sur le produit net comme co-propriétaire du fonds, ils reconnaissent aussi que l'impôt rémunère l'autorité publique pour la sécurité qu'elle fait régner et sans laquelle ce produit net n'existerait pas. L'Ecole se rapproche par là de la conception de Montesquieu. Nous noterons enfin, et la remarque est secondaire, que les Physiocrates sont tout à fait opposés au vote de l'impôt par les élus du peuple et ils critiquent vivement la lésine des Parlementaires anglais qui dis-

putent au gouvernement les ressources dont ce dernier a besoin ⁴⁵.

En matière de dépenses, il y a peu de choses à dire au sujet des Physiocrates, sinon que, comme Montesquieu, ils mettent en garde le gouvernement contre les dépenses excessives qui auraient pour résultat de ruiner et l'Etat et le Pays. Dans un autre sens, certains Physiocrates, comme Quesnay, ont préconisé des dépenses d'intérêt public ⁴⁶, des travaux destinés à faciliter les échanges commerciaux, qui atténuent fortement l'absolu de la maxime « laissez faire, laissez passer » et qui confèreraient à l'Etat un rôle d'animateur à rapprocher de celui que lui confie en certains cas Montesquieu. L'hostilité manifestée par cet auteur contre les monopoles se retrouve chez les Physiocrates ; il est inutile de nous y arrêter, tant elle relève d'un principe identique ; nous savons qu'elle s'étend aux droits indirects, dont Montesquieu a aussi les abus en vue lorsqu'il condamne les monopoles. Enfin, nous ne sachons pas que la question des dettes publiques ait préoccupé les Physiocrates, exception faite de leurs attaques contre les rentiers de l'Etat et de leurs critiques concernant le principe même de la rente.

*
* *
*

Les rapprochements et les divergences que nous nous sommes efforcé de mettre ainsi en relief à propos des vues économiques de Montesquieu et des Physiocrates procèdent au fond pour la plupart de la position respective de ces auteurs quant à la notion de loi naturelle. Bien qu'elle domine complètement la doctrine physiocratique et qu'elle pénètre très fortement les théories de Montesquieu, nous en avons réservé jusqu'ici l'étude, — malgré la clarté qu'elle aurait jeté sur le parallèle ainsi retracé, — en raison de son importance et des investigations nouvelles qu'elle va nous permettre au sujet de la pensée même de Montesquieu en pareille matière. Nous exposerons d'abord

(45) Cf. GIDE et RIST : *op. cité*.

(46) *Id.*, *ibid.*

brièvement, mais assez complètement, la doctrine physiocratique de l'ordre naturel.

La meilleure et la plus classique définition de la conception physiocratique est donnée par Quesnay : « On entend par loi physique le cours réglé de tout événement physique de l'ordre naturel, évidemment le plus avantageux au genre humain. On entend par loi morale la règle de toute action humaine dans l'ordre moral conforme à l'ordre physique évidemment le plus avantageux au genre humain, ces lois forment ensemble ce que l'on appelle la loi naturelle » ⁴⁶ *. Nous reviendrons plus loin sur le caractère éthique de cette conception. Les Physiocrates affirment que le monde intelligent, c'est-à-dire l'ordre économique, social, politique et moral, est régi comme le monde physique par des lois naturelles ; la société, l'ordre social s'intègrent dans l'ordre universel. « L'homme, ainsi que le reste de la création est assujéti et englobé dans les lois essentielles de l'ordre naturel » ⁴⁶ **. Cet ordre naturel est pour les Physiocrates un ordre physique et Mercier de la Rivière écrit que « l'institution de la Société est le résultat d'une nécessité physique » ⁴⁷.

Néanmoins, les Physiocrates, et l'on connaît leur spiritualisme, ne nient pas le libre arbitre ; les lois naturelles d'ordre social ne s'imposent pas, mais si l'homme s'oppose à leur exécution, il en résulte les plus graves inconvénients. De même, l'Ecole n'ignore pas qu'il serait erroné de ramener toutes les activités humaines, et par exemple leurs manifestations intellectuelles et artistiques, à des nécessités physiques ; c'est toutefois à des nécessités physiques, économiques, que se réduit l'essentiel, le noyau si l'on peut dire de la vie sociale : son fondement est économique ⁴⁸.

* *

Quant à la connaissance de la loi naturelle, elle nous est donnée par deux moyens : l'un, négatif : puisque la désobéis-

(46*) QUESNAY : *Le Droit naturel*.

(46**) MIRABEAU : *Lettre à Rousseau*.

(47) Cf. BAUDIN : Cours cité.

(48) Id., *ibid.*

sance, la contravention aux lois naturelles engendre des désordres et des maux, l'homme en souffrira et la sanction qui lui est infligée l'incite à se conformer à ces lois et lui permet de les découvrir. Pour les Physiocrates, en effet, « le bien physique et le mal physique, le bien moral et le mal moral ont évidemment leur origine dans les lois naturelles » (Quesnay). L'autre moyen qui nous est donné de connaître ces lois est positif : c'est la fameuse théorie de l'évidence qui devait être le premier point de la doctrine physiocratique exposé aux attaques des adversaires. M. Baudin ⁴⁹ a discerné heureusement l'aspect cartésien de ce point de vue, alors que la perception de la loi naturelle par la douleur, c'est-à-dire par la sensation, s'apparente à la philosophie sensualiste de Condillac. Elle se révèle encore ici, et l'évidence n'est pas d'ordre purement rationnel « elle résulte, dit Quesnay, de l'observation intime de nos propres sensations. La voie des sens est l'unique source de nos connaissances naturelles » ⁴⁹ *.

De cette évidence, les Physiocrates ont appliqué à la science économique une conception trop rigoureusement mathématique et Mirabeau dira « les calculs sont à la science économique ce que les os sont au corps humain ». Mais il faut nous arrêter sur ce critère : l'évidence des lois naturelles n'est pas éclatante ; contrairement à ce que pourrait nous donner à penser le terme choisi, les lois naturelles ne s'imposent pas à tous les esprits, mais seulement à ceux qui ont appris à les connaître et Quesnay fera de l'instruction des lois naturelles la première des lois positives, la loi fondamentale ⁵⁰. Sans la connaissance de ces lois, les gouvernements ne peuvent légiférer dans l'intérêt général et pour le bien de tous : leurs lois positives n'aboutissent qu'à la confusion et au désordre, du fait qu'ils ignorent les forces naturelles dont l'application doit apporter aux sociétés l'équilibre, la prospérité et le bonheur.



Ce premier exposé nous permet déjà de comparer à la doc-

(49*) Cité par BAUDIN : *ibid.*

(50) BAUDIN : Cours cité.

trine physiocratique les théories de Montesquieu, et tout d'abord nous devons reconnaître qu'à Montesquieu, et non aux Physiocrates, revient le mérite d'avoir intégré l'ordre social dans l'ordre universel. Il nous suffira de rappeler ce que nous écrivions précédemment au sujet de la Préface et du 1^{er} chapitre de *l'Esprit des Loix*. Quand Dupont de Nemours déclare « qu'un homme du génie le plus vigoureux devine que la nature ne borne pas ses lois physiques à celles qu'on a jusqu'à présent étudiées dans nos collèges... » ⁵⁰ *, c'est à Montesquieu et non à Quesnay que devraient s'appliquer ces paroles, car l'auteur de *l'Esprit des Loix* a montré le premier que les Sociétés humaines, comme le monde physique, étaient régies par des lois naturelles.

Lui aussi, et avant les Physiocrates, fait reposer la vie sociale sur les nécessités physiques et économiques, moins absolument il est vrai que l'école de Quesnay. Et de même observe-t-il qu'à la différence des lois physiques, les lois qui gouvernent le monde intelligent ne s'imposent pas d'elles-mêmes, mais que les hommes peuvent, par leur volonté, les transgresser, ce qui entraînera généralement, — car nous savons que pour lui les lois naturelles ne sont pas forcément bonnes, — les inconvénients dont reparleront les Physiocrates.

Quant aux moyens de connaître les lois naturelles, Montesquieu ne parle pas explicitement de la perception négative, par les maux qu'entraîne la contravention aux lois naturelles ; ce moyen de les découvrir et de les définir ressort cependant nettement de sa méthode : lorsque telles pratiques du fait des hommes aboutissent, en matière économique, à des résultats défavorables, n'est-ce point parce qu'elles vont à l'encontre d'un principe naturel qu'elles ignorent ou méconnaissent. Par contre, la théorie de l'évidence est entièrement originale aux Physiocrates ; elle est assez critiquable du reste pour que Montesquieu n'ait pas à en regretter la paternité.

* *

Mais, avant eux, nous l'avons vu, et dans des termes que reproduiront presque exactement les Physiocrates, comme ils s'ins-

(50*) Cité par BAUDIN : Ibid.

pireront d'une pensée identique, l'auteur de *l'Esprit des Loix* proclame la nécessité de connaître les lois naturelles et déclare que leur ignorance entraîne pour les hommes et pour les Sociétés des maux sans nombre. Les magistrats, surtout, qui ont à légiférer doivent tenir le plus grand compte, dans leurs décrets, de ces rapports nécessaires tirés de la nature des choses et à cette fin en faire une étude approfondie. Le but même de *l'Esprit des Loix* n'est-il pas d'instruire les hommes et notamment ceux qui les dirigent de ces vérités premières, qu'un examen pénétrant des faits et des vicissitudes des Sociétés humaines peut seul permettre de définir. L'on perçoit ainsi ce qui dans la doctrine physiocratique appartient à Montesquieu, comme ayant été défini et formulé expressément par lui : la notion des lois naturelles applicables à l'ordre social et analogues aux lois du monde physique, la nécessité pour les hommes de connaître exactement ces lois afin d'en tenir compte dans la conduite des Sociétés.

*

* *

Il nous faut maintenant en venir aux caractères donnés par les Physiocrates à la loi naturelle et c'est là que nous verrons apparaître des divergences profondes avec l'auteur de *l'Esprit des Loix*. Pour les Physiocrates, la loi naturelle est absolue, immuable et universelle. Le caractère absolu de la loi est le fondement même de la science économique.

Nous y avons fait allusion au début de cette étude, dans notre chapitre sur la loi naturelle ; l'économie politique ne peut être une science que si les lois formulées par elle sont absolues, le terme n'étant employé ici que pour la commodité du discours ; car, d'une part, aucune science ne comporte d'absolu, — et le développement contemporain de nos sciences exactes, comme l'astronomie par exemple, nous instruit précisément sur la relativité des lois scientifiques, qui ne valent que comme explication cohérente et rationnelle des faits auxquels elles s'appliquent, suivant l'état de nos connaissances, — et à ce titre les lois économiques ont-elles plus de valeur absolue, si paradoxal que la chose apparaisse, que les lois scientifiques proprement dites, du fait qu'elles concernent des phénomènes plus immédiate-

ment et complètement perceptibles, en tant qu'il s'agit de phénomènes humains, quels que soient les facteurs non humains qui s'y intègrent ; d'autre part, l'absolu des lois économiques ne saurait signifier qu'elles aient une expression strictement quantitative, encore moins mathématique.

Ces réserves faites, le caractère absolu des lois économiques, tel que les Physiocrates l'entendent des lois naturelles, devrait entraîner un déterminisme sociologique aussi rigoureux. On sait pourtant qu'il n'en est rien et que l'Ecole n'est rien moins que déterministe. L'absolu peut être, en effet, soit dans le possible, soit dans le réel. Pour les déterministes, la loi économique signifie que dans telles conditions, les hommes se comporteront de telle manière et l'on sait quelle preuve viennent fournir à leur thèse les constantes démographiques. Pour les Physiocrates, la loi naturelle est absolue, en ce sens que seule l'application de tels principes naturels permet la réalisation d'un équilibre parfait, ainsi, seul le régime de libre concurrence assure la prospérité économique ; toutes les entraves sous forme de restrictions ou de directions imposées aux échanges, empêchent l'établissement de l'équilibre que tend à assurer la loi naturelle de l'offre et de la demande.

Pour les déterministes, la loi est absolue, subjectivement, en ce sens que les hommes agissent d'une manière déterminée, se conforment exactement à la règle posée. Pour les Physiocrates, la loi est absolue objectivement en tant que si les hommes ne s'y conforment pas, ils n'obtiendront que des résultats défavorables et nuisibles. Le déterminisme ne suppose pas l'ordre naturel, dans l'acception originaire de ce terme : équilibre, harmonie. L'absolu de la loi naturelle, pour les Physiocrates, est celui de l'ordre naturel comportant équilibre et harmonie. En ce sens, la loi naturelle des Physiocrates répond davantage à la notion de loi précepte, — bien que pour eux elle comporte, en elle-même, sa propre sanction, — qu'à la notion de loi-constatation : existence de rapports nécessaires, constants, qui se reproduisent identiquement dès que les conditions prévues par la loi se trouvent réalisées.

* *

Les Physiocrates considèrent, d'autre part, la loi naturelle

comme universelle ; l'ordre naturel est international ; l'objet des Sociétés étant le même sous toutes les latitudes et dans tous les climats, les règles à mettre en vigueur par la législation positive seront partout identiques ⁵¹. « Le système des lois qui remplira le mieux cet objet, dit Turgot, sera le meilleur pour toutes les nations », et Mercier de la Rivière complète « l'ordre universel est l'ordre évidemment le plus avantageux à chaque nation, comme il l'est à chaque souverain et à chaque homme en particulier » ^{51*}. De ce principe discutable, les Physiocrates tireront des conclusions sur les rapports internationaux qui peuvent se comparer à celles de Montesquieu, bien qu'elles procèdent d'un esprit différent, — et il est certain que jamais Montesquieu n'aurait cru possibles des Etats-Unis d'Europe ⁵², précisément fondés sur l'identité d'intérêts et d'objet des différentes Sociétés les composant, — mais ils concluent, comme l'auteur de *l'Esprit des Lois*, à un idéal de paix, basé sur une conception économique, encore que cette notion économique soit singulièrement philosophique, comme nous l'avons déjà vu ; Mercier de la Rivière écrit ainsi que « l'état de paix est l'état naturel des nations » ^{52*}. On sait que Montesquieu fonde l'état de paix sur la solidarité et non sur l'identité d'objet des nations.

* *

Enfin, la loi naturelle est immuable ; préexistante et supérieure aux hommes, elle est constante et renferme en elle-même le principe de sa pérennité ⁵³. Ce caractère de l'ordre naturel peut paraître, d'une part, tendre à la fixité des sociétés, d'autre part, puisque l'inapplication de l'ordre naturel est le fait de la volonté des hommes et la conséquence de leurs institutions, impliquer la supériorité de l'état de nature sur l'état de sociétés. Les Physiocrates, cependant, tout en faisant l'apologie de l'état de nature qu'ils ne considèrent pas, du reste, comme l'isolement de l'individu mais comme l'état de multitude, quasi-

(51) Cf. BAUDIN : Cours cité.

(51*) Cités par BAUDIN : Ibid.

(52) Cf. Correspondance, Lettre 222.

(52*) Cité par BAUDIN : Ibid.

(53) Cf. BAUDIN : Ibid.

social, estiment que cet état n'est pas intrinsèquement supérieur : « il est seulement le meilleur possible dans les conditions d'infériorité sociale qui lui sont propres » ⁵⁴ ; l'état de société serait même meilleur, si, avec les moyens de progrès et de prospérité qu'elle a mis en œuvre, la société se conformait aux lois naturelles au lieu de s'en écarter.

*
* * *

A ces trois caractères de la loi naturelle définie par les Physiocrates, il convient d'opposer les idées de Montesquieu. Pour lui, la loi naturelle n'offre pas toujours un caractère absolu, car il n'est pas entièrement déterministe et il n'est pas non plus convaincu d'un ordre naturel tendant au parfait équilibre des activités humaines, comme nous le verrons plus loin. Nous trouvons chez lui certaines constantes qui semblent bien se rapprocher des lois économiques telles que les définissent les déterministes : nous citerons, en raison de son caractère exprès et formel, celle que nous avons vue le plus récemment, à savoir le rapport affirmé entre la fiscalité et la liberté ; il y a bien là la proclamation d'une relation constante et nécessaire entre deux ordres de faits distincts : la rigueur de la fiscalité est en raison directe de l'état de liberté politique ; telles conditions étant réalisées, nous verrons tel phénomène se produire. Nous sommes bien là en présence d'une loi-constatation catégorique.

Mais le déterminisme de Montesquieu est loin d'être absolu, en raison de la liberté d'action qu'il laisse aux hommes ; et en ce sens, certaines de ses conceptions se rapprochent de la notion physiocratique d'ordre naturel : ainsi, et toujours en matière fiscale, le gouvernement devra observer certaines lois naturelles, — proportionnalité des dépenses de l'Etat aux ressources des contribuables, par exemple, — faute de quoi le déséquilibre s'introduira dans les finances et la ruine menacera les fortunes privées. A l'inverse, et nous nous réservons d'y revenir, le législateur s'opposera à l'application de certaines lois naturelles, dont l'exécution peut paraître souhaitable théo-

(54) BAUDIN : Ibid

riquement, mais qui immédiatement seraient plus ou moins préjudiciables aux intérêts généraux de la nation : nous faisons allusion ici, notamment, au régime de libre concurrence en matière de commerce intérieur ou international. Ces quelques exemples font apparaître les différences essentielles qui séparent Montesquieu des Physiocrates : elles relèvent d'un principe que nous étudierons plus loin.

* *

Au point de vue de l'universalité de la loi naturelle, les divergences sont aussi apparentes : elles sont même si connues, — en ce sens que les théories de Montesquieu peuvent servir d'argumentation décisive contre l'arbitraire de la doctrine physiocratique, — que nous n'aurons pas à y insister. La législation positive que les Physiocrates veulent conformer dans tous les pays à un ordre naturel identique, varie en fait dans chaque Etat, suivant les conditions de milieu physique, politique, social, psychologique et moral propres à chaque Etat. C'est un des principaux mérites de Montesquieu d'avoir montré comment la législation interne devait s'adapter à ces facteurs qui sont aussi variés et complexes que possible ; ainsi, s'effondre dans la réalité le dogme de l'ordre naturel universel ; non pas qu'il n'existe certaines règles universelles en matière économique notamment, et par exemple la loi de l'offre et de la demande, mais leur application s'entoure de conditions si différentes que leur noyau de généralité est des plus réduit et que les législations en tiendront moins compte que des circonstances d'application.

Il n'en va pas de même dans l'ordre international et les progrès spirituels et moraux tendent à établir, — ne jugeons pas d'après les circonstances présentes, — un code du Droit des Gens applicable à tous les Etats. Montesquieu y fait explicitement allusion au livre I, chapitre 3, de l'*Esprit des Lois*. Toutefois, il semble bien que nous nous trouvions ici dans un domaine où l'ordre universel serait bien plus d'essence morale, de caractère volontaire, que basé sur des nécessités naturelles. De même, pour les législations internes, il va de soi que les communications des peuples, l'interpénétration des civilisations nivèlent les différences politiques, sociales, voire ethniques et

tendent à établir des conditions assez semblables pour l'application des lois naturelles universelles, — notons que nous sommes ici moins sur le plan des lois-constatations que de l'ordre naturel — ; il n'empêche qu'il subsistera toujours des différences de milieu qui s'imposeront au législateur. Nous avons assez souligné au cours de notre étude l'importance de l'influence du milieu telle que Montesquieu l'a mise en valeur et elle est suffisamment connue pour que nous nous y arrêtions à nouveau.

* *

La question de l'immuabilité des lois naturelles est plus délicate ; l'influence du milieu physique, par exemple, offre bien une constance qui tend à déterminer, sans modification appréciable, le caractère, les usages et les activités des hommes au cours des âges ; Montesquieu l'a souligné lui-même expressément à propos des peuples de l'Orient ; nous avons fait allusion, bien que l'exemple puisse paraître tendancieux, à la Russie ; en un sens, les facteurs physiques auxquels l'auteur donne la part que l'on a vue, présentent bien une certaine immuabilité.

Mais si la nature des choses joue un rôle, celui de la nature humaine n'est pas moins important ; or, nous avons vu que si Montesquieu admet un ordre naturel, au sens de conservation des sociétés, cet ordre est formé par l'équilibre harmonieux des éléments naturels et des éléments humains. L'homme agit constamment sur les premiers, il parvient à les modifier, il évolue lui-même et l'équilibre ainsi obtenu n'est plus le résultat des mêmes combinaisons. L'évolution des sociétés est un des phénomènes que Montesquieu a le mieux mis en relief et dont il a donné une remarquable illustration dans ses *Considérations sur les Romains*. Il ressort de cette évolution qu'il n'y a pas un ordre unique et immuable pour toutes les sociétés et toutes les époques.

On objectera que la nature humaine est éternellement pareille à elle-même et l'on a vu plus haut quelle valeur il fallait accorder à des lois comme celle du moindre effort ou de l'intérêt personnel ; Montesquieu n'ignore pas cette constance et devons nous rappeler ses paroles au sujet de la possibilité de certains principes analogue à la possibilité du cercle : toute

société suppose des règles qui lui sont, en quelque sorte, intrinsèques, supérieures et indépendantes : ainsi, dans l'ordre économique, la loi de l'offre et de la demande ⁵⁵, — nous y revenons toujours en raison de son caractère élémentaire, — ne régit-elle pas les activités de l'homme, quels que soient le temps et le lieu ? Mais les lois qui possèdent un tel caractère irréfutable sont très rares et du fait de ce caractère élémentaire, que nous avons souligné, les facteurs qui interviennent pour leur application sont trop différents dans le temps et dans l'espace pour que leur immuabilité se reproduise dans leurs conséquences ⁵⁶.

Montesquieu a bien montré que l'on retrouve toujours dans l'histoire des Sociétés, les mêmes causes déterminantes, autrement dit les mêmes lois, mais elles ne produisent jamais les mêmes effets, parce qu'elles s'appliquent dans des conditions, dans des milieux humains, différents. Si donc la doctrine de Montesquieu est moins directement opposée ici à celle des Physiocrates, elle comporte autant de nuances, de tempéraments et de justes discriminations qu'en réclame l'observation scientifique des réalités : immuabilité dans la nature des choses, immuabilité dans les traits fondamentaux de la nature humaine ; mais non dans l'ordre qu'elles composent par leur réciproque action.



Le rapprochement des conceptions philosophiques de Montesquieu et des Physiocrates nous permettra d'éclairer davantage leurs positions respectives et d'élucider mieux leurs points de contact comme leurs divergences. Nous avons déjà souligné que la doctrine physiocratique, pour se prétendre dégagée de toute métaphysique comme de tout apriorisme, proclame un ordre naturel que ne parvient pas à prouver l'observation des faits et qui, au surplus, se révèle d'essence non seulement mé-

(55) Cf. BOUSQUET : *Les phénomènes diallectiques*, dans *Revue d'économie politique*, 1938.

(56) Cf. Livre inédit de *l'Esprit des Lois*, dans l'ouvrage cité de BARCK-HAUSEN.

taphysique, mais théologique : l'ordre naturel proclamé par les Physiocrates est, en effet, un ordre providentiel : toutes les lois naturelles tendent à réaliser l'équilibre et la prospérité et en conséquence, toute contravention humaine à ces lois porte atteinte à l'équilibre et éloigne la prospérité.

L'ordre naturel social procède de l'ordre physique, mais l'un et l'autre sont d'origine divine : la loi naturelle est morale, elle est juste et nous avons vu plus haut que pour Quesnay « le bien physique et le mal physique, le bien moral et le mal moral ont leur origine dans les lois naturelles » ⁵⁷. La doctrine physiocratique repose toute entière sur un postulat : la bonté des lois naturelles ; elle est finaliste, elle est d'ordre éthique. L'ordre naturel constitue l'application d'un plan divin qui est entièrement conçu en vue de la prospérité et du bonheur des hommes, conception singulièrement optimiste, comme tous les critiques le soulignent, qui ne manque sans doute pas de grandeur, ainsi qu'on l'observe également en général, mais qui est loin de correspondre à la réalité.

* *

La position de Montesquieu est tout autre, encore qu'elle comporte certains points de contact : ainsi, nous avons fait remarquer qu'à son point de départ, l'auteur semble s'orienter vers l'idée d'un ordre naturel : tout comme le monde physique, le monde intelligent est gouverné par des lois, et les lois de l'univers sont d'origine divine. Mais, dès l'abord, il s'agit seulement de l'ordre social qui répond à certains principes essentiels. Montesquieu n'y inclut pas la morale et ne fait pas dépendre, comme Quesnay, le bien moral des lois naturelles ; certes, les principes élémentaires de justice et d'équité sont aussi des lois naturelles, antérieures et supérieures à l'homme, mais d'une autre essence que les lois naturelles auxquelles obéit l'ordre économique, social et politique ; telle est, du moins, la conclusion qui ressort, sinon de la Préface de *l'Esprit des Loix*, du moins de l'ensemble de l'œuvre. La pensée de Montesquieu est, en un mot, dégagée du providentialisme théiste qui aveuglera les Physiocrates ; elle est positive.

(57) Cf. BAUDIN : Cours cité.

Si les lois naturelles sociales, — ce terme excluant d'une part la physique, et d'autre part le moral, — sont d'origine divine, il ne s'ensuit pas qu'elles tendent uniformément à l'équilibre et à la prospérité, qu'il suffise aux hommes et aux sociétés de s'y conformer pour connaître la paix et le bonheur, en un mot qu'elles soient forcément bonnes comme en sont convaincus les Physiocrates. Et il est curieux de remarquer qu'en cette matière le philosophe areligieux que s'avère Montesquieu, en dépit des apparences, dans *l'Esprit des Loix*, est plus près de la conception catholique orthodoxe que les Physiocrates spiritualistes et religieux, chez qui l'on relève des références formelles à l'Evangile comme aux œuvres des canonistes catholiques : en effet, l'imperfection de l'ordre naturel, quoique d'origine divine, se justifie très bien par l'explication de la faute originelle, l'un des dogmes essentiels, comme l'on sait, de la religion catholique et qui forme, du point de vue théologique, l'explication fondamentale et universelle du monde créé, la clé de l'ordre comme des désordres naturels.

* *

Quoiqu'il en soit de cette remarque, il est patent que Montesquieu ne croit pas à la bonté des lois naturelles en elles-mêmes et indistinctement, et que le finalisme caractéristique des Physiocrates est entièrement étranger à son œuvre, c'est ce qui le distingue foncièrement de l'Ecole de Quesnay. Montesquieu ne se préoccupe pas de la fin ou de la cause des lois naturelles, mais de leurs résultats : il cherche à les découvrir, non à les justifier ; ainsi trouvera-t-on chez lui des lois naturelles dont l'observation doit permettre un certain équilibre, comme des lois également naturelles, ainsi l'influence du climat, qui peuvent avoir des conséquences défavorables et contre lesquelles le législateur doit porter tous ses efforts, enfin des lois, nous nous excusons de le répéter, dont l'exécution est logiquement désirable, mais que le souci de l'intérêt immédiat des sociétés doit faire différer.

L'absence totale de finalisme chez Montesquieu explique donc

(58) Sur l'antifinalisme de Montesquieu, voir en particulier *Pensées*, 730.

comment, dans son œuvre, l'intervention du législateur est toute différente du rôle que lui assignent les Physiocrates ; pour ceux-ci, le despote éclairé doit se borner à bien connaître les lois naturelles et à faciliter, voire à imposer, leur application. Pour Montesquieu, le législateur ne devra pas être moins éclairé sur les lois naturelles, — et nous savons que cette conception lui est originale, en tous cas dans sa généralisation, et antérieure aux Physiocrates —, mais il se gardera d'en assurer aveuglément l'observation, se comportant à leur égard suivant les conséquences bonnes ou mauvaises, — foncièrement ou temporairement —, que leur application peut avoir pour la société intéressée.

L'on constate ainsi que si la notion d'ordre naturel n'est pas étrangère à Montesquieu, la conception finaliste d'un ordre intrinsèquement bon est exclue de son œuvre ; pour lui, le législateur n'est pas le serviteur attentif et dévoué d'un ordre naturel, expression de la volonté divine, il est le guide, le pilote qui doit concilier l'application des lois naturelles avec l'intérêt général de la Société dont il est responsable, c'est-à-dire aussi bien les faire observer contre la volonté d'individus ignorants, qu'empêcher, déjouer ou retarder leur exécution, envers ou contre le gré des membres de la Société.

Montesquieu n'est donc pas optimiste, et il ne saurait l'être, puisqu'il n'est pas finaliste ; au regard des théories physiocratiques, ses conclusions peuvent paraître pessimistes, mais nous avons déjà vu qu'il s'agit plutôt d'une grande clairvoyance et d'une connaissance approfondie des hommes, de leurs mœurs et de leurs passions. Même s'il croyait à un ordre naturel, Montesquieu jugerait sans doute les hommes incapables de s'y conformer, de même qu'il reste sceptique sur l'usage qu'ils feraient de leurs connaissances, lorsque les lois naturelles, bonnes ou mauvaises, leur seraient manifestées dans une éclatante clarté.

CONCLUSION

L'idée de loi naturelle chez Montesquieu : part de la nature et de l'homme dans la réalisation de l'équilibre économique. — L'apport de Montesquieu en économie politique : indépendance et caractère scientifique de l'économie.

L'approximation que nous avons tentée, en rapprochant les idées des Physiocrates et celles de Montesquieu, en matière de loi naturelle, doit nous permettre d'esquisser, en manière de conclusion, une analyse plus précise de la pensée de l'auteur à ce sujet.

La loi naturelle, en économie politique, peut se présenter sous trois aspects : ou bien il s'agit de rapports constants et nécessaires, faisant l'objet de constatations répétées et probantes et permettant de définir une loi scientifique, ou bien il s'agit de forces naturelles tendant à réaliser un équilibre et une harmonie aussi parfaits que possible, ou bien encore l'on désigne sous ce nom des principes également tirés de la nature des choses et dont la connaissance permettra à l'homme de diriger et d'orienter au mieux ses activités, en tenant compte de ces principes, soit pour s'y conformer, soit pour éluder leur application.

La première conception est pratiquement exclusive du libre arbitre, dans le sens que nous avons vu précédemment, et exprime la position du déterminisme sociologique ; les deux autres font appel à la volonté de l'homme pour l'application des lois naturelles, mais l'une est finaliste, l'autre est foncièrement objective et désintéressée et s'en tient aux résultats concrets : elle est en conséquence aussi scientifique que la première, puisqu'elle se borne à tirer de l'observation des faits, des expé-

riences qui soient en même temps des enseignements à l'usage de l'homme.



Entre ces trois conceptions, est-il possible de fixer celle de Montesquieu ? Il semble bien qu'il se soit attaché surtout à la troisième, bien que certaines de ses conclusions relèvent de la première, la seconde n'étant jamais expressément et définitivement affirmée.

De la position déterministe procèdent tous les rapports nécessaires décrits par Montesquieu : les lois qui régissent l'homme à l'état de nature, bien que participant de l'ordre physiologique, appartiennent à cette catégorie, mais surtout toutes les relations qu'affirme Montesquieu entre des phénomènes distincts : ainsi des rapports entre telle institution politique et telle orientation économique ; nous en avons contesté l'exactitude, il n'empêche qu'ils constituent dans leur essence des lois scientifiques, des lois-constatations.

De même, l'influence du milieu sur l'économie ; c'est là, aux yeux de certains, qu'il faut voir l'apport capital de Montesquieu en matière économique et sociologique et la théorie innovée par l'auteur est nettement déterministe. Dans le rôle du climat, du terrain, des facteurs physiques en général, ainsi que des éléments non physiques, comme les mœurs, les coutumes, les usages d'une nation, l'on peut voir, sous les réserves que nous indiquerons plus loin, des enchaînements tels qu'ils permettent d'affirmer la coexistence ou la succession de phénomènes distincts et définis : une situation physique ou géographique donnée oriente un peuple vers le commerce ; un climat répondant à certaines caractéristiques entraînera dans l'activité économique d'une nation des conséquences également déterminées et par conséquent prévisibles. Nous pourrions multiplier les exemples de ces rapports répondant à la notion de loi-constatation.

Nous citerons encore, parce qu'elles répondent à l'idée générale de loi économique, les lois formulées par Montesquieu en matière monétaire et notamment la loi de l'offre et de la demande : elles représentent bien dans son esprit des rapports nécessaires où tels précédents étant donnés, la conséquence pré-

vue s'ensuit fatalement ; de même, en matière démographique, cette fois, la loi suivant laquelle la natalité est en raison inverse de l'état de développement et de civilisation d'une nation.

* *

La conception physiocratique des lois naturelles tendant fatalement au bonheur des hommes, pour autant du moins que ceux-ci n'en contrarient pas le libre jeu, est, nous l'avons dit, étrangère à Montesquieu. Ainsi, l'affirmation d'un ordre naturel universel, placée au seuil de l'*Esprit des Loix* et qui pourrait conduire à une assimilation hâtive avec les Physiocrates est-elle corrigée et mise au point par tous les développements successifs de l'ouvrage.

Montesquieu n'en constate pas moins l'existence de lois naturelles dont l'exécution est favorable aux intérêts de l'homme et des sociétés ; davantage, certaines de ces lois paraissent, dans son œuvre, tendre à assurer un certain équilibre, quels que soient les efforts contraires des hommes ; mais on a vu comment Montesquieu tempère et nuance cette notion de bonté de l'ordre naturel, et comment le législateur est amené à déjouer ou à différer l'application de telles lois, en vue de l'intérêt de la société ; par exemple, en matière de commerce international, malgré l'intérêt intrinsèque du résultat final du régime de libre concurrence.

La conception d'une nature dont toutes les forces s'orientent spontanément vers la satisfaction des nécessités et des intérêts humains ne se trouve donc pas chez Montesquieu, bien qu'il constate l'existence de lois plus ou moins nombreuses, plus ou moins importantes, qui présentent ce caractère, ainsi des tendances naturelles qui visent à rétablir spontanément, dans une certaine mesure, un équilibre compromis du fait de l'homme ou des conditions propres à certaines sociétés, par exemple, le luxe compensant l'inégalité des fortunes, les excès du despotisme s'annulant ou tout au moins s'atténuant par leur action réciproque.

* *

Mais ce qui domine chez Montesquieu, c'est la constatation de forces naturelles qui, tout en donnant normalement lieu à

des constantes régulières, peuvent être, jusqu'à un certain point, corrigées ou modifiées par l'homme, conformément à son intérêt et en second lieu de limites naturelles qui s'imposent à l'action volontaire de l'homme, lois de nature qui coïncident avec les déductions de la logique et du bon sens¹ : il existe des nécessités naturelles auxquelles l'homme tendrait vainement de s'opposer ; nous en avons vu l'application, par exemple, pour l'interdiction de l'usure ; il existe des limites naturelles que l'homme tenterait vainement de franchir : ainsi, de vouloir donner, politiquement, à un pays une orientation économique que ne permettent ni ses ressources naturelles, ni sa situation géographique.

Les forces naturelles que l'homme peut modifier ou corriger, nous en avons trouvé maints exemples ; l'influence du climat est un des plus caractéristiques : dans un pays où le climat amollit les hommes, le législateur devra prendre des mesures pour stimuler leur activité ; de même, là où le terrain est peu productif, il veillera à encourager l'agriculture et fera bénéficier l'exploitation du sol d'une protection qui pourra se traduire positivement par des avantages donnés aux producteurs, négativement, par des charges imposées aux classes stériles.

Nous avons déjà caractérisé ce rôle du législateur qui, tantôt favorisera l'application des lois naturelles, tantôt l'ajournera parce que cette application, en soi et théoriquement désirable, serait, dans la réalité, préjudiciable aux intérêts immédiats de la société, tantôt même se préoccupera de corriger, d'atténuer, de combattre des influences néfastes. D'autre part, il aura soin de ne jamais prendre des mesures qui iraient ouvertement à l'encontre des lois naturelles irréfragables et qui ne pourraient engendrer que des désordres et des abus, application partielle, circonspecte et réaliste d'une conception qui chez les Physiocrates prendra, on le sait, un caractère aussi théorique qu'absolu.

*

* *

(1) Cf. E. L. XII, 4. XXVI, 24.

On voit ainsi s'établir chez Montesquieu, de façon en quelque sorte sous-jacente, une théorie de l'équilibre aussi forte, aussi charpentée que celle des Physiocrates, mais beaucoup plus rationnelle et concrète et fondée sur la nature des choses : l'économie doit tendre à un certain équilibre, à l'équilibre le plus parfait possible dans la mesure des possibilités et des faiblesses humaines ; cet équilibre, la nature ne saurait le réaliser spontanément et à elle seule ; si elle fournit certaines limites et certaines forces qui tendent du reste peut-être plus à rétablir l'équilibre menacé ou ébranlé par l'homme, qu'à l'assurer directement, l'homme a un rôle à jouer et la loi naturelle n'exclut ni la part de l'intelligence, ni celle du libre arbitre ².

L'équilibre économique est le résultat complexe du jeu des forces naturelles et des initiatives humaines, qui se complètent et s'harmonisent, non pas toujours en s'ajoutant et en s'unissant, mais aussi en se contrebalançant et en s'opposant, et c'est ce qui explique qu'un tel équilibre se trouve si rarement réalisé ; une telle conception se rapproche sans doute de celle des Physiocrates ; mais ici, si l'équilibre n'est pas assuré, ce n'est pas tant parce que l'homme ignore ou méconnaît les lois naturelles et agit à leur encontre, que parce qu'il n'en tient pas compte et ne s'adapte pas à ces lois, adaptation signifiant aussi bien lutte, correction, qu'adoption, et dans ce dernier cas adoption intelligente et raisonnée, non pas aveugle et servile ³. Telle nous paraît bien être la pensée profonde de Montesquieu, compte tenu de la souplesse et de la fluidité de cette pensée, de sa complexité comme de ses contradictions.

* *

On peut y retrouver aussi le principe de conservation qui, selon Barckhausen, forme le ressort essentiel et caché, la clef de voûte de l'œuvre de Montesquieu. La conservation est la loi de la nature et de l'homme. Si l'on se refuse à penser avec les finalistes que la nature est créée pour l'homme et tout entière organisée en vue de son complet épanouissement, il n'en est pas moins vrai que l'homme, comme tous les autres êtres, fait

(2) Cf. *Pensées*, 1208 et 1209.

(3) Cf. *Pensées*, *ibid.*

partie intégrante de la nature, qu'il vit en elle et par elle et que dès lors, sa conservation doit être spontanément assurée par les éléments qui conditionnent son existence et auxquels il s'adapte et s'accorde naturellement.

Mais au contraire des autres éléments qui composent le monde créé et qui obéissent à des lois invariables et sur lesquelles ils ne sauraient avoir aucune prise, l'homme n'est pas un simple produit de la nature, ordonné suivant des règles fixes, à son milieu ; sa conservation n'est pas assurée par la nature seule, mais par son activité propre et volontaire ; et à mesure qu'il s'élève, s'éloigne et s'écarte de la nature, ce rôle actif devient plus important, voire prépondérant, car il est amené à se conserver dans des conditions où, selon la seule loi de nature, il aurait dû disparaître. La nature seule ne suffit donc pas à l'homme ; sa conservation et celle des sociétés, instinct qui reste une loi dans l'ordre humain, exige à l'égard des éléments naturels une action qui va de la conformité jusqu'à la domination. Cependant cette conservation même a ses règles et ses lois, et l'action de l'homme à l'égard de la nature, de la nature humaine à l'égard de la nature des choses, des sociétés humaines à l'égard de leur milieu, cette action volontaire obéit à des principes qui présentent, comme les lois du monde inanimé ou du monde animal, des caractères de constance et de régularité, sinon d'absolue fatalité.



Nous avons déjà dit que beaucoup de critiques avaient jugé sévèrement ou plus généralement dédaigné l'œuvre économique de Montesquieu, et ceci non seulement au XVIII^e siècle, mais postérieurement. Il est certain que les théories économiques proprement dites de l'auteur offrent prise à la critique : on peut montrer les points faibles de sa théorie quantitative de la monnaie, souligner les insuffisances et les lacunes de ses idées financières, faire valoir que la plupart des lois économiques fondamentales ne figurent pas dans son œuvre et que celles qui s'y trouvent énoncées ne sont même pas rationnellement analysées, ainsi pour la loi de l'offre et de la demande.

Nous nous sommes précédemment expliqué sur les limites de la compétence de Montesquieu en matière économique et financière ; bien des notions techniques lui sont étrangères, voire même indifférentes, — mais ceci plus rarement, car sa curiosité s'exerce inlassablement dans tous les domaines — ; il faut prendre garde aussi, ce qui explique beaucoup des défauts relevés dans son œuvre, que l'*Esprit des Loix* n'est pas un traité d'économie politique. Dans un autre sens, l'on peut reprocher à Montesquieu, — et nous ne nous en sommes pas fait faute, — un certain esprit de système, peut-être plus apparent que profond au demeurant, et qui donnerait à penser que l'influence des constitutions politiques sur les caractéristiques générales et l'évolution d'une nation, est aussi importante, sinon davantage, que celle des facteurs naturels.

* *

Ces réserves faites, il convient de reconnaître l'apport dont l'économie politique, en tant que discipline scientifique, est redevable à Montesquieu, apport beaucoup plus considérable et décisif, à nos yeux, que les théories particulières, si intéressantes soient-elles, de bien des spécialistes des questions économiques. On accorde généralement aux Physiocrates le mérite d'avoir dégagé l'économie politique des liens qui l'unissaient jusque là à d'autres disciplines, art politique et morale en particulier. Il semble incontestable que cette initiative si féconde et si riche de conséquences doive être portée à l'actif de Montesquieu et qu'il ait le premier rompu de telles entraves, donnant à la science économique l'autonomie qui devait s'élargir et se fortifier après lui et devenir au xix^e siècle une véritable et peut-être excessive indépendance.

Les Physiocrates se sont affirmés les créateurs d'une science économique et il n'est pas douteux qu'ils ont été des précurseurs en proclamant non seulement l'importance, mais la prédominance de l'ordre économique, en mettant l'accent, du reste, sur l'aspect physique de cet ordre. Seulement, nous savons tout ce que leur conception, apparemment économique, renferme d'éléments philosophiques, davantage théologiques. Bien loin d'être d'origine purement scientifique, la doctrine physiocratique est d'essence métaphysique puisqu'elle fonde

toute l'économie sur un ordre naturel providentiel et divin. L'Ecole ne se borne pas à proclamer l'existence d'un ordre naturel spontané, que l'observation scientifique ne saurait prouver, en matière sociologique et économique ; elle donne à cet ordre naturel un fondement théologique. La loi naturelle, dès lors, et sans dénier pour autant aux Physiocrates les mérites et la fécondité de leurs conclusions, demeure enfermée dans le cadre de l'éthique ; elle reste une loi précepte, comportant une sanction intrinsèque mais de caractère moral et facultatif, et par essence, finaliste.

* *

Avons-nous besoin de faire ressortir en regard le caractère beaucoup plus scientifique des conceptions de Montesquieu ? L'auteur de *l'Esprit des Lois* exclut résolument de son œuvre tout fondement philosophique et moral et s'il affirme, comme les Physiocrates, l'existence d'un ordre naturel universel créé par Dieu, il étudie les lois de l'ordre social comme un savant croyant étudierait les lois de la physique ou celles de l'astronomie, avec une absence complète de préjugés, un désintéressement, une impartialité aussi totale que possible. Il faut souligner l'importance de cette observation scientifique qui fait de Montesquieu un précurseur des méthodes sociologiques modernes et le fondateur, avant la lettre, du positivisme.

Auguste Comte ⁴ s'en est bien aperçu et a été probablement le premier à reconnaître l'apport de Montesquieu dans le domaine de la sociologie et de l'économie. Pour lui : « la première et la plus importante série de travaux directement destinés à constituer enfin la science sociale est... celle du grand Montesquieu dans les *Romains* et dans *l'Esprit des Lois* ; on y sent la tendance prépondérante à concevoir tous les phénomènes politiques comme aussi nécessairement assujettis à d'invariables lois naturelles que tous les autres phénomènes quelconques » ⁵. Il loue sans réserves l'originalité caractéristique de la conception du philosophe ; à une époque où les plus éminents

(4) Cf. *Cours de Philosophie positive*, 47^e leçon. Cf. aussi : *Opuscules de philosophie sociale* : plan des travaux scientifiques.

(5) *Cours de Philosophie positive*, 47^e leçon.

esprits, essentiellement préoccupés d'utopies métaphysiques, croient encore à la puissance absolue et indéfinie des législateurs, Montesquieu montre au contraire que les phénomènes politiques sont « réglés par des lois pleinement naturelles dont l'exacte connaissance devrait nécessairement servir de base rationnelle à toute sage spéculation sociale, finalement propre à guider utilement les combinaisons pratiques des hommes d'Etat »⁶.

Et après avoir reproché à l'auteur de *l'Esprit des Loïs* de n'avoir pas suffisamment tiré parti, — dans le sens positiviste, on s'en doute, — de ses principes directeurs, A. Comte conclut en déclarant que Montesquieu ne pourra être pleinement apprécié que par la postérité, seule susceptible de juger de la haute valeur des initiatives précoces du philosophe et des lumineuses et indispensables indications préliminaires dont la science sociale lui est redevable.

Auguste Comte, tout en insistant, conformément à ses tendances propres, sur le déterminisme que l'on peut trouver dans *l'Esprit des Loïs*, a bien souligné le rôle de Montesquieu qui oppose aux utopies des philosophes et des théoriciens de la politique, les lois de la science sociale et économique dont il constitue les premiers fondements. C'est, en effet, un pas dont on ne saurait assez mettre en relief l'importance que Montesquieu fait ainsi franchir aux sciences humaines en les dégagant de toute notion éthique. A ce seul titre, il peut être considéré comme un fondateur de l'économie politique moderne, car il a dégagé cette science des disciplines étrangères où on l'intégrait encore généralement avant lui.

*
* *
*

Comme nous le disions, au début de cette étude, Montesquieu se préoccupe d'observer et d'expliquer les faits ; il s'attache à ce qui est, en faisant abstraction de ce qui doit ou devrait être :

(6) Id., *ibid.*

de l'observation des faits, il tirera des lois générales qui expliquent leur formation et leur genèse ; de la nature de ces lois, de leur absolu ou de leur relativité, de leur influence favorable ou défavorable, des enseignements découlent dont l'homme et spécialement le législateur doivent tenir compte et tirer profit intelligemment. Montesquieu a donc bien tenu la promesse qu'il formulait au seuil de *l'Esprit des Loïs* : les principes qu'il dégage, il les découvre dans la nature des choses. L'application de la méthode expérimentale et scientifique qu'il inaugure permettra le développement de l'économie politique, comme l'affirmation et la définition des lois naturelles poseront les assises fondamentales de cette nouvelle science.

Ces lois, nous avons vu comment Montesquieu distingue celles qui sont irréfragables et ne sauraient être violées par l'homme sans qu'il s'expose à un fatal « retour des choses » et celles que l'homme peut, à son gré et dans une certaine mesure, modifier, différer, voire corriger et empêcher. Les premières s'apparentent aux règles de la logique et du bon sens et Montesquieu a montré, dès le début de *l'Esprit des Loïs*⁷ quel rôle la raison de l'homme devait jouer dans le discernement et la connaissance de ces lois naturelles ; elles se réduisent à constater l'existence de faits, de forces, contre lesquelles l'homme se heurterait et se mesurerait vainement ; comme l'exprime l'adage populaire et comme le répète Montesquieu lui-même, aucun législateur ne saurait obtenir le nombre cinq en additionnant deux et deux, quelles que soient la subtilité de ses théories et l'habileté de leur application ; la nature se venge, dit encore la voix populaire, c'est le « juste retour des choses » dont nous entendons tant parler à propos de méthodes politiques contemporaines qui ignorent délibérément la nature des choses.

Montesquieu a mis en lumière, à une époque où l'art politique tenait compte davantage des possibilités humaines que des forces de la nature, cette évidence qui, au contraire de l'évidence physiocratique, est perceptible par toute intelligence normale ; il n'est pas moins nécessaire de la faire apparaître, car, ainsi que l'indique encore Montesquieu lui-même⁸,

(7) E. L. I, 3. Cf. aussi XII, 4. XXVI, 24.

(8) Préface de *l'Esprit des Loïs*.

les efforts des hommes tendent généralement, pour des fins intéressées, à la dissimuler et à la déguiser.

* *

En dehors de ces lois irréfragables, l'auteur montre les influences naturelles constantes auxquelles les sociétés s'adaptent spontanément et par qui elles sont, dans une certaine mesure, déterminées, facteurs tels que le climat, le terrain, les ressources, etc... qu'il analyse longuement et que nous avons précédemment retracés. De l'influence que l'on donne respectivement à ces constantes et au libre arbitre dépend leur caractère de déterminisme : si l'on estime que dans une situation donnée, les actions et réactions de l'homme sont identiques et régulièrement prévisibles, en tant que conditionnées, causées par des facteurs extrinsèques, l'on introduit le déterminisme dans l'activité humaine.

*
* *

Nous nous sommes efforcé de mettre en relief que, tout en reconnaissant la régularité, la constance des lois qu'il définit, Montesquieu n'est pas délibérément et foncièrement fataliste, nous posons ce qualificatif restrictif, en raison de l'apparence que présente parfois l'attitude de l'auteur, à propos du suicide par exemple, et qui lui a valu la réprobation des critiques catholiques de son époque. Sur l'existence du libre arbitre même, l'opinion de Montesquieu n'est pas douteuse et il s'en est expliqué dans les *Lettres Persanes* ⁹ à propos de la prédestination et de la prescience divine. « Comment Dieu pourrait-il prévoir les choses qui dépendent de la détermination des causes libres ? Il ne pourrait les voir que de deux manières : par conjecture, ce qui est contradictoire avec la prescience infinie, ou bien il les verrait comme des effets nécessaires qui suivraient infailliblement d'une cause qui les produirait de même, ce qui est encore plus contradictoire ; car l'âme... ne le serait pas plus

(9) L. P. 69.

(libre) qu'une boule de billard n'est libre de se remuer lorsqu'elle est poussée par une autre ».

On fera valoir que si Montesquieu affirme le libre arbitre pour l'homme considéré individuellement, sa définition des lois, rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses, postule le déterminisme quant aux phénomènes sociaux, position qui n'est pas contradictoire, comme on s'en est expliqué précédemment, la libre détermination de l'acte individuel se conciliant parfaitement avec la nécessité de la somme des mêmes actes envisagés en masse, socialement. Ainsi que le dit Nietzsche ¹⁰ : « De ce qu'un phénomène se déroule régulièrement et selon un processus mesurable, il ne s'ensuit pas qu'il se produise nécessairement. Parce qu'une seule et même quantité de force produit chaque fois un seul et même effet bien déterminé, cela n'implique pas que la volonté ne soit pas libre... parce que je fais quelque chose de déterminé, il ne s'ensuit nullement que je le fasse en y étant contraint ».

*
* *

Mais il nous semble qu'il faut aller plus loin pour Montesquieu et que son déterminisme social est nuancé, atténué par toute la part qu'il laisse au libre arbitre, ou, si l'on veut, pour reprendre, dans un sens différent, les expressions mêmes de l'auteur, par l'influence de la nature humaine sur la nature des choses. Son fatalisme n'est pas aveugle comme est aveugle l'optimisme des Physiocrates ; sans doute, et c'est là le fondement de la science économique, l'auteur de *l'Esprit des Lois* constate des rapports réguliers et nécessaires qui découlent de la nature des choses, mais, par le fait même que les conditions de réalisation d'un phénomène donné sont pour une part entre les mains de l'homme, il ne s'agit plus d'une nécessité naturelle, physique, indépendante de la volonté humaine.

En d'autres termes, non seulement les lois naturelles ne sont pas toutes irréfragables, et ce caractère n'implique pas leur inviolabilité, mais encore les rapports nécessaires que pré-

(10) NIETZSCHE : *La volonté de puissance*.

sente l'enchaînement des phénomènes humains supposent une intervention humaine : régularité et constance, en un certain sens nécessité : soit, parce que le facteur humain joue naturellement dans le sens de sa conservation et de son intérêt ; asservissement de l'homme aux forces de la nature : non ; orientation normalement donnée aux activités de l'homme par des facteurs naturels : oui, fatalement acceptée : non. Déterminisme, mais seulement dans la mesure où l'on affirme que certaines conditions étant posées, soit directement par la nature, soit indirectement (constitution politique, législation, institutions, mœurs, usages, etc...), sous l'influence d'éléments naturels, les hommes se détermineront dans un sens donné, sans que soit exclu l'impondérable de l'intervention d'une volonté humaine qui, à elle seule, fait échec au concours de toutes les forces naturelles, sans que soit impliquée même l'obéissance aveugle de l'homme à ces forces naturelles.



L'ensemble des forces qui entourent l'homme le prédisposent à telle activité, elles ne le déterminent pas rigoureusement, comme les conditions d'un phénomène physique une fois établies rendent inéluctable ce phénomène. Les phénomènes sociaux, on l'a dit, présentent une complexité telle que l'on n'en saurait dégager qu'un noyau de généralité extrêmement réduit, élémentaire ; la loi est formulée toutes choses étant égales d'ailleurs ¹¹, mais au rebours de l'expérience physique, où les facteurs actifs et les caractéristiques du milieu, pression, température, stérilisation, etc... sont relativement faciles à reproduire, les conditions établies par la loi sociologique ou économique ne peuvent se trouver réunies qu'extrêmement rarement dans le domaine de l'activité humaine. Chaque phénomène social présente dans sa répétition une telle variété et une telle diversité de circonstances et de facteurs qu'il met en jeu

(11) Cf. BARTHÉLEMY RAYNAUD : Op. cité, t. II.

non pas une loi, mais un nombre plus ou moins grand de lois, parfois contradictoires ¹².

L'on objectera que cet enchevêtrement de lois ¹³ ne peut constituer une objection sérieuse à l'encontre du déterminisme sociologique et que si nous avons concilié nécessité et libre arbitre et éludé la nécessité absolue, nous n'avons pas jusqu'ici montré comment Montesquieu écarte ou même atténue l'influence déterminante des éléments naturels sur l'activité humaine.

Nous reprendrons à ce sujet la distinction que nous formulions plus haut entre nature humaine et nature des choses. L'homme agit sur la nature des choses, et il ne s'agit pas de ces actions qui bien que volontaires sont prévisibles, parce que déterminées par des facteurs donnés, mais d'une action qui change et transforme le jeu des facteurs naturels, de telle sorte que la nécessité de lois économiques ou sociologiques se trouve singulièrement compromise. En même temps qu'il modifie les conditions naturelles de son existence et de son activité, l'homme lui-même évolue ; la nature humaine présente un fonds identique et éternel, il n'empêche qu'elle s'affine et se perfectionne au cours des âges et la loi du progrès social et moral, si discréditée comme celle du progrès matériel, est pourtant corroborée par tous les enseignements de l'expérience.

Les rapports qui dérivent de « la nature des choses » et « de la constitution de notre être » se trouvent donc modifiés ; il y a bien détermination dans une certaine mesure, mais les facteurs étant changés, la loi n'est plus immuable ; nécessité des rapports dérivant de la nature des choses, soit, mais d'une nature qui est influencée, façonnée, voire partiellement dirigée par l'homme. On voit comment la notion de libre arbitre, d'activité humaine déterminante et non plus déterminée, s'intègre dans la conception sociologique de Montesquieu.



(12) C'est ce que dit exactement Montesquieu : « Les lois ont des rapports sans nombre à des choses sans nombre. Ces rapports varient continuellement et les lois qui suivent varient continuellement ». *Chapitres inédits de l'Esprit des Lois*, dans BARCKHAUSEN : op. précité.

(13) Cf. PIROU : *Cours d'économie politique*. Introduction.

Il est curieux qu'Auguste Comte ¹⁴ lui ait précisément reproché de n'avoir pas tenu assez compte de ce que les causes physiques très puissantes à l'origine de la civilisation perdent progressivement leur empire à mesure que le développement humain permet d'atténuer et de dominer leur action. Dans le jeu réciproque des facteurs nature (au sens d'éléments physiques) et homme, c'est le dernier facteur qui tend à l'emporter. Il ne nous semble pas que cet aspect de l'évolution sociale ait échappé à Montesquieu ¹⁵.

Dans toute son œuvre, en effet, il nous montre le rôle de l'homme par rapport à la nature, il souligne notamment quelle doit être l'intervention du législateur à l'égard du milieu où se trouve la société : nous avons vu aussi comment les relations entre les hommes, et particulièrement comment les relations commerciales, se trouvent bouleversées par les découvertes de la science. La transformation apportée par les progrès scientifiques dans tous les plans de la vie individuelle et sociale est trop évidente et Montesquieu l'a suffisamment souligné ¹⁶ pour que nous nous y étendions ; marquons seulement qu'elle est l'expression la plus directe de l'influence de l'homme sur la nature, modifiant complètement les relations qui s'établissent entre l'homme et son milieu et les lois, sociales ou économiques, qui présidaient à ces relations ; l'influence du milieu se trouve considérablement atténuée, voire annihilée ; n'en citons qu'un exemple secondaire mais frappant, celui de l'urbanisme, au point de vue construction, aménagement, alimentation en eau notamment, etc... ¹⁷.

* *

Nous voudrions insister, par contre, sur le rôle joué, au point de vue social et économique, par l'évolution morale de la nature humaine. Montesquieu nous en fournit lui-même des exemples : l'esclavage civil, la polygamie, sont indéniablement,

(14) *Cours de Philosophie positive*, loc. cité.

(15) Cf. L. P. 105, 106. C. R. IV, p. 39, 40, 41 (édition citée). E. L. XXI, 6, 9, 10. *Pensées*, 344.

(16) Mêmes références.

(17) Cf. LAVEDAN : Histoire de l'urbanisme

nous l'avons vu, le résultat de facteurs naturels où le climat a une grande part, sinon la plus grande part : l'on peut donc poser comme une loi naturelle que sous tel climat l'on verra s'établir et durer l'esclavage ou la polygamie. Mais il suffira qu'un législateur soucieux de la dignité humaine et judicieux dans le choix des moyens, prenne des mesures appropriées pour mettre fin à un pareil état de choses et ces institutions disparaîtront ¹⁸ ; il est évident qu'il ne saurait être question d'interdiction rigoureuse et soudaine, mais d'une action patiente et habile (comme le recommande à un autre propos Montesquieu) ¹⁹, qui amènera les hommes à cesser d'eux-mêmes de telles pratiques.

L'influence de la morale sur l'ordre social peut être considérable et l'auteur de *l'Esprit des Lois* l'a lui-même souligné ²⁰. La pénétration de la civilisation occidentale chrétienne en Afrique, en Orient, en Polynésie, montre quelles transformations radicales des institutions et des mœurs l'on peut obtenir et qui vont directement à l'encontre des influences naturelles. Nous choisissons cet exemple en raison de l'importance de la théorie des climats dans *l'Esprit des Lois* ; le rôle d'un facteur physique aussi déterminant peut être déjoué et même partiellement annihilé au point de vue social, par la volonté humaine.

* *

Peut-on nier à un autre point de vue, l'action de la morale dans le domaine de l'économie proprement dite : les conditions du jeu de l'offre et de la demande sont-elles les mêmes suivant que les parties sont l'une et l'autre animées d'un esprit de justice et d'honnêteté ? Le fonctionnement du régime de libre concurrence est-il identique suivant que domine la recherche exclusive de l'intérêt personnel ou qu'elle se tempère de considérations d'équité ? L'évolution de la nature humaine est donc, dans la science économique, un élément de première

(18) E. L. XV, 8.

(19) E. L. XIX, 14, et chapitre inédit de *l'Esprit des Lois*, dans l'ouvrage cité de BARCKHAUSEN.

(20) « C'est la religion chrétienne qui malgré la grandeur de l'Empire et le vice du climat, a empêché le despotisme de s'établir en Ethiopie et a porté au milieu de l'Afrique les mœurs de l'Europe et ses lois ». E. L. XXIV, 3. Cf. aussi E. L. XV, 3.

importance. L'intérêt personnel ou la recherche du moindre effort sont, nous l'avons vu, des postulats éternels ; il n'en reste pas moins que ces mobiles essentiels de l'activité humaine peuvent se manifester de façon bien différente, s'atténuer, perdre de l'importance à mesure que l'homme se civilise, que la notion de solidarité, d'altruisme et de charité pénètre la conception qu'il a de ses intérêts, de ses droits et de ses devoirs. De même, et traduisant cette évolution de l'esprit et des mœurs, l'intervention du législateur agissant pour des motifs d'équité et suivant les principes d'une morale singulièrement épurée et spiritualisée, au cours des siècles, aidera à transformer plus radicalement l'ordre social : la solution du problème du juste prix en est un exemple caractéristique sur le plan économique.

Du point de vue purement scientifique, la morale comme les autres éléments humains (développement des connaissances, progrès des activités intellectuelles), joue son rôle au regard des lois naturelles, et un rôle peut-être plus particulier, plus spécifique, en ce qu'elle tend à élever l'homme au-dessus des motifs strictement intéressés qui forment la base primitive de l'activité et des échanges économiques.

* *

L'on trouvera des cas où, se fondant sur des fins idéales et impersonnelles, — ce que l'on englobe aujourd'hui sous le vocable de mystique, que l'objet en soit ou non religieux, — la volonté d'individus ou de groupes, peut se jouer des lois naturelles les plus irréfragables, créer un milieu économique où la loi de l'intérêt personnel, la loi de l'offre et de la demande, ne trouveront plus à s'exercer : les communautés religieuses, — et nous ne visons pas que les communautés catholiques, — constituent un régime économique absolument différent de celui auquel s'applique notre science économique ; certaines tentatives d'organisation communautaire suscitée par une réaction contre les excès du libéralisme capitaliste de notre époque répondent à des tendances analogues. Il s'agit sans doute de cas particuliers et qui relèvent de l'économie non euclidienne ²¹,

(21) Cf. BAUDIN : *La loi économique*, loc. cité.

mais dans une thèse où l'on a mis en relief l'importance de l'influence des facteurs naturels, ils méritent d'être signalés en faveur de la volonté humaine qui parvient à se jouer des lois naturelles apparemment les mieux établies. L'on connaît du reste, et ceci pour rattacher une telle digression à l'objet de notre étude, l'admiration que Montesquieu professait pour le régime économique établi dans le Paraguay par un ordre religieux célèbre ²².

Sans tenir compte des exceptions auxquelles nous venons de faire allusion, peut-on passer sous silence le rôle que joue la charité dans l'économie ; il suffit qu'elle se généralise et s'étende (évolution de la nature humaine), pour que soit mis en sommeil le principe essentiel des échanges. Sur un plan différent, mais voisin, il existe des Etats où l'assistance est entièrement à la charge de la générosité privée ; sans doute, est-elle la contrepartie de l'inégalité des fortunes dont parle Montesquieu ; il n'en reste pas moins qu'elle est librement consentie et que la philanthropie en est le ressort principal et original.

* *

Pour en revenir à l'influence déterminante du milieu, l'on ignore pas comment l'action délibérée d'un homme ou d'un groupement peut transformer une société, à l'encontre des exigences de ce milieu ; les exemples contemporains ne sont pas rares et pour en prendre un dans une région vouée par Montesquieu à l'immuabilité du fait de son climat ²³, nous citerons celui de la Turquie du Ghazi, qui est peut-être le plus frappant.

Mais, ici, l'on ne manquera pas d'objecter, en s'appuyant sur l'opinion même de Montesquieu, que la loi du climat, un instant ébranlée par une volonté remarquable, peut reprendre postérieurement son empire ; il ne faut pas juger sur un cas isolé du présent, mais sur les données de l'histoire. Dans la lutte entre les éléments physiques et la volonté humaine, cette dernière a enregistré depuis l'origine des succès grandissants, mais

(22) E. L. IV, 6.

(23) E. L. XIV, 4.

certains des premiers facteurs peuvent demeurer à jamais irréductibles.

Ce que nous voudrions dégager d'une trop longue analyse, c'est que Montesquieu, malgré l'importance qu'il donne à l'influence de la nature des choses, n'est pas matérialiste : c'est que son déterminisme laisse toute sa part au libre arbitre, non seulement dans le fait individuel distinct du phénomène social, mais en ce qui concerne la volonté susceptible de modifier l'état déterminé par les seuls éléments naturels.

* *

Telles quelles, et malgré ces réserves, les lois naturelles définies par Montesquieu conservent leur valeur scientifique, parce qu'en matière de science humaine il suffit que les règles formulées soient assez générales pour asseoir une science, assez clairement établies pour qu'un art puisse s'appuyer sur cette science. Contrairement aux sciences physiques, on ne saurait demander à l'économie et à la sociologie toute une hiérarchie de principes et de lois rigoureusement coordonnées et définies avec une précision incontestable. La rigueur et l'exactitude des lois économiques n'en sont pas pour autant inférieures à celle des lois scientifiques, et doit-on remarquer que si l'on donne le qualificatif d'exactes à certaines sciences par opposition aux sciences de l'humain, c'est parce que les premières sont susceptibles d'expression numérique et que les secondes ignorent le quantitatif ; or l'exactitude et la vérité ne sont pas une question de chiffres.

*
* *

Nous irons même plus loin ; il peut paraître que les lois sociologiques et économiques aient une valeur absolue plus grande (si l'on peut appliquer un comparatif à l'absolu) que les lois scientifiques, parce que celles-ci concernent un domaine qui échappe à notre simple entendement, à notre perception directe ; en d'autres termes et pour simplifier, les sciences s'attaquent à l'inconnu, la sociologie et l'économie au connu ; les lois scientifiques ne constituent que des explications en

fonction de nos connaissances du moment et qui par conséquent se modifient constamment : plus nos connaissances s'étendent et plus l'explication recule, plus elle est séparée des moyens directs de notre intelligence par une somme innombrable de faits, de découvertes et d'inductions.

Les lois scientifiques dépassent singulièrement les facultés naturelles et l'intellect humain en ce qu'elles mettent en œuvre des instruments d'investigation qui découvrent tout un domaine entièrement étranger à nos sens, parce qu'aussi les vérifications mathématiques appliquées aux hypothèses ne sont pas forcément probantes ; dès lors, ne s'étonne-t-on pas de trouver dans les sciences dites exactes des explications contradictoires et également valables scientifiquement : il en est ainsi en astronomie pour la formation des systèmes stellaires, où les deux théories opposées (concentration et dispersion) se justifient par des calculs identiques ²⁴ et l'on n'ignore pas que dans le domaine de l'optique, les théories contradictoires de l'émission et de l'ondulation n'ont été que récemment conciliées, et pour combien de temps, par le Prince L. de Broglie ²⁵.

* *

A l'inverse, les lois sociologiques et économiques régissent des phénomènes humains directement perceptibles ; elles restent à l'échelle humaine, tandis que les lois scientifiques sont à l'échelle de l'Univers créé ; elles appliquent les règles de l'induction raisonnée à des faits immédiatement et entièrement saisis par l'observation ; l'hypothèse émise, en pareille matière, s'applique donc à des phénomènes indiscutables, s'ils sont correctement enregistrés. Abstraction faite de l'esprit de système et du parti pris, les erreurs matérielles pouvant être évitées, c'est donc en matière sociologique que l'on devrait trouver les lois les plus clairement établies, toute part étant faite à l'intervention du libre arbitre.

Et de fait, nous l'avons vu, la science économique se fonde sur des postulats plus solides que ceux des sciences exactes,

(24) Cf. A. GEORGE : *La naissance des mondes*. F. CANOC : *Faits et rêves de l'astronomie*.

(25) Cf. *Matière et lumière*.

encore que l'intérêt personnel et la loi du moindre effort soient susceptibles d'évolution et surtout qu'ils ressortissent à d'autres disciplines, la philosophie entre autres. Il n'en est pas moins vrai que les lois générales et élémentaires de l'économie politique²⁶, loi fondamentale des grands nombres, loi de la concurrence, loi de l'offre et de la demande, loi des crises, etc... ont une exactitude plus grande que les principes analogues des sciences proprement dites, où toute découverte nouvelle peut remettre en question la loi la mieux établie.

Par contre, les lois secondaires de ces dernières sciences présentent, croyons-nous, une valeur positive supérieure ; l'explication dernière de toute une série de phénomènes physiques peut changer, mais la règle posée pour la réalisation de tel phénomène reste identique ; dans un milieu et dans des conditions données, la même expérience produira toujours les mêmes résultats. Les lois secondaires de l'économie paraissent moins solidement établies, parce que, comme l'on sait, à mesure que l'on descend du général au particulier, l'on se trouve en présence d'une foule de tendances et de circonstances qui donnent à chaque phénomène social un aspect original, spécifique, les lois les plus diverses entrant en jeu dans une série de faits en apparence semblables ; la complexité du phénomène en question est son aspect caractéristique et qui rend particulièrement malaisé l'établissement de règles secondaires précises.

Il est permis de penser cependant qu'en multipliant les observations grâce aux moyens modernes de constatation et d'enregistrement des faits, statistiques en particulier, qu'en se gardant de mêler les méthodes inductive et déductive, la première étant souvent arrêtée à mi-chemin, en s'efforçant aussi de rechercher les relations fonctionnelles réciproques des phénomènes et non plus seulement les rapports de causalité²⁷, il est permis de penser que la science économique pourra dans l'avenir compenser l'infériorité qu'elle présente actuellement sur ce point par rapport aux sciences exactes.

Montesquieu là encore a montré la voie : c'est dans l'observation des faits et par la méthode expérimentale que l'explication pourra être trouvée, la loi définie, en apportant à la véri-

(26) Cf. BARTHÉLEMY RAYNAUD : op. cité, T. II.

(27) PIROU : *Doctrines sociales et science économique*.

fication de l'hypothèse tout le soin, le désintéressement et la somme d'expériences qui lui donneront un caractère scientifique indiscutable. L'époque de Montesquieu manquait des moyens d'observation requis pour parvenir à l'établissement de lois économiques et sociologiques d'une certitude et d'une exactitude rigoureuses. Aussi, nous retenons surtout de son œuvre le point de départ, l'étape qu'elle marque dans les sciences qui nous intéressent, la méthode qu'elle innove et non les résultats de cette méthode.



La connaissance des lois naturelles est l'objet même de l'*Esprit des Lois*, en entendant notamment sous cette appellation tous les rapports qui lient nos activités, nos institutions, notre vie sociale en un mot, aux éléments naturels. Et c'est bien pourquoi, dans la mesure où il s'attache à l'économie politique, Montesquieu nous semble avoir fait vraiment œuvre d'économiste. M. Jaubert a adopté une opinion contraire et affirme dans l'introduction de sa thèse que pour l'auteur de l'*Esprit des Lois* la nature des lois économiques est essentiellement contingente et qu'il considère l'économie comme un art dépendant de la politique ; ajoutons qu'il tempère dans sa conclusion la rigueur de cette affirmation.

A notre avis, Montesquieu a bien traité l'économie politique comme une science ; il s'efforce d'abord de dégager des faits économiques leurs lois fondamentales ou secondaires ; que le législateur prenne connaissance de ces lois et intervienne, soit pour les faire appliquer, soit pour en atténuer ou en corriger l'exécution, ne signifie pas que l'économie soit seulement un aspect de l'art de gouverner. Il suffit que soit établie l'existence de lois pour qu'il y ait science ; que l'art politique soit fondé en partie sur la connaissance de ces lois n'enlève rien à leur caractère scientifique ; les arts et les techniques s'appuient tous sur des sciences ; le mérite de Montesquieu est d'avoir montré que l'art politique devait tenir le plus grand compte des lois naturelles, économiques et sociologiques, que l'art sans la connaissance, sans la science, était voué aux pires échecs.

* *

Cette conception de la science économique, qui s'oppose à celle des Physiocrates, est indéniablement très proche de nos théories modernes, comme le libéralisme de Montesquieu, tempéré et réaliste, s'apparente au libéralisme contemporain. Il existe des lois naturelles, dont l'exécution implique notre adhésion, notre consentement : les laisser jouer sans frein, si favorables que semblent devoir être leurs résultats, expose les hommes et les sociétés à des aventures dangereuses ; le législateur, ou tout groupement pourvu de l'autorité et de la compétence nécessaire, doit être l'intermédiaire entre les lois naturelles et les activités humaines, tempérer l'action rigoureuse des premières, orienter, stimuler ou contenir les secondes et nous n'avons pas besoin de souligner combien le domaine social est voisin et parent du domaine économique.

Cette intervention ne suppose nullement l'Etatisme, encore qu'on ne se dissimule pas les difficultés qu'il y a dans la pratique entre une adaptation raisonnée des lois naturelles, fondée sur l'intérêt général de la Société, et une politique anti-libérale. Tout art comporte des difficultés ; l'essentiel est qu'il soit bien orienté, que sa fin soit bonne ; fonder l'art de gouverner sur la connaissance approfondie de la science économique et utiliser les données de cette science, les lois naturelles économiques, au mieux des intérêts de la Société gouvernée, telle semble être la leçon profonde de l'*Esprit des Lois* qui se tient également éloigné de la politique étatiste, ignorante des nécessités naturelles, et du libéralisme absolu, ignorant des nécessités humaines : telle semble être aussi, après les leçons de l'expérience libérale du xix^e et du début du xx^e siècle, la position de l'Ecole libérale contemporaine.

Si les excès de certains régimes politiques contemporains redonnent un regain de vie et d'actualité aux idées libérales de Montesquieu, les résultats parallèles de deux systèmes économiques opposés, Etatisme absolu et liberté anarchique, doivent rendre un éclat aussi vif à ses théories économiques. La même compréhension des réalités, la même pénétration psychologique et la même appréciation clairvoyante et dégagée de toute illusion des faits humains s'attache en effet aux conclusions éco-

nomiques comme aux constructions politiques de l'Esprit des Lois.

* *

C'est par là que nous voudrions conclure : l'on peut discuter du mérite et de la portée des vues de Montesquieu en tel ou tel chapitre de l'économie politique ; on ne peut méconnaître la valeur du jugement d'ensemble qu'il porte sur cette science, ni son mérite de lui avoir donné une indépendance et une place qui ne feront que grandir après lui, mais dont il aura été l'initiateur. Par les portes qu'il a ouvertes, ses adversaires mêmes sont passés ; la voie où il s'engage le premier résolument devait s'élargir démesurément : comme en beaucoup d'autres domaines, ce ne sont point les premiers pas qui comptent le moins.

Ainsi que l'écrivait A. Sorel ²⁸ : « Montesquieu a laissé mieux que des préceptes, une méthode qui a permis de développer sa pensée et de l'appliquer à des conjectures qu'il n'avait pas pu prévoir ». L'auteur de *l'Esprit des Lois* ²⁹ a rempli son dessein qui était d'écrire non pour faire lire, mais pour faire penser. Dans le domaine de la sociologie et de l'économie, il n'a pas seulement contribué à faire penser, il a appris à penser suivant une discipline aussi nouvelle que féconde.

31 mars 1939.

Vu :

Le Doyen,
G. RIPPERT.

Vu :

Le Président de la Thèse
G. PIROU.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
A. ROUSSY.

(28) *Montesquieu.*

(29) E. L. XI, 20.

BIBLIOGRAPHIE

- BARCKHAUSEN : *Montesquieu, ses idées et ses œuvres.*
BARCKHAUSEN : *L'Esprit des Loix et les Archives de la Brède.*
L. BAUDIN : *L'individualisme en économie politique.*
L. BAUDIN : *La loi économique.* (revue d'économie politique 1924).
M. BLOCH : *Les progrès de la science économique.*
BOUZINAC : *J. F. Melon économiste.* Thèse Toulouse, 1906.
CANON : *Précis d'histoire de la finance française.*
DEDIEU : *Montesquieu.*
DEDIEU : *Les sources anglaises de l'Esprit des Loix.*
DELBOS : *La philosophie française.*
DELVAILLE : *L'idée de progrès.*
M. DODDS : *Les récits de voyages, sources de l'Esprit des Loix.*
DUBOIS : *Précis de l'histoire des doctrines économiques.*
DUPRAT : *Les idées économiques de Montesquieu* (Journal des Economistes 1870).
E. FAGUET : *Le XVIII^e siècle.*
L. FEBVRE : *La terre et l'évolution humaine.*
GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques.*
GONNARD : *Histoire des doctrines monétaires.*
GONNARD : *Histoire des doctrines économiques.*
Ch. JAUBERT : *Montesquieu économiste.* Thèse Aix, 1901.
G. JEZE : *Cours de science des finances et de législation financière.*
DE LAVERGNE : *Economistes français du XVIII^e siècle.*
MONTESQUIEU : *Œuvres complètes*, édition d'Amsterdam, 1784.
MONTESQUIEU : *Œuvres complètes*, édition Parrelle, 1826.
MONTESQUIEU : *Œuvres complètes*, édition de Laboulaye, 1875.
MONTESQUIEU : *Mélanges inédits.*
MONTESQUIEU : *Pensées et fragments inédits.*
MONTESQUIEU : *Voyages.*
MONTESQUIEU : *Correspondance.*
PECQUET : *Analyse raisonnée de l'Esprit des Loix.*
G. PIROU : *Cours d'économie politique.*
G. PIROU : *Doctrines sociales et science économique.*

BARTHÉLÉMY RAYNAUD : *La loi naturelle en économie politique*, t. I et II.

ROUSTAN : *Les philosophes de la Société au XVIII^e siècle*.

H. SEE : *L'évolution de la pensée politique en France au XVIII^e siècle*.

A. SOREL : *Montesquieu*.

STRUVE : *L'idée de loi naturelle dans la science économique*. (Revue d'Economie politique, 1921).

TOURNYOL DU CLOS : *Les idées financières de Montesquieu*. (Revue de science et de législation financière, 1912).

VIAN : *Biographie de Montesquieu*.

VIAN : *Bibliographie des œuvres de Montesquieu*.

WEULERSSE : *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*.

WEULERSSE : *Les Physiocrates*.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	9
Traits caractéristiques de la figure et de la vie de Montesquieu ..	9
Son œuvre : L'Esprit des Loïs	19
L'objet de l'ouvrage	19
Sa richesse et son désordre	21
Sa préparation	23
Son originalité	23
Le style	26
Influence de Montesquieu au XVIII ^e siècle	29
La portée actuelle de ses théories	33
La notion de loi naturelle	35
Le contenu économique de son œuvre	36

CHAPITRE PREMIER

Le cadre et les origines de l'œuvre économique de Montesquieu

Le milieu économique — Le Mercantilisme	40
Traits généraux de la politique mercantiliste	41
Historique du mercantilisme	43
Défauts et abus du mercantilisme	46
Les Doctrines	49
Le mercantilisme	49
Atténuations du mercantilisme et réactions	51
Les Sources de Montesquieu	52
Auteurs anglais	53
Récits de voyages	57
Economistes français — Melon	59
Le milieu où se forme Montesquieu	62
La terre	62
Bordeaux	63
Les voyages	63

CHAPITRE II

L'œuvre économique de Montesquieu

Analyse des parties économiques de son œuvre	67
L'Esprit des Loix	67
Le dessein général de l'ouvrage	67
La place qu'y tient l'économie politique	71
Les Lettres Persanes	73
Les Considérations	75
Les Œuvres Posthumes	76
Les Caractéristiques de l'œuvre économique	77
Infériorité technique	78
Supériorité des principes	79
Méthode expérimentale	79
Exclusion de toutes notions autres que l'observation scientifique	81
Les idées directrices	86
L'influence des constitutions	86
L'influence des éléments naturels	88
Notions générales et conciliation de ces deux thèmes	90

CHAPITRE III

Montesquieu et la loi naturelle

Préambule	95
La conception de la loi naturelle des origines jusqu'au XVIII ^e siècle	98
La conception moderne de la loi naturelle sociologique et économique	101
Indépendance et caractère scientifique de l'économie	102
Le déterminisme sociologique	106
Caractère original des lois économiques	108
La loi naturelle dans l'œuvre de Montesquieu	110
Existence de lois naturelles sociales et nécessité de les connaître	111
Définition et analyse de ces lois	113
Confusion avec les lois morales ou préceptes	115
Intelligence, libre arbitre et lois naturelles	117
L'éclair de génie et ses éclipses	119
Confusion avec les lois de l'état de nature	122
Confusion avec les lois physiologiques	124
Conclusion	125

CHAPITRE IV

**Montesquieu économiste. Production, répartition
et consommation des richesses**

Production	127
Les principes directeurs	128
Lois naturelles de proportion et d'équilibre des productions	129
L'intervention du législateur et la loi naturelle	131
Les trois branches d'activité productrice : agriculture, commerce, industrie	134
La population et la production	138
L'influence du milieu	141
— le climat	142
— le terrain	144
Les idées secondaires sur le travail	147
— l'esclavage et le travail	147
— le machinisme	150
Répartition	151
L'influence des constitutions politiques sur la répartition des richesses	152
Théorie de la propriété	154
Consommation	157
L'inégalité des fortunes et la loi naturelle de compensation	159
La productivité des dépenses	160
Théorie du luxe	162

CHAPITRE V

Prix. — Monnaie. — Crédit

Théorie de la valeur	164
Formation des prix	165
Théorie quantitative	165
Exposé et conséquences	166
Loi naturelle de l'offre et de la demande	168
La monnaie	170
Les métaux précieux	170
Abondance et rareté	171
Richesses de signe et richesses naturelles	173
Théorie de la valeur de la monnaie	174
Théories de l'époque	174
La position de Montesquieu	175
Argent signe et argent marchandise	176
Rôle de la monnaie	178
Monométallisme	179

Loi de Gresham	179
Le rôle de l'Etat au point de vue monétaire	180
Monnaie réelle et monnaie idéale	180
Dévaluation naturelle et inflation	183
La loi naturelle et l'intervention du législateur	184
Le change	185
Exposé	185
Le change et la loi naturelle	186
Le Crédit	188
Théorie du louage d'argent	188
Le prêt à intérêt et la loi naturelle	191
Les Banques	191

CHAPITRE VI

Le Commerce

Préliminaire	193
L'esprit de système	194
Commerces de luxe et d'économie	194
Rapports du commerce avec les constitutions	195
Critiques secondaires	201
Les constantes en matière de commerce	202
Influence des facteurs physiques et géographiques	203
Climat et terrain	203
Courants commerciaux internationaux	204
Influence du facteur humain	207
Influence des civilisations	208
Influence du commerce sur la civilisation	209
Influence réciproque du commerce et des institutions politiques	213
La liberté du commerce	215
L'idée dominante apparente et ses expressions	216
Le commerce en général	216
Le commerce international	219
Les contradictions	221
Contradictions apparentes	221
Contradictions réelles	222
L'idée dominante sous-jacente	223
Loi naturelle et intervention de l'Etat	223
Commerce intérieur	224
Commerce international	225
La loi naturelle de libre concurrence	225
Les mesures protectionnistes	226
Portée de la théorie de Montesquieu	227

Idées générales secondaires	229
Conséquences humaines du commerce	230
Subordination de l'individuel au social	231
La balance du commerce	231
La solidarité internationale, loi naturelle	233
Loi d'évolution historique des Sociétés	235
Conclusion	235

CHAPITRE VII

Les idées financières de Montesquieu

Préambule	237
Les ressources de l'Etat	237
Les impôts	238
Principes directeurs et lois naturelles	239
Les différentes formes d'impôts	241
La perception des impôts	245
Ferme et Régie	246
Vote des impôts	247
Peines fiscales	248
Remises d'impôts	249
Rapport des impôts avec la nature des Sociétés	250
Avec la constitution	251
Avec la liberté politique	252
Ressources secondaires	256
Charges, domaine, monopoles	256
Vues de Montesquieu sur la fiscalité en France	258
Les emprunts	259
Idées générales sur les dettes publiques et des rentiers	260
La conversion d'intérêt	263
L'amortissement	263
Conclusion	267
Les dépenses publiques	269
Les dépenses imprévues	269
Les dépenses d'armement	269
La Trésorerie et les Banques	271

CHAPITRE VIII

Montesquieu et les Physiocrates

Introduction — L'opinion des Physiocrates sur Montesquieu	273
Parallèle entre les idées de Montesquieu et de l'Ecole au point de vue économique	275
Production des richesses	277
Agriculture, commerce et industrie	278

Classes productives et stériles	279
Intervention de l'Etat	279
Le travail	280
Répartition des richesses	280
Le droit de propriété	280
Consommation des richesses	283
Le luxe et la productivité des dépenses	283
Circulation des richesses	285
Théorie de la valeur	285
Prix, monnaie, crédit	286
Le commerce	289
La libre concurrence	291
Le commerce international	292
Idées financières — Les impôts	295
Comparaison des conceptions de Montesquieu et de l'Ecole sur la loi naturelle	297
La doctrine physiocratique de l'ordre naturel	297
La position de Montesquieu à l'égard des mêmes données	300
Base physique de l'ordre social	300
Connaissance des lois naturelles	300
Caractère absolu, universel et immuable des lois naturelles	303
Conception scientifique de Montesquieu opposée à la conception finaliste et métaphysique de l'Ecole	307

CONCLUSION

L'idée de loi naturelle chez Montesquieu	311
Les différentes conceptions qui se manifestent dans son œuvre	312
Le rôle respectif de la nature et de l'homme dans la réalisation de l'équilibre économique	313
L'apport de Montesquieu en économie politique	316
Libération de l'économie des autres disciplines	317
Les lois sociologiques et économiques	318
Déterminisme et libre arbitre	319
Caractère original des lois sociologiques et économiques	321
La part du facteur humain et particulièrement des progrès intellectuels et moraux	324
Sciences de l'homme et sciences des choses	328
Montesquieu créateur de la science économique	332
BIBLIOGRAPHIE	335
TABLE DES MATIÈRES	337

PARIS - LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT — PARIS-V' — 1940
